MERCREDI 28 AOÛT 2024
80E ANNÉE – Nº 24775
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO





SCIENCE & MÉDECINE – SUPPLÉMENT

UNE CARTOGRAPHIE DES FAILLES SISMIQUES D'HAÏTI

Matignon : Macron exclut le Nouveau Front populaire

▸ Le chef de l'Etat a rejeté, lundi soir, au nom de la « stabilité institutionnelle », la candidature de Lucie Castets pour Matignon, proposée par le NFP

▸ Toutes les composantes du Nouveau Front populaire, arrivé en tête du second tour des législatives, voient dans ce refus un « déni » de démocratie

▸ Les partis de gauche refusent de participer au nouveau cycle de consultations d'où LFI est écartée et promettent une riposte institutionnelle et sociale

▸ Emmanuel Macron se retrouve dans un « face-à-face glacé » avec les partis, analyse Solenn de Royer dans sa chronique

PAGES 6-7

ÉDITORIAL

UNE SITUATION INÉDITE ET DANGEREUSE

PAGE 22

Ukraine
La plus grosse attaque russe depuis février 2022

Lundi, quinze provinces ont subi une série de frappes massives de missiles et de drones russes ciblant prioritairement des infrastructures énergétiques

PAGE 4

Allemagne
En Thuringe, au cœur de l'ex-RDA, la montée des extrêmes

L'extrême droite devrait arriver en tête dans ce petit Land où sont organisées des élections locales le 1er septembre

PAGE 3



JEUX PARALYMPIQUES

PARIS RETROUVE LA FLAMME

▸ A partir du 28 août et jusqu'au 8 septembre, quelque 4 400 athlètes en situation de handicap vont concourir sur 15 sites franciliens, ainsi qu'à Châteauroux

▸ 237 athlètes participeront sous les couleurs tricolores, espérant intégrer le top 8 au tableau des médailles

▸ De l'opération à la prothèse, « Le Monde » revient sur le long parcours des amputés

▸ L'Ile-de-France dévoile son plan de transport pour les Jeux et vise l'accessibilité totale du métro à une échéance de vingt ans

SUPPLÉMENT ET PAGES 10 ET 22

Gaza
Dans les hôpitaux, l'insoutenable famine infantile

Si aucun bilan ne recense spécifiquement les décès par malnutrition, les médecins font état d'une augmentation du nombre de très jeunes victimes

PAGE 2

Antisémitisme
Attentat contre la synagogue, saisie du Parquet antiterroriste

L'objectif de l'auteur des faits était de tuer des juifs se trouvant à l'intérieur de la synagogue incendiée dans l'Hérault

PAGE 8

Energie
La réexportation de gaz russe depuis les ports de l'UE prendra fin en 2025

PAGE 11

Prestations sociales
Dépendance : l'allocation de proche aidant est élargie

PAGE 11

Cuba
La répression continue de tétaniser la société civile

PAGE 5

Biodiversité
Au Mexique, les axolotls aux bons soins des sœurs

A Patzcuaro, à l'ouest de Mexico, des religieuses dominicaines élèvent ces salamandres parées de vertus médicinales et menacées d'extinction

PAGE 9



l'été en séries

Marguerite Duras, l'éternelle mythologie

Marquée par un avortement et la perte d'un enfant, l'écrivaine entretenait une relation complexe avec le féminisme

PAGES 16-17

Les batailles du théâtre

Quand Molière s'attaquait à la querelle des sexes avec « L'Ecole des femmes »

PAGE 20

Cinéma
« Septembre sans attendre », la comédie de la rentrée

Après « Eva en août », qui l'a révélé en France, le cinéaste espagnol Jonas Trueba déroule une nouvelle saison de l'amour

PAGE 12

M 00147 - 828 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, Allemagne 4,70 €, Andorre 4,20 €, Autriche 4,40 €, Belgique 3,90 €, Espagne 4,10 €, Grèce 4,10 €, Guadeloupe-Martinique 3,90 €, Italie 4,10 €, Luxembourg 4 €, Maroc 30 DH, Pays-Bas 4,50 €, Portugal cont. 4,10 €, La Réunion 3,90 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 6,50 DT


Un nouveau-né prématuré est évacué de l'hôpital Al-Aqsa vers l'hôpital Nasser de Khan Younès, dans la bande de Gaza, lundi 26 août.
ABD ELHKEEM KHALED / REUTERS

A Gaza, l'insoutenable famine infantile

A la différence des victimes des bombardements, aucun bilan ne recense les enfants morts de malnutrition

Hatim Alhaddad, nouveau-né de 1 jour, mort le 14 juin à cause de problèmes respiratoires combinés à la malnutrition. Abdulaziz Abdulrahman Salem, 15 jours, mort le 2 mars des suites d'un œdème de famine, qui se caractérise par un gonflement du visage. Mira Muhammad Bakr Al Shawa, 15 jours, décédée le 3 mars, en raison, elle aussi, de difficultés respiratoires aggravées par la malnutrition. Youssef Sami Al-Tiramisi, 25 jours, mort le 6 février, à cause de la malnutrition. La liste, déchirante, est loin d'être close.

Depuis le début de la guerre lancée par Israël contre Gaza, le 7 octobre 2023, dans les heures qui ont suivi l'attaque sanglante du Hamas sur le territoire de l'Etat hébreu, le département pédiatrique de l'hôpital Kamal-Adwan, situé dans le nord de l'enclave palestinienne, a enregistré la mort de trente-sept enfants par malnutrition et déshydratation. Au moment de leur décès, le poids de tous les nouveau-nés mentionnés plus haut était inférieur à la moyenne. Abdulaziz Abdulrahman Salem pesait 1,3 kg.

Médecin dans ce même établissement, Hussam Abu Safiya reçoit tous les jours une trentaine d'enfants *« montrant des symptômes de malnutrition et d'une sévère déshydratation*, explique ce praticien gazaoui, joint par WhatsApp. *En mai, j'ai examiné une fillette de 7 ans. Sa mère m'a dit que son enfant n'avait rien mangé ou bu depuis cinq jours. Je n'ai pas pu la sauver : elle est morte au bout de trois jours d'hospitalisation. »*

« La mère d'une fille de 7 ans m'a dit que son enfant n'avait rien mangé ou bu depuis cinq jours. Je n'ai pas pu la sauver »

HUSSAM ABU SAFIYEH
médecin à l'hôpital Kamal-Adwan

A l'hôpital Nasser, situé plus au sud dans la bande de Gaza, à Khan Younès, trois enfants ont perdu la vie depuis le mois de mai, en raison de la malnutrition. *« Un garçon de 6 ans et deux filles, l'une âgée de 1 an et l'autre de 6 mois*, précise le médecin Ahmed Al-Farra depuis Gaza. *Celle de 6 mois s'appelait Toline. Elle a été hospitalisée plusieurs fois, mais la dernière fois, le 23 août, on n'a pas pu la sauver. »* Sur les photos d'elle, vivante, qu'Ahmed Al-Farra a envoyées au *Monde*, la petite, en pleurs, n'avait plus que la peau sur les os.

Dans le département pédiatrique de l'hôpital Nasser, neuf mineurs sont hospitalisés, souffrant du manque de nourriture et d'eau potable, parfois en liaison avec d'autres comorbidités. L'unité des soins intensifs réservée aux enfants dans cet établissement, qui accueille notamment ceux ayant été blessés dans les bombardements, n'a plus de capacité pour prendre en charge les autres, ceux qui souffrent de malnutrition. *« Nous avons essayé de consacrer à ces enfants un petit espace dans l'unité des soins intensifs pour les adultes. Mais souvent, là-bas non plus, il n'y a pas de places disponibles »*, se désole Ahmed Al-Farra.

Contacté par *Le Monde*, l'Unicef alerte sur la situation : *« Plus de 50 000 enfants de moins de 5 ans dans la bande de Gaza ont besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë. »* L'organisation onusienne et ses partenaires ont identifié un total de 8 811 enfants souffrant de famine. La mort due à la malnutrition touche davantage les nouveau-nés, car *« les besoins en calories des mères enceintes et celles qui allaitent sont plus élevés*, explique Isra Saleh, praticien travaillant pour l'ONG Médecins du monde à Gaza. *La pénurie de nourriture, la restriction des aides humanitaires et l'absence quasi totale de suppléments* [multivitamines et autres] *affectent directement les mères et leurs bébés »*.

Des pillages avec violence

De son côté, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies s'inquiète du sort des mères qui, à Gaza, ont des difficultés pour allaiter en raison de *« carences nutritionnelles, du manque d'intimité, du stress et des traumatismes, aggravés par une pénurie de lait maternisé, des dépistages de malnutrition limités et une distribution incohérente de suppléments nutritionnels »*.

A Gaza, le nord de l'enclave présente une situation plus précaire. Si aucun décès, du moins dans les hôpitaux, n'a été jusqu'à présent observé dans le Sud par les acteurs locaux et internationaux. Selon l'Unicef, une augmentation des niveaux de malnutrition chez les enfants du nord de Gaza – où est situé l'hôpital Kamal-Adwan – a été observée en juillet, où plus de 650 ont reçu un diagnostic de malnutrition aiguë, soit une augmentation de 47 % par rapport à juin.

« Les Israéliens laissent passer peu de choses par le corridor Netzarim [une route militarisée aménagée par l'armée israélienne à partir de la mi-février, qui coupe l'enclave de Gaza en son milieu], explique depuis Khan Younès Jacob Granger, coordinateur des projets de Médecins sans frontières (MSF) à Gaza. *Dans le Nord, peu de fruits et de légumes sont disponibles. Les besoins en nutrition y sont plus prononcés. »*

Alors que la bande de Gaza dépendait déjà à 80 % de l'aide extérieure avant le 7 octobre 2023, aujourd'hui les approvisionnements, notamment en médicaments et en produits d'hygiène, sont devenus très insuffisants. *« Si, avant, plus de 100 camions sur 500 arrivant à Gaza tous les jours concernaient les fournitures humanitaires et hygiéniques, aujourd'hui nous n'en sommes qu'à 70 par jour, ce qui est extrêmement faible au vu des besoins écrasants »*, déplore Juliette Touma, porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), dans un entretien au *Monde*.

Depuis l'opération militaire de l'armée israélienne lancée à Rafah en mai, ce point de passage reste fermé. Le terminal de Kerem Shalom (Sud) reste la seule porte d'entrée. Erez, le point d'approvisionnement dans le nord-est de la bande de Gaza, ne voit, quant à lui, passer que quelques camions. Selon Jacob Granger, *« le problème à Kerem Shalom, devenu une énorme zone de stockage, est que les aides y restent bloquées très longtemps. Ensuite, pour des raisons logistiques, les faire parvenir de Kerem Shalom jusqu'à l'intérieur de la zone humanitaire est très compliqué »*. Autre difficulté : les pillages avec violence, qui *« fragilisent l'approvisionnement »*, précise-t-il.

Vingt des 36 hôpitaux de l'enclave sont complètement hors service

Dans ce contexte, les enfants les plus faibles, notamment ceux souffrant de maladies génétiques et qui ont besoin de nourriture et de suppléments nutritionnels spécifiques, et ceux dont les vaccinations ont été interrompues, présentent le plus de risques. Le 23 août, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé qu'un bébé de 10 mois à Gaza était désormais paralysé, victime de la polio. Le premier cas depuis plus de vingt-cinq ans.

Crainte des maladies infectieuses

« A Gaza, beaucoup d'enfants ont dû interrompre leurs vaccinations, ce qui les expose à des maladies infectieuses telles que la polio et la rougeole, confirme Louisa Baxter, qui pilote l'unité de santé d'urgence de l'ONG Save the Children dans l'enclave palestinienne. *Cette situation est encore plus préoccupante pour les enfants nés pendant la guerre, car ils pourraient avoir eu un calendrier vaccinal incomplet. »* Si la situation n'évolue pas, l'inquiétude sera encore plus forte à l'approche de l'hiver, où, selon cette médecin, le risque augmente considérablement d'assister *« à une résurgence des maladies infectieuses telles que la diarrhée et les infections pulmonaires, soit les principales causes de mortalité chez les enfants dans les contextes complexes, comme la vie dans les camps surpeuplés »*.

Selon les médecins contactés par *Le Monde* à Gaza, les parents, bien souvent, ne peuvent pas emmener leurs enfants rapidement à l'hôpital ou dans un centre de santé en raison des bombardements ou des opérations de l'armée israélienne. Et, circonstance aggravante, sur les trente-six hôpitaux de l'enclave, vingt sont complètement hors service.

Les moyens de transport sont également devenus rares et le fuel manque. Louisa Baxter se souvient de la visite d'une mère dans la clinique de Save the Children, à Deir Al-Balah, ville située dans le centre de Gaza, dont *« l'enfant allait mal et cela depuis déjà quelques jours. Quand je lui ai dit : "La prochaine fois, essayez de ramener le bébé dès que vous pouvez !", elle m'a répondu : "Je ne peux pas, parce que ma voiture a été détruite et je suis incapable de marcher avec mon enfant dans la chaleur pendant deux, trois heures jusqu'à la clinique" »*, rapporte-t-elle.

A ce stade, alors que les ordres d'évacuation lancés par l'armée israélienne sont quasi quotidiens, le directeur général de l'organisation Defense for Children International-Palestine, Khaled Quzmar, estime qu'aucun bilan ne peut être établi pour recenser les enfants morts à cause de la faim et du non-accès aux médicaments. *« Les statistiques relayées par différents organismes concernent les décès répertoriés dans les hôpitaux, alors que les enfants qui meurent ailleurs, dans les camps ou sur le chemin entre deux déplacements forcés, ne sont pas comptés »*, précise-t-il.

Aujourd'hui, même dans un scénario où les hostilités cesseraient – ce qui semble très peu probable, vu le peu d'avancées obtenues lors des dernières négociations au Caire –, Isra Saleh pense que le chemin vers une amélioration pour la santé des enfants de Gaza resterait très long, *« au moins deux ou trois ans »*. ■

GHAZAL GOLSHIRI

La montée des extrêmes dans l'est de l'Allemagne

La Thuringe s'attend à une percée électorale de l'extrême droite et de la gauche populiste, dimanche

ALTENBOURG ET ERFURT (THURINGE, ALLEMAGNE) - *envoyé spécial*

Avec seulement 2,1 millions d'habitants, soit 2,5 % de la population du pays, la Thuringe est l'un des Länder les moins peuplés d'Allemagne. Les élections qui s'y dérouleront, dimanche 1er septembre, n'en sont pas moins attendues avec fébrilité. D'abord, parce que le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), dirigé par l'ultraradical Björn Höcke, a de bonnes chances d'arriver en tête, les derniers sondages le créditant de 30 % des voix, soit 7 points de plus qu'aux élections régionales de 2019. Ensuite, parce qu'une toute nouvelle formation, l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), fondée il y a seulement sept mois, frôle les 20 % d'intentions de vote. Une percée qui, si elle se confirme, risque d'avoir des répercussions bien au-delà des frontières de cette petite région de l'ex-République démocratique allemande (RDA).

Situer politiquement le BSW n'est pas une mince affaire. Sur les questions économiques et sociales, il ne se distingue guère de Die Linke (« la gauche »), ce qui n'est pas étonnant dans la mesure où Sahra Wagenknecht fut pendant des années l'une des figures les plus influentes de ce parti dont elle animait l'aile la plus orthodoxe, la Plate-forme communiste, fidèle à l'héritage de Karl Marx.

En matière sociétale, en revanche, le BSW assume un positionnement plus conservateur, Sahra Wagenknecht ayant elle-même quitté Die Linke, fin 2023, parce qu'elle estimait que son parti était devenu le porte-voix d'une *« gauche lifestyle, engagée pour la diversité et l'ouverture des frontières, et contre le racisme et le changement climatique »*. Des causes certes *« honorables »* mais qui, selon elle, *« intéressent principalement les milieux éduqués des grandes villes »*, au risque de *« créer du ressentiment chez les gens moins privilégiés, qui ont l'impression qu'on ne leur parle pas des vrais problèmes du quotidien »*.

Dans la rurale Thuringe, couverte de vastes forêts et dépourvue de grandes métropoles, ce discours est porteur. Née elle-même à Iéna, la capitale économique de la région, Mme Wagenknecht en a fait l'un des axes forts de sa campagne.

L'AfD, dirigée par l'ultraradical Björn Höcke, est créditée de 30 % des voix, et le parti Alliance Sahra Wagenknecht frôle les 20 %

Et, manifestement, cela plaît, à en juger par les applaudissements qu'elle déclenche quand elle ironise sur *« les gens branchés des grandes villes qui boivent du lait d'avoine et du macchiato, font leurs courses dans des magasins bio et roulent en vélo-cargo »*, comme lors du meeting qu'elle a tenu sur la place d'Altenbourg, le 20 août, devant près de 400 personnes. Etait également présent son mari, Oskar Lafontaine, ancien président du Parti social-démocrate (SPD, 1995-1999), éphémère ministre des finances de Gerhard Schröder (1998-1999) et cofondateur, en 2007, de Die Linke, dont il a lui aussi fini par claquer la porte.

Située aux confins de la Thuringe et de la Saxe, un Land où se tiendront aussi des élections régionales, dimanche, avec, là encore, une flambée attendue de l'AfD et un probable score à deux chiffres pour le BSW, Altenbourg fait partie de ces petites villes périphériques, mal desservies par les transports publics et en déclin démographique. Le parti de Sahra Wagenknecht espère y tailler des croupières à l'extrême droite, qui a totalisé, à elle seule, 40 % des voix au scrutin communal du 26 mai.

Y parviendra-t-il ? Rien n'est moins sûr. Aux élections européennes du 9 juin, où le BSW a recueilli 6,2 % des voix à l'échelle nationale et obtenu son meilleur score en Thuringe (15 %), les analyses postélectorales ont révélé qu'il a attiré très majoritairement d'anciens électeurs du SPD et de Die Linke, et un peu mordu sur l'électorat de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et du Parti libéral-démocrate (FDP), mais beaucoup moins sur celui de l'AfD.

Venu écouter Sahra Wagenknecht sur la place d'Altenbourg, Toni Hollstein reconnaît qu'il y a encore un ou deux ans, il n'aurait *« jamais imaginé »* voter pour l'ancienne dirigeante de Die Linke. Le 1er septembre, il le fera sans hésiter, lui qui affirme pourtant avoir été *« depuis toujours »* un électeur de la CDU.

« Parce que je suis profondément pacifiste et que je ne peux plus voter pour un parti qui veut augmenter les dépenses militaires et livrer toujours plus d'armes à l'Ukraine », explique cet agent de maintenance chez un équipementier automobile. *« Wagenknecht a raison de dire qu'il faut aboutir à une paix au plus vite et que nous devons utiliser notre argent pour nos écoles, nos hôpitaux et nos retraites plutôt que financer une guerre sur le sol européen. Et puis, c'est une femme qui a de l'allure et de l'autorité »*, ajoute le quinquagénaire.

« Ligne prorusse »

Favorable à une levée des sanctions contre Moscou et à une reprise des importations de gaz russe, opposée à l'installation de missiles américains à longue portée sur le territoire allemand, annoncée par les Etats-Unis au dernier sommet de l'OTAN, Mme Wagenknecht a prévenu : *« Nous ne participerons qu'à des gouvernements régionaux qui prendront clairement position pour la diplomatie et contre la guerre »*, a-t-elle assuré, fin juillet. En posant ainsi ses conditions, celle qui n'est pas candidate elle-même – elle est députée au Bundestag – met sous pression la CDU, qui, en Thuringe comme en Saxe, pourrait avoir besoin de faire alliance avec le BSW si elle veut diriger les prochains exécutifs régionaux.

Aux yeux de ses détracteurs, qui se plaisent à rappeler qu'elle avait pris sa carte au Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), le parti au pouvoir en RDA, peu avant la chute du mur de Berlin, les prises de position de Sahra Wagenknecht sur la guerre en Ukraine sont la preuve qu'elle n'est pas une vraie démocrate. *« Ce qui la fascine chez Poutine, c'est le modèle de l'Etat autoritaire qu'il défend. Pour moi, il est clair qu'elle rêve de devenir une Vladimira Poutinova »*, a ainsi déclaré l'historien Ilko-Sascha Kowalczuk, le 21 août, sur la chaîne ZDF.

Deux semaines plus tôt, d'anciens dissidents est-allemands avaient publié une lettre ouverte accusant le BSW de *« propager la désinformation produite par le Kremlin, comme au temps de la RDA »* et demandant aux autres partis d'exclure toute alliance avec cette formation *« adepte d'un socialisme national »* et *« sur la même ligne prorusse »* que l'AfD.



Lors de la campagne d'Alliance Sahra Wagenknecht pour les élections régionales en Thuringe, à Altenbourg, le 20 août. THOMAS VICTOR POUR « LE MONDE »

Demande de justice sociale

Ces critiques indignent les partisans de Sahra Wagenknecht. *« Dire que le BSW soutient Poutine, ça, c'est de la désinformation, alors que notre programme dit que “nous condamnons l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui est contraire au droit international” »*, s'agace Steffen Quasebarth. Après trois décennies passées à présenter le journal du soir sur la chaîne publique régionale MDR, ce quinquagénaire a décidé, en mai, de rejoindre le BSW, qui l'a investi en troisième position sur sa liste en Thuringe, ce qui lui garantit d'être élu député régional. Résolument *« de gauche »*, il reproche à des partis comme les Verts ou Die Linke d'avoir *« délaissé les questions sociales »* et de *« ne pas avoir le courage d'aborder avec franchise certains sujets compliqués »*, comme l'immigration.

Quand Mme Wagenknecht a fondé son nouveau parti, en janvier, ses détracteurs n'ont pas manqué de rappeler qu'en 2018, déjà, cette invitée régulière des talk-shows télévisés, où son verbe mordant fait merveille, avait promis de rebattre les cartes du paysage politique en lançant un mouvement baptisé « Aufstehen » (« debout »), dont l'existence a duré à peine quelques mois.

Six ans plus tard, le BSW semble en mesure de s'enraciner plus durablement. Mieux structuré, il répond également à une demande de justice sociale qui ne s'exprimait pas avec la même intensité il y a six ans, dans une Allemagne qui n'avait pas encore été éprouvée par le Covid-19, ni subi les conséquences économiques de la guerre en Ukraine.

Qu'un tel parti séduise principalement à l'Est n'est pas surprenant. *« Après la réunification, les habitants de l'ex-RDA ont connu des années douloureuses, avec un chômage élevé et le sentiment collectif d'être abandonnés. Cela en a conduit beaucoup à se tourner vers la droite, voire l'extrême droite, alors qu'au fond, ils aspirent à un modèle social qui correspond aux idées traditionnelles de la gauche. C'est ce vide que le BSW veut combler »*, résume M. Quasebarth, convaincu que l'aventure de ce nouvel objet politique difficilement identifiable ne s'arrêtera pas à la Thuringe et à la Saxe. A treize mois des législatives, le BSW est déjà crédité de 8 % à 9 % des voix, devant Die Linke et le FDP, menacés de ne pas atteindre les 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag, et seulement 3 points derrière les Verts. ■

THOMAS WIEDER

Attentat de Solingen : Olaf Scholz promet d'accélérer les expulsions

Le chancelier allemand, qui s'est rendu dans la ville où a eu lieu l'attaque au couteau, a également assuré vouloir légiférer sur le port d'armes

BERLIN - *correspondante*

Trois jours après l'attaque au couteau survenue dans la nuit du 23 au 24 août, qui a coûté la vie à trois personnes lors d'un festival à Solingen, dans l'ouest de l'Allemagne, le chancelier Olaf Scholz a promis un tour de vis en matière d'immigration et un durcissement de la réglementation sur le port d'armes. A moins d'une semaine d'élections régionales dans l'est du pays, qui s'annoncent marquées par une forte progression de l'extrême droite, il s'est rendu, lundi 26 août, dans la ville où s'est déroulé le drame, située entre Düsseldorf et Cologne.

« Il s'agit de terrorisme, de terrorisme contre nous tous », a déclaré M. Scholz à la presse, en évoquant une attaque contre le mode de vie occidental. *« Je suis en colère »*, a-t-il ajouté.

Lors d'un festival célébrant le 650e anniversaire de la ville de Solingen, vendredi soir, trois personnes ont été tuées et huit autres ont été blessées. Le suspect, identifié comme Issa Al-H., est un réfugié syrien arrivé en Allemagne fin 2022, qui faisait l'objet d'une mesure d'expulsion. Soupçonné de liens avec l'organisation Etat islamique, il s'est rendu à la police samedi et a été arrêté.

« Nous devrons tout faire pour que ceux qui ne peuvent et ne doivent pas rester en Allemagne, soient expulsés », a promis le chancelier, affirmant que les reconduites à la frontière avaient augmenté de 30 % en 2024, et de deux tiers depuis 2021. *« Nous serons très attentifs à la façon dont nous pouvons faire croître davantage ces chiffres »*, a-t-il poursuivi, expliquant que les contrôles à la frontière orientale de l'Allemagne avaient, en parallèle, permis de réduire le nombre de migrants illégaux. Selon les données de la police fédérales citées par l'Agence France-Presse, le pays a procédé à l'expulsion de 21 206 personnes en 2023, alors qu'il en avait prévu près de 53 000.

« Moratoire »

L'attaque remet au premier plan les questions sécuritaires. Surtout, elle intervient moins de trois mois après la mort d'un policier poignardé par un réfugié afghan à Mannheim (sud-ouest), fin mai, qui avait suscité une vive émotion, juste avant les élections européennes. Olaf Scholz avait déjà promis des mesures d'expulsion contre les *« criminels »*, y compris originaires de Syrie et d'Afghanistan.

Toutefois, l'Allemagne ne procède pas à des expulsions vers ces pays, considérant que les conditions de sécurité sur place ne les permettent pas. Berlin avait indiqué, avant l'été, avoir lancé des discussions afin de les rendre possibles. L'attentat de vendredi vient alimenter les critiques des oppositions, qui reprochent au gouvernement son immobilisme, alors que l'immigration est un enjeu central des élections régionales de septembre.

« Des annonces seules ne suffiront pas », a averti Hendrik Wüst, le premier ministre (CDU, droite) de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où est située Solingen, qui accompagnait Olaf Scholz, lundi. *« Cela fait trois mois que nous débattons des conséquences de Mannheim, ça suffit. Il faut maintenant travailler ensemble »*, a renchéri le président de la CDU, Friedrich Merz, dimanche soir, appelant à l'arrêt de la politique d'accueil de réfugiés afghans et syriens, ainsi qu'à un contrôle plus strict des entrées aux frontières de l'Allemagne, plutôt qu'à des mesures sur la longueur des couteaux. Depuis plusieurs semaines, la ministre fédérale de l'intérieur, Nancy Faeser, a, en effet, mis en chantier un projet de loi visant à restreindre les armes à feu et à interdire le port de couteaux dont la lame dépasse 6 cm de long, contre 12 cm actuellement.

Plusieurs responsables du Parti social-démocrate (SPD, gauche), la formation du chancelier, ont rappelé que la Loi fondamentale et le droit européen rendaient impossible tout refus d'accueillir des demandeurs d'asile en provenance de Syrie ou d'Afghanistan.

Friedrich Merz devrait rencontrer Olaf Scholz, mardi, et évoquer avec lui les conséquences de l'attaque de Solingen. Sans surprise, l'extrême droite a demandé, elle aussi, *« un moratoire »* permettant l'*« arrêt de l'immigration, de l'accueil et de la naturalisation pendant au moins cinq ans »*, selon Alice Weidel, qui codirige le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), tandis que la députée Sahra Wagenknecht, à la tête du nouveau parti populiste de gauche qui se distingue par ses positions anti-immigration, a estimé, sur X, que *« quiconque* [permettait] *une immigration incontrôlée* [récoltait] *une violence incontrôlée »*.

Les critiques ont aussi émané de l'intérieur de la coalition. Le parti libéral FDP a appelé à un changement en profondeur de la politique migratoire, ironisant sur la pertinence de mesures encadrant le port de couteaux. ■

ELSA CONESA

Cet article est le premier d'Elsa Conesa en tant que correspondante à Berlin.

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

L'Ukraine visée par des frappes russes massives

Le pays a subi, lundi, la plus importante attaque de missiles et de drones depuis l'invasion de février 2022

KIEV - *correspondant*

Les explosions ont retenti un peu partout sur le territoire, de l'est à l'ouest, y compris dans des zones relativement épargnées par la guerre, à Kharkiv, Kropyvnytsky, Dnipro, Lviv, Loutsk, Kiev. L'Ukraine a été la cible, lundi 26 août au matin, de la plus importante attaque de missiles et de drones russes depuis le début de l'invasion, en février 2022.

Les frappes, qui se sont poursuivies mardi faisant quatre nouvelles victimes et des blessés, ont touché certaines infrastructures énergétiques dans quinze régions du pays. Cinq personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, selon le dernier bilan des autorités. Ces attaques interviennent alors que les forces ukrainiennes affirment gagner du terrain dans la région frontalière russe de Koursk depuis leur incursion lancée le 6 août.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a affirmé, sur sa chaîne Telegram, que les forces russes avaient lancé, lundi, *« plus de cent missiles de types divers et une centaine de* [drones] *Shahed »* kamikazes. Cent vingt-sept missiles et 109 drones d'attaque, a précisé en fin de journée l'état-major ukrainien. *« Nous pourrions faire beaucoup plus pour protéger des vies si l'aviation de nos voisins européens travaillait ensemble avec nos* [chasseurs] *F-16 et avec nos défenses antiaériennes »*, a-t-il ajouté ; le dirigeant avait annoncé l'arrivée des chasseurs américains tant attendus par ses forces armées début août, sans en préciser le nombre.



Jenia et Dima ont perdu leur mère dans l'explosion d'une bombe à Tokari (Ukraine), le 25 août. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

Coupures d'électricité d'urgence

De son côté, le ministère russe de la défense a annoncé avoir mené une *« frappe massive »* contre des sites énergétiques *« permettant le fonctionnement du complexe militaro-industriel de l'Ukraine »* ainsi que sur des *« sous-stations électriques »* dans neuf régions du pays. Des *« stations de compression »* du réseau gazier ont aussi été touchées dans les régions de Lviv et de Kharkiv, affirme un communiqué.

Les bombardements ont aussi atteint la centrale hydroélectrique située sur le fleuve Dniepr, en amont de la capitale. Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montre la route surplombant le barrage, jonchée de débris. Andriy Kovalenko, du Conseil national de sécurité et de défense d'Ukraine, a immédiatement affirmé que ces frappes ne représentaient pas une menace pour le barrage de Kiev.

En parallèle, lundi, des avions alliés ont survolé l'espace aérien de la Pologne, membre de l'OTAN, en raison de l'intensité des bombardements russes à proximité de sa frontière avec l'Ukraine. L'armée polonaise a annoncé qu'un *« appareil volant »*, probablement un drone kamikaze Shahed, avait pénétré dans son espace aérien, avant de disparaître des radars.

Dans la capitale ukrainienne, les premières explosions de la défense antiaérienne ont retenti dès 8 heures. Des milliers d'habitants se sont rués dans les stations de métro afin de se mettre à l'abri, tandis que l'opérateur énergétique ukrainien, Ukrenergo, imposait des coupures d'électricité d'urgence afin de stabiliser le réseau. Le maire de Kiev, Vitali Klitschko, a également annoncé que certains quartiers seraient privés d'eau.

L'alerte a duré sept heures et quarante-six minutes. Les autorités ukrainiennes ont reçu l'ordre d'ouvrir des *« points d'invincibilité »*, des abris où les gens peuvent recharger leur téléphone et d'autres appareils pendant les coupures de courant, a indiqué le premier ministre, Denys Chmyhal.

« L'ennemi terrorise à nouveau l'ensemble de l'Ukraine avec ses missiles. Le secteur de l'énergie est dans le collimateur », a écrit le ministre de l'énergie, German Galushchenko, sur Facebook. La situation s'est peu à peu améliorée dans la journée, alors que l'électricité et l'eau revenaient dans certains foyers. Les autorités n'ont pour le moment pas fourni de détails sur l'ampleur des dégâts subis par le réseau énergétique du pays et d'autres infrastructures.

Dans une interview au média *NV.UA*, le directeur des programmes énergétiques du Centre Razoumkov, un groupe de réflexion, a confirmé que les frappes avaient

Les bombardements ont touché des infrastructures critiques liées à l'énergie

touché des infrastructures critiques liées à l'énergie, tant au niveau de la production qu'au niveau du système de distribution. *« L'essentiel est que la situation soit actuellement sous contrôle à Ukrenergo,* souligne Volodymyr Omelchenko. *Il n'y a pas eu de panne d'électricité. Il s'agissait d'arrêts d'urgence sur commande. »*

Les forces armées russes ont, à plusieurs reprises depuis le déclenchement de l'invasion, lancé des campagnes de frappes systématiques sur les infrastructures critiques. Elles avaient déjà détruit une importante partie du réseau de distribution ukrainien lors de l'hiver 2022-2023, provoquant des coupures de courant et d'eau pour des millions de personnes.

Depuis le mois de mars de cette année, Moscou a réitéré ses bombardements sur les infrastructures, se focalisant principalement sur les capacités de production, les centrales électriques, jusqu'à détruire 80 % des capacités de production thermique. Ces attaques, qui ont détruit plus de 9 gigawatts de la capacité de production d'électricité, ont obligé l'opérateur Ukrenergo à imposer des coupures de courant dans tout le pays à partir de l'été, afin d'équilibrer la demande.

Les Ukrainiens peinent à arrêter les frappes combinées de missiles et de drones russes lancées sur le territoire en raison d'un manque de moyens au niveau de la défense antiaérienne. Mardi 20 août, le commandant en chef des forces armées, Oleksandr Syrsky, a d'ailleurs donné un aperçu des taux d'interception de missiles et de drones depuis le début de l'invasion. Ainsi, sur les 9 627 missiles et 13 997 drones russes lancés sur le territoire ukrainien, respectivement 2 429 et 9 272 ont été interceptés par les forces armées.

Les autorités cherchent à réparer les centrales électriques le plus vite possible et à mettre en place des unités d'énergie décentralisées afin de subvenir aux besoins. Toutefois, certains experts craignent que l'Ukraine ne parvienne pas à retrouver un équilibre énergétique avant l'hiver et ses températures négatives, synonymes d'une forte consommation d'énergie.

Lundi, dans la journée, le ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a écrit sur le réseau social X que l'agression russe « [devait] *être fermement condamnée et faire l'objet d'une action concrète de la part de la communauté internationale »*. Il a appelé les partenaires de Kiev à lever les restrictions sur l'utilisation d'armes de longue portée fournies par l'Occident pour frapper des *« cibles militaires légitimes sur le territoire russe »*. Pour le moment, malgré les demandes répétées de Kiev, les alliés occidentaux continuent de maintenir leur position selon laquelle leurs missiles de longue portée ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur des frontières de l'Ukraine. ■

THOMAS D'ISTRIA

Une équipe de l'agence Reuters victime d'un tir de missile russe

Une frappe imputée à l'armée russe a aussi touché, dimanche 25 août, une équipe de Reuters dans son hôtel à Kramatorsk (est de l'Ukraine), tuant un conseiller à la sécurité, Ryan Evans, 38 ans, et blessant deux journalistes, dont l'un se trouve dans un état grave, selon l'agence de presse. Ancien soldat britannique, Ryan Evans *« faisait partie de l'équipe de Reuters qui logeait à l'Hôtel Sapphire, à Kramatorsk (...), lorsqu'il a été frappé par un tir de missile »*, a affirmé l'agence dans un communiqué, sur X.

En Russie, les chaînes Telegram proguerre en ébullition

Depuis l'arrestation en France de Pavel Durov, les blogueurs militaires s'inquiètent de perdre leur principal canal d'échanges sur le front

MOSCOU - *correspondant*

Sur Telegram, les chaînes russes proguerre n'en finissent pas de disséquer les dernières informations sur Pavel Durov. Depuis que le fondateur et patron de la plate-forme de messagerie la plus utilisée en Russie, notamment dans les milieux de la défense, a été arrêté, samedi 24 août au soir à Paris, les vrais-faux experts militaires et « correspondants de guerre » ne cessent de prendre sa défense. Les uns après les autres, ils ont appelé à sa libération, relayé les sites de vente de tee-shirts *« #freedurov »* et publié la photo d'un obus qui, portant son nom en lettres noires, était visiblement destiné à l'ennemi à l'Ouest.

Lundi 26 août, ces chaînes « Z », lettre symbole du soutien à l'« opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine, ont, certes, dû se concentrer sur l'actualité du jour, les massives attaques russes à travers le pays voisin. Mais les déclarations venues de Paris dans la soirée de la procureure de la République, Laure Beccuau, ont vite remis le tout-Telegram proguerre en ébullition : « Durov accusé de 12 crimes », a vite titré Opération Z, une chaîne de *« volontaires et correspondants du "printemps russe" »*. Une manière radicale de présenter la déclaration de la procureure de la République : Pavel Durov, dont la garde à vue a été prolongée jusqu'au mercredi 28 août, est soupçonné de « blanchiment de crimes ou délits en bande organisée » mais aussi de « refus de communiquer, sur demandes des autorités habilitées, les informations ou documents nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi ».

Peu importe les soupçons pesant en France et ailleurs dans le monde sur le milliardaire franco-russe de 39 ans, les réseaux russes bouillonnent de rumeurs. Paris agirait sous ordre de Washington en vue de l'élection présidentielle américaine de novembre, afin de mettre sous contrôle Telegram, populaire outre-Atlantique ; Paris s'inquiéterait des liens de Pavel Durov avec l'Azerbaïdjan, où il venait de passer quelques jours et où, selon une rumeur démentie par le Kremlin, il aurait même rencontré le président russe, Vladimir Poutine ; Paris aurait de véritables griefs personnels contre le fondateur de Telegram. Quelle que soit la version, la conclusion reste la même : *« La liberté d'expression est supprimée en Europe. » « Nous vivons dans un monde où les idées de George Orwell ont complètement triomphé »*, regrette Boris Rojine, sur Colonelcassad, l'une des plus populaires chaînes militaires de Telegram.

Vladimir Poutine, lui, n'a fait aucun commentaire public. Mais son porte-parole, Dmitri Peskov, a donné le ton. Visiblement en manque d'informations provenant de Paris, le Kremlin a cherché l'apaisement. *« Nous ne savons pas concrètement de quoi Durov est accusé. Avant de dire quoi que ce soit, il faut attendre que la situation s'éclaircisse (...). Sans cela, il serait probablement inapproprié de faire des déclarations quelconques »*, a tempéré M. Peskov. Du coup, les télévisions et les médias pro-Kremlin se sont montrés, lundi 26 août, moins offensifs dans leur couverture de l'actualité concernant Durov. Mais, coïncidence ? Annoncé le même jour, le début du procès du Français Laurent Vinatier, collaborateur d'une ONG suisse, arrêté début juin en Russie pour ne pas s'être déclaré *« agent de l'étranger »*, a été fixé au 3 septembre.

Messagerie proprement russe

Au-delà des évolutions de la propagande, les chaînes proguerre, elles, ne cachent pas leurs inquiétudes, palpables depuis deux jours sur Telegram. En deux ans et demi d'« opération spéciale » du Kremlin en Ukraine, la messagerie est en effet devenue un puissant canal utilisé par les réseaux militaires russes, sur le front et sur l'arrière-front.

Elle fait partie du quotidien, véritable alternative aux sources officielles, y compris chez les soldats. En 2023, Evgueni Prigojine, le chef de la milice Wagner mort dans le crash de son avion, en août 2023, en avait d'ailleurs fait son principal réseau de communication pour critiquer le haut commandement et appeler au soutien de l'opinion publique. D'où un début de vent de panique dans les rangs : si l'arrestation de Pavel Durov menait à l'interdiction de Telegram, comment continuer à échanger ? *« C'est actuellement la base de nos communications militaires. Désormais, tout est en péril »*, s'alarme ainsi Alexeï Soukonkine, l'un de ces « commentateurs » militaires sur Telegram.

Sur ces chaînes militaires, ils sont nombreux à relancer une vieille demande : la création d'une messagerie proprement russe pour ne plus dépendre de Telegram. *« Cela revêt une importance vitale »*, insiste Rybar, une chaîne proche du ministère russe de la défense, inquiète de voir les services de renseignement occidentaux accéder à des informations sensibles. *« Ce serait triste et drôle tout à la fois si l'arrestation de Pavel Durov sert de catalyseur aux changements »*, ironise Rybar, rappelant *« les problèmes accumulés depuis deux ans et sur lesquels, pour une raison quelconque, les départements concernés ont préféré fermer les yeux »*.

D'autres commencent à craindre les effets pratiques de l'arrestation de Pavel Durov : *« Dès qu'il rendra les clés de Telegram, et ce n'est qu'une question de temps, en l'absence d'une connexion normale, notre armée deviendra encore plus vulnérable »*, redoute Roman Alekhine. Comme les autres blogueurs militaires russes, il en est désormais réduit à suivre le front judiciaire à Paris. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

A Cuba, la répression continue de tétaniser la société civile

Surveillance accrue, emprisonnement, justice expéditive… la situation des contestataires sur l'île caribéenne préoccupe de nombreuses ONG

REPORTAGE

LA HAVANE - *envoyée spéciale*

La nuit tombe à La Havane et, dans un bar de la vieille ville, plusieurs artistes se retrouvent, heureux, après des mois de séparation. Certains étaient à l'étranger, d'autres ne sortaient guère de leurs ateliers, quand quelques-uns travaillaient dans l'industrie touristique pour remplir leur frigo. *« En tant qu'artistes, nous avons le privilège de pouvoir voyager pour participer à des expositions ou des résidences à l'étranger »*, raconte Eduardo (tous les prénoms ont été changés), un peintre, de retour d'Europe. Un de ses amis lui demande, le regard malicieux : *« As-tu pensé à ne pas rentrer ? »* Eduardo soupire : *« L'éternelle question qui revient à chaque voyage, car il serait facile de filer à l'anglaise, comme en rêvent beaucoup de jeunes Cubains. »*

Alors que le pays fait face à la pire crise sociale de son histoire – près de 500 000 Cubains auraient quitté l'île ces dernières années, le plus souvent dans des conditions précaires –, Eduardo est cependant rentré : *« D'abord, ma mère est âgée et, surtout, j'aime profondément ce pays, malgré toutes les difficultés. »*

Dans ce groupe, personne n'a envie d'engager une conversation sur la politique. Eduardo n'a jamais défendu le gouvernement cubain, mais il se refuse également à se ranger du côté de l'opposition. *« Ils utilisent des artistes pour leur cause et je ne trouve pas cela correct »*, explique cet homme à la forte carrure. *« Si tu es comme l'artiste cubaine Tania Bruguera, qui met en scène son activisme, tu as le monde de l'art à tes pieds. Mais sinon, tu n'intéresses pas les collectionneurs et les galeries, qui recherchent uniquement des artistes qui critiquent le régime et qui sont exilés à Miami, à New York ou à Madrid »*, estime-t-il, amer, devant ses amis qui acquiescent.



L'artiste cubain Luis Manuel Otero Alcantara, figure du mouvement d'opposition San Isidro, est conduit à l'hôpital au huitième jour d'une grève de la faim, le 2 mai 2021, à La Havane. CUBAN TV/AFP

« On est coincés »

Le milieu artistique est souvent présenté comme le cœur de la contestation au régime cubain, en particulier depuis la création du Mouvement San Isidro, en 2018, pour s'opposer à un décret obligeant les artistes à déclarer toute activité au ministère de la culture. Ces cinéastes et musiciens ont réalisé diverses protestations ces dernières années, dont des sit-in et des grèves de la faim dans plusieurs villes. Ils ont aussi composé une chanson, *La Patrie et la Vie*, devenue le slogan de leurs manifestations, en opposition à celui de Fidel Castro, *« La patrie ou la mort ! »*, peint sur bien des murs de l'île. *« Ce slogan, "La patrie et la vie", a été beaucoup plus parlant que n'importe quelle analyse politique et il a eu un vrai écho au sein de la population »*, considère Janette Habel, chercheuse à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine à Paris et spécialiste de Cuba.

Dans le bar, plusieurs serveuses sont d'anciennes élèves des cours d'arts plastiques qu'Eduardo donne aux Beaux-Arts de La Havane. Elles non plus ne traitent pas de politique dans leurs œuvres, mais toutes ont été approchées par les milieux d'opposition à un moment. *« On est entre la faucille et le marteau »*, déclare l'une d'elles, en souriant, *coincés entre une opposition qui cherche à nous recruter et le régime, qui pourrait nous envoyer en prison pour quelques phrases critiques. »*

Elle a participé aux manifestations spontanées du 11 juillet 2021 – surnommé le « 11 J » –, quand des Cubains ont occupé les rues pour demander plus de liberté et de nourriture : *« Je suis venue avec des amis, plus par curiosité, mais très vite, j'ai pris peur. »* Et en effet, elle a bien reçu la visite de la police chez elle dans les jours suivants. Après une enquête, les policiers ont finalement abandonné. *« Depuis, on est certainement plus surveillés et on fait tous très attention, en particulier sur ce qu'on poste sur les réseaux sociaux »*, ajoute cette jeune sculptrice. Dans le groupe, beaucoup se considèrent comme chanceux, car personne n'ignore la répression qui a suivi cette manifestation de l'été 2021.

Selon l'organisation espagnole Prisoners Defenders, qui défend les prisonniers politiques dans dix pays, 896 personnes sont toujours emprisonnées pour cette journée de protestation. *« Quelque 209 adultes et 15 mineurs ont été condamnés pour "sédition", c'est-à-dire pour s'être prétendument opposés violemment à l'Etat cubain*, explique Javier Larrondo, qui dirige cette organisation installée à Madrid. *Les adultes ont reçu des peines allant de dix à vingt ans de prison, et les mineurs ont écopé de cinq ans en appel, après une campagne internationale qui a demandé en vain leur libération. Les autres condamnés ont reçu des peines allant d'un à dix ans de prison pour des atteintes diverses à l'ordre public. »*

Prisoners Defenders estime que dans l'immense majorité des cas, les condamnés sont de simples citoyens qui n'étaient pas liés aux organisations anticastristes issues de la diaspora cubaine installée à Miami. *« Certains étaient même des militants du Parti communiste cubain, qui ont simplement crié des slogans »*, raconte M. Larrondo. Pour Amnesty International, le régime cubain viole les libertés d'expression et d'association et ne permet pas aux accusés de bénéficier d'un procès juste. *« Dans beaucoup de cas, on a le sentiment que la sentence était déjà écrite au début de leur procès »*, estime Johanna Cilano Pelaez, qui s'occupe de la région caraïbe pour l'association.

Avec la chanson « La Patrie et la Vie », écho au slogan castriste « La patrie ou la mort ! », les artistes ont marqué les esprits

L'organisation internationale de défense des droits humains n'a pas eu le droit de se rendre à Cuba depuis 1988, et ce malgré des demandes renouvelées chaque année aux autorités cubaines de rendre visite à des prisonniers. *« Mais nous savons, grâce à diverses sources, que Cuba ne respecte nullement les droits des détenus. Certains sont en isolement total, comme le militant José Daniel Ferrer Garcia, fondateur de l'Union patriotique de Cuba, la plus grande organisation dissidente de l'île. José a été arrêté alors qu'il se rendait à la manifestation du 11 juillet 2021 »*, ajoute la responsable d'Amnesty. A cela s'ajoute une longue liste de mauvais traitements en détention, en particulier le manque de nourriture et de médicaments, décrits dans le dernier rapport de l'ONG sur Cuba.

« Sacrifiés pour l'exemple »

A La Havane, le « 11 J » a laissé un goût amer, même pour ceux qui défendent le régime. Dans leur appartement du quartier du Vedado, un couple de fonctionnaires reconnaît facilement les *« erreurs de cette gestion »*. Luis souligne que *« les médias officiels n'en ont pas parlé, comme si cette journée n'avait jamais existé. Au contraire, nous aurions dû en débattre amplement dans la société et écouter ces revendications »*. Son épouse avoue qu'elle a été choquée de voir des manifestants mettre le feu à des voitures de police, *« alors qu'il s'agit d'un bien commun et que nous vivons une crise sociale d'envergure. Mais les jeunes auraient dû être libérés, cela n'a pas de sens qu'ils restent en prison »*.

Malgré toutes les critiques, internes et externes, le régime semble décidé à poursuivre la répression. Dans le bar de la vieille Havane, la discussion sur la politique a pris le dessus sur celle de l'art. *« Ces détenus ont été sacrifiés pour l'exemple, pour qu'on ne prenne pas un chemin de travers »*, conclut Eduardo. Et, autour de la table, l'ambiance a brutalement changé, laissant toute la place à la tristesse et à la résignation. ■

ALICE SOLEDAD

Pakistan : vague d'attentats meurtriers au Baloutchistan

Les attaques, revendiquées par l'Armée de libération de cette région, ont fait 51 morts

NEW DELHI - *correspondante*

Le Pakistan est de nouveau rattrapé par le terrorisme aveugle, massif. Dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 août, une série d'attentats coordonnés a frappé la région du Baloutchistan, faisant 51 morts, selon le dernier bilan, établi mardi 27 août au matin. Les attaques ont eu lieu dans une douzaine de sites dans les districts de Quetta, Gwadar, Musakhail. Des commissariats, des postes de police ont été visés, une ligne ferroviaire a été dynamitée près de Mastung. Partout des images d'immeubles calcinés, ou éventrés, de véhicules incendiés et renversés, de familles éplorées témoignent de la rage des insurgés.

Le pire carnage a eu lieu non loin du Pendjab, vers Musakhail. Les séparatistes de l'Armée de libération du Baloutchistan, qui ont revendiqué l'opération, ont pris pour cible les véhicules sur une autoroute reliant le Pendjab. Ils ont arrêté bus, voitures et camions, pour demander les identités des passagers, avant d'exécuter par balle tous ceux qui étaient pendjabis. *« Les Baloutches ont le sentiment d'être exploités par l'armée, composée majoritairement de Pendjabis. C'est un acte clairement dirigé contre l'establishment »*, explique un spécialiste sous le couvert de l'anonymat.

Dans un communiqué publié peu après minuit, lundi, le groupe armé avait averti les habitants de ne pas s'approcher des autoroutes, précisant que *« leur combat visait l'armée pakistanaise d'occupation »*.

Interdite depuis 2016, cette organisation, qui revendique l'autonomie du Baloutchistan, compterait environ 3 000 soldats, mais beaucoup plus de sympathisants, regroupés notamment dans la région de Makran, vers la mer d'Arabie. Cette région aride et montagneuse, fermée aux étrangers, située à la frontière avec l'Iran et avec l'Afghanistan, est la plus vaste des quatre provinces du Pakistan – 43 % du territoire –, mais la moins peuplée, à peine 6 % de la population. Elle est aussi la plus pauvre, alors que son sous-sol recèle quantité de minerais, de réserves de pétrole, de gaz, de cuivre et d'or.

Les Chinois, cibles privilégiées

Ce paradoxe entre pauvreté et abondance nourrit une part des griefs de la population, à majorité tribale, très peu alphabétisée, qui se sent abandonnée, spoliée. La frustration a été décuplée avec la construction, depuis 2002, du port de Gwadar, sur la mer d'Arabie, projet majeur du corridor économique Chine-Pakistan qui doit offrir un débouché maritime à Pékin et éviter le détroit de Malacca. Avec 750 kilomètres de littoral, la province revêt une importance géostratégique pour toute l'Asie.

L'insurrection des séparatistes contre le pouvoir central dominé par l'élite du Pendjab remonte aux origines du Pakistan. Un an après la création du pays, en 1947, né de la partition avec l'Inde, éclatait la première révolte des Baloutches pour demander l'indépendance de leur territoire, qui s'étendait avant l'Empire britannique sur l'Iran et l'Afghanistan. Les dirigeants pakistanais s'y sont opposés, défendant une vision nationale basée sur l'intégration des minorités et le refus des appartenances ethniques.

La population, à majorité tribale, peu alphabétisée, se sent abandonnée, spoliée

Les séparatistes ont précisé que « leur combat visait l'armée pakistanaise d'occupation »

L'intensité des affrontements culmine entre 1973 et 1977, faisant près de 9 000 morts. Longtemps, l'Armée de libération du Baloutchistan s'est contentée de mener des attaques contre l'armée, les infrastructures étatiques, mais, désormais, les rebelles n'hésitent plus à tuer des civils. Les Chinois, qui construisent le port de Gwadar, sont une cible privilégiée. Ce projet a attisé la rancœur des populations locales, le sentiment de dépossession, en particulier des pêcheurs, privés de leur accès traditionnel à la mer d'Arabie et concurrencés par des navires chinois. Les emplois promis n'ont pas profité aux Baloutches.

Violences policières

Muhammad Amir Rana, spécialiste de la sécurité, estime que l'insurrection entre dans une phase politique et devrait obliger l'Etat à *« élaborer une stratégie politique différente d'engagement et de réconciliation pour relever le défi qu'il a longtemps évité »*. Les maigres efforts déployés par Islamabad à partir de 2008 pour aider le Baloutchistan ont été ruinés par la corruption et par la politique d'extrême répression des militaires, émaillée de disparitions forcées de personnes, suspectées d'être des militants, et d'exécutions extrajudiciaires. L'Etat n'a jamais tenu ses promesses, et la région souffre d'un sous-développement chronique. Près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Depuis un an, la colère de la société civile gronde contre les violences policières. Les manifestations se multiplient sous l'influence notamment de Mahrang Baloch, la dirigeante du Comité Baloch Yakjehti, un mouvement de défense des droits humains. En décembre 2023, après l'assassinat de quatre Baloutches, cette chirurgienne a pris la tête d'une marche de 1 800 kilomètres, de Turbat jusqu'à Islamabad.

Les élections législatives de février ont ensuite provoqué l'étincelle d'une nouvelle révolte contre le *« vol de mandat public »*. Des fraudes massives ont été relevées, encore plus grandes que dans le reste du pays, au détriment des partis baloutches. De nouveau, la population a eu le sentiment d'être privée de ses droits civiques.

Le Baloutchistan n'est pas le seul foyer de violence au Pakistan. Depuis la fin du cessez-le-feu des talibans pakistanais en 2022, les attaques terroristes se sont multipliées, alors que le pays plongeait dans une crise politique exacerbée par l'éviction du pouvoir d'Imran Khan. En 2023, 527 actes terroristes ont été comptabilisés, faisant 1 502 morts. Depuis le début de l'année, déjà 476 attaques et 1 123 morts ont été recensés. L'instabilité et la violence gangrènent le « pays des purs » depuis sa naissance. ■

SOPHIE LANDRIN

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

GOUVERNEMENT

Macron rejette un gouvernement issu du NFP

Le chef de l'Etat a écarté, lundi soir, la candidature de Lucie Castets, proposée par l'alliance de partis de gauche, invoquant la « stabilité institutionnelle »



Après avoir tergiversé pendant plusieurs semaines, Emmanuel Macron a finalement fermé la porte à un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP) lundi 26 août, au soir. Dans un communiqué adressé par l'Elysée aux rédactions peu avant 20 heures, le président de la République a exclu de nommer Lucie Castets à Matignon.

« La stabilité institutionnelle impose de ne pas retenir cette option », avance-t-il, car un tel gouvernement *« sur la base du seul programme et des seuls partis proposés par l'alliance regroupant le plus de députés, le Nouveau Front populaire, serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale »*. Il *« disposerait immédiatement d'une majorité de plus de 350 députés contre lui, l'empêchant de fait d'agir »*, poursuit le chef de l'Etat, additionnant les voix de la coalition présidentielle (166), de la droite (47) et de l'extrême droite (142), qui lui ont tous promis ces derniers jours de censurer immédiatement un gouvernement du NFP, qui serait soutenu par seulement 193 députés.

Nommer la haut fonctionnaire Lucie Castets à Matignon, comme le demandent les quatre partis composant l'alliance de gauche, *« c'était accepter qu'elle soit renversée*, explique l'entourage du chef de l'Etat. *Or si le président nommait un premier ministre en sachant qu'il va tomber, il serait en infraction avec la Constitution, qui lui impose d'assurer la stabilité et l'indépendance du pays »*.

Samedi 24 août, le chef de file des « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, avait défié le camp présidentiel en évoquant l'hypothèse d'un gouvernement du NFP sans ministre de La France insoumise (LFI), afin de démontrer que ce premier round de consultations était en réalité construit pour écarter la coalition de gauche, dont le programme est rejeté par l'ancienne majorité.

Emmanuel Macron a laissé Gabriel Attal répondre au leader de LFI, lundi. Dans une lettre adressée aux 99 députés de son groupe, le premier ministre démissionnaire a dénoncé *« un simulacre d'ouverture »* et *« une tentative de coup de force »* de la part de M. Mélenchon. Avant de juger que *« l'application unilatérale »* du programme du NFP aboutirait notamment *« à un effondrement économique de notre pays »*.

« Des voies de coalition »

Gabriel Attal n'en a pas moins tendu la main au reste de la gauche, assurant qu'il était *« prêt à évoluer »* et qu'il soutenait *« la nomination d'un premier ministre qui ne serait pas issu de [leurs] rangs »*. *« Nous sommes prêts à de nouveaux compromis sur le fond, notamment sur des chantiers portés par d'autres groupes »*, a-t-il ajouté. Son entourage rappelle sa proposition, évoquée le 13 août dans une lettre aux présidents de groupes parlementaires – hors Rassemblement national (RN) et LFI –, de taxation des superprofits.

Les appels du pied de figures de la majorité sortante en direction de la gauche de gouvernement se sont multipliés ces dernières heures. En dépit du jeu de dupes qui s'est déroulé ces derniers jours, le camp présidentiel ne renonce pas à obtenir le ralliement de députés du NFP, mais non LFI. Ainsi le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, dans une déclaration transmise à l'Agence France-Presse lundi soir, quasiment simultanément avec le communiqué de l'Elysée, appelle-t-il *« les formations républicaines, dont les écologistes et les socialistes font partie, à rejoindre la table des négociations »*.

> « LE PRÉSIDENT INVITE LES FORCES DE GAUCHE QUI ONT DÉJÀ GOUVERNÉ À TRAVAILLER AVEC LES AUTRES FORCES RÉPUBLICAINES », RAPPELLE UN CONSEILLER DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Macron croit-il encore possible de diviser les formations de gauche, en attirant vers lui les « raisonnables » et en les poussant à se détacher de M. Mélenchon ? Le communiqué de l'Elysée assure que les partis du camp présidentiel ont *« dessiné des voies de coalition et de travail commun possibles entre différentes sensibilités politiques »*. A l'inverse du Parti socialiste, des écologistes et des communistes, qui n'ont *« pas proposé de chemins pour coopérer avec les autres forces politiques »*. *« Il leur appartient désormais de le faire »*, commande-t-il. *« Il n'y a pas eu une adhésion massive des Français au programme de LFI aux élections européennes et législatives*, rappelle un conseiller du chef de l'Etat. *Le président invite les forces de gauche qui ont déjà gouverné à travailler avec les autres forces républicaines. »*

Sera-t-il entendu ? Alors qu'Emmanuel Macron entame, mardi 27 août, un *« nouveau cycle de concertations »* – auquel ne sont invités ni LFI, ni le RN, ni Eric Ciotti (président du groupe A droite à l'Assemblée nationale) –, les membres du NFP ont prévenu, lundi, qu'il était hors de question pour eux de se rendre une nouvelle fois à l'Elysée, dès lors qu'il ne s'agit pas de discuter de la mise en place d'un gouvernement Castets.

M. Macron consultera également mardi, précise le communiqué, *« des personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République »*. Il s'agit, précise l'Elysée, de *« personnes qui ont servi l'Etat au plus haut niveau, susceptibles d'avoir un*

La gauche dénonce un « déni » de démocratie et reste unie

Alors que le chef de l'Etat a exclu La France insoumise d'une nouvelle journée de consultations, les autres composantes font bloc

Emmanuel Macron voulait fracturer le Nouveau Front populaire (NFP), en isolant La France insoumise (LFI). Mais c'est peut-être l'inverse qui est en train de se produire, les membres de l'alliance de gauche faisant bloc contre lui. Lundi 26 août, le président de la République a officiellement écarté la candidature de Lucie Castets à Matignon, au nom de la *« stabilité institutionnelle »*. En échange, il a demandé au Parti socialiste (PS), au Parti communiste français (PCF) et aux Ecologistes de trouver des *« chemins »* pour coopérer avec les trois partis du camp présidentiel (Ensemble, le MoDem et Horizons), le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT), les radicaux et l'UDI. Excluant de facto les « insoumis », qui ne sont pas conviés à l'Elysée pour les nouvelles consultations qui débutent mardi afin de nommer un premier ministre, au même titre que le Rassemblement national et Eric Ciotti.

Le communiqué de l'Elysée a fait l'effet d'une bombe au sein du NFP, où les superlatifs ont déferlé toute la soirée pour dénoncer un *« déni »* de démocratie. Premier visé, Jean-Luc Mélenchon a immédiatement réagi : *« Le président de la République vient de créer une situation d'une exceptionnelle gravité. La réplique populaire et politique doit être rapide et ferme »*, a écrit sur X le fondateur de LFI. *« Dans aucune démocratie au monde, il n'y a un droit de veto du président de la République sur le résultat des élections »*, a embrayé le coordinateur du mouvement, Manuel Bompard.

« Le chaos, l'instabilité, c'est lui »

Les trois autres formations de gauche se sont également révoltées contre le chef de l'Etat. *« La République est née du refus du pouvoir personnel »*, a fulminé le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, sur X. Le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, se dit *« scandalisé »* et dénonce le *« cynisme assumé »* du locataire de l'Elysée, rappelant que les macronistes n'ont obtenu qu'un tiers des suffrages aux législatives anticipées. *« Emmanuel Macron parle de stabilité, mais c'est lui le dégoupilleur »*, ajoute le socialiste. Le chef de file du PCF, Fabien Roussel, considère qu'*« il ouvre une crise très grave pour le pays, alors que les Français ont exprimé une envie de changement lors de deux élections importantes »*.

La secrétaire nationale des écologistes, Marine Tondelier, juge, de son côté, *« honteux d'invoquer la stabilité après une dissolution surprise et un été d'obstruction »*. *« On est face à un président de la République qui veut être à la fois président, premier ministre et chef de parti. Les institutions ne peuvent pas fonctionner comme cela »*, a dénoncé Lucie Castets, mardi matin, sur France Inter. *« Le chaos, l'instabilité, c'est lui »*, accuse le député (écologiste et social) de la Somme François Ruffin.

Dans la journée de lundi, le chef de l'Etat avait tenté de diviser la coalition de gauche en conviant individuellement Olivier Faure, Marine Tondelier et Fabien Roussel, à une réunion à l'Elysée, sans LFI, pour le lendemain. A ce moment-là, la stratégie était déjà actée. Le matin même, le NFP s'était réuni avec Lucie Castets, et, pressentant que leur candidate ne serait pas désignée, avait élaboré son plan d'action : les quatre partenaires avaient décidé de ne pas participer à une nouvelle consultation à l'Elysée, autrement que pour discuter des modalités d'une cohabitation avec leur première ministre. *« On a dit qu'on ne participerait pas à un piège »*, relate Fabien Roussel.

Lors de ce rendez-vous, les partenaires de gauche ont également évoqué un plan d'attaque pour la suite. Fabien Roussel avait prévu d'appeler *« les Français à se mobiliser, dans la rue, au Parlement, dans les lieux de travail, devant les préfectures et les permanences des députés »*. Dès lundi soir, après le communiqué de M. Macron, il a donc appelé à *« une grande mobilisation populaire »*. Olivier Faure a d'ailleurs précisé mardi sur France 2 que s'il y avait des manifestations, il y participerait. *« Il y a des Françaises et des Français qui vont commencer à s'agacer pour ne pas dire davantage. Et c'est en réalité le risque que prend le chef de l'Etat. Parce que la colère, elle, ne va pas s'interrompre. »*

> « LES INSTITUTIONS NE PEUVENT PAS FONCTIONNER COMME CELA »
> LUCIE CASTETS
> candidate NFP pour Matignon

« Que de la communication »

LFI souhaite aussi organiser la riposte. Tout d'abord, une motion de censure sera déposée contre le futur locataire de Matignon. Le mouvement s'attelle aussi à organiser des *« marches pour le respect de la démocratie »*. *« Cela peut prendre la forme d'une journée nationale pour la démocratie par exemple »*, détaille Manuel Bompard. Enfin, les députés « insoumis » déposeront une motion de destitution à l'Assemblée nationale. A ce stade, la démarche ne fait toujours pas consensus au PS, qui préfère la censure.

Le NFP accuse aussi Emmanuel Macron de les avoir dupés en faisant mine de les écouter lors de leur rendez-vous à l'Elysée. *« Ces consultations n'étaient que de la communication »*, s'emporte Marine Tondelier. *« Nous lui avons dit qu'on n'était pas majoritaire, et qu'on irait chercher des compromis »*, rappelle Patrick Kanner. D'où la colère de certains parlementaires de gauche.

Bâti dans la précipitation pour les législatives, l'édifice du NFP a jusque-là tenu bon. Mais mardi 27 août, il sera soumis aux secousses des dissensions socialistes. Les deux courants minoritaires du parti, conduits par la maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, proche de François Hollande, et par le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, demandent, depuis le projet de destitution lancé par LFI, la tenue d'un bureau national.

Sous la pression, Olivier Faure en a fixé un mardi à midi. Il doit y être question de la réponse politique à apporter à Emmanuel Macron. Une partie des socialistes est en désaccord avec le refus d'aller au rendez-vous de l'Elysée, plaide pour construire un projet de coalition et souhaite prendre ses distances avec LFI. *« Il va nous falloir choisir entre l'intérêt des Français et l'obsession présidentielle de Mélenchon »*, avance l'ancien député des Bouches-du-Rhône Patrick Mennucci. Un nouveau test pour l'alliance à gauche. ■

SANDRINE CASSINI ET RACHEL GARRAT-VALCARCEL



Les représentants du Nouveau Front populaire (Lucie Castets, Boris Vallaud, Fabien Roussel et Olivier Faure), à l'Elysée, le 23 août.
JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

avis éclairé ou d'occuper la fonction de premier ministre ».

Parmi elles, les ex-présidents de la République Nicolas Sarkozy et François Hollande, ainsi que les personnalités citées depuis plusieurs semaines comme pouvant prétendre au poste de premier ministre, comme l'ancien locataire de Matignon Bernard Cazeneuve ou le président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), Didier Migaud, laisse-t-on entendre Rue du Faubourg-Saint-Honoré.

UNE PERSONNALITÉ « NON POLITIQUE »

Avant de présider l'autorité administrative indépendante, Didier Migaud a été député, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et premier président de la Cour des comptes. C'est précisément en faveur de ce type de profil qu'a plaidé la présidente (Renaissance) de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, lundi matin, lors d'un entretien avec M. Macron. Reconduite au perchoir grâce à un accord entre le « bloc central » et les députés du parti Les Républicains (LR), elle préconise la nomination d'une personnalité *« non politique, qui soit aujourd'hui à la tête d'une institution ou d'une autorité administrative, qui ait une bonne connaissance du milieu politique, afin d'inspirer suffisamment d'assurance pour permettre l'adoption du budget, et plutôt d'origine socialiste ou sociale-démocrate ».*

Si rien n'a filtré de l'entretien de M. Macron avec le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, reçu lundi en fin d'après-midi, le chef de l'Etat semble ne pas douter de la bienveillance des élus LR à l'égard du prochain gouvernement, dès lors qu'il ne serait pas estampillé NFP. Ainsi les représentants de la droite lui ont-ils fait savoir, vendredi, qu'ils ne s'opposeraient pas au budget, pourvu qu'il ne prévoie pas d'augmentation d'impôt, ni de gel des pensions de retraite. Ni à un premier ministre issu de la gauche, pourvu qu'il ait *« le sens de l'Etat et de l'intérêt général et connaisse bien la machine d'Etat »*, précise le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau. Quant à Marine Le Pen, si elle a promis, lundi matin, au chef de l'Etat de censurer n'importe quel gouvernement du NFP, elle ne censurerait pas a priori tout autre exécutif, veut-on croire à l'Elysée.

Mais plus de quarante jours après la démission du gouvernement Attal, la France n'a toujours pas de premier ministre. *« Ma responsabilité est que le pays ne soit ni bloqué ni affaibli »*, écrit le chef de l'Etat en conclusion du communiqué élyséen, appelant aussi *« l'ensemble des responsables politiques à se hisser à la hauteur du moment en faisant preuve d'esprit de responsabilité ».* Etonnamment prompt à se tourner vers les formations politiques qu'il abhorre pour démêler une crise qu'il a lui-même créée en décidant de dissoudre l'Assemblée nationale ■

ROBIN D'ANGELO ET NATHALIE SEGAUNES

CHRONIQUE | PAR SOLENN DE ROYER

Macron dans le bourbier des partis

« MAIS QU'EST-CE QUE *tu fais là, Emmanuel ? »* Quelques semaines après l'installation de François Hollande à l'Elysée, en 2012, l'un de ses conseillers avait surpris Emmanuel Macron, alors âgé de 34 ans, le nez collé à une fenêtre du palais, observant l'arrivée des membres du gouvernement pour le conseil des ministres, comme s'il était fasciné. Ce manège s'était reproduit, si bien que ce simple conseiller s'était habitué à trouver le secrétaire général adjoint de l'Elysée, dont le bureau se trouvait pourtant à un étage supérieur, traîner dans le couloir du premier, d'où la vue sur la cour d'honneur était plus directe.

Ministre de l'économie, Emmanuel Macron s'était montré soucieux d'intégrer les codes de ce monde politique qu'il connaissait peu, tout en séduisant ses acteurs. Alors persuadé qu'il était possible de bâtir des majorités de projet, au-delà des clivages partisans, grâce au compromis parlementaire et à sa force de conviction.

En 2015, pendant l'examen de sa loi – visant à déréguler pour relancer la croissance –, le ministre novice avait passé des dizaines d'heures en commission, puis « au banc », à l'Assemblée nationale, pour tenter de convaincre du bien-fondé de ses mesures, une par une. *« J'ai vu des débats s'ouvrir,* expliquait-il dans le documentaire *Ainsi soit Macron,* de Pierre Hurel, diffusé en 2017 sur France 3. *J'en ai tiré une conviction forte : si on veut aller plus loin, il faut installer du consensus (…), ne pas laisser le ciment de la confrontation droite-gauche prendre. »*

« Obsolescence du système »

Mais François Hollande et son premier ministre Manuel Valls, qui redoutaient de ne pas obtenir de majorité sur un texte jugé trop libéral par une partie de la gauche, ont décidé de faire passer la « loi Macron » grâce au 49.3. L'intéressé en fut blessé.

Toujours devant les caméras de France 3, le jeune ministre laissait filtrer son amertume, rappelant qu'il avait obtenu un *« vote majoritaire »* sur chaque article, mais qu'au moment du vote final les *« jeux d'appareils »* étaient *« ressortis »*, sous la pression des élections départementales qui se préparaient à droite et du congrès de Poitiers qui s'anticipait au Parti socialiste, chacun cherchant alors à *« se compter ».* Une preuve à ses yeux de *« l'obsolescence du système »* et de *« la déconnexion »* d'une partie de la *« vie politique »* avec la *« réalité ». « Dans l'épaisseur du débat parlementaire, on peut construire avec des femmes et des hommes de bonne volonté, mais quand la politique redevient un théâtre, l'objet de luttes partisanes, elle construit les conditions de son propre échec »*, résumait-il.

Sa défiance pour la politique et ses représentants, les partis et les élus, plus tard qualifiés de *« commerçants* [tenant] *un bout de rue »,* vient de là. C'est aussi cette déception originelle qui l'a poussé à s'affranchir pour imposer sa propre voie (ni de droite ni de gauche).

Jeu de faux-semblants

Fin 2016, dans son discours de candidature à la présidentielle, il pourfend violemment *« les règles obsolètes et claniques d'un système politique qui est devenu le principal obstacle à la transformation de notre pays ». « J'ai vu de l'intérieur la vacuité de notre système politique qui empêche les majorités d'idées au motif qu'elles fragilisent les appareils, les partis traditionnels, les intérêts acquis »*, lance-t-il alors, dénonçant un *« théâtre d'ombres ».*

Sept ans plus tard, celui-ci s'est refermé sur lui. Alors qu'il n'a eu de cesse de vouloir court-circuiter, affaiblir, voire humilier les partis, depuis son arrivée à l'Elysée, voilà qu'Emmanuel Macron se retrouve enfermé avec eux dans un face-à-face glacé, plein de faux-semblants et de postures figées, chacun ayant les yeux rivés vers la présidentielle de 2027, voire une probable nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale dans un an.

Arrivée en tête du second tour des législatives, la gauche prétend gouverner et appliquer son programme, tout en se montrant incapable de tendre véritablement la main aux autres formations politiques. Et si elle se drape derrière son alliance électorale, un certain nombre de ses protagonistes rêvent déjà de s'en libérer. Au cours de l'été, François Hollande a ainsi laissé entendre à Emmanuel Macron que l'instauration du scrutin proportionnel serait le meilleur moyen d'aider les socialistes à se dissocier des « insoumis ».

> **« SI LE CHEF DE L'ÉTAT A REÇU LES PARTIS, VENDREDI ET LUNDI, AVEC UNE GRANDE COURTOISIE, SON SCÉNARIO ÉTAIT ÉCRIT À L'AVANCE »**

Pas mieux à droite, où Laurent Wauquiez a proposé un « pacte législatif » – comprenant un certain nombre de textes que le groupe qu'il préside au Palais-Bourbon serait prêt à soutenir – tout en s'opposant à toute coalition avec la Macronie, qui pourrait nuire à ses ambitions présidentielles. Au grand dam d'Eric Ciotti, qui a fait alliance avec le Rassemblement national (RN), et aurait intérêt à la nomination d'un premier ministre issu du parti Les Républicains (LR), ce qui lui ouvrirait un espace à droite.

Quant aux macronistes, ils ont perdu le 7 juillet, mais, répétant que *« personne n'a gagné »,* ils se montrent incapables d'en tirer les conséquences.

Les partis sont d'autant moins allants à faire des compromis qu'animés par un esprit de revanche ils ne sont pas fâchés de voir ce président de la République – qui s'est tant réjoui de leur affaiblissement – être fragilisé à son tour, au lendemain de sa dissolution ratée.

Dans ce théâtre d'ombres, Emmanuel Macron joue lui aussi sa partition. S'il a reçu les partis, vendredi et lundi, avec une grande courtoisie, son scénario était écrit à l'avance. Le chef de l'Etat, qui refuse de voir son bilan économique et social détricoté par la gauche, n'a jamais envisagé une seconde de nommer un premier ministre issu du NFP. Il l'a d'ailleurs laissé entendre à l'un de ses interlocuteurs reçus à l'Elysée lundi : en mettant en scène ces consultations, il attendait que les partis du « bloc central », de droite et d'extrême droite, disent « non » à Lucie Castets, ce qui lui permettait de prendre l'opinion à témoin du blocage.

Dans ce jeu de faux-semblants, Emmanuel Macron fait mine d'avoir entendu le désir d'alternance des électeurs. Par l'intermédiaire de ses conseillers, il évoque un *« parfum de cohabitation »* alors qu'il se refuse en réalité à tout changement de cap.

Sans surprise, son verdict est tombé, lundi soir, vertical : invoquant la *« stabilité institutionnelle »*, le président de la République a formellement écarté de nommer un gouvernement NFP. Sans redouter la confusion des genres, alors qu'il n'appartient pas au président de la République, mais au premier ministre, de constituer une majorité parlementaire ; ni la frustration de l'électorat de gauche, dont les représentants ont déjà crié au *« coup de force institutionnel »* et au *« déni de démocratie ».*

Pied de nez

Le chef de l'Etat, qui a fait part, lundi à un visiteur, de son souhait de conclure *« sous huitaine »*, a annoncé de nouvelles consultations, mardi, élargies à des *« personnalités »* ayant *« l'expérience du service de l'Etat ».* Selon nos informations, ni le président (LR) de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, ni l'ancien ministre socialiste Bernard Cazeneuve – dont le nom reste l'un des plus cités pour Matignon – n'ont pour l'heure reçu d'invitation à se rendre à l'Elysée. Ce qui alimente l'hypothèse d'une nomination d'un premier ministre « technique », ultime pied de nez à ces partis abhorrés.

Dans le communiqué publié lundi par l'Elysée, le président de la République en a d'ailleurs profité pour faire la leçon à ces derniers, les appelant à la *« responsabilité »* afin d'être à la *« hauteur du moment ».* Il leur intime de trouver une issue à une crise qu'il a pourtant lui-même créée, le 9 juin, en décidant, seul et contre toute logique, de dissoudre l'Assemblée nationale.

Dans ce théâtre d'ombres, les grands perdants, spectateurs médusés de la pièce en train de se jouer, sont les électeurs qui se sont massivement déplacés pour voter, le 7 juillet. En sanctionnant par deux fois le camp du président, aux européennes, puis aux législatives, ils avaient pourtant indiqué qu'ils souhaitaient un changement, un vrai. ■

Le Medef et la menace d'un « déclassement »

L'organisation patronale appelle le prochain exécutif à maintenir une politique pro-business

Patrick Martin a au moins un mérite : celui de la constance dans les positions qu'il affiche. Pour le numéro un du Medef, la politique économique et fiscale conduite depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, en 2017, doit poursuivre le même cap, malgré la défaite du camp présidentiel aux élections législatives en juin. Ce message, attendu, a été lancé, lundi 26 août, en ouverture de la traditionnelle université d'été organisée par le premier mouvement d'employeurs à l'hippodrome Paris-Longchamp. Le dirigeant patronal en a profité pour redire tout le mal qu'il pense du programme du Nouveau Front populaire (NFP), avec des mots très virulents contre la *« doxa mortifère et liberticide »* développée, selon lui, par La France insoumise.

Une fois n'est pas coutume, aucun représentant de l'exécutif n'avait été invité à prendre la parole durant cette rencontre des entrepreneurs de France, car le gouvernement de Gabriel Attal, démissionnaire, ne peut livrer aucune indication sur les mesures susceptibles d'être prises prochainement. Mais le ministre de l'économie démissionnaire Bruno Le Maire était là, au premier rang, en compagnie des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Yaël Braun-Pivet (Renaissance) et Gérard Larcher (Les Républicains), qui ont prononcé un discours.

> **SI LES ORIENTATIONS ACTUELLES SONT ABANDONNÉES, « ÇA SE PAIERA CASH », SELON PATRICK MARTIN, LE PATRON DU MEDEF**

Sous les applaudissements nourris de l'assistance, le locataire de Bercy a été chaleureusement remercié par M. Martin. Mettant de côté les *« divergences »* qui ont pu surgir avec le pouvoir en place – notamment sur la suppression des impôts de production –, le patron du Medef a tenu à saluer ce *« cher Bruno » : « Tu as été un artisan déterminé et déterminant* [des] *politiques pro-business. »*

Les projets du NFP critiqués

Si de telles orientations sont abandonnées, *« ça se paiera cash »*, a enchaîné M. Martin, en agitant la menace d'un *« déclassement »* de notre pays. S'en est suivie une longue série de mises en garde, pour critiquer ouvertement les projets du NFP, dont l'application s'avère cependant très hypothétique, puisque M. Macron a annoncé, quelques heures après, qu'il ne voulait pas d'un gouvernement *« sur la base du seul programme et des seuls partis* [de gauche] *».* Le président du Medef a réaffirmé son hostilité à l'idée de relever le smic à 1 600 euros net par mois et à l'abrogation de la réforme des retraites de 2023.

Il a aussi adressé un appel du pied à ses homologues patronaux et aux responsables syndicaux pour redémarrer la négociation sur l'emploi des seniors qui avait échoué, en avril. Il s'est dit *« prêt »* à un tel exercice, mais à condition qu'il s'accompagne d'une baisse des cotisations pour l'assurance-chômage. Sur ce dossier, aussi, le chef du Medef reste fidèle à sa ligne : toujours moins de prélèvements sur les entreprises. ■

BERTRAND BISSUEL

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

Synagogue attaquée : le Parquet antiterroriste saisi

Le suspect aurait eu pour objectif de tuer des juifs, ce qui marque un tournant dans les violences antisémites

L'attentat contre la synagogue de La Grande-Motte (Hérault) marque un tournant dans la longue série d'actes antisémites recensés en France depuis la séquence ouverte par l'attaque, accompagnée de massacres et de nombreuses exactions, du Hamas palestinien contre Israël, le 7 octobre 2023, suivie de la destruction de la bande de Gaza en représailles par l'armée israélienne. Ces actes antisémites ont crû non seulement en nombre mais aussi en gravité. Pour la première fois, il semble que l'intention d'El Hussein K., l'Algérien âgé de 33 ans et suspecté de ce projet d'attentat, était de tuer des juifs.

L'augmentation des actes antisémites – en 2023, 1676 actes ont été recensés, quatre fois plus qu'en 2022, et 887 durant le premier semestre de cette année, contre 304 à la même période en 2023, soit un triplement – n'est pas seulement numérique. Elle est marquée par un crescendo de la violence. Du tag sur les murs de synagogues et de commerces tenus par des membres de la communauté juive, on est passé à des agressions physiques, comme celle subie par Marco S., 62 ans, devant une synagogue du 20e arrondissement à Paris, le 1er mars.



Sabine Atlan, présidente de l'Association cultuelle israélite de La Grande-Motte (Hérault), dans sa ville, le 26 août. PASCAL GUYOT/AFP

« Attaque planifiée »

Puis il y a eu l'incendie criminel de la synagogue de Rouen en mai et, enfin, l'attentat à La Grande-Motte, samedi 24 août. Selon le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, l'auteur présumé de l'attaque, qui était interrogé, dimanche, dans les locaux de la sous-direction antiterroriste à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ne cherchait pas seulement à incendier la synagogue de la ville balnéaire, dans laquelle se trouvaient cinq fidèles, dont le rabbin : un drapeau palestinien ceint autour des reins et un keffieh sur la tête, il avait, semble-t-il, l'intention de s'attaquer à ceux qui auraient cherché à échapper aux flammes avec une hache, qui a été retrouvée non loin de là, et un pistolet, qu'il arborait à la ceinture sur une image de vidéosurveillance et dont il a d'ailleurs usé contre les policiers venus l'arrêter.

Cette intention terroriste a amené le Parquet national antiterroriste à se saisir du dossier, pour la première fois dans une affaire de violence antisémite depuis le 7 octobre 2023. Elle marque une gradation très nette dans la violence par rapport à l'incident jusqu'ici le plus grave : la tentative d'incendie de la synagogue de Rouen, à l'aube du 17 mai par un ressortissant algérien en situation irrégulière, qui a été abattu par les forces de l'ordre lorsqu'il s'est avancé dans leur direction avec un couteau et une barre de fer. Entre ces deux événements, un drame a été évité de justesse : comme l'ont révélé les auditions de garde à vue de Dereck R., dévoilées par *Le Parisien*, cet ancien détenu de droit commun radicalisé, qui a failli tuer un chauffeur de taxi à la feuille de boucher près du Mans, en juillet, avait l'intention de massacrer des juifs *« pour ce qu'ils ont fait à nos frères et sœurs… »*.

Pour Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), avec l'attentat raté de la synagogue de La Grande-Motte, *« on est face à quelque chose qui n'est pas seulement de l'ordre de l'incendie criminel, mais de l'attaque planifiée. Ce n'est pas seulement un acte antisémite de plus. Depuis le 7 octobre, je perçois une émotion particulière liée au fait qu'on a passé un cap en termes de gravité par rapport à ce qu'on avait connu ces derniers mois. Là, l'objectif était de tuer »*.

> **Depuis l'attaque du Hamas en Israël, le 7 octobre 2023, on est passé du tag sur une synagogue à des agressions physiques**

Le président du Consistoire israélite, Elie Korchia, accuse La France insoumise, sans la nommer, de contribuer à un climat délétère : *« Ce climat antisémite sous couvert d'antisionisme n'a fait que croître. On peut critiquer l'Etat d'Israël mais, depuis le 7 octobre, une partie de la classe politique a fait campagne aux européennes puis aux législatives sur une haine d'Israël, alors que ce n'était pas du tout le sujet, en faisant des juifs, victimes hier de la Shoah, les nouveaux nazis, et en occultant complètement le pogrom terroriste du 7 octobre. »*

« Pompier pyromane »

« Je ne crois pas à la sincérité de Jean-Luc Mélenchon [le chef de file des "insoumis"] *quand il condamne cet acte antisémite »*, a renchéri Yonathan Arfi, sur RMC, le 26 août. *« Il est pompier pyromane. Il a contribué à ce climat délétère qui met les juifs en danger. Et ensuite, il vient s'apitoyer sur le sort, non pas des juifs qui sont désignés collectivement, mais simplement des croyants, des fidèles »*, a-t-il poursuivi. Jean-Luc Mélenchon avait posté samedi sur X : *« Incendie criminel contre la synagogue de La Grande-Motte. Intolérable crime. Pensées pour les fidèles et les croyants ainsi agressés. La laïcité et la liberté de conscience est fille de la liberté des cultes. Nous ne l'oublions jamais. » « Ce n'est pas la laïcité qui a été attaquée samedi matin à La Grande-Motte*, a rétorqué le président du CRIF. *Ce sont des juifs qui ont été pris pour cible personnellement, au nom de leurs convictions supposées par rapport à un conflit qui est à 4 000 kilomètres. »*

La députée « insoumise » de Paris Danièle Obono a récusé toute forme d'antisémitisme : il n'y a *« aucune ambiguïté »* au sein du parti, a-t-elle affirmé sur Franceinfo, dénonçant au passage une *« instrumentalisation politicienne grossière et dangereuse »* de la part de ses adversaires politiques. ■

CHRISTOPHE AYAD ET HENRI SECKEL

A La Grande-Motte, le soutien des élus et de la population à la communauté juive

DEUX JOURS après l'attentat contre la synagogue de La Grande-Motte (Hérault), plusieurs centaines de personnes ont répondu, lundi 26 août, à l'appel de la communauté juive et du maire (Les Républicains) de la cité balnéaire, Stéphan Rossignol. Beaucoup de juifs, souvent âgés, étaient présents. Certains ont fait le déplacement depuis la ville voisine de Montpellier, mais aussi de Nîmes, voire de plus loin. Ils ne sont pas seuls : des habitants de la station, informés par des proches ou par les médias, sont également présents, comme ces deux jeunes chrétiens, un crucifix autour du cou, venus pour *« montrer leur solidarité »*.

La présence des forces de sécurité est massive, avec des gendarmes sur le dernier étage du bâtiment faisant face à la synagogue. Dans la foule, de nombreux élus, tous bords politiques confondus, arborent leur écharpe tricolore pour écouter les trois prises de parole qui ont ponctué ce moment : celles de la présidente de l'association cultuelle israélite de la ville, Sabine Atlan, du maire et du préfet de l'Hérault, François-Xavier Lauch. Trois discours très ferme sur la qualification de l'acte qui a eu lieu samedi matin : une tentative d'attentat, un acte terroriste et antisémite. Le préfet va encore plus loin, affirmant que toute personne qui utiliserait d'autres mots minimiserait les faits.

Importants moyens policiers

Le maire, Stéphan Rossignol, a tout de même glissé un mot du contexte international dans lequel s'est produit cet attentat, évoquant rapidement *« ce qui se passe à Gaza »*, sans déclencher de réaction dans l'assistance. Sabine Atlan a tenu à remercier les autres cultes, *« notamment les catholiques »* – il n'y a pas de mosquée à La Grande-Motte – pour leur soutien. La paroisse Saint-Augustin de la ville célébrait son saint patron, dimanche, au lendemain de l'attentat. Le prêtre a décidé que la quête faite lors de la messe serait entièrement reversée à la communauté juive en signe de solidarité.

M. Rossignol a mis en avant le rôle de la vidéoprotection municipale (un centre de supervision, 110 caméras), qui a permis aux enquêteurs d'identifier rapidement l'auteur présumé de l'attentat, interpellé lundi dans le quartier Pissevin, à Nîmes. *« Aujourd'hui, je dis à mes collègues maires qui rejettent ces dispositifs qu'ils prennent d'énormes responsabilités. »* Quant au préfet François-Xavier Lauch, il a souligné les importants moyens policiers affectés à la surveillance de la synagogue, avec plusieurs patrouilles quotidiennes et un policier présent lors des offices, qui n'ont pourtant pas suffi. Et M. Lauch de conclure, en mentionnant sa rencontre le matin avec des membres de la communauté juive : *« Je ne veux plus entendre ce que j'ai entendu : des enfants qui ont peur d'aller à l'école, des concitoyens qui retirent leur nom de la boîte aux lettres pour ne pas être identifiés. »* Il a assuré avoir demandé à la rectrice d'organiser, dès la reprise des cours, un moment d'échange avec les collégiens ou lycéens sur ce qui s'est passé ce samedi de la fin d'août. ■

ANNE DEVAILLY (MONTPELLIER, CORRESPONDANTE)

POLICE

Un gendarme meurt lors d'un refus d'obtempérer

Un gendarme de 54 ans a été mortellement heurté, lundi 26 août au soir, par un chauffard qui voulait échapper à un contrôle à proximité de Mougins (Alpes-Maritimes). L'homme a volontairement percuté les motards d'un peloton motorisé de gendarmerie, avant de prendre la fuite. Il a été interpellé à Cannes vers 4 heures, alors qu'il se trouvait à pied. *« Notre tristesse est immense. Soutien à sa famille, ses proches et ses frères d'armes »*, a déclaré le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, sur le réseau social X. Sur la période 2016-2023, le service statistique ministériel de la sécurité intérieure relève en moyenne 25 700 refus d'obtempérer sur les routes par an. – *(AFP.)*

Bercy à la recherche de nouveaux modèles de prévision

Les indicateurs conjoncturels traditionnels n'ont pas résisté aux crises liées au Covid-19 ou à la guerre en Ukraine

La prévision est décidément un art difficile, plus encore en période de crise. Les économistes de Bercy en savent quelque chose. Depuis la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, les indicateurs conjoncturels sur lesquels ils s'appuient ont perdu de leur pertinence. Les erreurs de prévision s'aggravent, et trouver de nouveaux modèles plus fiables devient aussi indispensable qu'ardu. C'est ce qu'expliquent trois experts dans une note peu ordinaire publiée le 22 août par la direction générale du Trésor.

Peu ordinaire car il est rare que les statisticiens reviennent sur leurs ratés ou ceux de leurs collègues. Mais ici, jouer l'autruche s'avérait impossible. Lina Bourassi, Antoine Claisse et Louise Phung, les auteurs de la note, comparent la récession du début 2009 et celle provoquée onze ans plus tard par le premier confinement. En 2020, la dégradation du « climat des affaires » captée à chaud par les enquêtes était 1,2 fois plus forte qu'en 2009, selon la Banque de France, 1,9 fois selon l'Insee, et 2,6 fois selon l'agence Standard & Poor's. Or, dans les faits, la baisse du produit intérieur brut s'est révélée près de six fois plus importante. Sacré décalage.

Comment l'expliquer ? La note évoque plusieurs causes. L'une tient au type de questions posées aux entreprises dans ces enquêtes. *« Quelle a été l'évolution de votre production au cours du dernier mois ? »* Hausse, baisse, stabilité : les réponses agrégées par l'Insee ne disent rien de l'ampleur des mouvements. Surtout, les indicateurs synthétiques habituels intègrent pour l'essentiel des données reflétant la demande de produits et de services. Or, avec le Covid-19 puis la guerre en Ukraine, l'évolution de l'économie française *« a surtout été influencée par des facteurs d'offre »*, comme les difficultés d'approvisionnement et de recrutement, relève le Trésor. Qui plus est, la hausse de variables comme les délais de livraison ou le prix des matières premières, qui reflétait traditionnellement une demande forte et donc une activité dynamique, est devenue le reflet de difficultés d'approvisionnement, freinant la production et réduisant la croissance. De quoi troubler la lecture des chiffres.

Performances « bien meilleures »

A Bercy, une refonte des modèles de prévision a été lancée fin 2022. De nouveaux dispositifs utilisant, sinon l'intelligence artificielle, du moins une *« sélection automatisée de variables »*, ont été développés. Plusieurs millions de combinaisons de données ont été testées, en intégrant des éléments comme le nombre d'entreprises touchées par un manque de personnel, les indices boursiers, les cours de l'or et de l'euro, etc. Le résultat ? Assez bluffant, semble-t-il. Ces modèles alternatifs affichent des performances *« bien meilleures »* que les outils traditionnels, constate le Trésor. Le taux d'erreur est divisé par près de trois.

Encore faut-il saisir pourquoi. L'indice de la Bourse espagnole est ainsi identifié comme un paramètre très pertinent dans certains modèles. Mais comment l'expliquer, alors que l'Espagne n'est pas le partenaire commercial principal de la France ? Faute de réponse, la variable a été écartée. Autre question : efficaces en cas de crise, ces nouveaux modèles le resteront-ils dans des périodes plus calmes ? A moins que la succession de crises donne *« durablement l'avantage à de nouvelles approches »*, suppute-t-on au Trésor. Une incertitude de plus à gérer pour Bercy. ■

DENIS COSNARD

Au Mexique, les axolotls sous la protection de religieuses

A Patzcuaro, à l'ouest de Mexico, des sœurs dominicaines élèvent ces salamandres parées de vertus médicinales et menacées d'extinction

REPORTAGE
PATZCUARO (MEXIQUE) - *envoyée spéciale*

L'histoire fait toujours sourire les étrangers de passage, et les habitants de la ville de Patzcuaro, dans l'Etat du Michoacan (nord-ouest du Mexique), aiment la raconter. En plein cœur de leur centre historique et à quelques kilomètres des rives du lac de Patzcuaro, des religieuses dominicaines élèvent d'étranges animaux : des amphibiens mesurant au maximum 30 centimètres, dotés de six branchies qui leur sortent de la tête comme des tentacules, de quatre pattes palmées, d'une nageoire dorsale et d'une queue. Ce sont des axolotls, aussi nommés *ajolotes* (*Ambystoma dumerilii).* On ne les trouve dans aucun autre pays au monde.

Ces salamandres, que les Aztèques vénéraient, fascinent toujours au Mexique. Leur capacité de régénérer leurs membres, mais aussi leur système nerveux central, en se maintenant à l'état larvaire alors que les autres amphibiens passent par une phase de métamorphose, reste une énigme pour la science. Des dix-sept espèces endémiques qui vivent dans le pays, l'axolotl à la tête aplatie et d'un vert profond n'existe que dans le lac volcanique de Patzcuaro, à 1900 mètres d'altitude, l'un des plus grands du pays, et berceau de la culture indigène purépecha.

Epuisettes et crucifix

Peu d'habitants ont déjà pénétré dans le monastère des sœurs dominicaines, qui n'en sortent que pour le strict nécessaire, *« comme acheter des chaussures ou de nouvelles lunettes »*, dit sœur Ofelia Morales Francisco, regard malicieux derrière sa petite monture ronde. Mais si tout le monde sait ce qui s'y passe, c'est parce que les écoliers de Patzcuaro, eux, sont régulièrement invités à la suivre en silence dans les escaliers jusqu'à une grande fresque : une peinture naïve représentant au fond le lac et ses pêcheurs, et, au premier plan, les aquariums de l'élevage des religieuses.

Là, sœur Ofelia, elle-même purépecha, leur raconte l'histoire, les légendes et les propriétés médicinales de l'axolotl, qui est en particulier réputé guérir les problèmes respiratoires. Ce lac, où il était pêché, est aujourd'hui lentement saccagé par la dégradation des forêts sur ses rives, le pompage incessant et la pollution de ses eaux, ainsi que par les introductions d'espèces comme les carpes et les tilapias. La population des axolotls dans le lac demeure pour l'instant stable, avec

> **La capacité des axolotls de régénérer leurs membres en se maintenant à l'état larvaire reste une énigme pour la science**

un groupe aujourd'hui estimé à deux cents individus. Mais l'axolotl est entré sur la liste rouge des espèces en danger de l'Union internationale de conservation de la nature en 2015. Douze espèces y sont répertoriées comme menacées : neuf en danger critique d'extinction (dont celle du lac de Patzcuaro) et trois en danger d'extinction. Trois autres font l'objet d'une « préoccupation mineure », et les données sont insuffisantes pour évaluer l'état des trois dernières.

Aux enfants, la religieuse explique qu'il est encore impossible de savoir si les axolotls survivront. *« Cela dépend de vous. Nous avons fait notre part, je vais vous montrer. »* L'élevage se fait dans des dizaines d'aquariums posés sur des étagères, approvisionnés en eau et en oxygène par toute une tuyauterie, et nourris de vers de terre et de crustacés. Au mur sont accrochés tant des crucifix que des petites épuisettes en coton. *« C'est un ancien débarras et son couloir, qu'on a reconvertis en 2000. Cela a été beaucoup plus rapide de le concevoir que de subir la bureaucratie pour créer une UMA* [*Unidad de manejo ambiental*, centre de gestion environnementale] », explique-t-elle.

Après trois années de démarches administratives, les dominicaines ont pourtant bien obtenu ce statut, délivré par le ministère de l'environnement, pour élever des espèces en voie de disparition. Leur UMA, qu'elles ont baptisée en purépecha *Jimbani erandi* (« nouvelle aurore »), est ainsi habilitée à donner des axolotls à d'autres structures – telles que des associations de pêcheurs et des laboratoires dans les universités – dans un objectif de conservation de l'espèce. Elles en élèvent environ quatre cents par an.

Comment ces axolotls se sont retrouvés dans un couvent datant de 1747 est une autre histoire. La production phare des dominicaines, en plus d'une liqueur de prune et de broderies, est un sirop contre l'anémie et les problèmes respiratoires qui contient de l'axolotl. En pleine pandémie de Covid-19, le sirop a fait fureur et les acquéreurs faisaient la queue, masqués, devant leur porte.

La recette est jalousement gardée, tout comme le nombre exact d'axolotls sacrifiés chaque année pour les besoins de sa confection. *« L'origine du sirop est forcément purépecha. Ils mangeaient l'axolotl en soupe et buvaient son sang. Ses propriétés médicinales sont connues depuis bien longtemps »*, explique Rodolfo Perez-Rodriguez, biologiste à l'université du Michoacan.

Jusqu'à la fin des années 1990, les axolotls étaient livrés au monastère par des pêcheurs, et lors de leurs rares sorties les religieuses les voyaient sur les étalages des poissonniers. *« Un frère dominicain, docteur en biologie, nous avait averties qu'ils allaient disparaître, mais on ne l'a pas cru à l'époque. Il annonçait pourtant une prophétie »*, raconte sœur Ofélia.

Au début des années 2000, les axolotls, surpêchés et victimes de la pollution, deviennent de plus en plus rares sur les étals. Sœur Ofelia se met à la recherche du frère dominicain. *« Quand je l'ai eu au téléphone, il m'a dit : "Il faut sauver l'espèce, mais cela implique de créer un élevage. Je vous aide si vous êtes d'accord pour le faire" »*, poursuit, encore émue, sœur Ofélia.

« On a bousculé les règles »

Elle prend une respiration pour raconter la suite : *« Nous avons fait ce qu'on appelle un conseil des nonnes, une réunion entre nous où l'on a pris la décision. J'ai été nommée responsable avec les sœurs Carmen et Juana, car personne d'autre ne voulait »* – la majorité étaient trop dégoûtées par l'animal. Depuis, ces trois femmes ont consacré leur vie à la sauvegarde de l'espèce et ont traversé mille péripéties. Elles sont ainsi exceptionnellement sorties du couvent pour assister à des forums spécialisés dans la région. Rodolfo Perez-Rodriguez, alors doctorant, les a connues en 2002 de cette façon et les a aidées depuis. *« On a un peu bousculé les règles du couvent, où normalement les hommes n'entrent pas. Mais elles étaient déterminées »*, raconte-t-il en souriant.

Aujourd'hui professeur de biologie, il continue d'assurer le suivi technique et scientifique de l'élevage. *« On a formé* [les religieuses] *et on continue à les conseiller dès qu'il y a un problème. Nous avons beaucoup appris avec elles,* poursuit le spécialiste. *On a utilisé leurs axolotls pour nos laboratoires et des UMA qu'on a développées avec les pêcheurs, ça a vraiment été un travail gagnant-gagnant. »*

« Conserver l'axolotl est une question culturelle autant qu'écologique. Elle implique des métiers millénaires comme celui de pêcheur et des connaissances médicales, sans doute inexplorées, car on ne comprend pas encore le processus de régénération », ajoute Rodolfo Perez-Rodriguez.

Omar Dominguez-Dominguez, le responsable du laboratoire de biologie aquatique de la même université du Michoacan, est aussi l'un des conseillers des religieuses depuis le début. *« Pour l'instant, il n'y a pas de nécessité de réintroduire des axolotls dans le lac, car il existe toujours une colonie que nous suivons depuis huit ans,* relève-t-il. *Mais l'élevage* [des religieuses] *est crucial pour la conservation. Elles ont été très efficaces dans leur gestion et nous ont donné des spécimens pour nos laboratoires et les expériences qu'on réalise avec des pêcheurs dans la région. »*

> **« Conserver l'axolotl est une question culturelle autant qu'écologique »**
> RODOLFO PEREZ-RODRIGUEZ
> biologiste à l'université du Michoacan

Le pays peut désormais compter sur ses élevages, si un jour la réintroduction de ces salamandres devenait nécessaire dans le milieu naturel. Malgré des populations qui y sont très réduites, aucun lâcher n'a été effectué. Le ministère de l'environnement table plutôt sur l'amélioration de l'habitat, un meilleur suivi scientifique des populations, une gestion durable avec les pêcheurs. A Patzcuaro, l'université et les pêcheurs développent tout de même des élevages directement dans le lac, au cas où *« l'intervention divine »* des dominicaines ne suffirait pas. ■

ANNE VIGNA




Sœur Ofelia Morales Francisco travaille dans l'élevage d'axolotls du couvent de Patzcuaro (Mexique), en août 2018. ENRIQUE CASTRO/AFP

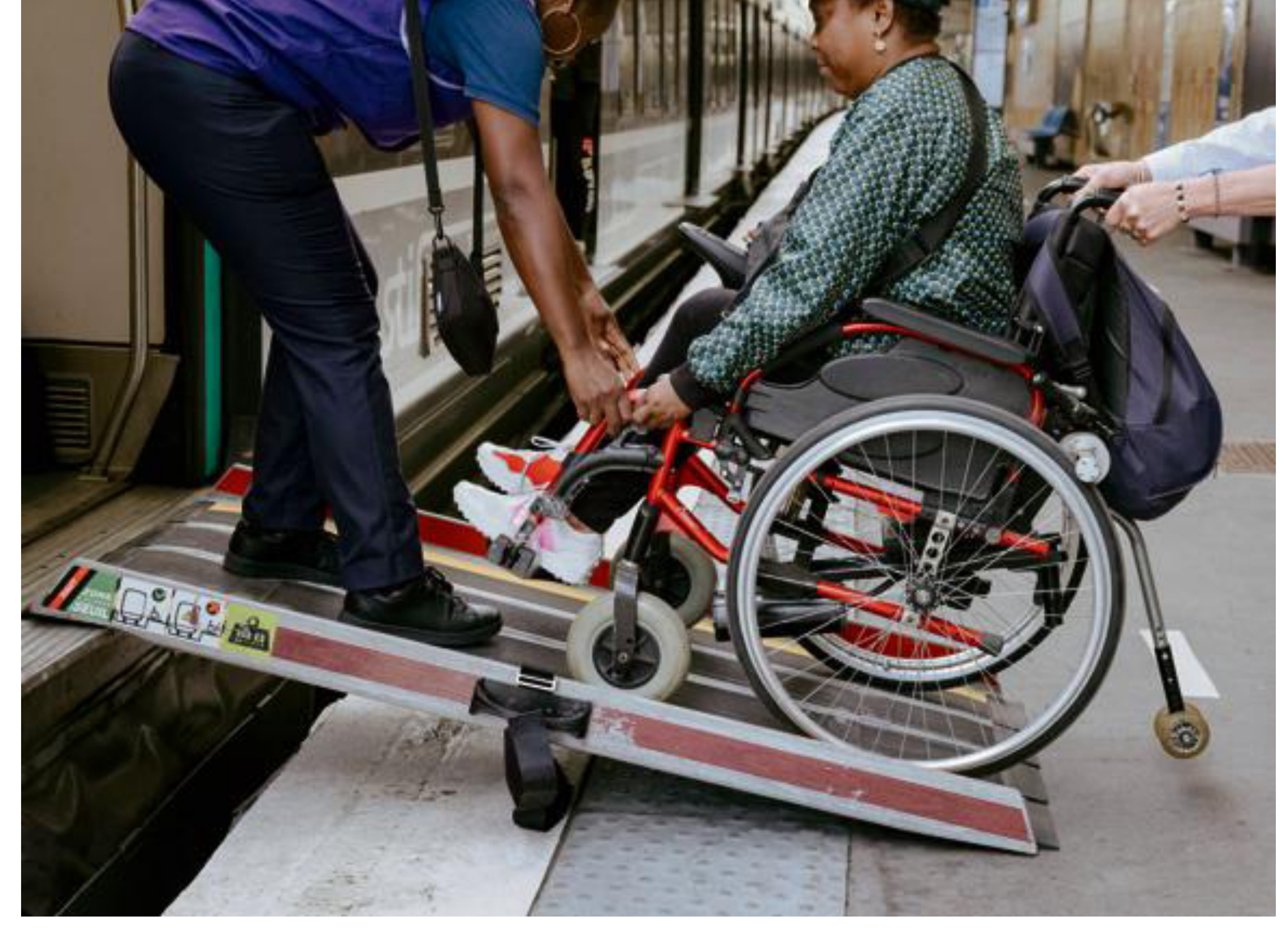
JO : l'accessibilité du métro en question

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, aimerait un métro accessible à tous d'ici à vingt ans

PARIS 2024

Faire aussi bien pendant les Jeux paralympiques – ils se tiennent du mercredi 28 août au dimanche 8 septembre – que pendant les Jeux olympiques (JO) pour transporter les spectateurs et les Franciliens : c'est le défi qu'Ile-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports de la région parisienne, s'est fixé. Il y aura certes moins de spectateurs à acheminer que pendant la quinzaine des JO – soit 300 000 par jour au lieu de 500 000 – , moins de sites à desservir (dix-sept contre vingt-cinq) en douze jours (dont deux week-ends), mais les Franciliens seront rentrés de vacances et, le 2 septembre, les transports scolaires devront être en ordre de marche.

En période scolaire, le réseau transporte chaque jour 5 millions de personnes, contre 3,5 millions (hors spectateurs des JO) au maximum pendant l'été. Pour la cérémonie d'ouverture, cinquante mille personnes sont attendues place de la Concorde et en bas des Champs-Elysées. Valérie Pécresse, qui préside IDFM et la région Ile-de-France, a demandé *« une mobilisation complète de la RATP et de la SNCF »* pour gérer sans embouteillages les flux conjugués de la rentrée et ceux des Jeux paralympiques. Et elle se montre confiante dans le travail de ses équipes, comme dans celui des sociétés de transports (RATP, SNCF, Keolis...).



Le métro parisien n'étant quasi pas accessible aux fauteuils roulants, Ndieme Lame, bénévole pour les Jeux olympiques et paralympiques, doit emprunter le RER B avec l'assistance d'un agent (ici, le 21 août).
MATHIAS BENGUIGUI/PASCO AND CO POUR « LE MONDE »

Treize lignes historiques

Signe de cette assurance, lors d'une conférence de presse, lundi 26 août, au conseil régional, elle a enjambé les Jeux paralympiques pour donner le coup d'envoi d'un projet baptisé « Un métro pour tous ». *« Il faut nous donner un nouvel horizon, comme nous l'avons fait avec le Grand Paris Express, en rendant le métro parisien accessible à tous*, lance-t-elle. *C'est un pari gagnant, car avec l'allongement de la durée de vie tout le monde sera concerné par l'accessibilité des transports. »* Elle rappelle que, depuis son accession à la présidence de la région en 2016, le nombre de gares accessibles a été multiplié par cinq et que, d'ici à 2031, en plus du RER ou de la ligne 14, les nouvelles lignes 15, 16, 17 et 18 du Grand Parix Express seront praticables pour les personnes en situation de handicap.

Pour obtenir le même résultat avec les treize lignes historiques, *« le coût est estimé entre 15 et 20 milliards d'euros*, détaille la présidente. *Nous avons fait les estimations détaillées pour la ligne 6, qui est en partie aérienne, donc plus facile à adapter, et le budget est estimé à 600 à 800 millions d'euros. Ce sera beaucoup plus pour les lignes souterraines »*.

Elle affirme *« avoir la main tendue »* vers la Mairie de Paris et l'Etat pour partager le financement de ce projet à vingt ans, qui devra faire l'objet d'une concertation avec les riverains, tant il occasionnera de travaux. *« On peut démarrer très vite avec la ligne 6 »*, assure-t-elle. Fadila Khattabi, ministre démissionnaire chargée des personnes âgées et des personnes handicapées, soutient *« la prise de position forte de Valérie Pécresse. Enfin les planètes s'alignent. Les personnes en fauteuil* [roulant] *doivent pouvoir se déplacer partout et tout le temps, ce n'est pas un luxe mais un droit »*. Quant à Lamia El Aaraje, adjointe d'Anne Hidalgo chargée de l'urbanisme et de l'accessibilité, elle *« salue cette initiative »* pour laquelle la mairie a *« beaucoup plaidé »*. Avec plusieurs associations, elle défend un projet d'accessibilité partielle du métro. *« Il faut voir ce qui est proposé, notamment par l'Etat, sur la méthode et le financement »*, précise-t-elle.

> **« Avec l'allongement de la durée de vie, tout le monde sera concerné »**
> VALÉRIE PÉCRESSE
> présidente de la région Ile-de-France

Les travaux, eux, sont déjà de retour. Un message diffusé sur la ligne 14 prévient qu'après les Jeux elle ne circulera plus après 22 heures et certains dimanches, pour affiner sa mise au point.

Pendant les Jeux paralympiques, pour que les habitués du métro et du RER ne soient pas trop perturbés dans leurs déplacements, l'application Transport public Paris 2024 et les autres applis de transports vont faire en sorte que les spectateurs évitent les lignes 9 (pour aller à Roland-Garros), 13 (pour le Stade de France) ou le RER A (vers Vaires-sur-Marne), saturés, pour se rendre aux épreuves. Ils seront orientés vers des itinéraires alternatifs. D'autres lignes seront renforcées : 30 % de RER C supplémentaires entre Paris et Versailles, 30 % de plus sur le RER D direction Stade de France, 20 % de service en plus sur la ligne 8, 15 % sur le RER B direction Parc des Expositions, et 10 % de métros de plus sur la ligne 13.

Signalétique et agents d'accueil

Pas besoin de faire plus que pendant les JO, car le nombre de billets vendus montre qu'*« il y aura moins de monde au Stade de France ou au château de Versailles »*, estime IDFM. Rien de plus, mais rien de moins : *« L'offre de transports restera à son maximum »*, soit avec 15 % de capacités supplémentaires en moyenne, s'empresse de signaler l'autorité.

Pour justifier ses exigences vis-à-vis des transporteurs, l'établissement rappelle qu'il a mis la main à la poche. Ainsi 250 millions d'euros ont été dégagés pour soutenir, notamment, les efforts de la SNCF et de la RATP. Cela a aussi permis de mettre en place la signalétique et de défrayer les cinq mille agents d'accueil.

Durant cette période, *« cent navettes seront disponibles depuis les gares parisiennes »*, selon IDFM. C'est moins que les cent cinquante à disposition pendant les JO, mais conforme aux besoins, selon l'autorité. Pour en disposer, les spectateurs handicapés devront les réserver avec leur billet.

Une fois les Jeux paralympiques terminés, le retour à la normale sera aussi celui des temps d'attente allongés et des rames bondées. La région Ile-de-France n'a absolument pas prévu d'investir à nouveau 250 millions d'euros pour fluidifier les transports en commun. *« Ça n'aurait pas de sens »*, a expliqué Mme Pécresse sur France Inter, le 5 août. ■

GUY DUTHEIL, SOPHIE FAY ET VICTORIA LEMAIRE

Jeux paralympiques : la promesse d'un dispositif de sécurité massif

Le préfet de police de Paris et le ministre démissionnaire de l'intérieur annoncent des effectifs en légère baisse, mais toujours importants

On mène 4-0 à la mi-temps, mais il reste une deuxième mi-temps à jouer, donc on va rester concentré jusqu'au coup de sifflet final. » Pour résumer son état d'esprit à l'approche du lancement des Jeux paralympiques, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a usé d'une métaphore footballistique, lors de sa conférence de presse, vendredi 23 août. Trois jours plus tôt, le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, avait recours à la même formule.

Pour ce deuxième chapitre qui s'ouvre mercredi 28 août, *« c'est en tout point le même dispositif que pour les Jeux olympiques* [JO]*, avec un peu moins d'effectifs engagés »*, a résumé Laurent Nuñez. Les Jeux paralympiques durent moins longtemps que les Jeux olympiques, douze jours contre dix-sept, accueillent moins de public – 4 millions de personnes attendues contre 12 millions –, et se tiennent sur dix-neuf sites – contre quarante et un – uniquement situés en Ile-de-France et à Châteauroux.

Au quotidien, 25 000 policiers et gendarmes seront mobilisés en moyenne, contre 45 000 pour la cérémonie d'ouverture des JO. Habituellement, en période estivale, seuls 60 % des effectifs de police sont présents, le reste étant notamment en vacances. Il a donc fallu restreindre les prises de jours de congés, pour atteindre 100 % de présence pendant les JO, et 80 % pendant les paralympiques.

Aux forces de sécurité intérieures, il faudra ajouter 8 000 militaires de l'opération « Sentinelle » et 10 000 agents de sécurité privée. Les unités d'intervention – groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), brigade de recherche et d'intervention (BRI) et RAID – doivent également renouveler le dispositif déjà déployé au cours des JO, en mobilisant 300 agents.

Certains effectifs sont, en réalité, déjà mobilisés depuis le 25 août, avec l'arrivée de la flamme paralympique en France. Contrairement aux Jeux olympiques, ce n'est pas un mais douze relais en parallèle qui la transportent à travers une cinquantaine de villes depuis le 25 août. Au départ de Calais (Pas-de-Calais), le relais principal bénéficiera d'une sécurité renforcée, et sera encadré par des policiers et des gendarmes à pied. La bulle de protection ainsi formée sera renforcée par un dispositif de lutte antidrone, des motocyclistes, une unité de force mobile et des gendarmes du GIGN.

A Paris, le paroxysme sécuritaire sera atteint dans la soirée du 28 août avec la cérémonie d'ouverture. Comme pour les JO, cette séquence ne se tiendra pas dans un stade, mais dans la ville. Les 4 400 athlètes attendus défileront sur le bas des Champs-Elysées, avant de rejoindre la place de la Concorde. Pour recevoir du public, en plus des tribunes déjà installées sur la place pour les Jeux olympiques, quatre autres seront ajoutées sur l'avenue : jusqu'à 50 000 spectateurs sont attendus. Quinze mille policiers et gendarmes seront mobilisés, notamment pour faire respecter les périmètres de circulation restreinte, en vigueur dès le matin.

Tireurs de haute précision

La répartition des tâches parmi les unités d'intervention s'inspire de celle mise en place pendant la cérémonie d'ouverture des JO. La BRI aura la responsabilité des points hauts, c'est-à-dire la sécurisation par des tireurs de haute précision postés en hauteur. Des opérateurs du GIGN seront présents dans les bus qui transporteront les délégations d'athlètes du village olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) à la place de la Concorde. L'unité de la gendarmerie fournira aussi une force de réponse rapide aéroportée, un hélicoptère et une équipe prêts à décoller sur demande. Le RAID, qui assurait la sécurisation de la Seine le 26 juillet, fournira des réserves d'intervention terrestre.

Si les Jeux paralympiques n'ont pas l'ampleur des JO, ils présentent leur lot de difficultés propres. Les JO ont pu bénéficier de la torpeur estivale, qui s'accompagne d'un calme relatif sur les routes et dans les transports, tandis que, durant les Jeux paralympiques, *« il y aura une rentrée sociale, une rentrée éducative, peut-être une rentrée politique, et la vie économique reviendra »*, a reconnu Gérald Darmanin. Déjà facilement saturé à cette période, le boulevard périphérique sera, par exemple, amputé d'une voie, réservée pour les véhicules olympiques, ce qui entraînera des ralentissements.

Concernant la menace terroriste, selon le ministre de l'intérieur démissionnaire, les services de renseignement n'ont pas identifié de *« menace caractérisée qui touche les Jeux paralympiques,* (...) *mais le terrorisme est souvent opportuniste et* (...) *dans les temps géopolitiques troublés que nous vivons, nous sommes extrêmement attentifs »*. Quatre jours avant la cérémonie d'ouverture, deux voitures ont été incendiées devant une synagogue à La Grande-Motte (Hérault), un *« acte terroriste »*, selon le chef de l'Etat, Emmanuel Macron. Avant cette attaque, Gérald Darmanin indiquait que *« les vingt-sept athlètes et les deux arbitres israéliens ser*[aie]*nt protégés vingt-quatre heures sur vingt-quatre »*. ■

ARTHUR CARPENTIER

L'Europe s'attaque au commerce du gaz russe

A compter de mars 2025, l'Union ne pourra plus réexporter de gaz naturel liquéfié russe depuis ses ports

BRUXELLES - *correspondance*

A Bruxelles, en plein cœur de l'été, Pascal De Buck, le patron de Fluxys, l'entreprise belge de transport et de stockage de gaz, a pris acte, sans grand enthousiasme, du nouveau paquet de sanctions décidé en juin par l'Union européenne contre la Russie. *« Nous allons évidemment les mettre en œuvre, mais ce n'est pas aussi simple qu'il y paraît »*, confiait-il, le 10 août, au journal belge *L'Echo*.

Car, pour la première fois depuis que Moscou a déclenché la guerre contre l'Ukraine, en février 2022, l'Union européenne (UE) a décidé de s'attaquer partiellement au commerce du gaz russe, par le biais de sanctions. A partir de mars 2025, il sera interdit de « transborder » du gaz naturel liquéfié (GNL) russe sur des bateaux accostés dans les ports européens.

L'interdiction se focalisera uniquement sur la réexportation de gaz et épargnera les importations de GNL russe destinées au marché européen. *« La décision de sanctionner le transbordement du gaz russe est un signal positif, même si le délai d'application est long et qu'il contribuera indirectement au financement de l'effort de guerre russe pendant six mois de plus »*, commente Nadia Cornejo, porte-parole de Greenpeace Belgique.

L'ONG de défense de l'environnement n'a cessé depuis 2022 de dénoncer le rôle de Fluxys comme *« sponsor de guerre »*, évoquant ses infrastructures de stockage et de transbordement qui facilitent l'enrichissement du régime de Vladimir Poutine par le commerce du gaz. « Sponsor de guerre » : le terme est aussi celui employé par le gouvernement ukrainien, qui, dès 2023, a inscrit Fluxys sur sa « liste noire ». Confrontée à ces accusations, la société estimait alors être pieds et poings liés par un contrat de long terme d'une valeur de 1 milliard d'euros, signé pour vingt ans avec l'entreprise Yamal LNG, détenue à 50,1 % par l'énergéticien russe Novatek et à 20 % par le français TotalEnergies.

« Compromis politiques »

Dans le port belge de Zeebruges, situé sur la mer du Nord, Fluxys non seulement propose ses infrastructures de transbordement de bateau à bateau, à l'instar du terminal de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), mais met aussi à disposition de Yamal LNG, depuis 2019, le seul entrepôt de stockage de GNL d'Europe. Les infrastructures de Zeebruges permettent par ailleurs la regazéification du gaz avant injection dans les réseaux belge et européen.

Le port s'est ainsi hissé au rang de premier importateur de gaz russe, devant celui de Montoir, et n'a cessé d'accroître ses importations à mesure que la guerre faisait rage. De 2020 à 2023, le flux de GNL russe en direction de Zeebruges a augmenté d'environ 19 %. Sur l'ensemble du volume de gaz russe arrivé là-bas au premier semestre 2024, un peu plus de la moitié a été injecté dans le réseau européen, souvent en direction de l'Allemagne. Le reste a donc été « transbordé » sur d'autres bateaux – la plupart pour des destinations lointaines –, dont environ 12 % vers des ports européens.

Il a fallu plus d'un an de discussions pour que l'UE prenne une première sanction contre le gaz russe. *« Une telle décision est le reflet de compromis politiques,* rappelle Ben McWilliams, du groupe de réflexion Bruegel. *L'incidence potentielle sur la Russie est soupesée au regard de ses conséquences probables sur la sécurité d'approvisionnement, de son impact sur le marché mondial et européen, et donc sur de possibles hausses de prix, lesquelles auraient des répercussions sur le consommateur. »*

Le périmètre de cette sanction limitée aux transbordements vers des pays tiers reflète cet équilibre. Les importations de GNL vers le réseau européen seront toujours possibles ; la sécurité d'approvisionnement n'est pas menacée, ce qui a permis de convaincre les Etats réticents. Quant au volume de gaz concerné (1 % du marché mondial), il n'est a priori pas suffisant pour déséquilibrer l'offre et la demande. Le choix européen devrait permettre aux entreprises du Vieux Continent de remettre en cause tout ou partie de leurs contrats de long terme, en s'appuyant sur la clause de « force majeure » qui y est inscrite.

Si les Européens, qui importent environ 80 % du gaz qu'ils consomment, s'orientent vers une politique un peu plus offensive, c'est parce que la cure de désintoxication expresse au gaz russe enclenchée par l'UE depuis le début du conflit produit ses effets. En 2021, 45 % du gaz importé par l'Union européenne provenait de Russie contre 15 % aujourd'hui.

Le transport par gazoduc s'est effondré. Cette perte a été compensée par la réduction de la consommation et par le recours massif au GNL, dont les Etats-Unis sont le premier pourvoyeur devant… la Russie, qui fournit toujours 16 % du GNL européen. L'objectif d'une indépendance totale à

> **Il a fallu plus d'un an de discussions pour que l'UE prenne une première sanction**

l'égard du gaz russe à l'horizon 2027 ne semble pas inatteignable, mais *« il faut agir le plus tôt possible »*, estime Ben Mc Williams.

L'effet concret de cette sanction sur les finances russes reste flou. Les chiffres de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis, un établissement américain, montrent qu'en 2023, l'UE a dépensé 8,1 milliards d'euros pour l'achat de GNL russe, dont environ 30 % du volume a été réexporté pour une valeur d'environ 2,5 milliards d'euros.

La fin des transbordements sur les côtes européennes ne signifie pas pour autant que la Russie essuiera des pertes sèches. La flotte de ses bateaux méthaniers brise-glace, peu fournie, devra emprunter de plus longues routes maritimes ou trouver de nouvelles infrastructures pour transborder. Le pari des Européens est de renchérir le coût du transport, condamnant Moscou à vendre son GNL à prix réduit à ses clients asiatiques, diminuant ainsi ses profits.

Cette sanction gazière devrait en appeler d'autres. C'est ce qu'espère Petras Katinas, du Center for Research on Energy and Clean Air. *« Il reste des dépendances au GNL russe, comme en Espagne, en France ou en Allemagne, qui reçoit son gaz via la Belgique. Cela crée des hésitations. Mais la sanction relative au transbordement est un premier pas prometteur. Le but ultime, c'est l'interdiction totale d'importations de GNL russe. »* ■

CÉDRIC VALLET

Dépendance : l'allocation de proche aidant élargie

Dès 2025, l'indemnisation sera rechargeable jusqu'à trois fois, à condition que le congé soit pris pour aider des proches différents

Le salarié qui bénéficie d'un congé de proche aidant peut recevoir, à certaines conditions, une allocation journalière du proche aidant (AJPA). Mais à raison, seulement, de soixante-six jours sur l'ensemble de sa carrière professionnelle pour l'instant, alors que le congé peut durer jusqu'à un an. La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024 avait posé les bases d'un droit renouvelable à l'AJPA, un décret du 5 juillet a rendu la mesure effective.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2025, pour chaque nouveau proche aidé, l'AJPA pourra être versée par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de la mutualité sociale agricole pendant soixante-six jours au maximum, une durée inchangée, mais avec un plafond de deux cent soixante-quatre jours d'allocations sur l'ensemble de la carrière, soit jusqu'à quatre personnes aidées.

Si vous avez, par le passé, déjà aidé un proche, ou que vous l'aidez actuellement, et qu'à ce titre vous avez pris un congé de proche aidant et atteint les soixante-six jours de versement de l'AJPA, votre droit pourra être donc renouvelé dès le 1er janvier si vous aidez une personne différente de celle au titre de laquelle vous avez précédemment bénéficié de cette allocation. Une des dernières avancées avait consisté, en 2022, à porter l'indemnisation de l'AJPA au niveau du smic, soit à 64,54 euros par journée en 2024, pour tous (contre 43 euros auparavant pour une personne vivant en couple et 52 euros pour une personne seule). Un bénéficiaire a droit à un maximum de vingt-deux jours d'AJPA par mois, soit à 1 419,88 euros. Ce montant forfaitaire vise à compenser une partie de la perte de salaire.

Droits méconnus

Des mesures qui vont dans le bon sens, au regard du développement du phénomène de la multi-aidance. A la question : *« A qui apportez-vous votre aide ? »*, un aidant sur trois déclare accompagner au moins deux personnes, selon le baromètre de la Fondation April réalisé par l'institut BVA et publié en septembre 2022. Et si l'aide se destine toujours majoritairement à une seule personne, la part des multi-aidants devrait mécaniquement augmenter les prochaines années, du fait de l'allongement de la durée de la vie.

S'il est essentiel de pouvoir mettre entre parenthèses sa vie professionnelle pour prendre soin de son parent, ou de tout autre proche, en perte d'autonomie ou en situation de handicap, le dispositif, même étendu à plusieurs reprises, demeure en deçà des besoins des aidants, qui sont à 70 % des actifs (une part en hausse constante). Sans compter que ces droits, assez nouveaux – le congé a fait son apparition en 2017, l'allocation fin 2020 –, sont méconnus et peu utilisés, faute, entre autres, de communication des employeurs sur l'existence du congé et de l'allocation auprès de leurs salariés. ■

ROSINE MAIOLO

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

Un couple pour le meilleur et pour le rire

Après « Eva en août », sorti en France en 2020, Jonas Trueba enchante avec une comédie autour d'une rupture

SEPTEMBRE SANS ATTENDRE
■■■■

Tisser la vie, l'amour et les films, c'est ce que font ensemble, à l'écart de l'industrie du cinéma espagnol, le réalisateur Jonas Trueba et sa compagne, Itsaso Arana. Il réalise, elle joue dans plusieurs de ses longs-métrages – depuis *La Reconquista* (2016) – et en coécrit les scénarios, en plus d'être metteuse en scène au théâtre et réalisatrice (*Les filles vont bien*, 2023).

On a beaucoup parlé de la fibre rohmérienne du réalisateur madrilène, révélé en France en 2020 avec *Eva en août* (2019), déambulation d'une trentenaire (Itsaso Arana) qui se suffit à elle-même, mais va rencontrer l'être aimé en la personne d'Agos (Vito Sanz). Plus que les intrigues amoureuses, Trueba déroule, film après film, un simple, mais vertigineux, ruban : celui de la discussion des amants, avec cette croyance que la parole peut faire naître une histoire (*Eva en août*), lui donner la force de grandir (*Venez voir*, 2022) ou réconcilier les « ex » qui se retrouvent (*La Reconquista*).

C'est encore ce fil que tire *Septembre sans attendre*, mais sous la forme cette fois d'une œuvre fantasque : après quatorze ans de vie commune, Ale (Itsaso Arana), réalisatrice, et Alex (Vito Ganz), comédien, décident de mettre un terme à leur histoire. C'est la fin de l'été, on les découvre dans la chambre en train d'évoquer tranquillement la séparation (on ne saura rien des motifs). Mieux, Alex propose d'organiser une fête pour trinquer à ce nouveau départ. Puisqu'ils vont bien, puisque tout est clair dans leurs têtes... Chacun se jauge, bravache. L'idée vient du père d'Ale (interprété par le cinéaste Fernando Trueba, père de Jonas...), lequel a toujours dit qu'il valait mieux célébrer les divorces que les unions.

Mais Ale et Alex sont-ils vraiment décidés ? Chacun joue la décontraction, ce qui installe une atmosphère burlesque, évocatrice des vieilles comédies américaines, notamment celles réalisées durant les premières années du parlant – comme *Cette sacrée vérité* (1937), de Leo McCarey. D'une certaine manière, le flot de dialogues de *Septembre sans attendre* revisite l'abondance de paroles conjugales qui émergeait alors à Hollywood. Itsaso Arana, avec ses cheveux crantés aux épaules, a plus que des faux airs de Katharine Hepburn dans *Indiscrétions* (1940), de George Cukor, avec Cary Grant et James Stewart.

La première partie du film, sautillante, s'amuse ainsi à cueillir les réactions et la stupeur sur le visage des amis et des proches. C'est dans ce comique de répétition que pointe une autre issue : ce n'est pas possible, ils vont se retrouver ! L'organisation spatiale de l'appartement sur cour, avec ses fenêtres donnant sur celles des voisins âgés, en couple depuis cinquante ans, ouvre d'autres pistes ludiques (en plus du *split screen*...).



Alex (Vito Sanz) et Ale (Itsaso Arana), dans « Septembre sans attendre », de Jonas Trueba. ARIZONA DISTRIBUTION

Trueba déroule, film après film, un simple, mais vertigineux, ruban : celui de la discussion des amants

Montage parallèle

La comédie de remariage flotte dans l'air, tandis que la fête se rapproche : qui inviter, quelle tenue porter, etc. Les détails de la soirée deviennent le nouveau ciment du tandem, même si le gouffre de la séparation le saisit parfois à la gorge. Précisons que le titre espagnol de *Septembre sans attendre* est *Volveréis*, c'est-à-dire « vous reviendrez ».

Ajoutons qu'Ale est en train de monter le même film que celui que nous sommes en train de voir... Si sa vie lui échappe, la cinéaste pourra-t-elle la rattraper sur la table de montage ? Trueba a coutume de dire que *« la vie est un film mal monté »*. En creux, le réalisateur dresse également un portrait de sa compagne en tant que réalisatrice. Voilà, pour résumer, ce tissage serré de fils intimes et fictionnels. Nous sommes collés à l'image, au pied du lit conjugal, surveillant la « température » dans tel geste, tel regard. Mais il y a plus encore.

Cette idée de montage parallèle ne vise pas tant à perdre le spectateur qu'à ouvrir un champ immense de liberté : on peut voir *Septembre sans attendre* comme une somme de rushes sur le couple, ou comme une œuvre à double fond, mêlant la routine des personnages (il faut chercher un nouveau logement, faire les cartons...) au film que termine Ale. Celle-ci fait des arrêts sur image, coupe, accélère le rythme, suit sur l'écran son Jules (ou futur ex) qu'elle a filmé dans la rue, marchant seul, faisant sa vie... ou pensant à elle, peut-être. Trueba laissant élégamment à chacun et à chacune le soin de se fabriquer sa propre version.

Le charme tenace de cette œuvre collective, coécrite avec les deux acteurs principaux, réside enfin dans sa générosité. Le réalisateur espagnol laisse grande ouverte la boîte à outils, donnant à voir toutes les chevilles utilisées : c'est le père, apprenant déconfit la nouvelle de la séparation, qui donne à sa fille quelques livres à méditer, comme *La Répétition* (1843), de Kierkegaard, ou *A la recherche du bonheur. Hollywood et la comédie du remariage* (1993), de Stanley Cavell (publié en français chez Vrin, 2017). Des images de films cultes se réimpriment dans la tête du spectateur, et Trueba va jusqu'à nous livrer un extrait sur un écran noir comme un deuil.

D'autres matériaux nourrissent la fibre mélancolique de l'œuvre (on défie quiconque de ne pas être ému). Tel ce faux flash-back d'Alex incrusté dans le récit, en fait une vidéo de Vito Sanz jeune, filmé dans la vraie vie par une amie et découvrant Paris, que Trueba transforme en archive des temps heureux. Quant à la date arrêtée pour la fête, *« le 22 septembre »* répète le tandem, elle fait écho à la chanson de Georges Brassens de 1964, avec son texte poignant sur le temps qui efface le chagrin – *« Le 22 septembre, aujourd'hui, je m'en fous/Et c'est triste de n'être plus triste sans vous. »*

A sa façon, Trueba est un poète, s'amusant à donner des prénoms raccourcis aux protagonistes, comme des mots coupés cherchant leur autre « moitié » : Ale et Alex dans *Septembre sans attendre*, Eva et Agos (Agostino, incarné par le même Vito Sanz) dans *Eva en août*. *Septembre...* est comme un prolongement d'*Eva...*, sans l'être tout à fait. Avec *La Reconquista* – jamais sorti en salle, hormis quelques projections – et *Venez voir*, quatre longs-métrages s'accrochent les uns aux autres, ou plutôt se suivent et nous poursuivent, telles les quatre saisons de l'amour. ■

CLARISSE FABRE

Film espagnol et français de Jonas Trueba. *Avec Itsaso Arana, Vito Sanz, Fernando Trueba (1 h 54).*

Jonas Trueba, un cinéaste entre artisanat et travail collectif

Le réalisateur espagnol a coécrit le scénario de son nouveau long-métrage avec sa compagne, l'actrice Itsaso Arana, qui y joue aussi le rôle d'Ale

RENCONTRE

Depuis 2020, l'Espagne exporte avec Jonas Trueba, 42 ans, look de garçon sage et opiniâtreté d'artiste possédé, un nouveau candidat international aux élections de l'auteur ibérique en pointe. Dans l'ombre solaire du patriarche Pedro Almodovar, ils ne sont pas si nombreux à pouvoir y prétendre. En France, on ne voit guère que Rodrigo Sorogoyen (*As Bestas*, 2022) et Albert Serra (*Pacifiction. Tourment sur les îles*, 2022) à se le permettre. Repéré au Festival international du film de La Roche-sur-Yon (Vendée) par le distributeur Arizona, qui lui est resté fidèle, Jonas Trueba les rejoint aujourd'hui.

Eva en août (2020), ou la dérive alanguie et estivale d'une jeune femme solitaire à Madrid. *Qui à part nous* (2021), ou une expérience de cinéma partagée durant cinq ans avec un groupe d'adolescents de la capitale. *Venez voir* (2022), ou l'exil rural non dénué d'embarras d'un jeune couple après la pandémie de Covid-19. Telles sont les étapes qui devraient trouver avec *Septembre sans attendre* une sorte d'apothéose. Ce film, qui fit les délices de la Quinzaine des cinéastes à Cannes, est une délicieuse et retorse comédie de remariage, à ce jour son film le plus charmant, subtil et fédérateur.

Ale (Itsaso Arana) et Alex (Vito Sanz), lancent l'idée d'organiser une fête pour marquer leur séparation et montrer l'exemplaire maturité du couple. Délectable en elle-même, et sans nécessité pour le spectateur d'aller chercher plus loin, cette drôle d'idée n'en ressortit pas moins à trois pistes distinctes.

Alchimie intimiste

Celle de la cinéphilie, à travers la remise sur le métier d'un genre constitutif du classicisme hollywoodien, auquel le philosophe Stanley Cavell (1926-2018) a donné ses lettres de noblesse. Celle, plus intime, de la filiation même du cinéaste, puisque son père, Fernando, qui joue dans le film, l'était avant lui, que c'est lui qui lui a inculqué l'amour des comédies américaines.

Celle, enfin, de la méthode de travail artisanale et collective qui est la sienne, qui le conduit à coécrire le scénario avec ses acteurs, parmi lesquels sa propre épouse, Itsaso Arana, brûlante Navarraise, qui relance la question de l'intimité du cinéaste et du jeu dangereux avec lui-même, et en l'occurrence avec son propre couple, où le mène ce métier déraisonnable. A quoi l'intéressé répond dans un sourire propitiatoire : *« Il est vrai que la toute première fois que j'ai soumis l'idée du film à Itsaso, elle a eu un moment de perplexité, voire de peur. Mais c'est devenu très vite pour nous une façon d'en rire, et sans doute aussi d'exorciser cette perspective dans une fiction. »*

Hollywood n'est, évidemment, pas le seul horizon esthétique de ce film. La méthode Trueba, cette subtile alchimie intimiste, ce souci de la liberté et de l'autosuffisance qu'il cultive de film en film, ne sont pas sans évoquer l'empire esthétique d'Eric Rohmer (1920-2010). Que Jonas Trueba assume : *« C'est un cinéaste qui compte beaucoup pour moi. Sur le plan esthétique bien sûr, mais peut-être plus encore pour son rôle de producteur-réalisateur. C'est le modèle, très précieux à mes yeux, d'une échelle propre, d'un artisanat cinématographique qui soit viable économiquement. »*

Le recours à un producteur français, en la personne de Sylvie Pialat, pour *Septembre sans attendre* laisse à cet égard songeur sur les possibilités qui s'offrent outre-Pyrénées, dans un paysage cinématographique en crise. Le tableau qu'en fait Jonas Trueba, encore qu'il révèle une créativité insoupçonnée, confirme, hélas, ces craintes : *« Il n'y a pas de mouvement esthétique à proprement parler, mais il y a des individualités, beaucoup de femmes en l'occurrence, qui tentent des choses intéressantes dans un contexte extrêmement difficile : depuis la crise économique de 2008, l'Etat espagnol ne dote plus la création cinématographique que de manière marginale. Il y a une accablante absence de vision politique, qui revient à une vision purement consumériste de la création audiovisuelle et qui consiste, pour l'essentiel, à soutenir les plates-formes. La nouvelle génération de cinéastes doit faire preuve d'abnégation et d'invention pour subsister. »* ■

JACQUES MANDELBAUM

« Le cinéma devient une forme d'archéologie »

Isabelle Huppert, qui sera présidente du jury à la Mostra de Venise, revient sur ses rôles, dont celui d'Alma

ENTRETIEN

On croit bien connaître Isabelle Huppert, grande actrice moderne qui se méfie des émotions faciles et ouvre à l'écran des abîmes d'ambiguïté et autant de brèches dans l'étude des comportements humains. Et voilà qu'elle nous prend une nouvelle fois par surprise avec *La Prisonnière de Bordeaux*, sa deuxième collaboration avec la cinéaste Patricia Mazuy après le mémorable *Saint-Cyr* (2000), où elle façonne une héroïne multifacettes : femme de prisonnier captive de sa grande maison bourgeoise où elle recueille une semblable issue des quartiers populaires. En tête-à-tête avec la non moins éblouissante Hafsia Herzi, Huppert déroule une gamme sautillante et faussement primesautière qui déploie son espace de jeu. Peu avare en actualités, la comédienne, présidente de la 81e Mostra de Venise, qui s'ouvre mercredi 28 août, est attendue pour recevoir le prix Lumière lors du festival éponyme qui se tiendra en octobre à Lyon.



Alma (Isabelle Huppert), dans « La Prisonnière de Bordeaux », de Patricia Mazuy. LES FILMS DU LOSANGE

Comment avez-vous réagi en découvrant le scénario de « La Prisonnière de Bordeaux » ?

Au départ, le film vient d'une idée des scénaristes. Patricia Mazuy a rejoint ensuite Pierre Courrège et François Bégaudeau dans le processus d'écriture. Allons directement au but : c'est un film sur la lutte des classes. Elle s'incarne ici, comme souvent, dans la rencontre et le tête-à-tête de deux femmes qui viennent de deux milieux différents. Le genre de postulat improbable qu'on a du mal à avaler, mais là, on y croyait, et très fort, parce que ces femmes de prisonniers, elles se rencontrent au parloir, un lieu de grand brassage social qui instaure entre elles une certaine égalité. C'est la très bonne idée du scénario.

Dans votre carrière, les rôles se répondent. Ici, sans doute parce qu'il est question de lutte des classes, on pense à « La Cérémonie » (1995), de Claude Chabrol. En aviez-vous conscience ?

Pas pendant la fabrication du film en tout cas, mais après, oui, on m'a beaucoup parlé de Chabrol. Peut-être qu'on retrouve cette même distance ironique qu'instillait Chabrol vis-à-vis du drame. Il y a ça aussi chez Michael Haneke et même chez tous les grands cinéastes : ce petit pas de côté qui, sans s'appesantir, fait voir les choses sous un autre angle, avec un certain détachement, voire une pointe d'humour. C'est peut-être ça que le film a en commun avec *La Cérémonie* : c'est drôle et cruel en même temps. On appelle ça le mordant.

Le rôle d'Alma renferme aussi un portrait de la bourgeoisie et de ses contradictions. C'est un personnage scindé, dont la désinvolture cache une profonde détresse…

> « Patricia Mazuy est une grande cinéaste, jusqu'à "Bowling Saturne", que j'ai trouvé impressionnant »

La force du cinéma, c'est qu'on voit tout à l'aune du cadre dans lequel on vous le montre. Et ici, le cadre, c'est d'abord la prison. La grande maison bourgeoise d'Alma en garde forcément quelque chose : avec sa collection de peintures prisées, elle se referme sur elle comme un sarcophage. La leçon du personnage, c'est qu'on est riche, moins de ce qu'on possède, que de ce dont on est capable de se débarrasser.

On vous sent ces derniers temps vous diriger plus, dans vos rôles, vers la légèreté, en rupture avec votre image parfois tranchante. Est-ce quelque chose qui vous intéresse ?

Je vois ça comme une forme de profondeur, une couche supplémentaire apposée au personnage. Ce côté fantasque, dans *La Prisonnière de Bordeaux*, ne figurait pas dans le scénario, c'est quelque chose qu'on a développé au tournage. Spontanément, je n'aurais pas poussé le curseur si loin. Mais Patricia y tenait beaucoup, et elle avait raison. Alma surjoue la vitalité et cette énergie du désespoir raconte sur elle quelque chose en plus. Une certaine complexité.

Vous retrouvez Patricia Mazuy vingt-quatre ans après « Saint-Cyr », dans lequel vous jouiez Madame de Maintenon. Comment en êtes-vous venues à reprendre contact ?

On ne s'est jamais vraiment perdues de vue, mais on est parfois surpris du temps qu'il faut pour que les planètes s'alignent. Patricia Mazuy est une grande cinéaste, jusqu'à *Bowling Saturne [2022]*, que j'ai trouvé extrêmement impressionnant. Ses films ont une puissance, une rugosité, une brutalité même, qui se reflètent dans son caractère. Elle a le don pour nous emmener dans les zones grises. C'était déjà le cas avec *Saint-Cyr*, où elle abordait le sujet historique sous un angle totalement inattendu. C'est un très grand film.

« La Prisonnière de Bordeaux » correspond à ce cinéma d'auteur dit « du milieu », fragilisé depuis la crise sanitaire. Quel regard posez-vous sur ce rapport devenu incertain avec le public ?

Il y a mille façons de consommer les images aujourd'hui. Moi, je garde un plaisir infini à me glisser dans une salle de cinéma pour voir un film. Mais j'ai parfois l'impression que le cinéma devient une forme d'archéologie. Quand on se retrouve seul ou avec très peu de monde dans une salle, on se demande si on continuera dans cent ans, ou si l'on n'est pas en train de contempler des ruines. Mais je veux rester optimiste. Il reste encore des exceptions.

> « Il y a mille façons de consommer les images. Moi, je garde un plaisir infini à me glisser dans une salle »

Vous avez tourné dans des économies très différentes, depuis une superproduction comme « La Porte du paradis » (1980), de Michael Cimino, jusqu'aux films autoproduits de Hong Sang-soo. Que préférez-vous ?

Moi, je ne préfère rien. Le cinéma est extensible, ça va de l'infiniment grand à l'infiniment petit. Et c'est ça que j'aime. J'ai tourné trois fois avec Hong Sang-soo et j'ai vu ses plateaux se vider à vue d'œil : il n'y a plus personne, sauf lui, sa directrice de production, une fille à la perche et sa caméra de plus en plus minuscule. Il tourne en dix jours et ce qui me fascine, c'est qu'il prend son temps. Rien n'est précipité, il fait plein de prises. Tout est très écrit. Mais on reçoit le texte au jour le jour, la veille, parfois dans la nuit ou deux heures avant de tourner. Il capte des petits riens, on ne comprend pas comment tout va s'assembler, et au bout du bout, il y a un film. C'est incroyable.

Vous allez présider cette année le jury de la 81e Mostra de Venise. Comment abordez-vous cette fonction ?

Avec beaucoup de curiosité et d'excitation, un peu comme un tournage. L'ayant déjà fait à plusieurs reprises, comme à Cannes en 2009, je sais l'aventure que cela représente. On se demande comment l'alchimie va prendre avec le collectif, si les discussions seront harmonieuses… On voit surtout les œuvres dans d'excellentes conditions, à raison de trois par jour, ce qui donne une radiographie instantanée du cinéma mondial. Et l'on se rend compte que, plus encore que des rituels, les festivals sont des écosystèmes cruciaux dans le parcours des films et de véritables plates-formes d'échanges culturels, qu'il est important de préserver en tant que tels. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU MACHERET

Un tête-à-tête entre deux femmes aux antipodes

Film d'actrices, le drame psychologique de Patricia Mazuy s'organise autour de deux compagnes d'hommes détenus

LA PRISONNIÈRE DE BORDEAUX

Deux ans à peine après l'éprouvant *Bowling Saturne* (2022), polar ultranoir qui avait marqué un état limite de sa filmographie, Patricia Mazuy rebondit avec un nouveau long-métrage qui en serait, sinon l'antithèse, du moins l'antidote. Après une virée sans retour dans l'enfer de la violence masculine, voici cette fois un drame psychologique plus ramassé où domine la sociabilité féminine.

La Prisonnière de Bordeaux, l'un des moments forts de la Quinzaine des cinéastes à Cannes en mai, organise en effet le tête-à-tête entre deux héroïnes aux antipodes, et à travers elles deux comédiennes de taille : d'un côté Isabelle Huppert, qui retrouve Mazuy pour la deuxième fois, vingt-quatre ans après *Saint-Cyr* (2000), de l'autre Hafsia Herzi, qui livre une prestation intensive et concentrée – les deux venant, par ailleurs, de partager l'affiche dans *Les Gens d'à côté*, d'André Téchiné, sorti le 10 juillet. Film d'actrices doublé d'une fine étude de caractères : le cocktail peut paraître inhabituel de la part d'une cinéaste aussi pugnace que Mazuy, mais n'y voir que motif à édulcoration serait aller un peu vite en besogne.

Un classicisme économe

Deux femmes, donc, se rencontrent dans l'antichambre d'une prison de Bordeaux. L'une, Mina (Herzi), blanchisseuse d'une cité de Narbonne (Aude), élève ses deux enfants et fait près de 400 kilomètres pour se rendre au parloir. L'autre, Alma (Huppert), croupit seule dans sa grande maison bourgeoise en ruminant son mariage raté avec un neurologue arrogant et ses espoirs évaporés.

Toutes deux vivent dans un rapport suspendu à des hommes incarcérés, l'un pour avoir braqué une bijouterie, l'autre pour avoir fauché deux passantes au volant. Sur un coup de tête, Alma propose à Mina de venir vivre à ses côtés, dans sa demeure abritée derrière une haute porte cochère. Et voilà que s'invente, au jour le jour, une amitié transversale, bientôt minée par les dettes morales et financières qui poursuivent la prolétaire.

Dans un nombre restreint de décors allant de la maison à la prison, le film travaille d'abord sur le glissement de sens opéré par le titre : de quoi ces femmes de prisonniers sont-elles à leur tour prisonnières et qui fait qu'elles se désignent mutuellement par le terme de « codétenues » ? La réponse, différente pour chacune, n'en recouvre pas moins les contours d'une condition sociale : soit, pour Mina, l'aiguillon incessant d'une précarité qui ne laisse d'autre recours que ruse et force de travail, et, pour Alma, un mariage aux allures de chantage économique refermé sur elle comme un piège.

Si le scénario postule entre elles une entente immédiate, c'est pour mieux souligner tout ce qui lui résiste : Mina qui, invitée dans la maison bourgeoise, perpétue ses réflexes de ménagère, Alma qui déguise sous des atours folâtres et désinvoltes son ascendant de maîtresse du jeu. Soit des questions de rôles figés, de places qui ne bougent pas. A ce titre, la confrontation concerne aussi les actrices, Huppert déployant une partition où l'accentuation comique n'exclut pas la dureté, ce à quoi Herzi oppose un jeu où la suractivité le dispute à la fatigue.

Derrière ce scénario un peu scolaire sur les rapports de classes, qui ménage une conclusion en forme d'apologue, Patricia Mazuy s'affirme surtout comme une formidable metteuse en scène, investissant ici un classicisme économe d'une tenue et d'une fluidité impeccables, jusque dans son air de ne pas y toucher. Cela passe par la construction d'un espace commun aux deux femmes qui se révèle de toutes parts structuré d'entraves, de divisions, de distances – comme dans cette scène cruelle où Mina, débarquant en pleine fête dans le salon bourgeois, est prise par les convives pour la femme de ménage, isolée par le cadre à l'autre bout de la pièce.

> La beauté du film est de résoudre par l'espace la vieille dialectique de la vérité et du mensonge

Mazuy a retenu du grand cinéma classique américain une façon de s'appuyer sur des archétypes prêts à l'emploi pour mieux les faire voler en éclats. Dans *La Prisonnière de Bordeaux*, où l'influence française se fait plus sentir, ceux-ci deviennent des rôles sociaux qui collent à la peau des personnages, mais dont ils peuvent aussi apprendre à se servir, à renverser. La beauté du film est de résoudre par l'espace la vieille dialectique de la vérité et du mensonge. Et ce, dès la première séquence, où le parloir est décrit comme une scène de théâtre : Mina y provoque un esclandre pour outrepasser les règles, tandis qu'Alma, spectatrice silencieuse, repère en elle une menteuse, donc quelque part une alliée.

Toute la relation des deux femmes consistera à confronter deux « économies » du mensonge : l'une bourgeoise qui déguise la réalité, l'autre prolétaire qui procède d'une logique de survie. Ainsi le film s'oriente-t-il vers un magnifique retournement, une qualification positive de l'idée de trahison. Car il est des mensonges qui émancipent, et des déloyautés qui libèrent. Bouleversante leçon, si peu surplombante, de *La Prisonnière de Bordeaux*. ■

MA. MT

Film français de Patricia Mazuy. Avec Isabelle Huppert, Hafsia Herzi, William Edimo, Jana Bittnerova (1 h 48).


Angel Page (à gauche), dans « Toubib », d'Antoine Page.
LA MAISON DU DIRECTEUR

Le journal de bord d'un étudiant en médecine

Pendant douze ans, Antoine Page a suivi son petit frère Angel tout au long de sa formation, pour donner naissance à un documentaire

TOUBIB
■■■□

Les journaux intimes ont ceci de particulier que tout y est merveilleusement variable. Selon l'inspiration, la disponibilité, la force des choses vécues, on les écrit avec plus ou moins d'allant, parfois on les oublie, l'habitude va et vient ; dans tous les cas, ils contiennent notre rythme. Au cinéma, les journaux intimes s'avèrent un genre idéal pour l'art du portrait, grâce au montage qui rapproche la matière bonne à garder. *Toubib* en est un magnifique exemple.

Pendant douze ans, Antoine Page a filmé son petit frère Angel, tout au long de ses études de médecine, entamées à Besançon. Par-delà la rareté du document, qui consiste à entrer dans la vie d'un jeune homme occupé par une infinité d'heures de révision, de pratique et d'examens, il en ressort un naturel sans pareil. On sait gré au futur docteur d'envisager les « face caméra » (au minimum tous les six mois) comme des occasions favorables à l'esprit d'escalier, aux remarques anodines, aux éclairs de génie, d'où procède une désinvolture très attachante, à peine contrariée par la mèche de cheveux qu'il tournicote machinalement.

Déserts médicaux

La durée du tournage, rendue possible par l'autofinancement de la quasi-totalité du film – aucune chaîne de télévision ne se serait engagée à si long terme – est le grand privilège de cette chronique diariste. En condensant plus d'une décennie et 250 heures de rushs en à peine deux heures, *Toubib* offre le spectacle à la fois prosaïque et saisissant du passage du temps. Mais ce qu'il y a de plus frappant dans ce tour de magie noire, c'est la ligne droite de chemin de vie qui se dessine et vient confirmer la vocation première de l'étudiant.

Car Angel est entré en médecine comme on entre en religion, dans un mouvement intérieur, presque en souterrain, caché derrière ses montagnes de polycopiés, accordant quelques minutes au cinéma de son aîné, tôt le matin, lors d'un court trajet en voiture ou avant de se coucher. En choisissant la médecine générale, cette discipline sans vernis confrontée en première ligne au sujet des déserts médicaux, il infléchit le récit vers des questions plus politiques et sociales.

En même temps qu'il apprend à soigner un glaucome, loupe une prise de sang, s'initie aux tableaux d'anesthésie, Angel réfléchit à l'avenir des *« médecins de famille »*. Si les jeunes professionnels ne veulent pas vivre à la campagne, ils n'ont rien contre y travailler, songe-t-il. Pourquoi ne pas faire des roulements, soigner non-stop pendant deux mois, faire des pauses et reprendre ? Progressivement, le désir d'une pratique plus collective et horizontale, découverte lors d'un remplacement dans un centre de santé communautaire situé dans un quartier nord de Marseille, s'affirme.

Ce journal de bord, dont les scènes se succèdent sans jamais s'appesantir, laisse émerger les sujets sans forcer les événements – puisqu'il n'a de comptes à rendre à aucune production, au moins pendant les onze premières années. Il n'est ni la démonstration d'un système en crise, ni l'effort d'héroïsation d'un médecin, ni la description du lien affectif avec ses patients. A hauteur d'homme et avec les moyens disponibles qui racontent leur époque (haute définition en format 16/9, mini DV format 4/3, webcam, photos…), il transmet le regard personnel du docteur – *« Plus j'étudie, plus j'ai des connaissances, plus ce que je me faisais comme image de mon père change. Je ne savais pas qu'il savait tout ça »* – et rappelle que la santé est une question intime, quel que soit le côté du spectre. ■

MAROUSSIA DUBREUIL

Documentaire français d'Antoine Page (1 h 53).

Dans les souvenirs perdus du Chelsea Hotel

Le documentaire montre le lieu new-yorkais mythique en pleins travaux après le rachat par un promoteur immobilier, et revisite la mémoire des artistes qui y ont habité

DREAMING WALLS
■□□□

Certains lieux, de par leur histoire, de par les gens qui les ont fréquentés et la culture qui leur est associée, deviennent des institutions, des mythes de leur époque, marqués comme tels. Leur évolution devient, pour cette raison même, un symbole de la manière dont ils se confrontent au temps, entre transformation et disparition. C'est évidemment le bon moment pour un cinéaste d'y poser sa caméra. Ce que n'ont pas manqué de faire Maya Duverdier et Joe Rohanne en pénétrant dans le légendaire Chelsea Hotel. Ce somptueux immeuble victorien de brique rouge haut de douze étages, construit en 1883 à Manhattan, devient un hôtel en 1905, rapidement apprécié des artistes au point de devenir non seulement un lieu de ralliement, mais aussi de résidence permanente.

Les ombres de Mark Twain, Dylan Thomas, Jack Kerouac, Bob Dylan, Yves Klein, Arthur Miller, Shirley Clarke, Frida Kahlo, Janis Joplin, Nico, Patti Smith, Milos Forman – la liste est longue comme un bras – planent en ces lieux où la dèche croisait la gloire, où les artistes payaient volontiers en œuvres d'art, où Andy Warhol et Paul Morrissey tournèrent en 1966 le film *Chelsea Girls*.

Délibérément impressionniste

Inscrit dès 1977 aux monuments historiques de New York, l'hôtel est rongé par la vétusté et finit par changer de propriétaire en 2011, passant entre les mains d'un promoteur immobilier peu sensible aux charmes de sa bohème. Cap est mis sur le luxe.

C'est ici qu'interviennent nos cinéastes, donnant une image du lieu en plein travaux, filmant quelques pensionnaires récalcitrants, accrochés à leur logement, détenteurs de sa mémoire, artistes presque fantomatiques incarnant en eux-mêmes la destruction en cours de l'utopie qui siégeait en ces lieux. L'ajout d'archives – l'hôtel a été beaucoup filmé – fait apparaître des images du passé, celle de Patti Smith elle-même en quête des traces du poète Dylan Thomas, celle de Stanley Bard, son mythique directeur, celle du peintre japonais Hiroya, qui avait pour usage de dormir dans un cercueil et qui a fini, sous acide, par se jeter dans la cage d'escalier.

Délibérément impressionniste, le film joue la carte de la mythologie du lieu à l'heure où celle-ci commence à s'effacer et où son rêve se heurte de plein fouet à un réel qui se veut sans reste. Il eût à cet égard été intéressant – dans une épure documentaire certes plus classique – de chercher à en savoir davantage non seulement sur les personnages actuels, mais encore sur les autres forces en présence, du côté des promoteurs, du nouveau propriétaire ou de la ville de New York. C'eût été, il est vrai, un tout autre film. ■

JACQUES MANDELBAUM

Documentaire belge, français, américain de Maya Duverdier et Joe Rohanne (1 h 20).

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

■□□□ POURQUOI PAS

Alienoid. L'affrontement

Film sud-coréen de Choi Dong-hoon (2 h 02).

Alienoid. L'affrontement se présente comme la suite directe d'*Alienoid. Les protecteurs du futur* sorti en salle en France il y a quelques semaines. Les deux films forment, pour l'instant puisque rien ne s'oppose à ce qu'une suite soit produite, les deux volets d'un diptyque spectaculaire. Mêlant divers éléments relevant tout à la fois de la science-fiction, des arts martiaux et de l'épopée à costumes, ce deuxième épisode a remporté un spectaculaire succès en Corée avec plus de 10 millions de dollars de recettes. On y voyage entre deux époques, un passé médiéval dans lequel une jeune femme, protectrice de la terre, tente, si l'on comprend bien, d'inverser le cours de l'histoire en récupérant une épée magique, et le présent où se prépare l'apocalypse d'une invasion extraterrestre. Les films ressemblent à ces interminables sagas littéraires de SF et/ou d'heroic fantasy, destinées surtout à un lectorat essentiellement adolescent, devine-t-on, qui peut suivre, sans se perdre, les tribulations d'une multitude de personnages égarés au cœur d'un enchevêtrement de situations. Le chevauchement de différentes périodes historiques permet un mélange des genres. Avec ses effets spéciaux numériques, ses monstres divers dont certains sont un peu ringards, ses péripéties souvent confuses, l'ensemble constitue un blockbuster étouffe-chrétien dont on risque par moments de décrocher. ■ J.-F. R.

La Belle Affaire

Film allemand de Natja Brunckhorst (1 h 56).

En 1990, lors de la réunification des deux Allemagnes, certains habitants d'une bourgade de l'Est découvrent dans une galerie souterraine une montagne de marks RDA stockés par la Banque d'Etat et gardés par quelques fonctionnaires désaffectés. Désormais périmée, la monnaie peut néanmoins être échangée contre des deutsche marks durant trois jours encore, à un taux avantageux, par des détenteurs vivant à l'étranger. C'est le début d'une course folle dans laquelle quelques citoyens de RDA décident de se faire justice économiquement. Inspirée d'une histoire vraie, cette comédie au sujet pour le moins original est assez platement mise en scène et se double d'un triangle amoureux qui convainc encore moins. En matière de réunification et de nostalgie de l'Est, le vif souvenir laissé par *Good Bye Lenin !* (Wolfgang Becker, 2003) continue donc de mettre la barre assez haut pour ses successeurs. Trop en tout cas pour cette *Belle Affaire*, dont on sort dubitatif. ■ J. MA.

La nuit se traîne

Film belge et français de Michiel Blanchart (1 h 37).

Mady arpente les rues électrisées de Bruxelles dans son véhicule : il est étudiant le jour et serrurier la nuit. Un soir qu'il déverrouille la porte d'une cliente, le jeune homme est pris dans un traquenard : cette porte n'est pas la sienne, et le sac qu'elle récupère non plus. C'est le début d'une nuit en enfer et d'une course contre la montre façon *After Hours* (1985), de Scorsese. Car Michiel Blanchart, dont c'est le premier long-métrage, fait ici montre d'un appétit ogresque de cinéma américain et semble se mesurer à ses références cinéphiles, non sans bander les muscles. Malgré un savoir-faire indéniable dans la scène d'action, on ressort perplexe de cet exercice de style très appliqué qui s'épuise à imiter et enferme ses acteurs dans un jeu de rôles *« à l'américaine »* qui assèche leur présence. ■ M. JO.

Paradise Is Burning

Film danois, finlandais, italien et suédois de Mika Gustafson (1 h 48).

Pour son premier long-métrage, la Suédoise Mika Gustafson imagine trois sœurs – une adolescente, une préadolescente et une fillette – livrées à elles-mêmes dans un appartement, sans qu'on sache jamais où sont passés leurs parents. Débrouille, vol à la tire, scolarité aléatoire, fous rires et détresse sont au programme de cette ode à la sororité. Un coup de fil des services sociaux pousse l'aînée à cultiver une relation sexuelle avec une jeune femme mariée qui s'ennuie dans son couple. Ce parti pris d'un film tourné contre le monde adulte (les personnages ambiants rejoignent les parents dans leur coupable insignifiance) pousse la réalisatrice à revendiquer pour ses personnages une liberté un peu sauvage qu'elle sursignifie à chaque séquence par des scènes de danse ou de castagne filmées à l'énergie. Le procédé manque à convaincre, devient rapidement irritant, et finit par suggérer la relative vacuité de son propos. Sur un sujet quasiment identique, Isild Le Besco avait signé, en 2003, *Demi-tarif*, un premier long-métrage autrement convaincant et sûrement plus authentique. ■ J. MA.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

Fêlés
Film français de Christophe Duthuron (1 h 31).

L'I.A. du mal
Film américain de Chris Weitz (1 h 24).

Push It to the Limit
Film français de Sabrina Nouchi (1 h 22).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
Le Comte de Monte-Cristo	9	348 092	820	↓ – 23 %	7 224 565
Deadpool & Wolverine	5	213 600	828	↓ – 38 %	3 184 196
Alien : Romulus	2	207 917	476	↓ – 46 %	685 900
Emilia Pérez	1	201 643	384		201 643
Jamais plus	2	196 995	323	↓ – 19 %	520 384
Moi, moche et méchant 4	7	143 469	932	↓ – 38 %	3 968 766
Un p'tit truc en plus	17	130 253	729	↓ – 6 %	10 278 379
Trap	3	109 832	509	↓ – 44 %	698 198
Vice-versa 2	10	102 000	779	↓ – 40 %	8 114 095
Golo & Ritchie	2	80 626	201	↓ – 29 %	228 697

AP : Avant-première
Source : « Ecran total »
* Estimation
Période du 21 au 25 août inclus

Aubin, 24 ans, dans l'enfer du « chemsex »

Le documentaire raconte la spirale de l'addiction du jeune homme


Image extraite du documentaire « Chems. Sexe, drogue et dépendance ».
FRANCE. TV SLASH

FRANCE.TV SLASH
À LA DEMANDE
DOCUMENTAIRE

Aubin a 24 ans et pratique le « chemsex » depuis quatre ans. Contraction de *chemical* (« chimique ») et de *sex*, ce terme désigne la consommation de substances psychoactives dans le but d'avoir des rapports sexuels. Un usage que l'on retrouve quasi exclusivement chez des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH).

Pendant un an, Christo Roussev et Julie Robert ont suivi ce jeune homme, de Montpellier où il alterne les périodes d'abstinence et les rechutes, à Paris où il espère renaître à la vie. La vie justement, Aubin le dit d'emblée : le chemsex *« a bien failli »* la lui prendre.

Nous sommes en septembre 2023, Aubin est en consultation avec Hélène Donnadieu, cheffe du service addictologie au CHU de Montpellier. L'été a été plutôt calme – comprendre : sans prendre de substances. Car, depuis deux ans, le chemsex l'a littéralement englouti. *« Le chemsex m'a pris beaucoup de choses, ma joie, mon temps, une partie de ma jeunesse, de la tune… »*, expose-t-il.

Film pédagogique et personnel

Assis sur son lit, il tourne les pages de ses journaux intimes. Ouvrir celui de 2021-2022 est difficile. Il habite à Paris depuis 2019. Au fil des fêtes, des week-ends sans dormir, *« j'ai perdu le contrôle de ma vie »*, dit-il. Retour à Montpellier, après deux tentatives de suicide. Le film raconte cette spirale de l'addiction, le dégoût de soi, les comportements à risque : *« Tu ne sais plus te poser des limites, tu fais des trucs de malade ou tu laisses les autres te faire des trucs de malade »*, raconte Aubin.

Hélène Donnadieu explique ce cercle infernal : *« Il y a d'une part des substances très puissantes avec une durée d'action très courte. Et d'autre part, les applis de rencontre* [géolocalisées à but sexuel, du type Grindr]. *Ces substances vont créer un désir incessant de rencontrer, avoir des rapports sexuels, durer, performer. L'appli permet d'avoir le plan d'après. »*

Comme pour Aubin et d'autres jeunes hommes rencontrés par les deux réalisateurs, le chemsex vient combler des manques, la difficulté d'accepter son homosexualité parfois.

Aubin n'a pas reçu d'amour de ses parents. D'ailleurs, il ne leur parle plus. Son père était violent et le considérait comme une *« tantouze »*, sa mère était persuadée qu'il était possédé *« par une entité démoniaque »*. Heureusement, Anaïs, sa sœur, est toujours là.

Si le phénomène a pris de l'ampleur, la prévalence du chemsex est difficile à quantifier. En 2019, selon l'enquête sociologique Apaches (« Attentes et parcours liés au chemsex »), réalisée par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives pour la direction générale de la santé, de 13 à 14 % des HSH avaient participé à une séance de chemsex au cours des douze derniers mois. Ce chiffre atteint 25 %, 30 % pour les utilisateurs d'applications de rencontre.

Ce documentaire, les deux réalisateurs l'ont voulu *« pédagogique »* mais aussi *« très personnel »*. *« Nous avons passé des mois à vivre aux côtés de ces jeunes que le chemsex consume. A partager leurs errances, leurs peines et leurs espoirs »*, peut-on lire dans leur note d'intention. Chaque période d'abstinence est fragile. Aubin en sait quelque chose. Nous le quittons en février 2024. Retour à Paris pour un nouveau départ. Désormais, il a *« de la place pour autre chose* [que le chemsex] *»*. Six mois se sont écoulés, on aimerait bien savoir ce qu'il est devenu. ■

NATHALIE BRAFMAN

Chems. Sexe, drogue et dépendance, *documentaire de Christo Roussev et Julie Robert (Fr., 2024, 48 min).*

Lauren Bacall, étoile d'Hollywood incontournable et inconsolable

Pierre-Henry Salfati réalise un portrait intime de l'actrice américaine décédée en 2014, irradiante épouse puis veuve de Humphrey Bogart

PLANÈTE +
MERCREDI 28 – 22 H 30
DOCUMENTAIRE

« J'ai vécu ma vie à l'envers en étant star à 19 ans et oubliée à partir de 30 ans », racontait Lauren Bacall à la télévision américaine, quelque temps avant sa mort, à l'âge de 80 ans, voici tout juste dix ans, le 12 août 2014. Le regard toujours magnétique, la chevelure blonde platinée, une élégance naturelle et un timbre de voix encore troublant, celle qui était surnommée « The Look » à la grande époque hollywoodienne n'a jamais perdu de son éclat.

Ce documentaire de Pierre-Henry Salfati dresse un portrait intime de l'actrice qui, en quatre films noirs tournés avec Humphrey Bogart (1899-1957) – *Le Port de l'angoisse* (1944), *Le Grand Sommeil* (1946), *Les Passagers de la nuit* (1947), *Key Largo* (1948) –, s'est imposée comme la grande séductrice du cinéma américain, entre légende et mythologie.

A travers ses photos et ses films personnels tournés avec Bogart et ses enfants, des extraits de films et un long entretien à la télévision américaine, Lauren Bacall se confie sur ses origines, sa timidité, son rêve de devenir une star, sa vie passionnelle avec « Bogie » et sa longue traversée du désert après la mort de l'acteur, en 1957.

Lucide, elle raconte comment l'icône était devenue « la femme de », à la disparition de son mari. *« J'ai passé une grande partie de ma vie à essayer de trouver ma propre identité, et ça n'a pas été facile »*, dit-elle.

Elevée dans le Bronx, à New York, Lauren Bacall, née Joan Betty Perske, revient aussi sur ses débuts à Hollywood, à l'âge de 19 ans. Son pygmalion, le réalisateur Howard Hawks, qui cherchait à créer un nouveau profil de vedette de cinéma, réussit à imposer sa silhouette de femme fatale, dans *Le Port de l'angoisse*, film noir avec Humphrey Bogart – qui tomba immédiatement amoureux d'elle.

Leur couple sera l'un des plus célèbres de l'histoire d'Hollywood. Près de quinze ans de succès, de vie amoureuse, d'engagements publics et de bonheur. Celle qui se décrivait comme *« une grande perche plate avec de grands pieds »* s'étonnait encore de cette gloire et ne se reconnaissait pas dans cette image de femme fatale aux nerfs d'acier, façonnée par les studios.

Revenue à New York, elle se produisit dans les théâtres de Broadway, sans renoncer pour autant à une courte carrière cinématographique, avec Sidney Lumet, Robert Altman, Lars von Trier. Son triomphe tardif sur les planches sonnera comme une revanche vis-à-vis d'Hollywood. En ultime hommage, elle recevra, un Oscar d'honneur en 2009. Une soirée qui, selon elle, fut *« la pire de sa vie »*. ■

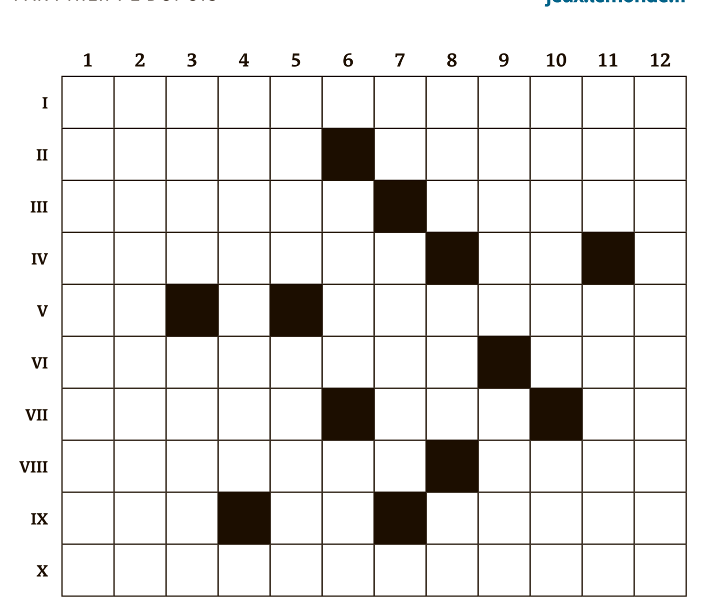
DANIEL PSENNY

Lauren Bacall, ombre et lumière, *de Pierre-Henry Salfati (Fr., 2017, 52 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 201
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. Agaçante au début, elle devient horripilante. **II.** Le plus lourd des gaz rares. Laissa sur place. **III.** Nettoyée comme une étoffe. Suivit à distance. **IV.** Défaut dans le développement des arbres. Dans les pattes. **V.** Ouverture scolaire. Responsable d'un pâté. **VI.** Cyniques et impudentes. Parmi les proches. **VII.** Prise en déplacement. De chaque côté d'un lit. Parti. **VIII.** Attaqué en bordure. Passe à l'action. **IX.** Fit l'innocent. Demi-kilo. Comme le ballon de Dupont. **X.** Autos tamponneuses, mais ce n'est pas un jeu.

VERTICALEMENT

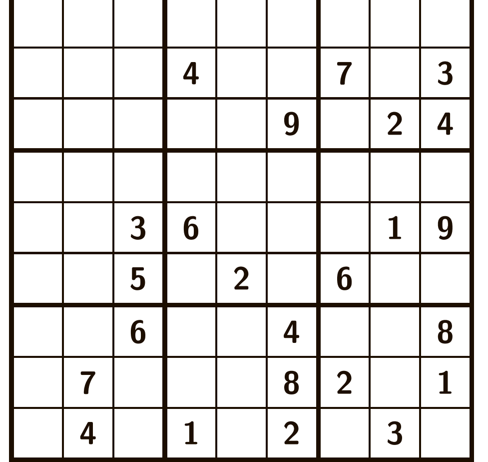
1. S'entraînèrent pour se développer. **2.** Rejet de tout ce qui vient d'ailleurs. **3.** Dieu sumérien du ciel. Montagnes russes. **4.** Difficilement supportable. **5.** Garde la chambre. Equipent les ponts et les fauteuils. **6.** Grand lac. Problème sur le parcours. **7.** Chez une carpe. A beaucoup à apprendre. **8.** Blonde sous pression. Se lança. Pour s'y retrouver dans les notes. **9.** Empruntât à un copain. Fit du propre. **10.** Mit au parfum. Fait rire, la droite comme la gauche. **11.** Dégagea. Fait des tas. **12.** Se débarrassent de tout ce qui est inutile.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 200

HORIZONTALEMENT I. Enfantillage. **II.** Foulée. Ioder. **III.** Fillette. ONU. **IV.** Régisseur. IC. **V.** Ua. Emet. **VI.** Caritative. **VII.** Trasimène. Nt. **VIII.** Ion. Ornai. **IX.** Ostéite. Auto. **X.** Nasalisation.

VERTICALEMENT 1. Effraction. **2.** Noie. Arosa. **3.** Fulgurants. **4.** Alliais. Ea. **5.** Nées. Ti. Il. **6.** Têts. Amati. **7.** Tente. Es. **8.** Lieu. Ino. **9.** Lô. Révérât. **10.** Ado. Me. Nui (uni). **11.** Génie. NATO. **12.** Eructation.

SUDOKU
N°24-201



9	5	1	2	8	7	4	3	6
7	6	2	3	9	4	5	1	8
4	8	3	5	1	6	2	9	7
2	9	6	8	4	1	3	7	5
5	4	7	6	3	2	9	8	1
3	1	8	9	7	5	6	4	2
1	7	5	4	6	3	8	2	9
8	2	4	1	5	9	7	6	3
6	3	9	7	2	8	1	5	4

Facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

 Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26







L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Marguerite Duras, la mère, la fille, l'enfant

Marguerite Duras, l'éternelle mythologie – 2/6 –

Marquée par un avortement à 18 ans, puis par la perte d'un enfant à la naissance, l'écrivaine entretenait une relation complexe avec le féminisme

Peut-on imaginer ce que représente un avortement pour une mineure de 18 ans, dans la France de 1932 ? Les femmes sont alors très loin d'avoir obtenu ce droit, acquis en 1975, sans les conditions de gratuité et d'anonymat que l'on connaît aujourd'hui. Elles devront attendre près de cinquante ans de plus, le 8 mars 2024, pour le voir inscrit dans la Constitution. Quand Marguerite Duras avorte, c'est un délit pénal depuis 1923, jugé par des magistrats, plus sévères que ne l'étaient auparavant les jurés des cours d'assises. Sous Pétain, en juillet 1943, une femme est guillotinée à la prison de la Roquette pour avoir pratiqué vingt-trois avortements. Aujourd'hui encore, ce marqueur démocratique recule, même aux Etats-Unis.

Marguerite Donnadieu, née, en 1914, en Indochine, est devenue adulte dans un monde où les femmes sont sommées de repeupler la France, que la boucherie de la première guerre mondiale a laissée exsangue. Son père, fervent laïque et progressiste éclairé, est mort quand elle avait 7 ans. Sa mère, une catholique pratiquante du Nord, ne lui a pas appris grand-chose de la féminité. Elle a deux frères, pas de sœur, pas de grand-mère ni de tante ou de cousine, peu d'amies. Aucun modèle. Elle s'en inventera un, Anne-Marie Stretter, héroïne glamour et fantomatique de trois de ses livres et de trois de ses films. Ce personnage de fiction s'inspire d'une authentique femme de diplomate en Indochine, Elisabeth Striedter. Celle-ci, s'étant reconnue dans les romans de Duras, lui enverra une lettre qui n'attendait pas de réponse.

S'il est absurde de reprocher à une romancière de puiser dans son imaginaire, il n'est pas interdit de relever l'aplomb avec lequel elle « arrange » la réalité. Quand il s'agit de faits véniels, ou qu'elle considère comme tels car ils n'altèrent pas l'authenticité d'un personnage construit par ses soins, rétablir la vérité l'amuse.

L'écrivaine rit quand Bernard Pivot, dans son émission télévisée, « Apostrophes », lui demande, les sourcils en accent circonflexe, si sa mère a vraiment joué du piano pendant dix ans à l'Eden Cinéma, à Saïgon. *« Ah non, ce n'est pas vrai, ça ! »* Cette mère de papier, fruit d'une reconstruction, magnifiée par l'écriture, est peut-être le seul être acceptable à qui donner son amour. La « mère courage », pianiste de cinéma muet, quelle trouvaille… *« Je mens, je dis la vérité »*, est une réplique que la scénariste Marguerite Duras écrit pour l'actrice Emmanuelle Riva dans *Hiroshima mon amour* (1959), d'Alain Resnais. Sa devise.

Selon l'écrivaine, Mme Donnadieu serait une victime, une veuve ruinée par l'Etat colonial corrompu qui l'aurait spoliée en lui vendant des terres inondables au Cambodge. En réalité, comme Jean Vallier le révèle dans sa biographie en deux volumes, *C'était Marguerite Duras* (Fayard, 2006, 2010), Mme Donnadieu a acheté sa concession à un paysan vietnamien très malin – il l'a reçue à titre gratuit.

Sentiment de déclassement social

La mère de Marguerite est alors directrice d'une école de filles, à Sadec. Le vendeur habite Vinh Long. Ces deux bourgs du delta du Mékong, au Vietnam, sont séparés par un bras du fleuve que l'on traverse en empruntant un antique bac, immortalisé dans *L'Amant*. La concession de 200 hectares, dont seulement 5 vont se révéler cultivables, se trouve au Cambodge, à 600 kilomètres de là, soit deux jours de voiture. L'écrivaine a bien le droit de décrire sa mère livrée à la concussion de l'administration dans *Un barrage contre le Pacifique* (Gallimard, 1950), mais c'est faux. Devenue entre-temps communiste et farouchement anticolonialiste, elle répétera à l'envi cette version qui lui permet d'ordonner le chaos de son enfance.

La pauvreté va de pair avec cette vision un peu misérabiliste, où un abîme sépare à ses yeux les fonctionnaires français (ses parents) des riches colons ou des diplomates de l'Indochine. Sa mère vêtue de robes informes, la mise à l'écart de sa famille, la réputation sulfureuse de son frère aîné, tout lui fait honte, jusqu'à ce qu'elle l'écrive. *« Je crois qu'on est pauvre de naissance. Même si je suis riche un jour, je resterai avec une sale mentalité de pauvre, un corps, un visage de pauvre »*, assure le personnage de « l'enfant » dans *L'Amant de la Chine du Nord* (Gallimard, 1991). Ce sentiment de déclassement social, qui plonge ses racines très loin dans l'enfance, la poursuivra longtemps.

Un an avant sa mort, l'écrivaine dépose ses archives personnelles à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine, dont une partie, *Cahiers de la guerre et autres textes*, sera publiée en 2006 (P.O.L). Dans ces notes, d'une dureté inouïe, en particulier quand elle rapporte les insultes ordurières et misogynes que lui lance son frère aîné, Pierre, en la frappant, elle écrit : *« Dans ses bons moments, ma mère me disait : "Toi, t'es ma petite misère." »*

Elle confie à son *« petit journal »*, tenu quelques mois, en France, entre 1931 et 1932 : *« Je n'ai jamais embrassé maman sans qu'elle me renvoie comme un petit chien ennuyeux. »* A l'écrivaine italienne Leopoldina Pallotta della Torre, qui publie un livre d'entretiens, *Marguerite Duras. La passion suspendue* (Seuil, 2013), elle confie : *« Ma vie est passée à travers ma mère. Elle vivait en moi jusqu'à l'obsession. »*

Cette mère si peu affectueuse envoie en France son fils aîné, Pierre, en 1929, dans l'espoir assez vain qu'il poursuive des études. Elle s'est aussi résignée à se séparer de cet enfant préféré pour l'éloigner de ses cadets, « Paulo » et « Néné », qu'il tyrannise. Deux ans plus tard, Mme Donnadieu quitte l'Indochine à son tour et débarque à Marseille avec Paul et Marguerite. Après un détour par le Pays de Duras, où il faudra vendre le domaine du Platier, la famille gagne la région parisienne. Elle est logée par l'administration dans un bel immeuble Art déco, à Vanves (Hauts-de-Seine), au 16, avenue Victor-Hugo.

Fini la misère ? Il semble que oui. Mme Donnadieu, la prétendue pauvresse, qui a repéré les qualités intellectuelles de sa fille, l'inscrit dans une école privée, à Auteuil, quartier cossu de l'Ouest parisien. Non seulement l'établissement obtient de très bons résultats au baccalauréat, mais il accueille les fils, et quelques filles, de la grande bourgeoisie de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) et du 16e arrondissement de Paris.

L'enfant malingre de l'Indochine est devenue une jeune fille de 17 ans d'une grande beauté, qui intègre très vite les codes sociaux de la bourgeoisie parisienne. Marguerite va patiner à Molitor, adore le cinéma, voit *Andromaque* à la Comédie-Française et *Le Cid* à l'Odéon, écoute avec son frère les piles de disques qu'on lui offre. Elle note dans son petit journal : *« J'ai du succès. »* Elle a aussi des élans mystiques.

Seulement, lorsqu'elle tombe enceinte d'un certain Le C. de K., un condisciple, dont la famille habite un hôtel particulier rue de Boulainvilliers, dans le 16e arrondissement, il n'est évidemment pas question qu'il l'épouse. Les parents du jeune homme, qui craignent par-dessus tout cette mésalliance, paient l'avortement, maquillé en appendicite, y compris pour Mme Donnadieu. Le garçon grâce auquel Marguerite a accédé à tant de spectacles est envoyé illico en Angleterre. Les Le C. de K. ont pris leurs renseignements. Ils sont effarés par la famille Donnadieu…

EN 1942, LA ROMANCIÈRE VIT COMME UNE VIOLENCE EXTRÊME LA MORT, À LA NAISSANCE, DU BÉBÉ QU'ELLE A EU AVEC SON PREMIER ÉPOUX, ROBERT ANTELME

Cet avortement reste pour Marguerite Duras un traumatisme enfoui. *« C'était abominable »*, confie-t-elle à son cousin Paul Rembauville-Nicolle, dans les années 1980, comme le rapporte Jean Vallier dans *C'était Marguerite Duras*. Elle est humiliée dans sa chair, humiliée par sa condition sociale, humiliée comme être humain à qui toute volonté est déniée. Non qu'elle eût voulu cet enfant, elle n'était pas très amoureuse du garçon, mais soudain son destin lui échappe. Ce joli corps qui lui donne du plaisir devient une blessure. Elle vieillit en un jour.

Le 5 avril 1971, elle a eu 57 ans la veille, Marguerite Duras signe le « Manifeste des 343 » en faveur de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), publié par *Le Nouvel Observateur*. Cette tribune, à l'initiative de sa meilleure ennemie, Simone de Beauvoir, connaît un énorme retentissement. *« On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. »*

Cet acte militant, Duras l'accomplit comme plusieurs de ses amies très proches, la journaliste Michèle Manceaux et les actrices Jeanne Moreau, Bulle Ogier, et la plus chère sans doute, Delphine Seyrig. Celle-ci est une authentique pionnière du féminisme en France, qui organise chez elle, avec le médecin Harvey Karman des séances d'information sur la méthode d'IVG qu'il a mise au point. Seyrig, l'inoubliable interprète d'Anne-Marie Stretter dans le film *India Song* (1975), de Duras, réalise aussi *Sois belle et tais-toi* (1981), un documentaire dans lequel une vingtaine d'actrices racontent ce que signifie, au cinéma, être une femme sous le regard des hommes – un manifeste culte, quarante ans avant le mouvement #metoo.

Douleur et solitude

La mort de l'actrice, en 1990, laisse Marguerite Duras bouleversée et désemparée. Leur amitié, leur profonde complicité artistique ne vont cependant pas jusqu'au partage de ce féminisme combatif qui anime Delphine Seyrig. L'écrivaine ira jusqu'à dire, sur France Inter, en 1987 : *« Une féministe, c'est à fuir. Ce n'est pas le bon moyen si l'on veut changer les choses. (…) Je ne suis pas féministe du tout. »* Des propos, bien dans sa manière, réitérés sous diverses formes, qui provoqueront un flot de commentaires. Marguerite se veut singulière en tout. La question de savoir si Duras est féministe ou pas peut faire l'objet de colloques savants, sans venir à bout de sa complexité ni de son ambiguïté.

Si l'écriture l'a rendue indépendante, Duras aime trop les hommes, et, il faut bien le dire, leur brutale virilité. Elle admet aussi des expériences homosexuelles, sans en faire grand cas : *« J'ai connu le désir passion pour quelques femmes. Ça n'a jamais été plus loin que les premières fois,* explique-t-elle à Xavière Gauthier dans *Les Parleuses* (Editions de Minuit, 1974). *La frustration de l'homme a toujours été telle qu'elle balayait tout, très vite je quittais la femme pour revenir avec les hommes. »*

C'est à l'occasion d'un livre très particulier, *Hôpital silence*, publié, en 1985, aux Editions de Minuit, que le souvenir refoulé de l'avortement refait surface. L'autrice, Nicole Malinconi, de nationalité belge, a travaillé comme assistante sociale pendant cinq ans, au début des années 1980, dans un hôpital de Namur (Belgique), qui pratique des avortements, illégaux à l'époque. C'est son premier livre. *« Il est question de femmes (…) qui avortent dans une boucherie ultramoderne et spécialisée,* commence Duras en chroniquant le livre dans le mensuel *L'Autre Journal*, le 9 novembre 1985. *C'est un livre de littérature. Un écrit. Un texte. Seule la littérature pouvait être à la hauteur de ce drame. »*

Le récit dépouillé n'épargne rien du sang, des odeurs, de la solitude, de la peur, de ces femmes confrontées au jugement d'autrui, à la souffrance physique et morale. *« Les infirmières avaient des paroles de haine et de mépris, "Il ne fallait pas ouvrir les jambes", disaient-elles, et elles traitaient le corps des femmes avec des gestes qui traduisaient ces sentiments »*, dit aujourd'hui au *Monde* Nicole Malinconi.

Marguerite Duras conclut son article dans *L'Autre Journal* par ces mots : *« Un grand livre, dont à ce point on ne parle pas, ça veut dire. »* L'autrice belge a envoyé son manuscrit à Duras, qu'elle admire, avant de le proposer au patron des Editions de Minuit, Jérôme Lindon. L'écrivaine lui répond par ce mot, le 26 juin 1985 : *« Je viens de terminer votre livre. C'est très beau. Je suis ravie que Lindon le prenne. »* Le livre *Hôpital silence* est réédité plusieurs fois en Belgique, avec la chronique de *L'Autre Journal* en guise de préface, où Duras écrit également ceci : *« On croit se débarrasser d'un fœtus, alors qu'on est déjà porteuse d'un enfant. Et avorter, c'est tuer l'enfant. Là encore le mensonge règne, l'hypocrisie du désespoir des femmes. Elles disent rien, les femmes. »*

Ce texte est repris dans *Le Monde extérieur* (P.O.L, 1993), un recueil de documents de l'écrivaine présentés par Christiane Blot-Labarrère. Duras y formule ces phrases aussi datées que les précédentes pour nos oreilles contemporaines : *« Je crois qu'il faut avoir des enfants. Ce n'est pas possible de ne pas avoir d'enfants, c'est comme si on ignorait la moitié du monde, au moins. »*

En 1942, la romancière vit comme une violence extrême la mort, à la naissance, du bébé qu'elle a eu avec son premier époux, Robert Antelme. Deux récits, publiés dans les *Cahiers de la guerre*, restituent ce que furent sa douleur, sa solitude, que son mari pourtant très aimant ne semble pas mesurer.

Deux religieuses se relaient au chevet de la future écrivaine, une sœur et la mère supérieure. La première lui dit : *« C'est un ange, vous devriez être contente. »* Il est *« dans du coton »*, mais il est impossible de le voir. C'est interdit. Que va-t-il devenir ? La jeune mère au ventre vide demande, encore et encore. *« On les brûle »*, répond la sœur, qui précise : *« C'est très vite fait. Dans un four électrique. »*

« Pourquoi vous me l'avez dit ?

– Vous me le demandiez.

– Vous auriez pu mentir. C'est parce que je vous ai dit que je me foutais de vos prières. Jamais vous n'auriez dû le dire.

– Si votre enfant est mort, ça veut dire que le Bon Dieu l'a rappelé à lui. Et c'est bien.

– Je voudrais que vous sortiez de cette chambre. »

La sœur raconte aussi à la jeune accouchée qu'elle a étouffé un enfant nain à la naissance en lui fourrant une serviette dans la bouche. Baptisé avant, bien sûr.

La mère supérieure se montre pire. Elle réveille Marguerite, un prêtre est là, pour qu'elle communie. Celle-ci refuse. *« Ma mère »*, ainsi doit-on l'appeler, veut prendre toutes les fleurs de la chambre pour les déposer sur l'autel de la Sainte Vierge. Nouveau refus. *« Puisque votre bébé est mort, qu'est-ce que vous en faites ? Les visites vous sont même interdites, alors ? »* Marguerite voudrait l'étriper. *« Le mot est vertigineux. Etriper. Le mot a été fait pour elle, pour son ventre plein d'encre noire. »* Marguerite toujours : *« Ce n'est pas la peine de crier. Je ne veux pas. »* La mère supérieure : *« Ça ne veut même pas donner un bouquet à notre très Sainte Vierge et ça se plaint ? Et ça se plaint que son enfant soit mort ? »*

C'est alors que la supérieure aperçoit, sur la table de chevet de la jeune femme, une orange. Son dessert. Nous sommes en



L'écrivaine Marguerite Duras avec son fils, Jean Mascolo, chez elle, à Paris, en juin 1952. AFP

mai 1942, il fait beau et chaud, mais on est en pleine guerre. La mère supérieure éclate : *« Vous croyez que nous avons des oranges à gâcher comme ça ? Les oranges, chez nous, on les donne aux mamans. Aux mamans qui ont leur bébé. Et qui les nourrissent. Ce n'est pas à tout le monde que nous donnons des oranges, nous, sachez-le. »* Il peut y avoir dans la langueur mélancolique d'Elisabeth Alione, l'une des protagonistes de *Détruire dit-elle* (Editions de Minuit, 1969), qui se repose dans un hôtel après la naissance d'un enfant mort-né, une réminiscence de ce moment.

Un amour qui reste

L'année 1942 est aussi celle où Marguerite Antelme-Donnadieu fait la connaissance d'un employé de Gallimard, Dionys Mascolo, qui devient très vite son amant. Avec lui, elle aura Jean, cet enfant si désiré, en tout cas par elle, né le 30 juin 1947. Elle en est folle. Alors qu'il est bébé, il se fait dévorer par des aoûtats, lors de vacances d'été passées dans une maison de la Nièvre, que leur a prêtée François Mitterrand, un ami depuis la guerre. Ces piqueurs-suceurs provoquent de brûlantes démangeaisons sur la tendre peau de Jean, qui hurle. Il y gagnera un surnom pour la vie, « Outa ».

Que de douceur, sinon. La jeune mère respire l'haleine de son fils, son souffle, sa vie, elle engouffre sa tête dans la capote du landau, car elle l'a entendu rire, et elle veut tout ce rire pour elle, rien ne doit lui échapper de ce son merveilleux. *« Je sais le prix d'un enfant. "S'il meurt, pensai-je, je l'aurai eu, ce rire." C'est parce que j'en ai perdu un, c'est parce que je sais que ça peut mourir que je suis ainsi. Je mesure toute l'horreur de la possibilité d'un pareil amour »*, écrit-elle dans les *Cahiers de la guerre.*

Ces textes sur la prime enfance de son fils unique, Jean Mascolo, sont parmi les plus beaux. *« S'il meurt, la beauté du monde meurt et il fera nuit noire sur ma terre. »* Comme en plusieurs occasions importantes de sa vie, Duras confie, anonymement, des textes à la revue *Sorcières*, qui se veut aussi littéraire que féministe, animée par Xavière Gauthier, de 1975 à 1982. L'écrivaine y publie « Les enfants maigres et jaunes », « Pas mort en déportation » (qui deviendra *La Douleur*), ou encore « L'Horreur d'un pareil amour », dans lequel elle évoque la mort du nourrisson.

Bien plus tard, quand mère et fils se seront copieusement disputés, injuriés, déçus, cet amour restera. En 1981, dans un documentaire réalisé pendant le tournage de son film *Agatha et Les lectures illimitées*, Duras dit : *« J'ai beaucoup parlé de l'amour maternel, puisque c'est le seul amour que je connaisse comme étant inconditionnel. C'est celui qui ne cesse jamais, qui est à l'abri de toutes les intempéries. Il n'y a rien à faire, c'est une calamité, la seule du monde, merveilleuse. »* Ce documentaire a pour titre *Duras filme* et pour auteurs Jean Mascolo et son ami Jérôme Beaujour. Beaucoup plus qu'un making of, c'est la déclaration d'amour d'une mère à son fils et l'une des images les plus vraies que l'on ait vues de l'écrivaine. Elle essaiera d'avoir un autre enfant, sans y parvenir, et regrettera toujours de ne pas être devenue grand-mère.

SI L'ÉCRITURE L'A RENDUE INDÉPENDANTE, MARGUERITE DURAS AIME TROP LES HOMMES, ET, IL FAUT BIEN LE DIRE, LEUR BRUTALE VIRILITÉ

La relation fusionnelle mère-fils se brise au seuil de l'adolescence. Elève doué, Jean Mascolo bénéficie d'une dérogation pour entrer au lycée Montaigne à 9 ans, avec deux ans d'avance. Sa professeure de piano à la Schola Cantorum, un prestigieux établissement de musique à Paris, confie à Duras : *« J'en ai un comme ça tous les dix ans. »* La pianiste propose de le préparer pour le concours de l'année supérieure. *« J'ai gagné haut la main »*, nous dit Jean Mascolo, le regard perdu sur le jardin de la maison de campagne de Neauphle-le-Château (Yvelines), achetée par sa mère, à l'époque où elle publie *Moderato cantabile* (Gallimard, 1958). Il ajoute : *« L'enfant de ce roman pourrait être moi. »*

Antigaullisme forcené

En cette fin des années 1950, le couple Dionys Mascolo-Marguerite Duras a éclaté. Leur fils est expédié au collège cévenol du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), où Delphine Seyrig a fait une partie de ses études. « Outa » pourrait être aussi le personnage d'un film de Duras, *Nathalie Granger* (1973), dont le rôle-titre est une enfant violente que sa mère doit envoyer en pension.

« Mon père a convoqué les amis, une espèce de conseil de famille. J'allais très bien, mais il s'est vengé de Marguerite, qui l'avait laissé tomber pour un autre homme, en m'envoyant loin d'elle, analyse aujourd'hui Jean Mascolo. *Je pleurais, ma mère pleurait. »* Cette séparation qui le propulse à 600 kilomètres de chez lui, il ne s'en remettra jamais. Dans un *Cahier de L'Herne* consacré à Duras (2006), une lettre de Jean informe sa mère qu'il prend bien son huile de foie de morue pour devenir aussi grand que de Gaulle, *« mais pas aussi con »*. Il connaît l'antigaullisme forcené de Marguerite. Et sa petite taille lui attire les quolibets de ses camarades.

Quant à sa grand-mère, Marie Donnadieu, Jean en a gardé l'image d'un *« adjudant qui donnait ses ordres de son lit »*. De retour des colonies, elle avait fini par acheter un château à Onzain (Loir-et-Cher), entre Amboise et Cheverny, transformé jusqu'à une époque récente en hôtel de charme trois étoiles. *« Il a été vendu il y a un mois,* nous dit, en mai, le fils de Marguerite Duras. *Ma grand-mère s'était lancée dans un élevage de poules sans rien y connaître. Elle avait mal réglé la température des couveuses, et tous les poussins avaient le bec tordu. »* Il en rit encore : *« Marguerite adorait cette histoire. »*

Sur son lit de mort, la veuve Donnadieu ne réclame que son aîné, Pierre, son seul amour. Dans *A ma mère*, ensemble de textes d'écrivains rassemblés par Marcel Bisiaux et Catherine Jajolet (Horay, 1988), Duras l'évoque sans grande modestie : *« Je trouve qu'en littérature, aucune mère d'écrivain ne vaut la mienne. Ma mère, c'était un grand personnage, un personnage comique aussi. »* Pourtant, Marguerite Duras ne l'aimait plus depuis la naissance de son fils : *« Ça s'est défait d'un coup. »* Et que l'on se rassure, elle ne lui laissera jamais la première place. *« Elle n'est pas le héros principal de mon œuvre ni le plus permanent. Non, c'est moi le plus permanent. Ecrire, c'est écrire pour soi. »* ■

BÉATRICE GURREY

Prochain épisode Marguerite Duras *à l'épreuve de la seconde guerre mondiale*

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

« Un justicier dans la ville », la gâchette facile

Trump Fictions – 2/6 – En 2015, au lendemain d'une énième tuerie de masse, le futur président cite ce film où Charles Bronson canarde à tout va, sans sommation ni procès, comme un modèle en matière de lutte contre la délinquance

Vous vous souvenez de ce film ? » Nous sommes le 3 octobre 2015, dans une petite salle chauffée à blanc de Franklin (Tennessee) et, comme dans un jeu télévisé – à la différence près qu'il fait à la fois les questions et les réponses –, Donald Trump teste la cinéphilie de son public au beau milieu d'un meeting électoral. Le film en question, tout le monde s'en souvient parmi ses supporteurs. Il est sorti en 1974, s'intitule *Death Wish* (*Un justicier dans la ville,* en français) et il a eu en son temps une influence considérable sur le débat public américain.

Selon ses admirateurs, c'est un constat lucide sur l'insécurité, la nature humaine et un questionnement légitime sur l'autodéfense. Pour les autres, ce n'est rien de moins qu'un pamphlet raciste, une odieuse réclame pour le port d'armes et un appel au meurtre. Or, le futur 45e président des Etats-Unis se vante de calquer sa conduite sur sa morale fort controversée. Le Parti républicain, et encore moins Trump, ne peuvent faire l'économie de la NRA (National Rifle Association), le puissant lobby américain des armes à feu.

D'aucuns ont été naïvement tentés, après la tentative d'assassinat dont il a fait l'objet le 13 juillet, de renvoyer l'actuel candidat à son aveuglement, puisqu'il avait été à deux doigts d'être victime de la libre circulation des armes qu'il défend bec et ongles – l'AR-15, le fusil d'assaut utilisé, est l'un des modèles les plus populaires outre-Atlantique : 16 millions d'Américains en possédaient un en 2023, selon le *Washington Post,* et il est souvent impliqué dans des tueries de masse. Interrogé à ce propos à Palm Beach, le 8 août, Donald Trump a sans surprise déclaré que l'attaque dont il avait été victime n'avait en rien changé sa position sur les armes à feu.

Si *Death Wish* reste sa référence, regardons-le d'un peu plus près. Le film est tiré d'un best-seller éponyme du prolifique romancier Brian Garfield (1939-2018), paru en 1972. C'est le tout aussi prolifique réalisateur britannique Michael Winner (1935-2013) qui a convaincu l'acteur Charles Bronson (1921-2003) de prêter son image à cette histoire de revanche contre le crime – un *vigilante movie* en VO. Equivoque, le titre peut aussi bien vouloir dire « envie de meurtre » que « pulsion suicidaire ». En France, l'intitulé choisi – *Un justicier dans la ville* – est nettement moins ambigu. Il est aussi beaucoup plus sage.



Charles Bronson, dans « Death Wish », de Michael Winner (1974). COLL. PROD DB © DINO DE LAURENTIIS/PARAMOUNT



Donald Trump, lors de son premier meeting de campagne pour la présidentielle américaine de 2016, le 23 octobre 2015, dans son hôtel de Miami, le Trump National Doral. CRISTOBAL HERRERA/EPA

Voyous stupides et lubriques

Paul Kersey, le héros (Charles Bronson donc), est un architecte rappelant le Gary Cooper du *Rebelle* (1949), de King Vidor, film-culte des libertariens. C'est aussi un libéral new-yorkais, qui déplore la fuite des classes blanches aisées des centres urbains vers les banlieues pavillonnaires (le *white flight*).

Un des collègues de Kersey et son gendre lui opposent alors la théorie du « nécessaire égoïsme » d'Ayn Rand (1905-1982), scénariste du film de Vidor et romancière aussi culte aux Etats-Unis que méconnue en France. Anticommuniste viscérale, celle-ci assène que la promesse de l'Etat-providence, soit la redistribution contre la sécurité, n'est pas tenue. Ce sont les exclus, d'après Rand, qui menacent la société, et non l'inverse. Dans cette perspective idéologique, si *« le bien-être de la classe moyenne est menacé »*, ce n'est plus par le *« banquier de Wall Street »*, comme dans les années 1930, mais par les *« looters »* (pillards) que l'Etat régalien ne maîtrise pas, ainsi que le rappelle l'essayiste David Da Silva, auteur du *Populisme américain au cinéma, de D. W. Griffith à Clint Eastwood* (Lettmotif, 2015). Dans l'Amérique de *Death Wish*, la méfiance est une vertu et il n'y a pas de « bons sauvages », seulement des instincts prédateurs. Pour avoir nié cette « évidence » et ne pas avoir fui la ville, Kersey paiera le prix fort.

Joanna et Carol, l'épouse et la fille de Kersey, se sentent à l'abri dans le confort douillet de leur appartement situé à quelques blocs de Central Park. Elles ouvrent leur porte sans réfléchir à trois hommes qu'elles croient être des livreurs et qui ne sont en réalité que des voyous stupides, lubriques et anonymes, qui les violent et les torturent. Selon le critique Jean-Baptiste Thoret, dans son livre *Le Cinéma américain des années 70* (Cahiers du cinéma, 2006), ces trois agresseurs doivent être vus comme des archétypes : ils *« incarnent chacun une peur précise : le révolutionnaire, le rocker et l'ouvrier au chômage »*.

La charge est sans nuances, et elle est d'autant plus appuyée que cette scène d'horreur est construite en miroir d'un autre film fondateur, *Gorge profonde* (Gerard Damiano, 1972), premier grand succès du cinéma pornographique et plaidoyer pour l'amour libre : dans son ouverture, deux femmes insouciantes ouvrent leur porte à des inconnus pour des étreintes sans lendemain, mais parfaitement consenties.

A sa façon, *Death Wish* anticipe les débats sur la masculinité toxique et la culture du viol, que dénonce l'année suivante, en 1975, l'essayiste américaine Susan Brownmiller, dans son livre *Against Our Will. Men, Women and Rape* (traduit en 1976 en français, sous le simple titre *Le Viol*). Mais la suite du film ne pouvait complaire à des féministes, à moins qu'elles n'adhèrent aussi aux thèses fort virilistes de la National Rifle Association.

Fuyant pour un temps la jungle urbaine, Kersey se rend en Arizona pour y dessiner un lotissement résidentiel en tout point conforme à l'idéal d'Ayn Rand. Là-bas, il renoue avec l'esprit pionnier et l'imagerie du western : au pays de l'individu roi, celui qui s'en remet à autrui ou à l'Etat pour sa défense est une victime en puissance.

LA TENTATIVE D'ASSASSINAT DONT DONALD TRUMP A FAIT L'OBJET LE 13 JUILLET N'A EN RIEN CHANGÉ LA POSITION DE CELUI-CI SUR LES ARMES À FEU

De retour à New York, il se métamorphose. Il est à nouveau l'épigone de Gary Cooper, mais cette fois-ci de celui qui incarne le shérif ordinaire et courageux du *Train sifflera trois fois* (Fred Zinnemann, 1952) : l'arme à la main, il tient tête dans le métro à deux agresseurs plus jeunes et plus forts que lui. Le message est limpide et rappelle la maxime de Sam Colt, inventeur du pistolet du même nom : *« Dieu a fait des hommes grands et d'autres petits, je les ai rendus égaux. »* Le réalisateur, Michael Winner, en rajoute dans la provocation, en montrant le héros achever ses victimes.

C'est cette scène du métro qu'évoque en particulier Trump quand il mentionne le film en 2015. Alors candidat à la candidature, il se vante de posséder une arme et il va jusqu'à faire le geste de mettre en joue quelqu'un avec un fusil pour décrire ce que serait sa réaction en de telles circonstances. Et mieux qu'un slogan de campagne, les *« Death Wish ! »* scandés par la salle traduisent toute une conception de l'Etat de droit.

A sa sortie, en 1974, on s'en doute, le film n'a laissé personne indifférent. le critique Vincent Canby, du *New York Times,* juge le film *« irresponsable »*. Avec lui, nombre de journaux s'émeuvent de cette *« publicité protofasciste pour le lobby des armes à feu »*. Le public, lui, se rue au spectacle (150 millions de dollars au box-office). Pire, il exulte à chaque fois que Kersey descend un délinquant. Pour Michael Winner, cette réaction a une explication fort simple : *« Les gens sont si déçus par la loi que quiconque ferait cela serait applaudi. »*

Le libéral défroqué Kersey est-il pour autant un héros ? Répondre à cette question est laissé au soin du spectateur à la fin du film, ainsi que l'estime à l'époque le critique du *Monde* Jean de Baroncelli. Au milieu du film, au sortir de l'asile où ils ont retrouvé Carol, à jamais meurtrie, Paul Kersey et son gendre ont un échange plein d'amertume sur le quai d'une gare de banlieue. A côté d'eux, un jeune couple avec enfant, blanc, de toute évidence aisé, attend le train. En les regardant, le gendre de l'architecte est pris de regrets. Kersey lui demande : *« Comment appelle-t-on des gens qui, lorsqu'ils sont confrontés à la peur, (…) ne font que fuir et se cacher ? »* Et le gendre de répondre : *« Des gens civilisés ? »*

Le 22 décembre 1984, un dénommé Bernhard Goetz tire à balles bien réelles sur des jeunes gens dans le métro de New York. Tous quatre étaient sur le point de l'agresser – ou pas : là sera la question après son arrestation. Le casier des victimes ne plaidait pas en leur faveur, ni leur comportement coutumier, mais aucun n'a sorti d'arme, ni esquissé un geste violent, selon les témoins.

Le tireur, lui, parvient à filer. La presse le surnomme aussitôt le *« justicier du métro »* et l'affaire tient le public en haleine jusqu'à sa reddition, huit jours plus tard. Lors du procès, les débats se concentrent sur la légitimité du passage à l'acte. A la barre, Goetz dit avoir déjà été victime d'une agression similaire, et il demande, faussement naïf, s'il devait attendre de l'être à nouveau pour avoir le droit de dégainer. L'attaque à main armée, la tentative de meurtre et la menace à l'ordre public ayant été écartées par le jury, il ne lui sera plus reproché qu'un port d'armes prohibé. Bien des années plus tard, Goetz admettra que la couleur de peau de ses cibles avait pu influer sur sa réaction. Quand on l'accuse d'avoir inspiré ce passage à l'acte, Winner s'en tire par une pirouette : si tel était le cas, Goetz avait mis *« beaucoup de temps à retenir la leçon »*, puisque son film était sorti dix ans plus tôt.

Chaise électrique artisanale

Quand il s'adresse à ses fans, le 4 octobre 2015, Donald Trump évoque, lui, les leçons à tirer du film dans un contexte tristement ordinaire : une énième tuerie de masse (neuf victimes) est survenue trois jours plus tôt à l'Umpqua Community College de Roseburg (Oregon). Sans vergogne, le candidat exacerbe les fondamentaux de la NRA : ces fusillades ne sont pas le symptôme d'un problème de port d'armes, s'époumone-t-il, mais d'une psychiatrie et d'une justice défaillantes, qui laissent des dangers publics en liberté. Dans *Death Wish 2* (1982), un psychopathe multiplie les forfaits sans jamais être inquiété. On s'en doute, ce dévoiement de l'Etat de droit ne laisse d'autre choix à Kersey que de parer au plus pressé (*spoiler* : en réinventant, façon tuto YouTube, la chaise électrique).

Dans l'opus 3 de la saga (1985), c'est un quartier de New York, livré à lui-même par une police au mieux débordée, au pire complice, qu'il défend façon Fort Alamo face à des hordes de punks et de bikers. Sous les yeux d'habitants ravis, retraités ou migrants méritants, il procède à un nettoyage, retransmis en direct, à la mitrailleuse lourde. Il est même applaudi après avoir abattu un jeune pickpocket, de sang-froid et dans le dos.

La saga alterne entre Côte est et Côte ouest : dans l'opus 4 (1987), c'est au tour des dealeurs de Los Angeles d'être décimés. Le message est on ne peut plus clair : il n'y a pas de fatalité à l'insécurité et au narcotrafic, c'est affaire de volonté politique, ce que clame Trump en 2015 dans son livre-programme, *Great Again* : *« Nous devons les soustraire de nos rues pour qu'ils cessent de terroriser le voisinage. »* Mais comment les faire partir ? En évoquant *Death Wish*, Donald Trump laissait entendre qu'il avait bien une idée de la méthode à employer, puis chuchotait à son auditoire : *« On n'en ferait plus des films comme ça, c'est pas assez politiquement correct. »*

Pariant sans doute sur l'air du temps après son élection, des producteurs lui donnent tort et lancent un remake. Bronson n'est plus et New York s'est gentrifiée. Désormais, c'est Bruce Willis, alors sur la pente descendante, qui hante les rues de Chicago. A sa sortie, en 2018, le nouveau *Death Wish,* réalisé par Eli Roth, ne triomphe pas, mais son box-office s'avère tout de même honorable. En 2020, un couple blanc de Saint Louis (Missouri), les McCloskey, est filmé en train d'invectiver, les armes à la main, un défilé Black Lives Matter passant devant chez eux. Leur arsenal comprend ce fusil d'assaut qui a failli tuer cet été Donald Trump. A l'époque, le 45e président des Etats-Unis leur a apporté son plein soutien, au nom de l'autodéfense. ■

JULIEN LAROCHE-JOUBERT

Prochain épisode « Fast and Furious », pied au plancher

ROGER CAILLOIS VU PAR MARA GOYET – 2/6



MAYEULE GUESPEREAU

Et il lut tous les livres

Roger Caillois fut longtemps un lecteur obsessionnel, d'une érudition folle. Il lut tout, sur tout, partout. Au soir de sa vie, cependant, il décréta que ses études, ses lectures, ses recherches, soit la majeure partie de son existence, n'avaient été qu'une *« parenthèse »*. Il disait aussi éprouver une *« répulsion épidermique à l'égard de la presque totalité »* des livres qu'il avait écrits.

Avant la parenthèse, il y eut son enfance chez sa grand-mère. Il connaissait les noms des herbes folles, des céréales et des étoiles. Il vivait dans un monde d'odeurs, d'animaux, de végétaux. Les seuls ouvrages qu'il croisait étaient le catéchisme, l'almanach et le magazine *Le Pèlerin*. Il apprit à lire assez tard, avec l'aide d'un curé défroqué, puis s'immergea dans *« le monde de l'imprimé »* dont il parlait comme s'il s'agissait d'un poison : le venin était inoculé. Sa *« curiosité désordonnée »*, sa *« boulimie insatiable »* le conduisirent à lire tout ce qui était à sa portée, de manière aussi systématique qu'ordonnée, procédant par domaines et rayons, genres et collections. En somme, depuis qu'il sut lire, il ne fit que lire : *« Je fus intoxiqué »*, écrit-il.

Les ronces de la controverse

L'univers intellectuel lui semblait cependant un monde labyrinthique, fait de raisonnements, de discours, de thèses et d'ouvrages, au sein duquel erraient des savants livrés à l'*« ivresse trompeuse d'exploration »*, se ruant dans les ronces de la controverse, parvenant à des carrefours qui mènent à des sentiers qui mènent à d'autres carrefours. Infiniment.

Pour ne pas sombrer, Caillois se munit d'antidotes. Des objets divers, comme le mousqueton. Mais aussi de refuges, à savoir des lectures sans obligation, choisies au hasard, non accordées à ses goûts. Il cite ainsi cet ouvrage intrigant : *Les Trois Totémisations. Essai sur le sentir visuel des très vieilles races* (1924), de Lotus de Païni.

La fréquentation de ces livres considérés comme *« féeriques »* devint, au fil des ans, presque exclusive : *« Les ouvrages que je cherche dorénavant sont ceux dont je présume qu'ils ne contiendront rien que je puisse raisonnablement avoir imaginé moi-même par caprice ou par plaisir, moi ou tout autre qui n'aurait pas décidé d'être absurde de propos délibéré. »* Il retrouve alors le charme de ses premières lectures enfantines.

A cet égard, les ouvrages de Roger Caillois correspondent parfaitement, du moins pour moi, à ce type de livres, à ces retrouvailles, adultes, avec un monde enfantin : le caillou, l'insecte, le jeu, les paires et les contraires. La parenthèse fut évidemment pleine de fêlures et ne se referma jamais totalement. Néanmoins, Caillois suivit le mouvement du fleuve Alphée, ce cours d'eau mythologique qui se jette dans la mer, la traverse puis redevient fleuve sur un autre rivage. L'écrivain naquit dans les ruines, traversa l'immensité marine de l'imprimé, puis revint aux pierres muettes (*« archives suprêmes, qui ne portez aucun texte et qui ne donnez rien à lire »*). Mais qu'il s'attacha à décrire. En magnifique poète. ■

MARA GOYET, ÉCRIVAINE

Prochain épisode *Bonjour, Satan !*

La revanche des sorcières post-#metoo

Nouvelles spiritualités des jeunes – 2/6 – Depuis 2018, des femmes embrassent la figure de la sorcière, entre réappropriation de ce personnage affranchi et rituels néopaïens. Au risque de dévoyer l'essence anticonsumériste de la sorcellerie



CHRISTELLE ENAULT

La fumée se répand autour de l'autel. Un bâton d'encens d'aubépine à la main, Tifenn-Tiana Fournereau, la trentaine, se recueille devant les éléments disposés dans son appartement de Saint-Ouen, en région parisienne : des pierres, cartes de tarot, bougies et un crâne de renard. Mentalement, elle dépose ses « intentions » pour la saison à venir, comme l'y invite la fête de Beltane, qu'elle célèbre.

Honorant le début de la période « claire », liée au printemps, cette fête est célébrée le 1er mai sur le calendrier auquel se réfèrent les adeptes de la sorcellerie. Il compte treize lunes, ainsi que huit fêtes, dont fait partie Beltane, aussi appelées les « sabbats ». Pas de veillées démoniaques, comme le veut la légende noire de la sorcellerie. Mais des rites de *« protection et de libération »*, impliquant souvent des plantes préparées en boisson ou brûlées, explique Tifenn-Tiana Fournereau, une de ces sorcières version 2024. Elle qui a grandi en partie à La Réunion, île à *« l'héritage mystique »*, est attirée tôt par l'occulte. Gamine, certaine de dialoguer avec les morts, elle est déjà surnommée par ses proches la « petite sorcière ». A l'époque, la jeune fille a parfois tendance à masquer ses croyances, de peur d'être marginalisée à l'école.

« Retourner le stigmate »

Aujourd'hui, côté face, elle se dit « slasheuse », cumulant les activités : assistante marketing, rédactrice pour des magazines ou musicienne, avec le pseudo La Voisin, hommage à cette « empoisonneuse » sous Louis XIV, que Tifenn-Tiana Fournereau voit plutôt comme *« une féministe qui aidait à se débarrasser des maris violents »*. Côté pile, elle propose des séances comme médium, et scande son quotidien de rituels ésotériques.

C'est que désormais la magie et ses symboles s'affichent partout sur Instagram, TikTok et en librairie. Depuis 2018, en partie dans le sillage de Metoo, la figure de la sorcière et l'univers spirituel qui l'entoure, inspiré de traditions païennes, connaissent un véritable engouement, en particulier auprès des jeunes femmes. Fin 2020, une étude menée par l'IFOP déclarait que 40 % des moins de 35 ans *« croient en la sorcellerie »*, le chiffre montant à 53 % chez les femmes de 25 à 34 ans.

Pour cette génération, se réapproprier cette image féminine longtemps diabolisée constitue une manière de *« retourner le stigmate »*. *« La sorcière est une femme rebelle qui s'émancipe des normes, quitte à être brûlée vive »*, estime Tifenn-Tiana Fournereau. Durant la Renaissance, le qualificatif fut utilisé pour persécuter et assassiner des milliers de femmes jugées trop indépendantes : souvent affranchies de toute tutelle, âgées ou sans enfant, comme le montre Mona Chollet dans *Sorcières* (La Découverte, 2018), vendu à plus de 350 000 exemplaires.

Beaucoup tenaient des rôles de guérisseuses ou d'avorteuses, étaient détentrices de savoir-faire ancestraux en marge d'une médecine alors tenue par les hommes. *« Nous sommes les petites-filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler »*, clament celles qui, en féministes, revendiquent cet héritage de savoirs. Tifenn-Tiana Fournereau se place aussi dans cette *« lignée »* de femmes, en particulier celles de sa famille. Sa mère, athée *« mais ouverte »*, naturopathe, qui l'a initiée aux propriétés des plantes. Et ses deux grands-mères, mystiques : celle d'un côté, connaisseuse des pierres, malgache de l'autre, qui laissa un grimoire de rituels.

« L'intérêt pour la sorcellerie a tout à voir avec un mouvement d'empouvoirement : regagner une puissance qui, pour certaines femmes, leur avait été prise par la force, dans un cheminement personnel », analyse Céline du Chéné, autrice de *Les Sorcières. Une histoire de femmes* (Michel Lafon, 2019). Un cheminement qui trouve sa boussole dans l'exploration de croyances ésotériques.

Celles-ci s'inspirent largement de la wicca, mouvement néopaïen né au XIXe siècle en Angleterre et aux Etats-Unis, qui tisse un rapport fort à la nature – et en particulier de la wicca dianique, originellement pratiquée dans les milieux féministes et lesbiens étasuniens et popularisée dans les années 1980 par les écrits de l'écoféministe et altermondialiste Starhawk. Mais les sorcières françaises se réfèrent à des traditions multiples, polythéistes et païennes, qui puisent dans un folklore européen celtique, nordique ou dans la mythologie antique.

« Mélange de quête et d'utopie »

« C'est de l'ordre du bricolage », décrit Céline du Chéné. Tantôt honorant des déesses, parfois seulement l'univers comme entité sacrée, les croyances sont très hétérogènes. Cette spiritualité non dogmatique, qui donne aussi une place inédite aux femmes, séduit les jeunes qui ne se retrouvent plus dans les monothéismes. Comme Lucie (qui a préféré rester anonyme), 25 ans, travaillant dans l'éducation : *« Je sentais un appel vers plus grand que moi, mais les grandes religions ne correspondaient pas à mes valeurs, notamment par leur exclusion des homosexuels. »* Depuis qu'elle s'intéresse à la sorcellerie, elle passe des heures à se documenter sur les polythéismes, la botanique, l'astronomie, s'autorisant à piocher dans ce qui lui parle pour organiser ses rituels, qu'elle lie aux « esprits de la nature ». *« J'aime cette liberté »*, dit-elle.

« La jeune génération est moins gênée d'assumer un goût pour l'ésotérisme. Face à la montée des inquiétudes, la percée du fascisme, la crise climatique ou après Metoo, elle y trouve une manière de poser un geste, de se mettre en action », observe Isabelle Cambourakis, fondatrice en 2015 de la collection « Sorcières » des éditions Cambourakis, qui publie Starhawk en France. *« La sorcellerie est un mélange de quête et d'utopie, qui peut devenir politique. »* Les pratiques spirituelles de Lucie nourrissent ses convictions écologistes. Envisager la terre avec un rapport sacré lui rend d'autant plus *« insupportables »* les dommages engendrés par le tourisme de masse dans sa région, Auvergne-Rhône-Alpes.

Des manifestations de sorcières contre Trump au collectif féministe et anticapitaliste français Witch Bloc, dont les membres ont défilé contre la loi Travail en scandant *« Macron au chaudron ! »*, la figure de la femme au balai a été largement mobilisée ces dernières années au sein de luttes politiques. Mais, avec l'expansion du phénomène, celle-ci tend surtout à se mêler à une forme de développement personnel. Loin d'être un problème pour Tifenn-Tiana Fournereau : *« Les rituels sont des moments précieux pour s'arrêter, dans un monde en accélération qui nous veut toujours plus productifs »*, salue la jeune femme, qui vend ses propres livres de sortilèges, publiés aux Editions Leduc.

Entre les ouvrages, les goodies et les stages, la sorcellerie est devenue un marché en plein essor. Cueilleuse sauvage vivant dans un endroit reculé des Alpes italiennes, Marine Lafon, 36 ans, n'utilise plus le mot « sorcière », dans lequel elle s'était reconnue, elle le trouve *« trop galvaudé »*. *« C'est malheureux de voir que même la figure de la sorcière, profondément libre et liée à la nature, a été rattrapée par le capitalisme »*, déplore-t-elle.

D'autres féministes s'en sont détournées, réprouvant les théories qui proposent de se reconnecter à son « féminin sacré », à leurs yeux essentialisantes. La Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires met aussi en garde contre un mouvement lié à ces théories qui, *« sous couvert de l'émancipation des femmes »*, poursuit avant tout un *« objectif financier »*, et cible des personnes victimes de violence ou souffrant d'endométriose en promettant fallacieusement des guérisons. Tifenn-Tiana Fournereau appelle à la méfiance : *« Les rituels spirituels ne doivent pas se substituer à la médecine ! »* Prudence aussi, glisse-t-elle avant de nous quitter, avec les forces invoquées. *« Certains ne mesurent pas la puissance de ce à quoi ils s'en remettent… »* ■

LA FIGURE DE LA FEMME AU BALAI A ÉTÉ LARGEMENT MOBILISÉE CES DERNIÈRES ANNÉES AU SEIN DE LUTTES POLITIQUES

ALICE RAYBAUD

Prochain épisode *L'écospiritualité pour affronter la crise écologique*

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

Quand Molière s'attaquait à la querelle des sexes avec « L'Ecole des femmes »

Les batailles du théâtre – 2/6 – En 1662, date de création de la pièce, l'envol du personnage d'Agnès vers la liberté est un pavé projeté sur le patriarcat. Longtemps négligée ou minorée, la force émancipatrice de l'héroïne s'impose avec le mouvement #metoo

« Le petit chat est mort. » Cette réplique d'Agnès a volé la vedette à un vers moins fameux, mais plus vénéneux de *L'Ecole des femmes* : *« Je vous épouse, Agnès. »* Acte III, scène 2 : la messe est dite, Arnolphe a parlé. Ce tuteur autoproclamé d'une enfant de 4 ans, cloîtrée entre les murs d'un couvent jusqu'à ce qu'il l'en sorte pour l'enfermer chez lui, ce barbon sûr de lui endosse, d'une phrase, d'une seule, les habits du mari. Arnolphe a 40 ans, et Agnès 17. Peu lui importe : sa petite protégée a été éduquée pour devenir une idiote qui ne le cocufiera pas. Cette comédie de Molière passerait-elle sans encombre sous les radars des combats actuels contre les violences sexistes et sexuelles ?

Qu'on se rassure. La tentative de prédation sera déjouée par une postadolescente qui se révélera moins sotte que ne le supposait son geôlier. On peut même lire la pièce comme le récit d'une émancipation féminine, sexuelle et intellectuelle, qui a, du reste, déclenché, en son temps, une interminable querelle dont l'auteur a su se défendre avec un talent de grand communicant.

Que se passe-t-il le 26 décembre 1662, lorsque Jean-Baptiste Poquelin donne ses cinq actes versifiés devant un Louis XIV hilare, dit-on, *« jusqu'à s'en tenir les côtes »*. Trop de rires, justement, de la part de Son Altesse. Ce succès déplaît aux frères Pierre et Thomas Corneille, à la troupe concurrente de l'hôtel de Bourgogne, et enfin aux dévots, furieux d'entendre, ânonnées par Agnès, des maximes du mariage parodiant, selon eux, les préceptes religieux. A mesure qu'elles montent en puissance, les critiques volent de plus en plus bas. Un comédien, Montfleury, envoie une requête au roi où (rapporte Racine dans une lettre à son ami Le Vasseur) il accuse le dramaturge d'avoir *« épousé la fille et d'avoir autrefois couché avec la mère »*. Molière vient en effet de se marier avec Armande, la fille de son ancienne compagne Madeleine Béjart.

La querelle littéraire vire à la calomnie, on hurle au plagiat, à l'indécence, à l'impiété. Des feux de paille, relativisait toutefois l'historien Georges Forestier (1951-2024), spécialiste de l'œuvre, pour qui Molière, seul, a créé l'esclandre en provoquant frondeurs et censeurs. En réponse à ses détracteurs, il écrit *La Critique de l'école des femmes*, puis *L'Impromptu de Versailles*. Ce fin stratège sait souffler sur les braises. La cabale porte ses fruits : l'envol d'Agnès vers la liberté, hors des griffes d'Arnolphe, est un pavé projeté sur le patriarcat. D'autant qu'au XVIIe siècle, on ne plaisante pas avec la toute-puissance masculine.

Sortant d'une éclipse de près de trois cents ans, la pièce rebondit, en 1936, sur les planches du Théâtre de l'Athénée, où Louis Jouvet la remet au goût du jour. Représentations triomphales, jeu sobre de Jouvet en Arnolphe, décors légendaires de Christian Bérard, réception élogieuse. Dans les commentaires, rien ne détaille ce rapport trouble entretenu par un homme d'âge mûr avec une très jeune femme. *« Lorsque Jouvet met le texte en scène, c'est lui qu'on vient voir »*, et pas Madeleine Ozeray en 1936 ou Dominique Blanchar en 1950 dans le rôle d'Agnès, explique l'universitaire et dramaturge Anne-Françoise Benhamou. *« En revanche, lorsque, en 1973, Jean-Paul Roussillon* [1931-2009] *propose sa version à la Comédie-Française, avec Isabelle Adjani, c'est elle qu'il met au centre et que le public veut découvrir. »*

La bascule est d'autant plus forte que deux comédiens, Michel Aumont et Pierre Dux, se partagent alternativement le rôle d'Arnolphe face à Adjani, ce qui atténue la mise en vedette du héros. Grâce à Roussillon, en conclut Anne-Françoise Benhamou, Agnès devient un personnage qui intéresse. *« Il a fallu ce spectacle, réalisé dans un moment de féminisme actif, les années 1970, pour transformer le regard sur elle et sur la pièce. »*



Pierre Dux et Isabelle Adjani, dans « L'Ecole des femmes », de Molière, mis en scène par Jean-Paul Roussillon, à la Comédie-Française, à Paris, en mai 1973. ANGELO MELILLI/ROGER-VIOLLET

Cette adaptation est le prélude à de multiples relectures de l'œuvre. Une soixantaine depuis 1973, dans le théâtre public comme privé. Si la plupart sont tombées dans les oubliettes, d'autres font date. Dominique Valadié est de la distribution des « quatre Molière » montés en tir groupé, en 1978, par Antoine Vitez (1930-1990) : *Le Misanthrope*, *Dom Juan*, *Le Tartuffe* et donc *L'Ecole des femmes*.

« Arnolphe est la légalité »

Pour cette dernière pièce, Vitez ne tranche pas entre le féminisme et la misogynie du texte. Il veut aller à l'os de l'écriture. Comme le souligne alors Colette Godard dans *Le Monde*, il entend *« retraverser les couches d'interprétations accumulées depuis trois siècles »*. Sans qu'Agnès soit effacée, Arnolphe reprend de l'importance, et sa douleur est mise au jour.

Dominique Valadié, qui incarnait Agnès, se souvient de son partenaire, Didier Sandre : *« Il était jeune et beau. Il jouait un Arnolphe dont l'âge n'importait pas. Seule comptait l'innocence d'Agnès. Une jeune fille se livrait, sans retenue, à celui qui pour elle était un père ou un grand frère. Mais Arnolphe, peu à peu, était gagné par une souffrance terrible. Il y avait quelque chose de profondément tragique entre cet homme qui voulait façonner une femme, la rendre idiote au sens de pure, et l'émancipation de cette femme. »*

LA PIÈCE PEUT ÊTRE LUE COMME LE RÉCIT D'UNE ÉMANCIPATION FÉMININE, SEXUELLE ET INTELLECTUELLE

Le psychanalyste Jacques Lacan, quant à lui, préfère disserter sur la nature authentiquement comique de l'amour dans *L'Ecole des femmes* sans pour autant contester la sincérité des émotions du héros : *« Il préfère encore être cornard (…) plutôt que de perdre l'objet de son amour. »* (*Le Séminaire, livre V*, Seuil, 1998.)

Cette thèse est reprise à la volée par le metteur en scène Eric Vigner qui, en 1999, privilégie une approche onirique et poétique de *L'Ecole des femmes* : *« Si Arnolphe est présenté comme un pervers, ça n'a aucun sens de monter la pièce*, dit-il aujourd'hui. *Cet homme a un projet personnel et utopique. Il éduque cette jeune fille en étant mû par une pensée à la Descartes : je pense, donc je suis. Il fait d'elle une femme, et elle devient un être complet. Parce qu'il réussit son projet, ce projet lui échappe. Alors il préfère la donner à son jeune rival, Horace. »*

Qu'on le blâme ou qu'on l'encense, Arnolphe prend toute la lumière, d'autant qu'Agnès ne parle que dans six scènes sur les trente-deux que compte la comédie. Même Coline Serreau, l'une des rares femmes à avoir monté la pièce, plaide sa cause : *« Arnolphe me touche infiniment. Il est la légalité. Ni un escroc ni un fourbe, pas même un illuminé, mais un homme qui pousse jusqu'à l'absurde un système. Il affirme pouvoir acheter un être humain. Il en a le droit (…). Il est l'Occident. Il a le savoir, le pouvoir, la technologie (…). On voit où ça le mène : au désastre »* (*Le Figaro*, 10 mars 2006). Coline Serreau ajoute : *« Il ne comprend pas son naufrage. »*

Sujet pensant

A quel moment le héros, Arnolphe, que le critique du *Monde* Michel Cournot n'hésitait pas, en 2001, à qualifier de *« pédophile »*, à propos d'une mise en scène de Jacques Lassalle, cesse-t-il de monopoliser l'attention des metteurs en scène ? Pas simple d'oxygéner un répertoire qui confine le féminin dans les marges. *« Tant que l'on montera des pièces du théâtre classique avec des distributions genrées, les femmes seront toujours reléguées au rang d'accessoire »*, explique Reine Prat, autrice d'*Exploser le plafond. Précis de féminisme à l'usage du monde de la culture* (Rue de l'Echiquier, 2021).

Il n'est pourtant pas d'usage qui tienne, face aux préoccupations contemporaines : en 2014, réitérant le geste d'Antoine Vitez, Gwenaël Morin monte les « quatre Molière », sauf que les filles y jouent les hommes (et inversement), la distribution résultant d'un tirage au sort effectué, chaque soir, par les comédiens.

Moins tapageuse, mais plus révolutionnaire sera l'approche, en 2019, de Stéphane Braunschweig à l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Le mouvement de libération de la parole des femmes est passé par là. Le hashtag #metoo incendie les réseaux sociaux. Les mécanismes de l'emprise et la notion de consentement s'imposent.Le spectacle de Braunschweig s'inscrit dans un contexte où la relation hommes-femmes se redéfinit.

Sur le plateau, Agnès (interprétée par Suzanne Aubert) apparaît sur un écran vidéo. Elle est filmée dans la chambre où l'assigne Arnolphe (Claude Duparfait). Même mutique, elle impose sa stature, sa présence et son poids de réalité. Elle n'est pas une coquille vide, mais un sujet pensant.

Pour Anne-Françoise Benhamou, collaboratrice artistique de Stéphane Braunschweig, il n'était pas question de sous-traiter l'héroïne : *« Dès le début du spectacle, nous avons voulu montrer son point de vue, rendre sensible son malaise, sa compréhension, même confuse, que rien ne va dans la situation où elle se trouve. C'était une façon de renverser d'emblée les perspectives. »* Pour Anne-Françoise Benhamou, *L'Ecole des femmes* porte un enjeu politique plus profond : restaurer la subjectivité des personnages féminins issus du répertoire et de la tradition. *« Il est temps de cesser de prendre la domination comme une évidence, mais de l'observer depuis les consciences des héroïnes féminines en pointant leurs endroits de lutte et de résistance. »*

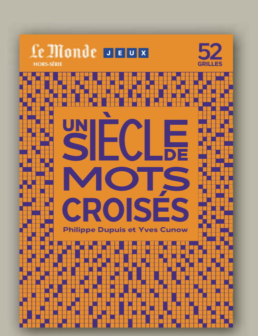
Sans nier la violence qui lui est faite, le personnage d'Agnès ne peut plus se réduire à un statut victimaire : quatre siècles après son écriture, la comédie de Molière coïncide désormais avec une évolution des mœurs qui encourage l'indépendance de la femme plutôt que sa soumission. Le théâtre dans son ensemble se fait du reste l'écho de cette avancée. Les héroïnes des textes contemporains sont cheffes d'entreprise, responsables politiques, célibataires ou sans enfant. En un mot : autonomes. Quant aux héroïnes classiques, elles ont beau dépendre d'hommes dont elles sont les épouses, les filles ou les mères, elles sont animées de vies intérieures. Ce sont ces vies échappant au contrôle masculin que les artistes d'aujourd'hui cherchent à révéler par leurs mises en scène. Que pensent-elles, que vivent-elles, que veulent-elles ? Ces questions-là sont loin d'être vaines. ■

JOËLLE GAYOT

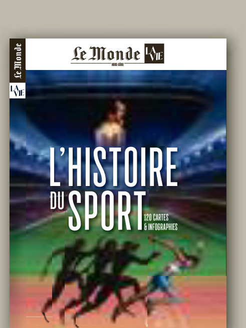
Prochain épisode Avec « Les Paravents », de Jean Genet, l'héritage toujours à vif de la guerre d'Algérie


en vente actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection

Le monde de Simenon



Dès mercredi 21 août,
le volume n° 1
LE PASSAGER DU « POLARLYS »

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.sourcesure.eu

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Gérard Battail,
son mari,
Anne-Laure Battail,
sa fille,
Pascal Battail,
son petit-fils,

ont la grande douleur d'annoncer le décès de

Bernadette BATTAIL,
née **CURIE**,
cantatrice de grand talent,

survenu le 11 août 2024, à Valence (Drôme), à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Son enterrement a eu lieu le 19 août, au cimetière de Valence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Gilles Pécout,
président de la Bibliothèque nationale de France
Et l'ensemble des personnels de la Bibliothèque,

ont appris avec tristesse le décès de

Mme Florence CALLU,
directrice du département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France
de 1986 à 2000.

Ils s'associent au deuil de sa famille et de ses proches.

Les membres du conseil d'administration de la Société des Amis de Marcel Proust et des Amis de Combray,

ont appris avec une grande tristesse le décès de

Mme Florence CALLU,
ancienne membre du conseil d'administration de la Société,
ancienne directrice du département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France.

Ils s'associent au deuil de sa famille et de ses proches.

Saint-Mandrier.

Marsha Sirven et Alexandre Capony,
ses enfants,
Anca Capony,
sa belle-fille,
Manon, Margaux et Victor,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Mme Jacqueline CAPONY,

survenu le 23 août 2024, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 août, à 15 h 20, en l'église de Saint-Mandrier Village.

Yves Collet,
son frère,
son épouse, Isabelle Kudla Collet
et leurs enfants, Étienne, Lou et Jules,
Sa famille,
Ses amies et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Brigitte COLLET,
ancienne ambassadrice de France au Brésil, en Éthiopie et en Norvège,
chargée des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 août 2024,
à l'âge de soixante-six ans.

Une cérémonie civile aura lieu le 30 août, à 11 h 15, au funérarium de Chevilly-Larue (Val-de-Marne), 125, boulevard Jean-Mermoz, suivie de l'inhumation, à 14 heures, au cimetière d'Yvoy-le-Marron (Loir-et-Cher).

Cet avis tient lieu de faire-part.

yves.collet137@orange.fr

Maxime, Laurence, Valérie,
ses filles,
Franck,
son frère,
Eric,
son gendre,
Ses petits-enfants et conjoints,
Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mariette CONDROYER,
née **GLAUNÈS**,
scénariste, écrivaine,

survenu le 13 août 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Ariane, Sonia et Tessa,
ses filles,
Ses petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre CORTESSE,
haut fonctionnaire, magistrat,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 août 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 30 août, en l'église d'Orbais-l'Abbaye, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

ariane.cortesse2@gmail.com
soniacortesse@icloud.com

Madeleine DARBEL

nous a quittés le 21 août 2024.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi 26 août, à 11 heures, en la chapelle Saint-Benoît aux Deux-Alpes (Isère).

L'inhumation aura lieu ultérieurement au cimetière de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

nicolas.darbel@free.fr

Véronique, Vanessa, Gregor Kirchner-Daronian,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain DARONIAN,
architecte,

survenu le 12 août 2024.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 28 août, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

En lieu et place de fleurs, des dons peuvent être adressés au Fonds Arménien de France.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Marie-Odile Frydman,
son épouse,
Patrick, Claire, Bénédicte,
ses enfants,
Samuel, Sarah, Sacha, Oscar, Pia,
ses petits-enfants
et leurs pères, Cees et Justin,
Fanny Orenstein,
sa sœur,

font part du décès de

M. Armand FRYDMAN,

survenu le 19 août 2024.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 août, à 10 h 30, au cimetière de Verrières-le-Buisson (Essonne), chemin de la Marinière.

Alger. Bône. Nantes. Paris. Cesson.

Mathy, Marc, Noèle, Laurent,
ses enfants,
leurs conjoints,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le regret de faire part du décès de

Alain GIOVANINETTI,
ancien élève de l'ENA
(promotion Alexis de Tocqueville),
administrateur civil au ministère de l'Économie et des Finances,
directeur adjoint de l'Insee,
conservateur des hypothèques honoraire,

survenu le 22 août 2024,
à Cesson (Seine-et-Marne),
à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne), le vendredi 30 août, à 15 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Cesson.

Famille Giovaninetti,
4, rue d'Iverny,
77240 Cesson.
ag.gio@orange.fr

Le secrétaire perpétuel,
Le Bureau
Et les membres
de l'**Académie des Inscriptions et Belles-Lettres**,

ont le très profond regret de faire part du décès, survenu à Liège, le 21 août 2024, de

M. Robert HALLEUX,
associé étranger de l'Académie,
historien
des sciences et des techniques,
professeur émérite
à l'université de Liège,
membre de l'Académie royale de Belgique,
secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie internationale d'histoire des sciences.

Les familles Constanty et Johannet

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Geneviève JOHANNET,
née **CONSTANTY**,
agrégée de russe, traductrice,

survenu le 21 août 2024, à Châteauroux, à la maison de retraite Louis Balsan, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 29 août, à 14 h 30, en l'église de Villedieu-sur-Indre, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Denis de Châteauroux.

Ni fleurs ni plaques ni couronnes.

Marie-Claude Denis,
née Damey
Et sa famille,

nous prient d'annoncer le décès de sa sœur,

Marie-Françoise LANCASTRE.

183, rue du Chevaleret,
75013 Paris.

La présidente
de l'université de Lorraine,
Le professeur Marc Braun,
le doyen de la Faculté de médecine de Nancy,
Le Club des professeurs honoraires,
La Communauté universitaire et hospitalière,
Le personnel BIATSS,
Les étudiants,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. le professeur Michel LAXENAIRE,
professeur des Universités,
praticien hospitalier en psychiatrie
et ancien chef de service
de psychiatrie du CHU de Nancy,

survenu le 23 août 2024.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 30 août, à 10 heures, en la basilique Saint-Epvre, à Nancy.

Nos pensées vont à son épouse, ses enfants, ses petits-enfants et à toute sa famille.

L'École française d'Extrême-Orient

a la tristesse de faire part du décès, survenu le 22 août 2024, à Saint-Affrique, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Pierre PICHARD,
ancien membre scientifique
de l'EFEO,
architecte, spécialiste
de l'architecture religieuse ancienne
de l'Asie du Sud-Est et de l'Inde.

Paris.

Michel et François,
ses fils,
Véronique Fournier et Sophie Pommier,
ses belles-filles,
Guillaume, Camille, Henri, Victor, Léo, Jean, Anaïs,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
Marius et Pauline,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques PITRON,

survenu le 15 août 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

79, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris.

Mme François Plaisant,
son épouse,
M. et Mme Vincent Bonamy,
M. et Mme François-Claude Plaisant,
ses enfants,
Henri, Claire, Hélène, Etienne, Ariane, Amélie, Apolline et Agathe,
ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la très profonde douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. François PLAISANT,
ambassadeur de France,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'ordre des Arts et des Lettres,
commandeur de l'ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand,

le 15 août 2024,
dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Julien, à Ignol (Cher).

Une messe en son souvenir sera célébrée à Paris, dans le courant du mois d'octobre.

Annick Duchêne,
sa compagne,
Julien et Fabienne Tétu,
Guillaume Tétu et Emanuela Garatti,
ses fils et belles-filles,
leurs enfants et beaux-enfants,
Léonie, Arthur, Louis et Solenn,
Marie Poix-Tétu,
Bernard Tétu,
son frère,
Françoise et Chantal Tétu,
ses belles-sœurs,
Martin, Raphaëlle, Myriam et Tim,
ses nièces et neveux,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François TÉTU,
professeur émérite
des Universités,
ancien président de la 71e section
du Conseil national des universités,

survenu le 22 août 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie d'hommage sera organisée le samedi 31 août, à 9 h 30, au Temple Lanterne, 10, rue Lanterne, Lyon 1er.

Souvenirs

À

Etienne GUILLÉ
et
Patricia KERVIEL.

« Vos Pensées et Présences transcendantes et illuminatrices sont intactes et nous guident toujours ».

Communication diverse

Mathieu Hazouard Le modèle économique du football est aux antipodes de ce qu'ont offert les JO

L'adjoint au maire de Bordeaux demande une réforme en profondeur du modèle économique des clubs de football, trop dépendant des recettes des droits télévisuels et du trading des joueurs

En trois saisons sportives, l'iconique club des Girondins de Bordeaux (FCGB) a vécu une descente aux enfers. Il évoluera désormais en National 2, soit le 4e niveau du championnat français. Cette dégringolade illustre les dégâts causés par l'évolution de l'économie qui régit le football professionnel depuis plusieurs années. En effet, le mariage «trading + droits TV», qui, pour de nombreux clubs, représente plus de 50 % de leur budget, n'est plus soutenable.

Concrètement, le trading de joueurs consiste à former ou à recruter des jeunes footballeurs pour les (re)vendre et miser sur une plus-value financière. Au-delà de la question éthique posée par ce système qui donne une valeur marchande à un humain, le trading a un effet collatéral qui conduit souvent à de moins bonnes performances sportives, puisqu'une équipe se prive de ses meilleurs joueurs.

Quant aux droits télévisuels, pour la période 2024-2029, les recettes seront en deçà des montants espérés, la faute à un championnat de France guère attractif. En moyenne, les clubs vont voir leurs recettes TV diminuer d'au moins 30 % par rapport à la saison passée. Les 18 clubs de Ligue 1 devraient se répartir seulement un peu plus de 300 millions d'euros.

Les clubs de foot professionnels vivent aujourd'hui au-dessus de leurs moyens. Peu d'entre eux misent sur un projet sportif à long terme, raisonné et équilibré. Beaucoup sont, au contraire, embarqués dans la recherche d'investisseurs, principalement étrangers. L'année 2011 a marqué une bascule avec le rachat de deux des plus gros clubs de Ligue 1 par des investisseurs étrangers : le PSG par Qatar Sports Investments et Monaco par l'homme d'affaires russe Dmitri Rybolovlev.

En parallèle, on n'oublie trop souvent les conséquences pour les collectivités territoriales quand un club professionnel connaît des difficultés. Concernant la rétrogradation du FCGB en Nationale 2, Bordeaux Métropole et la ville de Bordeaux sont directement affectées, la première étant propriétaire du stade Matmut Atlantique et la seconde du centre d'entraînement et de formation.

Nombreux emplois menacés

Christine Bost, présidente *[socialiste]* de Bordeaux Métropole, et Pierre Hurmic, maire *[Les Ecologistes]* de Bordeaux, se sont fortement mobilisés pour sauver le club des Girondins d'une disparition. La chute du FCGB est une épreuve très cruelle pour tout un territoire attaché au club et à son histoire. De nombreux emplois sont menacés. Le centre de formation va fermer ses portes. Seule l'équipe professionnelle féminine devrait pouvoir s'en sortir.

> POUR BÂTIR UN NOUVEAU MODÈLE, LES VILLES QUI ACCUEILLENT SUR LEURS TERRITOIRES DES CLUBS DE LIGUE 1 OU DE LIGUE 2 DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DES DISCUSSIONS

Hasard du calendrier, le 14 mai, nous fêtions les 100 ans du parc Lescure-stade Chaban-Delmas, qui a vu jouer le FCGB pendant de nombreuses années. Ce fut une belle fête grâce à la présence d'anciennes gloires des Girondins de Bordeaux telles qu'Alain Giresse, Bixente Lizarazu, Marius Trésor, Zinédine Zidane, Pedro Pauleta ou encore Christophe Dugarry.

Cette descente aux enfers des Girondins se produit au moment où la France a vécu deux semaines incroyables vibrant au rythme olympique et à l'unisson des performances sportives des athlètes et médaillés français. Les Jeux olympiques ont montré que le sport, au travers des valeurs qu'il véhicule, telles que le bien-être, la fraternité, l'intégration, le plaisir, au-delà de l'esprit de compétition, est un élément fédérateur à l'échelle d'une nation.

Le modèle économique du football professionnel est aux antipodes de ce que nous ont proposé ces JO. Il est temps de tourner une page. Il nous faut imaginer de nouveaux modèles économiques et modes de gouvernance. D'autres sports ont réussi à poser des garde-fous qui permettent de concilier de bons niveaux de salaires pour les joueurs, des championnats à forte performance sportive et des équipes de France compétitives.

Pour réinventer le football, pourquoi ne pas s'inspirer de modèles existants, tels que le «50 + 1» allemand *[un investisseur privé ne peut posséder plus de 49 % d'un club]*, le modèle des socios *[les supporteurs sont actionnaires du club]*, le salary cap *[la masse salariale des clubs est plafonnée]*, ou d'en inventer de nouveaux qui satisferaient les passionnés de football, comme la mise en œuvre d'une contribution appliquée sur tous les transferts dont le montant dépasse un plafond, comme le proposait *[le socialiste]* Raphaël Glucksmann lors des européennes du 9 juin ?

Pour bâtir un nouveau modèle, les villes et les métropoles qui accueillent sur leurs territoires des clubs de Ligue 1 ou de Ligue 2 doivent être au cœur des discussions. C'est le sens de mon appel. Engageons des discussions en lien avec les responsables du football français. ■

Mathieu Hazouard *est adjoint (PS) au maire de Bordeaux chargé des sports*

UNE SITUATION POLITIQUE INÉDITE ET DANGEREUSE

ÉDITORIAL

Huit semaines après la tenue d'élections législatives déclenchées par la dissolution de l'Assemblée nationale, la France se retrouve dans une situation politique aussi inédite que dangereuse. Ni la longue phase de décantation décrétée par Emmanuel Macron pendant les Jeux olympiques, en vue de désigner un nouveau premier ministre, ni les consultations politiques qu'il a tardivement engagées, en fin de semaine dernière, n'ont permis de sortir de la confusion. En pleine rentrée scolaire, à quelques semaines de la présentation du projet de budget pour 2025, le pays est de nouveau menacé de blocage du fait de l'entêtement du chef de l'Etat à vouloir garder la main le plus longtemps possible en misant sur la faiblesse relative de ceux qui tentent de s'imposer à lui.

Le communiqué publié lundi 26 août par l'Elysée actant le refus d'Emmanuel Macron de nommer à Matignon la candidate du Nouveau Front populaire éconduit la gauche, qui s'appuyait sur sa première place à l'issue des législatives pour faire valoir son droit à gouverner. La réaction courroucée de toutes ses composantes est à la hauteur de l'affront. Le prétexte invoqué par le chef de l'Etat est que les autres groupes politiques, consultés l'un après l'autre, n'auraient pas tardé à censurer le nouveau gouvernement.

L'hypothèse est plausible, compte tenu du degré d'animosité que suscite La France insoumise, composante toujours dominante du NFP, sur les autres bancs de l'Assemblée nationale, mais également du tir de barrage qu'ont suscité plusieurs mesures contenues dans son programme. En l'absence d'autre possibilité évidente, le jeu sain de la démocratie aurait cependant gagné à ce que le chef de l'Etat laisse l'expérience se dérouler à ses risques et périls, au lieu de vouloir rester coûte que coûte le maître des éléments, dans l'espoir de préserver le plus longtemps possible la politique qu'il a lancée et qui se trouve aujourd'hui mise en minorité. Rien n'est plus délétère que de faire traîner un gouvernement démissionnaire qui semble se comporter comme si aucun changement ne s'était produit dans les urnes.

L'incapacité d'Emmanuel Macron à tirer clairement les conséquences de sa défaite au terme d'une dissolution dont il est seul responsable est la donnée essentielle du blocage actuel. En décidant seul, le 9 juin, cette consultation hasardeuse, alors que le pays était divisé et sa politique décriée, le chef de l'Etat n'a pas seulement fait du tort à son camp, sorti très affaibli du scrutin. Il a aussi mis le pays en danger en accentuant les clivages, l'émiettement, l'incertitude et le risque du blocage. Jamais cependant il ne s'est comporté comme le principal perdant de cette élection, ni n'a clairement acté le principe d'une cohabitation. Il est plus que temps de le faire.

Le reste relève de la responsabilité des forces politiques présentes au Parlement. Celles qui se disent prêtes à gouverner ont eu l'été pour tenter de nouer des alliances au-delà de leur périmètre et tenter de construire une majorité qui s'impose au chef de l'Etat. Aucune n'a cru bon de le faire, par peur de se compromettre ou manque d'intérêt avant la présidentielle de 2027. Là encore, le pari de la décantation tenté par Emmanuel Macron pour essayer de faire apparaître une coalition allant du centre gauche au centre droit a été perdu. Le résultat est que le premier ministre qu'il se doit à présent de nommer sans délai va entrer en scène en cumulant tous les handicaps. ■

Les Jeux paralympiques doivent porter un message d'inclusion sportive et sociale

L'accueil des personnes en situation de handicap ne relève pas des seules structures spécialisées, notamment pour le sport, souligne un **collectif** de six spécialistes du sujet

Les organisateurs des Jeux olympiques (JO) et paralympiques de Paris 2024 (Cojop) ont promis des Jeux accessibles et permettant de changer le regard des Français sur le handicap. Les sites de compétition et le village seront accessibles à 100 %, et certains travaux d'accessibilité des transports publics ont été accélérés. La dynamique est réelle, avec des actes forts comme le comité d'organisation unique (le P final de Cojop ne signifiant pas Paris mais paralympiques) ou le choix d'un binôme olympique/paralympique (Florent Manaudou et Nantenin Keïta) pour porter la flamme à son arrivée en France. Côté médias, l'engagement de France Télévisions de couvrir les Jeux paralympiques à l'égal des JO et les efforts pour faire connaître les parasports sont réels.

Mais si on peut espérer que le regard des Français évolue grâce aux jeux, les problèmes quotidiens des personnes handicapées (scolarisation en milieu dit *«ordinaire»*, manque de places en établissements médico-sociaux, discrimination à l'embauche, accessibilité imparfaite des transports publics…) ne vont pas disparaître magiquement le 9 septembre, au lendemain de la clôture des paralympiques. Il y a pourtant un domaine sur lequel ces jeux peuvent avoir un impact fort : celui de l'accès au sport. Pour que les champions que nous allons admirer puissent éclore, mais aussi pour que toutes les personnes handicapées puissent bénéficier des bienfaits du sport, encore faut-il qu'ils puissent commencer à pratiquer ! Or, cet accès reste difficile, voire impossible pour le plus grand nombre, faute de structures pouvant les accueillir et prêtes à le faire.

Il en va de la pratique sportive comme de la scolarisation : certaines personnes ont besoin de pratiquer dans une structure spécialisée, d'autres peuvent le faire en inclusion en milieu *«ordinaire»*, avec ou sans assistance, et d'autres ont besoin d'un panachage. Pour les premières, le nombre de structures est insuffisant, avec une répartition territoriale très inégale. Un soutien accru à leur développement est nécessaire, notamment venant des collectivités locales en favorisant l'accès aux équipements. L'accès à des transports adaptés, encore insuffisant, est aussi indispensable pour permettre les déplacements entre les lieux de vie et ceux de la pratique sportive.

Pour les personnes avec un handicap compatible avec la pratique dans un club tous publics, la réalité est qu'elles trouvent souvent porte close quand elles s'adressent au club d'à côté. Les raisons le plus souvent avancées sont, pêle-mêle, le risque de blessure, l'absence de matériel adapté, l'absence de formation, le problème du niveau, la croyance que l'accueil des sportifs handicapés relève des seules structures spécialisées…

> UNE PRISE DE CONSCIENCE DES RESPONSABLES DE CLUBS EST NÉCESSAIRE

Actions de formation

Sans minimiser le défi de bien accueillir une personne handicapée dans une activité de groupe, ces motifs révèlent un défaut de culture de l'inclusion et une peur de l'accueil de la différence. Pourtant, les textes sont clairs et ne permettent pas les discriminations fondées sur le handicap dans l'accès aux loisirs… même si leurs auteurs n'en ont ni l'intention ni même parfois conscience.

Mais laissons de côté le caractère répréhensible des refus d'inscription : on ne change pas la société par la menace de sanctions, mais par la conviction. De façon plus positive, le code de l'action sociale prévoit, depuis la loi handicap de 2005, que *«toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit* (…) *l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens»*. Or, parmi ces droits figure celui aux loisirs, le préambule de la Constitution de 1946 prévoyant que la nation les garantit à tous, notamment à l'enfant. Les personnes handicapées doivent avoir le droit, comme tous les citoyens, de faire du sport !

Examinons les motifs le plus souvent avancés pour justifier le non-accueil. Le risque de blessure est inhérent à toute pratique sportive, et le bénéfice d'une activité pour la santé l'emporte généralement sur ce risque. Le matériel adapté peut être acquis avec des aides pour le pratiquant et le club. Des actions de formation au handicap sont proposées *«clé en main»* par les fédérations (programme Club inclusif du Comité paralympique et sportif français), et par des associations telles que Les Enfants de la balle. Le niveau n'est en rien corrélé au handicap (pour preuve, les exploits des champions paralympiques), et cette question n'est pas posée pour les autres personnes (celles en surpoids ou maladroites ne sont pas écartées de ce seul fait !). Bref, aucun de ces obstacles n'est, avec de la bonne volonté et la recherche d'aide extérieure, infranchissable.

Certains clubs se sont déjà engagés dans une démarche inclusive, et c'est heureux, mais cela reste insuffisant pour permettre l'accès au sport de tous. Une prise de conscience des responsables de clubs est nécessaire : non, l'accueil des personnes en situation de handicap ne relève pas des seules structures spécialisées ; au contraire, ils ont un rôle essentiel à jouer dans cet accueil. Sauf impossibilité avérée, les premiers pas des futurs champions et la pratique sportive de loisir relèvent d'abord des clubs sportifs tous publics !

Si les Jeux paralympiques permettent de faire passer ce message essentiel pour l'inclusion, sportive, mais aussi sociale, alors un grand pas aura été franchi. Beaucoup restera à faire pour soutenir les clubs, former leurs encadrants, améliorer l'accessibilité des installations… Mais un pas décisif, celui de la prise de conscience, aura eu lieu, et les Jeux paralympiques laisseront un bel héritage ! ■

Margot Debaisieux, *directrice de l'association Les Enfants de la balle ;* **Stéphane Decubber,** *fondateur d'une section handisport et sport adapté ;* **Luc Gateau,** *président de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés ;* **Guy Letellier,** *pédiatre, docteur en médecine physique et réadaptation ;* **Etienne Petitmengin,** *Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux ;* **Denis Piveteau,** *président d'une association d'accueil d'adultes handicapés*

science & médecine Le Monde

Ausculter **les failles** sismiques d'Haïti

A bord du « Pourquoi-Pas ? », le maître de manœuvre Paul Jaffry (à gauche) et l'élève polyvalent Sacha Perrot (à droite) préparent un sismomètre de fond océanique, le 16 juin. ANDREA PRADA BIANCHI

Sur le navire « Pourquoi-Pas ? », une quarantaine de scientifiques ont mené une campagne pour cartographier les failles jumelles qui enserrent l'île des Caraïbes et tenter de comprendre les séismes qui la frappent régulièrement. « Le Monde » était à bord

ANDREA PRADA BIANCHI
MER DES CARAÏBES - *envoyé spécial*

Au milieu du golfe de la Gonâve, à l'ouest d'Haïti, une bouée venue des profondeurs, à plusieurs milliers de mètres, émerge au cœur de la nuit. Dans le silence de la passerelle du *Pourquoi-Pas ?*, dont toutes les lumières sont éteintes pour améliorer la vision nocturne, le lieutenant Mathis Terret repère le clignotant de la bouée dans les vagues : *« OBS en surface ! »* Il commence à manœuvrer le navire de 107 mètres pour récupérer l'objet, une sphère orange de la taille d'un siège ballon. Ce n'est pas une simple bouée, mais un sismomètre de fond océanique, en anglais *ocean-bottom seismometer* (OBS). Les scientifiques utilisent cet équipement à 25 000 euros l'unité pour enregistrer sur le fond marin les tremblements de terre et les ondes sismiques.

Etudier la structure profonde

Le lieutenant Terret « pêche » l'un des soixante-cinq OBS que l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) a utilisés en juin et en juillet pour cartographier la structure de la Terre jusqu'à 40 kilomètres sous le plancher océanique, près d'Haïti. Les OBS ont été déployés par le navire amiral de l'Ifremer entre Haïti, la Jamaïque et Cuba. Ils sont les yeux d'une campagne qui tente de comprendre l'origine, le comportement et la dangerosité des deux failles jumelles qui enserrent Haïti d'ouest en est, la faille Septentrional-Oriente au nord et la faille Enriquillo-Plantain Garden au sud. Baptisée « Haïti Twist », la campagne menée du 31 mai au 22 juillet a également procédé au prélèvement de sédiments par carottage.

« D'autres campagnes ont étudié ces failles et les plaques tectoniques qui glissent le long de celles-ci », explique Walter Roest, géophysicien à l'Ifremer et responsable scientifique d'Haïti Twist. *« Ce que nous ne connaissons pas, c'est leur structure profonde ou leur activité actuelle au large d'Haïti. Une fois que nous en saurons plus à ce sujet, nous pourrons calculer la probabilité de tremblements de terre d'une certaine magnitude, sur la base de la longueur des segments où la rupture pourrait se produire et de leur profondeur. Personne ne peut prédire les tremblements de terre, mais nous pouvons estimer le risque sismique dans une zone spécifique. »*

Le 12 janvier 2010, la faille d'Enriquillo s'est rompue dans le sud d'Haïti, près de Port-au-Prince, provoquant un tremblement de terre de magnitude 7 qui a tué entre 200 000 et 316 000 personnes. L'une des catastrophes naturelles les plus meurtrières jamais enregistrées.

Onze ans plus tard, la même faille a de nouveau glissé, cette fois avec une magnitude de 7,2. Mais l'épicentre se trouvait dans une zone beaucoup moins peuplée. Le bilan du séisme de 2021 était de 2 248 morts.

→ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Reconstituer le génome de l'ancêtre universel

Une équipe internationale a cherché les traces chez les êtres vivants, plantes ou animaux, de cette cellule primordiale

PAGE 2



Covid : la gravité des myocardites à la loupe

Selon une étude, les complications cardiovasculaires des myocardites après vaccination seraient moins sévères que celles liées à l'infection par le SARS-CoV-2

PAGE 3



Portrait **Anne Chantry, sage-femme tête chercheuse**

Elle est l'une des trois sages-femmes à être professeures des universités, alors que la recherche leur a longtemps été interdite. Son prochain combat : avoir le droit de continuer d'exercer

PAGE 8

Décrypter LUCA, l'ancêtre commun à toutes les cellules

PHYLOGÉNIE - Une équipe internationale propose une reconstitution du génome de cet organisme qui vivait il y a quatre milliards d'années

Des arbres aux humains, des éléphants à la moindre petite bactérie, tous les êtres vivants actuels ont un ancêtre commun, une petite cellule que la communauté scientifique a baptisée LUCA, pour *last universal common ancestor* (« dernier ancêtre commun universel »).

Mais LUCA n'est pas l'origine de la vie. C'est l'être le plus ancien auquel on peut remonter, en analysant les gènes des espèces vivantes actuelles. Un immense défi pour les phylogénéticiens, ces généalogistes du vivant. Une équipe internationale propose une reconstitution du génome de LUCA, et une nouvelle datation, des travaux publiés en juillet dans la revue scientifique *Nature Ecology and Evolution*.

« D'après notre estimation, ce LUCA est un organisme assez complexe », avance Edmund Moody, chercheur en biologie évolutive au Groupe de paléobiologie de l'université de Bristol, au Royaume-Uni, et premier auteur de l'étude. Son génome contiendrait les plans de 2600 protéines. Un nombre supérieur à celui des estimations précédentes.

Tronc commun

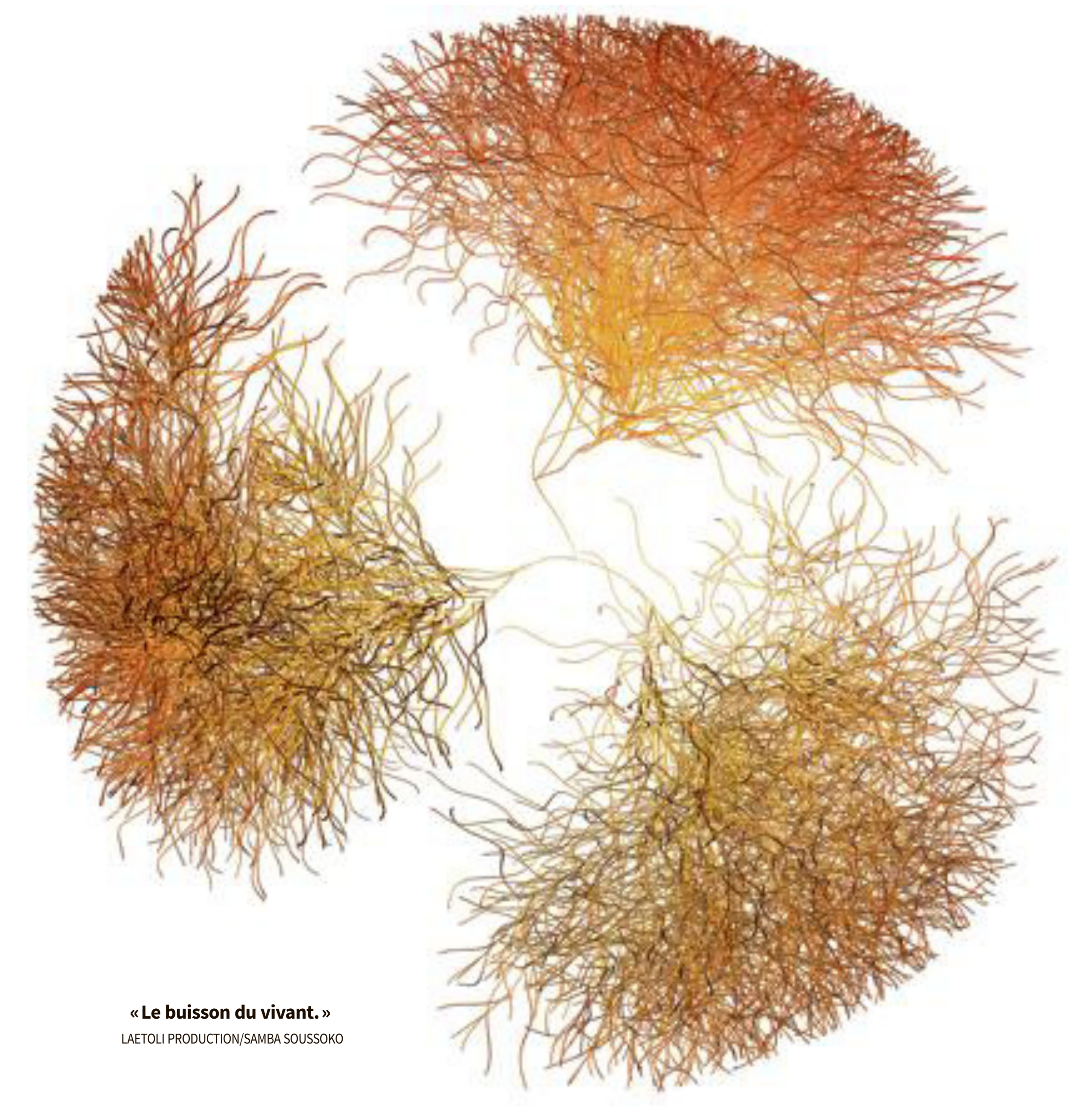
Pour arriver à ce nombre, les auteurs ont d'abord constitué une base de données à partir de génomes de procaryotes, des êtres unicellulaires du monde actuel, comme les bactéries. Puis ils ont utilisé un nouvel algorithme. *« Il permet, pour chaque famille de gènes, d'établir une probabilité d'être présente dans le génome de LUCA »*, explique Tom Williams, coauteur, professeur à l'université de Bristol.

« Si on a une idée de la phylogénie [la généalogie] *des espèces, cette méthode permet de reconstruire pour chaque gène un scénario de l'évolution »*, précise Vincent Daubin, directeur de recherche CNRS au Laboratoire de biométrie et biologie évolutive, à Villeurbanne (Rhône), qui a travaillé sur la méthode mais n'a pas participé à l'étude.

Imaginez un arbre. LUCA est à la base de son tronc. Et toutes les espèces actuelles en forment les feuilles. Les chercheurs reconstruisent un arbre pour chaque gène, pour comprendre son histoire. Et ils en déduisent quels gènes des procaryotes actuels étaient déjà présents dans LUCA. Les gènes se transmettent aux descendants, des racines jusqu'aux feuilles. Mais ils peuvent aussi se transmettre entre les espèces, horizontalement, entre les branches de l'arbre.

« Cette nouvelle méthode permet de détecter le transfert horizontal », poursuit le phylogénéticien. *« Ces transferts horizontaux restent difficiles à voir, notamment quand ils sont anciens. Le risque, c'est de surestimer la quantité de gènes présents dans LUCA »*, nuance Purificacion Lopez-Garcia, directrice de recherche au Laboratoire d'écologie, systématique et évolution de l'université Paris-Saclay. La biologiste pointe les *« grandes incertitudes »* de l'étude.

« Plus on remonte dans le passé et plus il y a d'incertitudes, appuie Hervé Philippe, bio-informaticien et directeur de recherche à la Station d'écologie théorique et expérimentale (SETE) de Moulis, en Ariège. *Les résultats dépendent beaucoup des hypothèses de départ. »*



« Le buisson du vivant. »
LAETOLI PRODUCTION/SAMBA SOUSSOKO

Les auteurs proposent une nouvelle datation de LUCA. A partir de leurs hypothèses sur la vitesse de l'évolution, ils estiment qu'il vivait il y a environ 4,2 milliards d'années.

Pour atteindre ce résultat, ils ont positionné leur arbre dans le temps, en inscrivant des dates sur certaines branches correspondant à des fossiles connus. *« Mais on manque de registres fossiles complets pour bien calibrer les horloges moléculaires »*, indique Emmanuelle Javaux, directrice de l'Unité de recherche en astrobiologie et professeure honoraire à l'université de Liège, en Belgique. Les traces de vie les plus anciennes sont les stromatolites, des structures rocheuses construites par des microorganismes. Elles datent de 3,4 milliards d'années. Au-delà, les chercheurs se fondent sur des traces chimiques.

« Leur estimation est compatible avec l'histoire de la Terre, qui est habitable à ce moment-là », poursuit la paléobiologiste. Après sa formation, il y a 4,56 milliards d'années, notre planète s'est refroidie. Son atmosphère s'est condensée et l'eau est apparue sous forme liquide. Il y a environ 4,3 milliards d'années, elle est devenue compatible avec la vie. *« Si nos déductions sont correctes,* reprend Edmund Moody, *la vitesse de l'évolution, ou de l'innovation de la vie, était bien plus élevée dans l'histoire précoce de la Terre que maintenant. »* En 100 millions d'années environ, la vie serait apparue sur Terre et aurait évolué jusqu'à LUCA, un organisme *« très similaire à un procaryote moderne »*, un être unicellulaire dépourvu de noyau.

Cette rapidité de l'évolution éveille le scepticisme de certains scientifiques, comme Patrick Forterre, qui dénonce une étude *« provocatrice »*. Le professeur émérite à l'Institut Pasteur soutient l'hypothèse d'un LUCA beaucoup plus simple, avec un génome plus petit, à ARN. *« Beaucoup de gens s'imaginent que l'origine de la vie, ça prend du temps. Mais pas forcément… Une fois que ça commence, ça peut aller vite ! »*, soutient Emmanuelle Javaux. La plupart des biologistes consultés présentent LUCA comme une cellule complexe, avec une membrane et un génome à ADN. Une cellule qui ne vivait pas seule sur une planète morte. *« Il faisait partie d'une population, dans un écosystème avec une communauté d'organismes, plus ou moins en compétition, soumis à la sélection naturelle »*, explique Purificacion Lopez-Garcia. *« Avant LUCA, il y a toute une histoire »*, abonde Emmanuelle Javaux. L'histoire encore très méconnue de l'apparition de la vie et du début de l'évolution.

A partir de son génome, les auteurs ont imaginé l'environnement de notre ancêtre. *« L'un de ses gènes permet de fabriquer une protéine qui répare les dégâts cellulaires causés par les ultraviolets. Nous pensons qu'il aurait pu vivre relativement proche de la surface de l'eau* [à portée des rayons du Soleil]*»*, explique Edmund Moody. Des études précédentes plaçaient LUCA dans les cheminées hydrothermales des profondeurs océaniques. *« L'hydrothermalisme était beaucoup plus répandu à cette époque,* avance Purificacion Lopez-Garcia. *Peut-être vivait-il dans une petite mare chaude, il y en avait partout ! »*

« Point final »

De ses gènes, les chercheurs ont aussi déduit le métabolisme de LUCA. Et l'imaginent dans son écosystème. *« Nous montrons qu'il produisait des déchets, notamment de l'acétate. Dans un environnement moderne, il créerait une niche écologique pour d'autres organismes qui utilisent cette molécule »*, observe Davide Pisani, professeur de phylogénomique à l'université de Bristol et coauteur de l'étude.

Que sont devenus les colocataires de LUCA, sur notre jeune planète ? *« Ils se sont éteints avant la période des fossiles et, comme nous travaillons à partir des génomes des espèces actuelles, nous n'avons pas de preuve de leur existence »*, poursuit Edmund Moody. *« Ces lignées disparues ont pu transférer des gènes à LUCA »*, nuance Hervé Philippe. Ces microorganismes, contemporains de notre ancêtre, auraient donc laissé des traces dans les génomes du vivant actuel.

> IMAGINEZ UN ARBRE : LUCA EST À LA BASE DE SON TRONC. ET TOUTES LES ESPÈCES ACTUELLES EN FORMENT LES FEUILLES

« LUCA nous offre une sorte de point final pour l'étude de l'origine de la vie », avance Edmund Moody. Car le grand mystère se trouve quelques dizaines ou centaines de millions d'années avant cette petite cellule. Comment, dans un océan de molécules chimiques, un jour, la vie a émergé ? ■

ÉLODIE PAPIN

Comment éviter de se couper les doigts en feuilletant un journal

PHYSIQUE - Des chercheurs danois ont étudié dans quelles conditions les feuilles de papier sont tranchantes. Et comment prévenir les accidents

Qui ne s'est jamais coupé le doigt en manipulant une ramette de papier ou en feuilletant un magazine ? *« Ça m'arrive souvent, mais pourquoi tous les papiers n'ont pas l'air de couper ? »*, s'est demandé Kaare Jensen, enseignant chercheur à l'université technique du Danemark à Copenhague, qui, à côté de ses travaux sur la biophysique des plantes, a voulu trancher la question. Le 23 août dans *Physical Review E*, il livre ses conclusions après des dizaines d'expériences menées avec son doctorant, Sif Fink Arnbjerg-Nielsen, pour comprendre les conditions de coupure et, peut-être, les éviter.

Ne se risquant pas à l'autoexpérimentation, les chercheurs ont pris des blocs de gélatine en guise de peau. Ils ont découpé divers rectangles dans des pages de journaux (dont les revues scientifiques *Nature* et *Science* qui encombrent forcément le labo), des notes repositionnables, du papier blanc au format A4, des vieux blocs de papier à trous (sur les bords) pour imprimante, des papiers photo et même des tissus très fins. Ces échantillons de 10 centimètres de long, 14 millimètres de haut et de 0,025 à 0,25 millimètre d'épaisseur ont été montés sur un support capable d'enfoncer la « lame », à raison de 2,8 millimètres par seconde. Une caméra rapide suit les dégâts et des capteurs de force enregistrent les tensions au sein de la gélatine, pour les aider à comprendre le phénomène.

Dernier détail, l'attaque de la gélatine par la lame de papier se fait soit en glissant le « couteau » le long de la surface, soit en appuyant dessus par une force verticale, soit par une combinaison des deux. Ce mouvement se caractérise par un angle dérivant la direction de la lame : 0° pour le glissement, 90° pour la « guillotine » et entre les deux pour les autres découpes en « glissé-tranché ». Ce paramètre est important car, en 2012, Etienne Reyssat, aujourd'hui chercheur CNRS au laboratoire de physique et mécanique des milieux hétérogènes à Paris, dont le travail a inspiré les Danois, avait expliqué pourquoi un tranchage combiné à un cisaillement facilite la découpe.

Résultats saignants

Les résultats de ces expériences furent souvent « saignants ». Tous les matériaux, même un tissu de 30 micromètres d'épaisseur, coupent la gélatine, avec un léger cisaillement (angle de 0°). A l'inverse, tous sont inoffensifs si l'angle d'attaque est trop grand, se rapprochant de la technique de la guillotine. Le papier fin « flambe », c'est-à-dire se courbe, sans entamer la surface, car mécaniquement il ne résiste pas à la force imposée verticalement. Le papier épais enfonce la gélatine sans la rompre, car la surface de contact est trop grande, ce qui diminue localement la pression et empêche la rupture. Le papier à trous et les feuilles du journal local sont les plus dangereux. La note repositionnable est également assez traître, comme les pages de *Nature* ou de *Science*, le premier un peu moins que le second car plus mince.

La présence de ces trois comportements, coupure, flambage et « enfoncement », n'était pas une surprise pour les chercheurs qui s'attendaient à une compétition entre ces effets. Mais l'existence d'une région « optimale », si l'on peut dire, les a plus étonnés. Autour de 65 micromètres de large, les papiers ont en effet une désagréable propriété. Pour cette épaisseur, la plage d'angle conduisant à une coupure est la plus grande. Autrement dit, il y a plusieurs manières de se couper avec : l'angle d'attaque peut varier de 0 à 20°. A l'inverse, pour les papiers très épais ou très fins, la lame tranche seulement si le papier glisse sans trop appuyer.

Les chercheurs ont tiré plusieurs leçons de leur travail, motivé par *« l'intérêt de trouver des sujets fondamentaux dans notre vie quotidienne »*, comme le rappelle Kaare Jensen, qui a déjà à son actif l'étude de la chute des couvercles sur les boîtes de jeux.

Ils conseillent ainsi d'utiliser des feuilles plus épaisses pour les livres ou journaux pour enfants. Il conviendrait aussi d'éviter de faire glisser ses doigts sur la tranche des feuilles pour les manipuler.

Accessoirement cette histoire d'angle d'attaque variable explique qu'avec des feuilles de 65 micromètres, il y a environ 20 % de chances de se couper, en considérant comme aléatoire la manière dont on joue avec le papier. *« Mais on ne peut pas garantir que ces conseils éviteront les drames »*, glisse Kaare Jensen, qui a en outre eu une autre idée.

Avec des couteaux à lame de papier, il a réussi à couper des tomates, des bananes et même du poulet. *« Ça marche moins bien pour des produits trop liquides qui demandent de changer la lame »*, note Kaare Jensen, le découpeur en série. Avec son équipe, ils ont aussi essayé un concept avec quatre lames tournantes pour pallier ce défaut. Et déposé sur leur site des plans pour « imprimer » leur invention (à une lame). Dans leur article, ils indiquent également une autre application, l'injection thérapeutique transcutanée. Des molécules actives mélangées à du papier servant à inciser la peau passeraient ainsi sous le derme. ■

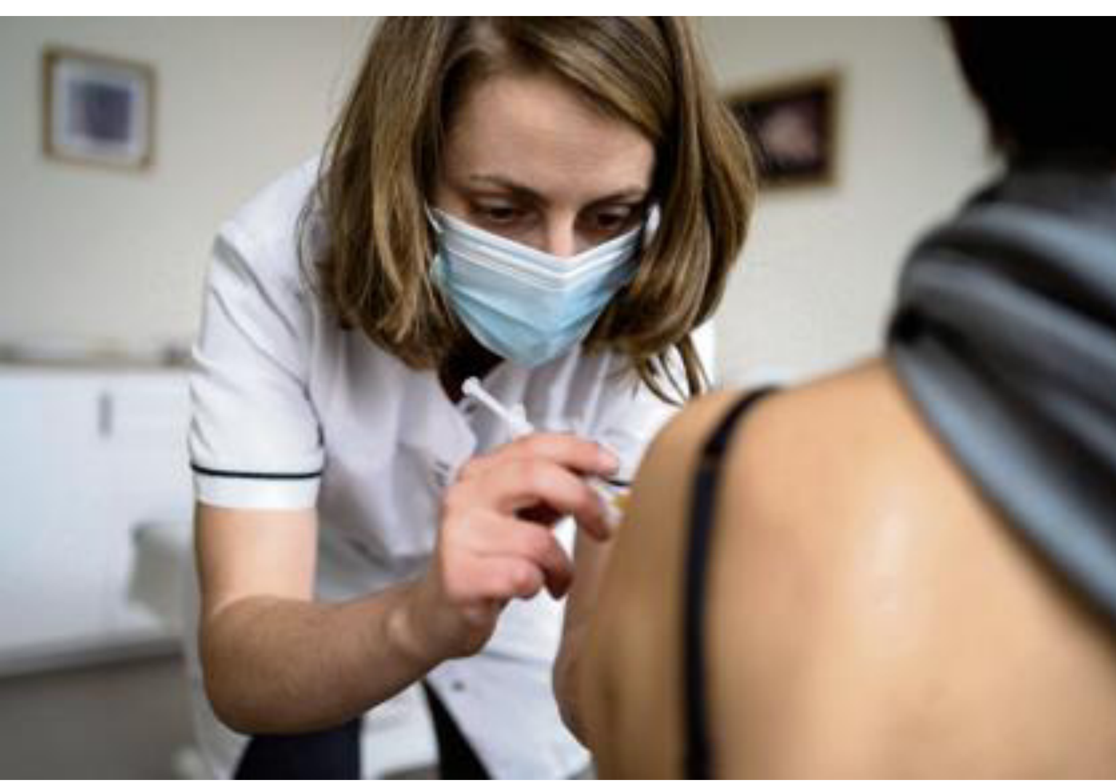
DAVID LAROUSSERIE

Myocardite : le Covid plus nocif que le vaccin

MÉDECINE - Les complications cardio-vasculaires de patients touchés par la maladie après vaccination sont moins sévères que celles de patients infectés par le virus, selon une étude

Plus de trois ans et demi après l'injection en France de la première dose de vaccin contre le Covid-19, que sait-on des myocardites associées à ce produit ? Une étude, publiée lundi 26 août dans *Journal of the American Medical Association* par des chercheurs d'Epi-Phare, vient éclairer cette question. Leurs travaux montrent que les complications cardiaques suivant des myocardites post-vaccination sont moins importantes que celles qui sont liées aux myocardites intervenant après une infection de Covid-19.

Il s'agit du dernier travail en date de ce groupement de scientifiques de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et de l'Assurance-maladie, qui avait montré en 2022 un risque accru de myocardite et de péricardite dans la semaine suivant la vaccination contre le Covid-19 par les vaccins à ARN messager, en particulier la deuxième dose du vaccin Spikevax de Moderna. Une découverte qui avait poussé les autorités sanitaires à déconseiller, en novembre 2021, le recours à ce vaccin pour les moins de 30 ans, et donc à privilégier pour cette population la version de Pfizer.


La docteure Tiphanie Chader vaccine une patiente contre le Covid-19. A Lyon, le 5 mars 2021. BASTIEN DOUDAINE

« Effet indésirable rare »

La myocardite, inflammation du muscle du cœur dont la première cause est les infections virales, intervient principalement chez les jeunes hommes. Si cette pathologie évolue généralement bien quand elle est prise en charge, certaines complications peuvent être mortelles. L'existence de ce risque après l'injection du vaccin avait été un des arguments portés contre la campagne de vaccination de masse au moment de la pandémie.

« La myocardite est un effet indésirable rare après un médicament », reconnaît Mahmoud Zureik, directeur d'Epi-Phare et coordinateur de l'étude. *« Il était donc important de suivre l'état de santé de ces nouveaux malades. »* Son équipe a ainsi identifié toutes les personnes âgées de 12 à 49 ans hospitalisées en France pour une myocardite entre le 27 décembre 2020, début de la vaccination, et le 30 juin 2022, date au-delà de laquelle peu d'injections sont intervenues chez les moins de 50 ans. Elle a ensuite étudié les évolutions comparées de ces pathologies cardio-vasculaires (prise en charge, examens réalisés, médicaments délivrés) dans les dix-huit mois suivant la première hospitalisation. Il s'agit de la première étude internationale à analyser l'état de santé de ces patients sur le si long terme.

Au total, sur 4 635 myocardites survenues pendant la période, 12 % ont été observées dans les sept jours suivant une injection de vaccin à ARN messager (période durant laquelle le risque est le plus élevé), contre 6 % dans les trente jours suivant une infection par le SARS-CoV-2. Ces épisodes cardio-vasculaires ont touché des hommes ayant en moyenne respectivement 26 et 31 ans. Les complications prises en compte sont : des événements cardio-vasculaires, des réhospitalisations pour myopéricardite, c'est-à-dire des inflammations plus ou moins diffuses du myocarde et du péricarde, plus d'une nuit passée à l'hôpital, et, dans le pire des cas, le décès du patient.

Résultat, les myocardites post-vaccination *« sont bien des myocardites comme les autres »*, souligne M. Zureik. Il ne s'agit pas de pathologies bénignes et passagères, mais d'inflammations nécessitant les mêmes examens que des myocardites jugées *« conventionnelles »*.

Mais – et c'est le point important de cette étude – seulement 5,7 % des patients avec une myocardite post-vaccination ont connu des complications cardio-vasculaires dans les dix-huit mois suivant leur première hospitalisation, contre 12 % des patients ayant contracté une myocardite après un épisode de Covid-19 et 13 % pour les myocardites conventionnelles, c'est-à-dire sans aucun de ces antécédents.

Aménagement de stratégie

Pourquoi ? Mahmoud Zureik avance deux hypothèses : peut-être la vaccination provoque-t-elle des myocardites moins sévères. Ou peut-être un biais de notoriété est-il en cause : le risque de myocardite postvaccinale ayant été vite médiatisé, peut-être que des gens qui n'auraient pas été hospitalisés en temps normal l'ont été dès les premiers symptômes, même légers, brouillant légèrement les statistiques.

Toujours est-il que ces résultats semblent faire pencher encore une fois la balance bénéfice-risque du côté de la vaccination. Pendant la pandémie, 109 000 personnes âgées de 12 à 49 ans ont dû être hospitalisées à cause du Covid-19 et mille cent personnes en sont mortes. En comparaison, parmi les personnes ayant contracté une myocardite post-vaccination, une seule est morte des complications de cette pathologie.

Pour autant, des aménagements précis de la stratégie vaccinale, concernant la quantité de produit ou le délai entre deux injections, peuvent avoir un impact sur ces effets indésirables rares ; c'est tout l'intérêt du suivi au long cours de cette pharmacovigilance.

Pendant la pandémie, les autorités sanitaires avaient décidé qu'une demi-dose de vaccin Moderna était suffisante pour effectuer un rappel vaccinal, ce produit étant plus concentré en ARN messager que celui de son concurrent Pfizer. De son côté, l'équipe d'Epi-Phare publiera bientôt un nouveau travail analysant le délai minimal entre deux doses de vaccin permettant de réduire le risque de survenue d'une myocardite. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Les secrets du dolmen espagnol de Menga

ARCHÉOLOGIE - Des chercheurs ont analysé les techniques utilisées pour ériger ce mégalithe complexe

A partir de 5 000 av. J.-C., environ, il se met à pousser des pierres géantes un peu partout en Europe, principalement dans les régions proches des littoraux. On pense notamment à Carnac (Morbihan) ou à Stonehenge (Royaume-Uni). Ce « phénomène mégalithique » va durer près de quatre millénaires.

La péninsule Ibérique n'y échappe pas, avec notamment, près de la ville andalouse d'Antequera, l'impressionnante chambre mégalithique de Menga, dont une équipe espagnole pense avoir percé les secrets de la construction dans une étude publiée, vendredi 23 août, dans *Science Advances*.

Pierre de 150 tonnes

La période d'édification est située à environ 3 800-3 600 av. J.-C., ce qui en fait le plus ancien des dolmens d'Ibérie. C'est aussi le plus grand. Que l'on s'imagine une galerie d'une longueur de 25 mètres, d'une largeur avoisinant les 6 mètres et dont la hauteur va de 2,50 mètres à l'entrée jusqu'à 3,45 mètres au fond de la chambre. Chaque côté de celle-ci est constitué d'une douzaine de pierres levées, jointives, sur lesquelles sont posées, en guise de « toit », cinq énormes pierres, dont la plus imposante pèse 150 tonnes, soit la masse d'une baleine bleue, le plus gros animal vivant sur la Terre. Originalité du site, la présence, dans l'axe de la chambre, de trois piliers soutenant ces blocs de couronnement.

La masse totale de ce dolmen complexe est estimée à 1 140 tonnes. D'où la question légitime : comment, il y a presque six millénaires, une communauté a-t-elle pu bâtir cet édifice ? Pour y répondre, les chercheurs espagnols ont analysé différents jeux de données géoarchéologiques, en particulier l'angle que chaque pierre levée fait avec le sol, la profondeur des fondations, mais aussi la manière dont chaque bloc s'ajuste par rapport à ses voisins.

Ils ont ainsi eu la surprise de constater que chacune des deux parois latérales n'était pas parfaitement verticale mais inclinée d'environ cinq degrés vers l'intérieur, afin de donner à la galerie une sorte de forme ogivale. De plus, les blocs sont taillés légèrement en biseau pour que, une fois debout, chacun s'appuie sur son voisin. Le tout permet de mieux soutenir les pierres supérieures et d'en décharger une partie de la masse vers les côtés.

« Science précoce et avancée »

Les auteurs font l'hypothèse que les blocs, taillés dans une carrière en contre-haut, ont été glissés sur de grands traîneaux jusqu'au site, où de profonds trous étaient creusés dans le sol. Les pierres des parois et des piliers y étaient basculées lentement avec un système de contrepoids, ce qui permettait de les disposer avec précision. Seul leur sommet dépassait du sol. On glissait ensuite dessus les pierres de couronnement. Enfin, on a retiré la terre de la galerie pour créer la chambre.

« Les dolmens ont toujours eu une fonction funéraire », souligne le premier auteur de l'étude, José Antonio Lozano Rodriguez, du Centre océanographique des Canaries. Mais il reste prudent quand on lui demande comment ont été mobilisés les gens pour édifier le dolmen de Menga : *« Tout ce que nous savons, c'est qu'Antequera a dû être un lieu de rassemblement il y a près de six mille ans. C'est ainsi qu'est née une agrégation de connaissances et donc d'expériences dans le cadre d'une science précoce mais avancée. »* Pour M. Lozano et ses collègues, les humains du néolithique, loin d'être primitifs, méritent le nom d'ingénieurs. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

TÉLESCOPE

ESPACE
La NASA joue la prudence pour ses deux astronautes coincés dans l'ISS

La NASA a choisi la solution de la prudence pour ses deux astronautes coincés dans la Station spatiale internationale (ISS), en décidant, samedi 24 août, qu'ils ne rentreraient pas sur Terre à bord de la capsule Starliner, qui les a conduits dans l'espace début juin. Lors de ce premier vol avec équipage, le vaisseau construit par Boeing a montré deux défaillances, l'une mineure (des fuites d'hélium) et l'autre plus inquiétante, puisqu'elle concernait les propulseurs qui permettent de manœuvrer l'engin et de lui procurer la poussée nécessaire pour sa rentrée dans l'atmosphère.
La NASA n'a pas voulu prendre le risque d'un accident mortel lors de ce retour, que le Starliner effectuera à vide en mode automatique. Les deux astronautes, Butch Wilmore et Sunita Williams, resteront six mois supplémentaires dans l'ISS et ne reviendront qu'en février 2025 à bord d'un vaisseau de SpaceX.

ARCHÉOLOGIE
L'empalement, technique des premiers chasseurs américains ?

Comment les humains chassaient-ils en Amérique, il y a 13 000 ans ?
Des archéologues de l'université de Californie à Berkeley pensent qu'ils n'attaquaient pas les chevaux ou les bisons en jetant leur lance. En fait, ils la calaient contre le sol, en l'orientant de façon à empaler l'animal lorsqu'il chargeait le chasseur. La force de la charge aurait ainsi enfoncé la pointe bien plus profondément. Les lances de bois sont munies de pierres taillées. Les pointes dites « Clovis », de forme lancéolée, sont caractéristiques de la dernière période glaciaire sur le continent américain, mais



l'utilisation de la lance fait débat parmi les scientifiques. Les auteurs ont conduit la première étude expérimentale sur cette technique d'empalement, utilisée par de nombreux peuples (en Europe, au XVIIe siècle pour le sanglier, par les Masai d'Afrique de l'Est, au début du XXe siècle contre le lion…). En reproduisant le système dans leur laboratoire, ils montrent que la pointe agit comme une balle de pistolet, et pourrait infliger de graves blessures à des bisons, des tigres à dents de sabre, et même des mastodontes, les petits cousins des mammouths.
(CORTESY : SCOTT BYRAM)
> *Byram et al., « PLOS One », 21 août*

PHYSIQUE
Nouveau noyau d'antimatière

Dans l'accélérateur de particules RHIC à Brookhaven, près de New-York, une équipe internationale a mis la main sur le plus lourd noyau d'antimatière connu. L'antimatière est la sœur jumelle de la matière, même masse, même durée de vie, mais avec des charges électriques opposées. Les chercheurs essaient de comprendre quelle infime différence entre ces deux espèces créées à parts égales au début de l'Univers permettrait d'expliquer la disparition de l'antimatière dans notre environnement actuel.
Fabriquer artificiellement de l'antimatière est l'une de ces manières. Cette fois, l'assemblage comprend un antiproton, deux antineutrons et un antihyperon, une particule qui contient un quark étrange. Au milieu de six milliards de collisions au RHIC, seule une quinzaine de ces noyaux exotiques a été identifiée, sans trouver de différence de durée de vie avec le noyau symétrique de matière.
Le mystère continue.
> *STAR Collaboration, « Nature », 21 août*



▶ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

A Haïti, au cœur des plaques **tectoniques**

Santiana Vissière, doctorante à l'université de Bretagne occidentale, avait 15 ans en 2010 et se trouvait dans son école à Port-au-Prince lorsque la terre a tremblé. *« Nous ne savions pas que cela pouvait être aussi catastrophique. Instinctivement, nous sommes tous sortis. Heureusement, il n'y a pas eu de victimes à l'école »*, se souvient-elle. A bord du *Pourquoi-Pas ?*, elle contribue au traitement des sédiments extraits par carottage. *« Le tremblement de terre de 2010 a gravé un traumatisme. Il m'arrive de me réveiller sur le bateau lorsqu'il commence à vibrer. Après celui de 2021, j'ai participé à l'installation de sismomètres dans le sud de l'île, ainsi qu'au recensement des glissements de terrain dans la région. »* Aujourd'hui, elle rédige une thèse sur la géologie d'Haïti.

Nommé en hommage au navire de Jean-Baptiste Charcot qui a sombré lors de sa dernière expédition polaire, en 1936, le *Pourquoi-Pas ?* est le bâtiment le plus avancé de la flotte française de recherche océanographique. Jusqu'à trente-neuf scientifiques et trente-deux membres d'équipage étaient à bord pour la mission Haïti Twist. Ce véritable laboratoire flottant de 6 600 tonnes est équipé de deux câbles de 6 kilomètres de long utilisés pour les opérations de carottage, de quatre grues, de quatre types de sondeurs et du légendaire *Nautile*. Ce submersible capable de plonger jusqu'à 6 000 mètres a participé aux premières expéditions sur l'épave du *Titanic*. Sur les ponts du navire, des conteneurs supplémentaires sont disposés selon les besoins techniques ou scientifiques propres à chaque mission. Cette fois, ils sont configurés pour l'« acquisition sismique ».

« Canons » à ondes sismiques

Afin de découvrir ce qui se trouve sous terre, les chercheurs peuvent forer pour extraire les roches du sous-sol ou acquérir des données sismiques par réflexion. Dans ce cas, une source artificielle émet des ondes qui se déplacent dans le sol, rebondissent dans les profondeurs de la Terre, avant d'être enregistrées par un récepteur.

En analysant la vitesse de propagation de l'onde et la façon dont elle rebondit, les chercheurs peuvent obtenir une image des strates du sous-sol et se faire une idée de leur composition. C'est cette même technique que les compagnies pétrolières et gazières maîtrisent depuis longtemps pour localiser, avec davantage de moyens, des réserves d'hydrocarbures.

Au XXe siècle, la source utilisée pour créer cette onde sismique était le plus souvent la dynamite. En mer, ce sont désormais des sortes de pistolets à air comprimé, ou, comme on les appelle familièrement sur le *Pourquoi-Pas ?*, les « canons ». Ces cylindres en acier inoxydable de la taille de jambons sont remorqués derrière le navire en deux rangées de huit. Deux compresseurs placés dans des conteneurs apportent de l'air à 140 bars dans les canons, qui tirent de manière synchronisée à quelques mètres sous la surface. *« Les canons doivent tirer à l'unisson, avec un écart maximum de 1,8 milliseconde. S'ils étaient déphasés, la fréquence des ondes en serait affectée »*, explique sur le pont arrière Pierre-Yves Le Meur, ingénieur hydrographe responsable de cet équipement. Les bouchons d'oreilles sont obligatoires à proximité des compresseurs, car la détonation peut être assourdissante en cas de dysfonctionnement.

L'onde se propage dans l'eau, pénètre le fond marin. Un câble de six kilomètres de long, appelé *streamer*, bourré de récepteurs, est traîné derrière le navire. Le signal réfléchi par le fond de la mer est enregistré par le *streamer*. Cela permet d'obtenir une image précise des couches géologiques jusqu'à 10 ou 12 kilomètres de profondeur.

Un second dispositif est constitué par les sismomètres de fond de mer, ces fameux OBS. Le *Pourquoi-Pas ?* les dépose à environ 5 kilomètres les uns des autres, le long d'une ligne de quelque 300 kilomètres. Puis il vire à 180 degrés et commence à tirer dessus avec les canons à air comprimé. Les ondes se propagent sous terre à plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur et reviennent finalement vers le fond marin, où elles sont enregistrées par les soixante-cinq OBS.

UN DISPOSITIF PERMET D'OBTENIR UNE IMAGE PRÉCISE DES COUCHES GÉOLOGIQUES JUSQU'À 10 OU 12 KILOMÈTRES DE PROFONDEUR

A bord, le travail se poursuit vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Chaque jour de la campagne coûte 40 000 euros, pour un total d'environ 2 millions d'euros, essentiellement financés par l'Etat français. Jour et nuit, toutes les soixante secondes exactement, le navire entier tremble sous la force des tirs. *« Dormir n'est pas un problème. On s'y habitue tellement qu'on se réveille si on ne les entend plus*, explique Chastity Aiken, sismologue à l'Ifremer et coresponsable scientifique d'Haïti Twist. *L'acquisition de données sismiques nous apportera, nous l'espérons, des réponses sur l'origine des failles, tandis que les carottages et le déploiement de sismomètres à long terme nous renseigneront sur leur activité. »*

Des citoyens sismologues

Une fois les OBS remontés à bord et leurs données téléchargées, le résultat final sera une image de la structure des blocs tectoniques et des failles, jusqu'à 40 kilomètres de profondeur. Au cours de cette campagne, l'ensemble de l'opération sera réédité le long de deux autres lignes d'environ 300 kilomètres chacune, qui pourront ainsi être explorées et documentées. Dans le même temps, dix sismomètres à long terme, plus gros et plus sensibles que les OBS, ont été déposés sur le plancher océanique afin d'enregistrer l'activité sismique pendant des mois. *« Les OBS nous permettront de situer les limites entre les sédiments et la croûte terrestre, entre la croûte et le manteau, et nous donneront une idée de la composition des couches »*, explique Frauke Klingelhoefer, chercheuse en géophysique à l'Ifremer, chargée de l'acquisition des données des OBS.

Les OBS ne sont pas les seuls sismomètres de la région à détecter les tirs du *Pourquoi-Pas ?*. Alors que ses canons à air comprimé retentissent au large des côtes haïtiennes, un appareil qui pourrait tenir dans la paume d'une main se met à vibrer dans une maison de la péninsule méridionale de l'île. Il s'agit d'un minuscule sismographe, qui fait partie d'un réseau installé à Haïti depuis 2019 dans le cadre d'un projet visant à constituer une communauté de « citoyens sismologues ». L'auteur de ce programme participatif, Eric Calais, est géologue et géophysicien à l'Ecole normale supérieure. Il a travaillé toute sa vie dans les Caraïbes et s'est installé en Haïti juste après le tremblement de terre de 2010, avant d'être contraint de partir, en 2023, en raison de la dégradation de la situation sécuritaire et des risques d'enlèvement.

En 2019, avec son groupe de recherche, il a voulu compenser l'absence de réseau stable de sismographes sur l'île en installant des instruments bon marché et de petite taille dans des maisons communes, des universités, des hôtels… partout où c'était possible. Sur les trente appareils installés, quinze sont encore actifs aujourd'hui. Quatre d'entre eux enregistrent les salves du *Pourquoi-Pas ?*.

« Nous sommes allés de maison en maison pour demander aux gens s'ils voulaient participer », raconte-t-il entre deux tirs, en observant la côte haïtienne depuis le pont du navire. *« Il s'agit d'une technologie sommaire, mais elle est utile, notamment pour détecter les répliques. Aujourd'hui, Haïti ne dispose ni des ressources ni du savoir-faire nécessaires pour exploiter en permanence des sismomètres de qualité professionnelle. L'île était en quelque sorte un trou noir pour les données. »* L'objectif est de pouvoir intégrer les données enregistrées par les citoyens sismologues dans le modèle d'analyse que Frauke Klingelhoefer est en train de construire avec les OBS.

En 2008, moins de deux ans avant le cataclysme majeur, Eric Calais et son équipe de chercheurs étaient parvenus à une conclusion inquiétante après avoir mesuré le mouvement des plaques le long de la faille d'Enriquillo des années durant. Sachant que le dernier grand tremblement de terre dans la région s'était produit en 1751, ils avertissaient dans un article : *« La faille d'Enriquillo en Haïti est actuellement capable d'un tremblement de terre de magnitude 7,2 si toute la déformation élastique accumulée depuis le dernier grand tremblement de terre était libérée en un seul événement. »* Dix-sept mois plus tard, le tremblement de terre de magnitude 7 rasait Port-au-Prince.

« Nous avions rencontré le premier ministre avant 2010 pour lui faire part de nos résultats, explique M. Calais. *Avec son équipe, ils ont répondu qu'ils devaient se préparer à ce qu'ils savaient se produire régulièrement, à savoir la saison des ouragans. J'aurais dû leur dire que la saison des tremblements de terre s'étend du 1er janvier au 31 décembre. »* En 2024, la situation





De gauche à droite, et de haut en bas :

Trois marins du « Pourquoi-Pas ? » observent la tête flottante du streamer, lors de son déploiement le 16 juin.

Des membres de l'équipe OBS préparent les instruments avant leur immersion, le 6 juin.

Une section de carotte de sédiments ouverte en deux, le 12 juillet.

ANDREA PRADA BIANCHI

reste très préoccupante en raison, selon Eric Calais, du segment de la faille situé juste sous la capitale, qui ne s'est pas encore rompu. *« Peu de choses ont été faites depuis 2010 pour se préparer au prochain tremblement de terre »*, affirme-t-il.

L'existence même de la faille d'Enriquillo est une sorte d'énigme. Il y a plus de vingt millions d'années, Cuba et Hispaniola (l'île qui comprend Haïti et la République dominicaine) formaient une seule terre émergée. Puis Hispaniola a glissé vers l'est, le long de la faille Septentrional-Oriente, se séparant de Cuba pour se trouver dans sa position actuelle. *« Au regard de la situation de la plaque tectonique, il n'y avait aucune raison pour qu'une faille jumelle se forme au sud de la Septentrional-Oriente*, explique Walter Roest, directeur de la campagne Haïti Twist. *Nous examinons les plaques au nord et au sud de l'Enriquillo pour voir s'il existe des différences dans leur composition qui expliqueraient pourquoi la faille s'est ouverte à cet endroit. Si, par exemple, la croûte au nord de la faille est plus épaisse que la croûte au sud, ou vice versa, cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles les deux plaques se sont séparées. »*

Treize carottes prélevées

Pour comprendre le comportement d'une faille, il faut connaître l'histoire des tremblements de terre qui lui sont associés. Mais les archives écrites ne remontent pas très loin dans le temps, à l'échelle géologique. Le plus ancien tremblement de terre documenté au large d'Haïti date de 1750. Une façon de savoir ce qui s'est produit avant est d'analyser les couches superficielles du plancher océanique, où les sédiments peuvent nous raconter l'histoire des événements passés. Pour cela, place aux carottages.

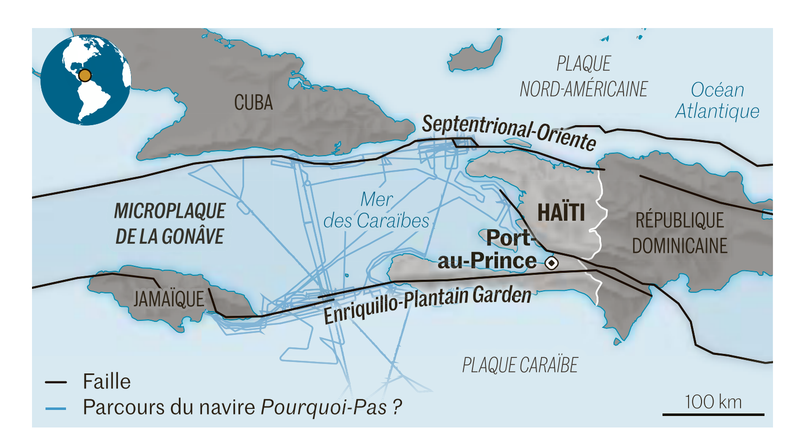
A quelques kilomètres d'Hispaniola, un carottier de douze mètres est hissé sur le pont du *Pourquoi-Pas ?*. Pendant l'opération, le navire conserve une position et un axe exacts grâce à un système GPS qui contrôle les deux hélices principales et les quatre propulseurs transversaux. L'équipage regarde avec espoir la patine argileuse du tuyau, signe que le carottier a bien pénétré dans le plancher océanique. Mais la seule façon de s'assurer que les sédiments ont bien été prélevés sera d'ouvrir le tube, une fois qu'il sera posé sur la coursive du navire. Son noyau en plastique sera alors retiré, les chercheurs le découpant en sections cylindriques de 1 mètre de long. Si des sédiments y sont présents, les tubes sont alors ouverts en deux, horizontalement.

« L'un des principaux objectifs de ces carottages est de retrouver les sédiments qui se sont déposés lors de tremblements de terre passés », explique Gueorgui Ratzov, géologue marin au sein du laboratoire GeoAzur (université Côte d'Azur, CNRS), en présentant les différentes couches de la carotte prélevée dans un bassin proche de l'épicentre du tremblement de terre de 2021. *« Lorsqu'il y a un fort tremblement de terre, on peut avoir une avalanche sous-marine de sédiments. En analysant les dépôts qui en résultent, nous pouvons retracer l'histoire locale des séismes survenus des dizaines de milliers d'années auparavant. »*

Si le traitement des données issues des OBS devrait prendre au moins un an, les analyses des sédiments des treize carottes prélevées lors de cette campagne peuvent fournir des résultats plus rapidement. Dans l'une d'elles ont été trouvées les traces d'un tremblement de terre ayant déclenché un tsunami. En regardant l'un des échantillons de près, Gueorgui Ratzov remarque des détails qui paraissent anodins pour un œil non averti. La moindre variation dans la couleur des grains peut révéler un tremblement de terre. *« Il faut déceler s'il existe une cyclicité des événements sismiques*, explique le géologue. *Certaines failles bougent comme des métronomes et provoquent des tremblements de terre de façon très régulière. Dans d'autres cas, on observe de longues périodes de calme, suivies d'une cascade d'événements. » « Une meilleure compréhension du risque sismique nous permettra de prendre les meilleures décisions pour en protéger la population »*, conclut Santiana Vissière, qui s'apprête à débarquer.

En quittant la mer des Caraïbes pour une nouvelle campagne à Madère (archipel portugais situé à l'ouest du Maroc), le *Pourquoi-Pas ?* laisse derrière lui dix sismomètres répartis le long des failles Septentrional-Oriente et Enriquillo-Plantain Garden. Ils seront récupérés en mars 2025, après avoir méticuleusement enregistré chaque petite secousse ou tremblement de terre devant Haïti. Histoire de comprendre ce qu'il se passe en bas. ■

ANDREA PRADA BIANCHI
(MER DES CARAÏBES, ENVOYÉ SPÉCIAL)
(Traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Jacquin)



LA DÉLICATE MISSION DES SISMOMÈTRES DE FOND

MER DES CARAÏBES - *envoyé spécial*

« Cette merveille pourrait enregistrer le mouvement d'un crabe marchant à côté d'elle », déclare Pascal Pelleau, en préparant l'un des sismomètres de fond de l'océan pour le plongeon. Ingénieur en chef sur le *Pourquoi-Pas ?*, il est l'un des vétérans de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) à bord, avec plus de trente ans de service à son actif. *« Ils doivent être calibrés juste avant d'être déployés ; nous ne pouvons pas tous les préparer très à l'avance. »*

Ces *ocean-bottom seismometers* (OBS) sont dotés d'une horloge interne à quartz sensible aux différences de température. Pour s'assurer qu'elles subissent le moins de variations possible, Pascal Pelleau et son équipe connectent les instruments à un dispositif relié aux satellites – dont les horloges sont plus stables – qui survolent la région, quelques heures avant le lâcher. *« Car il faut savoir précisément quand l'onde sismique provoquée par le canon à air du navire atteint l'OBS*, explique-t-il. *Nous tolérons une variation de l'horloge interne de 22 millisecondes par jour au maximum. »*

Les soixante-cinq OBS de la campagne « Haïti Twist » sont déployés un à un, tous les 5 kilomètres, sur une ligne d'environ 300 kilomètres. Il n'y a pas beaucoup de temps pour se détendre entre chaque mise à l'eau, toutes les trente à quarante minutes. Les équipes spécialisées se relaient toutes les quatre heures pendant les près de deux jours que prend cette mise en place, veillant à ce que chaque instrument soit prêt. Lestés par des ancres en fer, les OBS sont largués par une petite grue avant d'entamer leur voyage au fond de la mer. Pendant la mission d'étude des failles sismiques enserrant Haïti, l'OBS déposé le plus profondément a touché le sol à 5 500 mètres sous le niveau de la mer. C'est la limite au-delà de laquelle il risquerait d'imploser sous la pression de l'eau. Nous l'avons baptisé *« gardien des profondeurs »*, explique Chastity Aiken, sismologue. *« On se sent plus responsable d'eux quand on leur donne un nom. »*

Signal acoustique

Une fois sur le plancher océanique, les sismomètres attendent dans l'obscurité les ondes générées par les canons à air du navire qui auront voyagé jusqu'à 40 kilomètres sous terre avant de renvoyer un écho. Mais avant que les chercheurs puissent extraire les données enregistrées par les OBS, il faut les ramener à la lumière.

Une chasse en mer commence. Depuis le laboratoire, Pascal Pelleau et son équipe envoient à intervalles réguliers un signal acoustique d'une fréquence spécifique, intégrant un code binaire adapté à chaque OBS. *« C'est comme si nous faisions un appel à chacun d'entre eux avec leur propre numéro de téléphone*, explique-t-il. *Dès que l'OBS l'entend, il se dit : "O.K., ils m'appellent !" La batterie interne envoie un courant à une minuscule plaquette en acier inoxydable exposée à l'eau. Les électrons accélèrent le processus de corrosion de la plaquette qui se brise en quelques minutes, libérant l'OBS de son ancre pour permettre son ascension. »* Le lest, resté au fond de la mer, rouille et se dissout après plusieurs années.

A bord du navire amiral de la flotte océanographique française, la tension est palpable pour la première opération de récupération de la campagne. *« Après tant d'années de travail, je suis toujours très émue lorsqu'ils reviennent, surtout le premier de la série »*, déclare Frauke Klingelhoefer, chercheuse en géophysique à l'Ifremer et responsable de l'analyse des données des OBS. *« L'enjeu est de taille pour nous, après tant de préparation. Sans parler du fait que ce type de campagne est coûteux. »*

Mais repêcher ces sortes de grosses bouées orange une fois qu'elles ont refait surface est plus difficile qu'il n'y paraît. Sur la passerelle du *Pourquoi-Pas ?*, l'équipage scrute les flots dans toutes les directions. Comme chacun de ces équipements parcourt plusieurs kilomètres au cours de sa descente puis de sa remontée à la surface et subit les courants, il est impossible de prédire avec précision l'endroit où il réapparaîtra. Une fois à la surface, sa balise radio est détectée par le navire et indique sa direction. A l'aide de jumelles, l'officier de quart et ses assistants scrutent les vagues à la recherche de la bouée orange et de son petit drapeau. La nuit, c'est le clignotant de la bouée qu'il s'agit de repérer. Les mots *« OBS à la surface »* sont le signal de départ des manœuvres d'approche pour amener la bouée sur le flanc du navire, où les marins attendent, chacun armé d'une immense perche munie d'un crochet.

Quatre sismomètres perdus

Approcher et attraper quelque chose en mer à partir d'un canot pneumatique n'est déjà pas une mince affaire, alors avec un navire de 107 mètres... Mais *« le Pourquoi-Pas ? est extrêmement agile et maniable, notamment grâce à ses propulseurs d'étrave »*, explique Pierre-Yves Mear, le capitaine. *« Avec un navire normal de la même taille, il serait très difficile d'attraper les OBS. »*

Tous ces sismographes des fonds marins ne sont pas ramenés à bord. De nombreux problèmes peuvent leur arriver comme heurter une pente raide et se renverser, ou se retrouver dans un endroit où ils ne reçoivent pas le signal acoustique leur intimant l'ordre de remonter. L'objet peut aussi réapparaître en surface sans émettre de signal radio en raison d'une panne. La nuit, si sa lumière clignotante ne fonctionne pas, il est presque impossible de le voir. Selon Pascal Pelleau, en moyenne, 1 % des OBS déployés se perdent au cours d'une campagne. Cette fois, quatre d'entre eux n'ont pas été récupérés, soit environ 2 % des près de deux cents opérations de largage réalisées pendant les cinq semaines d'Haïti Twist. Il semble que dans les parages où ils ont disparu, les reliefs du fond marin soient particulièrement accidentés.

« Pour la modélisation complète d'une faille, ce n'est pas un gros problème si un ou deux OBS nous manquent sur une ligne de soixante-cinq instruments, explique Frauke Klingelhoefer, *surtout lorsqu'ils sont proches les uns des autres, comme dans notre cas. »* Il arrive que des OBS perdus lors d'études sismiques s'échouent sur une plage ou soient retrouvés au large par d'autres navires. Une plaque apposée dessus indique que la récompense pour les rapporter à l'Ifremer est de 500 dollars (455 euros). L'adresse électronique de Pascal Pelleau y est imprimée. Si vous trouvez une de ces étranges bouées orange, merci de la lui envoyer. ■

A. P. B.
(Traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Jacquin)

LE LIVRE

Les maths à fond la forme !

Le mathématicien Jordan Ellenberg poursuit son œuvre de vulgarisation en initiant ses lecteurs aux secrets de la géométrie

Le mathématicien américain à l'université du Wisconsin Jordan Ellenberg revient à la vulgarisation de sa discipline après le remarqué *L'Art de ne pas dire n'importe quoi* (Cassini, 2017). Bien que cette fois il ne le revendique pas, l'objectif est le même : diffuser l'idée que les mathématiques sont partout dans notre quotidien et que le savoir peut aiguiser notre esprit critique. Il cache son but derrière l'envie de faire partager au lecteur la beauté et la puissance d'une des sous-disciplines des maths, la géométrie. Mais son style n'est pas celui d'un exposé universitaire assommant. Comme à son habitude, il aime raconter des histoires anciennes ou plus anecdotiques, puisées dans les livres ou dans son quotidien. Les traits d'humour sont également présents, et les digressions, mathématiques, très nombreuses. Au point que la densité d'information de chaque chapitre peut nécessiter de prendre son temps pour la lecture et sa digestion.

Le second chapitre illustre à merveille le style enlevé de l'auteur, qui interpelle le lecteur en lui demandant combien de trous possède une paille ? La réponse en surprendra plus d'un, et on aura (re)découvert les raisonnements complexes de la topologie. Sans aucun mal, l'auteur traque donc la présence de la géométrie dans beaucoup de domaines des plus contemporains comme l'intelligence artificielle, la cryptographie, les élections, la propagation des épidémies, les jeux d'échecs ou de go... Des sujets plus attendus sont évidemment de la partie : l'importance des symétries, l'omniprésent nombre d'or...

Leçons de vie

Les puristes de la spécialité trouveront que c'est parfois un peu tiré par les cheveux, comme l'indique la faible présence de dessins ou de formes dans l'ouvrage (il y en a mais pas les plus « classiques »). Mais c'est aussi pour nous convaincre que la géométrie a changé par rapport à celle étudiée à l'école, avec ses droites, ses théorèmes de Pythagore ou de Thalès. Place aux arbres, aux graphes, aux espaces non euclidiens, aux espaces de grandes dimensions... Même si certaines histoires n'ont pas l'air si géométriques que cela, ce n'est pas grave, le lecteur apprendra toujours quelque chose. En outre, c'est aussi une manière de montrer les ponts nombreux qui existent entre diverses branches des maths. Les statistiques, les nombres, les probabilités, l'algèbre peuvent aussi être vus avec un œil de géomètre, un changement de point de vue pouvant aider à mieux saisir un raisonnement. Comme l'écrit Jordan Ellenberg : *« Si les mathématiques* [sont] *un travail ardu, la géométrie est une sorte de libération. »*

L'ouvrage est plein de ce genre de citations, qui vaudraient presque leçons de vie : *« La façon de commencer importe moins que le fait de commencer »*, ou *« quand vous ne savez pas quoi essayer, essayez quelque chose qui vous paraît vraiment bête »*. Et la plus profonde, sans doute : *« Il est difficile de comprendre que c'est facile. »* A méditer. ■

DAVID LAROUSSERIE

« Formes », de Jordan Ellenberg (Cassini, 425 p., 22 €).



LE « SELFIE » DE JUICE AU PASSAGE DE LA LUNE

La sonde Juice de l'Agence spatiale européenne (ESA) a réussi son survol de la Lune et de la Terre, lundi 19 et mardi 20 août. C'était la première fois qu'une mission spatiale tentait de profiter d'une double assistance gravitationnelle. Juice a tout d'abord frôlé notre satellite à moins de 800 kilomètres, un survol au cours duquel la caméra du vaisseau a pris ce « selfie ». La sonde a profité de la masse de la Lune pour légèrement accélérer et être déviée vers la Terre, puis, en passant à moins de 7 000 kilomètres de notre planète, a effectué un virage à cent degrés afin de se diriger vers son prochain rendez-vous, Vénus. Cette double assistance gravitationnelle a permis, selon l'ESA, d'économiser 100 à 150 kilos de carburant. Après Vénus, Juice aura encore deux autres rendez-vous accélérateurs avec la Terre avant de prendre enfin la direction de Jupiter, qu'elle doit atteindre en 2031. But de la mission : étudier l'habitabilité des trois grosses lunes gelées de Jupiter – Ganymède, Callisto et Europe. (PHOTO : ESA/JUICE/JMC)



DIX MILLE PAS ET PLUS

D'OÙ VIENT LA MOTIVATION QUI NOUS POUSSE À FAIRE DU SPORT ?

Par PASCALE SANTI

Emportés par la ferveur des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP), nombreux sont ceux qui expriment l'envie de se mettre... ou se remettre au sport. Ainsi, 24 % des Français et 42 % des jeunes avançaient que les JOP les inciteraient à faire du sport, selon une étude réalisée par Odoxa en avril 2024 pour la Mutualité française.

Pour quelle raison va-t-on décider de se mettre au ping-pong ou à la natation, de courir un semi-marathon... Certes, les performances des Léon Marchand et autres frères Lebrun constituent un modèle. Mais ce n'est pas tout. *« La motivation repose sur plusieurs dimensions : celle relative aux croyances que l'on a sur les effets positifs et/ou négatifs de l'activité physique, sa capacité de changer son comportement – sur la base de ce que l'on a vécu ou de l'entourage – et celle relative aux comportements et aux influences de l'environnement »*, nous expliquait Julie Boiché, enseignante-chercheuse à l'UFR Staps de Montpellier fin 2022.

Où trouver la motivation ? Si l'on en croit la même étude citée précédemment, *« rester en bonne santé »* est, de loin, la principale motivation des Français pour faire du sport (71 %). *« Un élément déterminant dans l'investissement à long terme est la qualité de la motivation, l'autodétermination, à savoir "est-ce que je fais les choses pour moi ?", "est-ce que j'en ai envie ?", plus qu'un engagement basé sur des injonctions »*, souligne Emma Guillet-Descas, enseignante-chercheuse au Laboratoire sur les vulnérabilités et l'innovation dans le sport à l'université Lyon-I.

Le plaisir avant tout

Mais, à la fin, ce qui prime est le plaisir que l'on en retire. *« Le frein majeur dans la motivation des adolescents à pratiquer une activité physique ou sportive reste le manque d'amusement et de plaisir »*, avait indiqué l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité (Onaps) dans une revue de la littérature sur les facteurs d'influence de l'activité physique et sportive et de la sédentarité chez les jeunes (10-19 ans).

L'effet des Jeux ne pourrait être que de courte durée. Une revue de la littérature a montré que l'impact sur les pratiques sportives de méga-événements sportifs, des succès de sportifs ou d'équipes d'élite et des sportifs médiatisés est négligeable ou mitigé. On sait aussi qu'il existe des freins à la pratique, notamment socio-économiques et financiers. D'où la nécessité de renforcer les infrastructures. Avec l'organisation des JOP, l'objectif affiché des pouvoirs publics est de rendre la France plus active pour lutter contre la sédentarité.

Par ailleurs, la motivation n'aurait-elle pas aussi une part physiologique ? Une étude coordonnée par Guadalupe Sabio, du Centre national de recherche cardio-vasculaire (Madrid), et publiée le 14 août dans *Science Advances* a montré que pendant l'exercice, le muscle active des protéines, notamment l'interleukine 15 (IL-15), qui envoie des signaux dans le cortex cérébral pour stimuler l'activité.

Il est aussi question du microbiote et de l'axe intestin-cerveau. On sait que l'une des clés réside dans le plaisir issu d'une activité physique prolongée, déclenché par des changements neurochimiques dans le cerveau induits par l'exercice. Une étude menée par des chercheurs de la Perelman School of Medicine de l'université de Pennsylvanie, publiée dans *Nature* fin 2022, a montré que certaines bactéries intestinales pourraient avoir un effet sur des nerfs sensoriels qui influent sur la motivation. Ainsi, une connexion intestin-cerveau chez la souris augmenterait la signalisation de la dopamine pendant l'activité physique. ■

L'ÉNIGME MATHS – N° 23

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

VOS SOLUTIONS À LA QUADRATURE DU CUBE

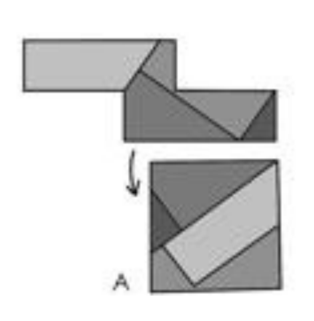
A la veille des Jeux olympiques, nous clôturions la première saison des énigmes mathématiques sur le problème ouvert de la quadrature du cube. Il s'agissait de découper un cube creux en plusieurs pièces de façon à pouvoir reconstituer un carré. Je proposais en particulier de chercher à réaliser ce découpage avec le moins de pièces possibles.

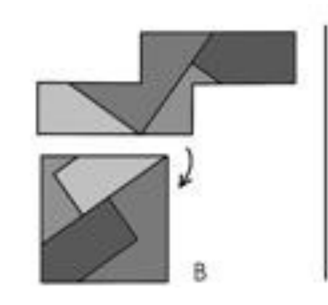
Vous avez été vingt-deux à participer et vous m'avez proposé un total de trente-quatre découpages différents. Deux d'entre vous ont découvert des découpages à quatre pièces ! Celui de la figure A a été découvert par Jérôme Petitjean et celui présenté sur la figure B par Jérôme Roche. Ces deux figures partent du même patron de cube avant de le découper en quatre pièces.

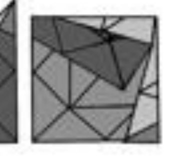
En lisant toutes vos solutions, il m'est toutefois apparu qu'il était dommage de ne publier que les propositions avec le minimum de pièces, car vous avez su imaginer une diversité de méthodes particulièrement étonnante. La figure C, par exemple, montre une solution conçue par Rault Stanislas et exploitant le découpage de la mitre de Vesa Timonen que je vous présentais dans l'énigme. En coupant les six faces du cube en deux par la diagonale, il est possible de reconstituer facilement une mitre sur laquelle il suffit alors de reproduire le découpage découvert par Timonen en début d'année. Faire des maths, c'est souvent savoir se ramener à un problème qu'on connaît déjà !

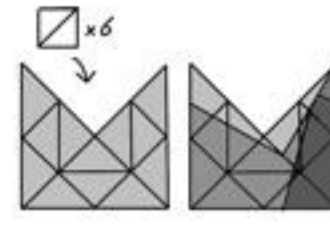
La place dont je dispose dans cette rubrique étant limitée, vous pourrez trouver une revue complète des solutions que j'ai reçues sur Lemonde.fr/les-enigmes-maths-du-monde.

Notez toutefois, qu'à ce jour, il n'est pas prouvé qu'on ne puisse pas faire mieux. Si vous parvenez à trouver une solution en moins de quatre pièces, ou si vous avez une preuve que ce n'est pas possible, écrivez à l'adresse mail laquadratureducube@micmaths.fr. Je ne manquerai pas de vous tenir au courant des avancées futures du problème.









L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMBRES

Tout cela me laisse encore un tout petit peu de place pour vous poser une courte énigme pour la semaine prochaine. Si l'on écrit les nombres en lettres et qu'on les classe par ordre alphabétique, « zéro » arrivera évidemment en dernier.

► ***Mais quel nombre sera le premier ? Et le deuxième ? Le troisième ?***

INDICE

.B nu rap uo A nu rap ecnemmoc en erbmon nucuA

L'AGENDA

ÉVÉNEMENT

Ouverture du Musée Fermat

En juillet a ouvert un nouveau lieu consacré aux mathématiques, le Musée Fermat, à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), dans la maison natale du célèbre mathématicien. L'endroit, restauré pour l'occasion, abrite plusieurs espaces pour remonter le temps jusqu'au XVIIe siècle et découvrir la vie du savant et les mathématiques de son époque, puis pour se projeter jusqu'aux mathématiques contemporaines. Une exposition temporaire, consacrée à l'intelligence artificielle, complète la visite.

› Entrée 8 €. Museefermat.com



CARTE BLANCHE

A quoi s'attachent les microbes ?

Par ALICE LEBRETON

Etre un pathogène prospère n'est pas à la portée du premier microbe venu : chacun possède des mécanismes propres lui permettant de coloniser son hôte et d'en exploiter les ressources, au moyen d'interactions moléculaires. Identifier ces interactions est primordial pour comprendre comment une infection conduit à une maladie donnée, et ainsi concevoir des traitements capables de les contrer. C'est ce qu'a entrepris un consortium de chercheurs américains, dont les résultats sont parus le 25 juillet dans la revue *Cell*, par le recensement à grande échelle des interactions entre dix-neuf espèces de microbes pathogènes et une banque aussi complète que possible de protéines humaines extracellulaires.

La plate-forme de criblage qu'ils ont développée repose sur une collection de levures de bière modifiées génétiquement de sorte à produire et exposer à leur surface une panoplie de 3324 protéines humaines. Chaque levure de la banque ainsi constituée porte par ailleurs dans son ADN un code-barres génétique unique, qui lui sert d'identifiant et indique avec précision quelle protéine humaine elle produit. Le crible consiste à mettre en contact cette banque de levures avec différents microorganismes pathogènes, parmi lesquels l'agent causal du paludisme et celui de la maladie de Lyme, cultivées dans diverses conditions de température et de salinité représentatives de leurs milieux de vie – l'environnement, le tube digestif de moustiques ou de tiques, ou l'organisme humain. Les microorganismes se lient alors aux levures qui produisent des protéines humaines avec lesquelles ils interagissent, et pas aux autres.

Bloquer les liaisons

Les pathogènes ont, par ailleurs, été « greffés » chimiquement à leur surface avec une vitamine, la biotine. Pour récupérer les associations entre levures et microorganismes, on ajoute à chaque échantillon des microbilles aimantées liées à une molécule qui attire fortement la biotine ; elles viennent se coller aux microbes greffés. On plonge ensuite une pointe aimantée dans le mélange pour pêcher les microbilles recouvertes de l'un des pathogènes, et avec lui les protéines humaines auxquelles il est lié, et donc les levures qui les portent. On séquence enfin les codes-barres génétiques des levures associées à chaque microorganisme, ce qui révèle l'identité des protéines humaines avec lesquelles il interagit.

Le crible a mis au jour 1303 interactions potentielles des quelque 38 souches de microorganismes testées, avec des protéines humaines de natures variées : des molécules de la surface cellulaire qui pourraient servir d'ancrage aux pathogènes ou favoriser leur entrée dans les cellules ; des cytokines impliquées dans la réponse immunitaire, etc. Chacune de ces interactions pourra faire l'objet d'une caractérisation approfondie dans le but de comprendre comment elle contribue au processus pathologique ou à la défense immunitaire. Dans une perspective thérapeutique, on pourra aussi rechercher des traitements capables de bloquer ces liaisons.

Parmi les cibles identifiées, les auteurs de l'étude mettent en avant l'interaction des bactéries responsables de la leptospirose avec une hormone antidiurétique, la vasopressine. Ils émettent l'hypothèse qu'en séquestrant cette hormone lors d'une infection, les bactéries pourraient provoquer certains des symptômes de la maladie. En effet, chez les animaux comme chez l'homme, les formes sévères de leptospirose s'accompagnent souvent d'une dysfonction rénale aiguë, qui se traduit par une forte augmentation de la miction et une déshydratation importante. Par le biais de l'excrétion urinaire, les bactéries trouvent une voie de dissémination vers les eaux et les sols où vivent les rongeurs qui leur servent de réservoirs. S'assurer une porte de sortie au-delà de la maladie, c'est aussi cela, être un pathogène accompli. ■

Alice Lebreton
Directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Institut de biologie de l'Ecole normale supérieure

Assurer un avenir à la phagothérapie

TRIBUNE - Un collectif de médecins et de professionnels de santé plaide pour la création d'une structure publique dévolue à l'étude et à la production de virus bactériophages en France, une alternative aux antibiotiques

Les situations d'impasse thérapeutique dans le cadre d'infections bactériennes sont de plus en plus fréquentes à cause de l'inefficacité des antibiotiques disponibles face à des germes résistants. Parallèlement, l'industrie pharmaceutique peine à trouver de nouvelles molécules. L'exemple de M. Y, hospitalisé au CHU de Lille, en décembre 2023, pour une énième récidive d'infection de sa prothèse de genou, est révélateur. Pour ce patient, la guérison complète passe par le retrait de la prothèse et l'amputation. Toutefois une alternative lui a été proposée : la phagothérapie.

Découverte par Félix d'Hérelle en 1915, alors qu'il travaillait à l'Institut Pasteur, la phagothérapie consiste à utiliser des virus particuliers, les bactériophages, qui sont naturellement présents dans l'environnement et détruisent de façon ciblée les bactéries sans avoir d'effets délétères sur les cellules humaines. Malheureusement, cette thérapeutique a été délaissée en Occident au profit des antibiotiques, au spectre d'action beaucoup plus large, alors que dans certains pays comme la Géorgie, la phagothérapie a continué d'être utilisée. Mais l'absence d'études cliniques prospectives prouvant formellement l'efficacité de la phagothérapie reste actuellement un obstacle à son adoption par la communauté médicale. Cependant, la situation est en train de changer.

En 2016, interpellée par des médecins, des industriels et des associations de patients, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) convoque le premier comité scientifique spécialisé temporaire (CSST) consacré à la phagothérapie. Les experts ouvrent la voie à une *« stratégie de mise à disposition précoce de bactériophages pour des situations compassionnelles, en impasse thérapeutique, avec un cadre d'utilisation défini »*.

Durant les deux années suivantes, quarante-cinq demandes de phagothérapie sont adressées à l'ANSM et seulement une douzaine de patients bénéficient de l'administration de bactériophages, issus majoritairement de la société Phaxiam, l'unique fournisseur français. En 2019, un nouveau CSST constate que l'effectif de patients traités au regard du nombre de situations éligibles demeure faible, notamment à cause de la quasi-indisponibilité de bactériophages validés. Il se conclut sur la nécessité de créer une *« plate-forme nationale d'orientation et de validation du recours aux bactériophages (…) qui pourrait à terme travailler à la mise en œuvre d'une production académique »*.

Tourisme médical

Puis, en 2021, l'Agence nationale de la recherche finance le projet Phag-One, à hauteur de 2,8 millions d'euros sur six ans, porté par les Hospices civils de Lyon. Ce projet vise à collecter, à produire puis à tester l'efficacité et la tolérance de bactériophages chez l'humain. Dernière avancée, depuis juin 2022, dans le cadre d'un essai clinique (PhagoDAIR I), l'ANSM autorise l'accès à deux bactériophages anti-*Staphylococcus aureus*, produits par Phaxiam, pour les patients présentant des infections ostéo-articulaires graves.

Malgré ces avancées, les progrès dans l'accès à la phagothérapie en France restent ténus. L'absence de bactériophages disposant d'une autorisation européenne de mise sur le marché demeure un frein majeur. En revanche, la Belgique a adopté une stratégie plus pragmatique. Les bactériophages produits par une structure publique sont considérés comme des matières premières à usage pharmaceutique pour réaliser des préparations magistrales, sous la responsabilité d'un pharmacien hospitalier.

> CETTE THÉRAPEUTIQUE DE RUPTURE DOIT S'APPUYER SUR UNE PRODUCTION PHARMACEUTIQUE AUTORISÉE PAR L'ANSM

Comme toute thérapeutique de rupture, la phagothérapie doit s'appuyer sur trois piliers : la recherche, une production pharmaceutique autorisée par l'ANSM, une prescription par des médecins formés. Le manque de coordination nationale entre ces trois piliers rend l'accès à la phagothérapie complexe en France et s'apparente à un parcours du combattant.

Cet état de fait amène certains patients à un tourisme médical vers la Géorgie, où la production des bactériophages ne répond pas aux normes des autorités de santé françaises et européennes. Alternativement, certains cliniciens font tester à l'étranger les bactéries de patients français pour identifier un bactériophage actif, qui devra alors être produit, puis importé et finalement soumis à des contrôles qualité. Ces démarches peuvent générer des coûts de plusieurs milliers d'euros. C'est le cas de M. Y, qui n'a toujours pas reçu le bactériophage identifié aux Etats-Unis depuis janvier.

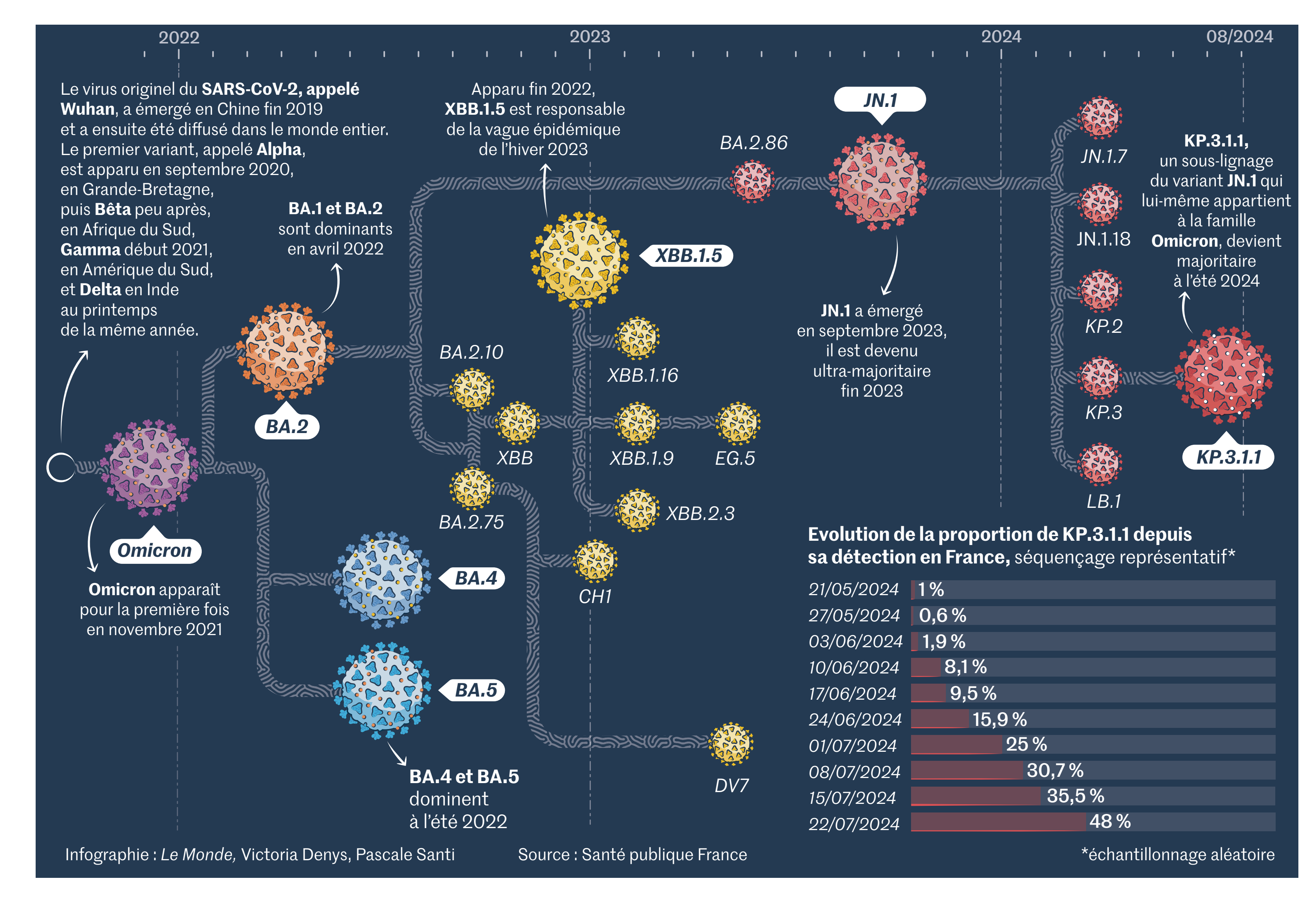
Face à ce besoin médical non couvert, il est urgent de mettre sur pied une structure publique nationale pérenne dont les missions seraient l'isolement et la caractérisation de bactériophages pour constituer et enrichir une collection nationale, l'évaluation de leur activité sur les souches bactériennes cliniques et enfin la production publique, puis la distribution de ces bactériophages aux patients.

A l'heure où certains antibiotiques sont indisponibles, cette structure garantirait le maintien d'une certaine indépendance stratégique sur des traitements antibactériens innovants, tout en s'inscrivant dans le réseau naissant de ses homologues européens. Que ce soit pour les patients, les chercheurs ou les médecins, le temps presse pour ne pas manquer ce prochain rendez-vous avec la phagothérapie. ■

¶
Laurent Debarbieux, chercheur, Institut Pasteur, à Paris ; **Raphaëlle Delattre,** réanimatrice, centre hospitalier de Digne-les-Bains ; **Nicolas Dufour,** réanimateur, hôpital Novo, à Pontoise ; **Baptiste Gaborieau,** réanimateur, hôpital Louis-Mourier, à Colombes ; **Marie Titecat,** bactériologiste, CHU de Lille.
Retrouvez la liste des cosignataires sur Lemonde.fr

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

L'ARBORESCENCE DU DERNIER VARIANT D'OMICRON



Date	Proportion
21/05/2024	1 %
27/05/2024	0,6 %
03/06/2024	1,9 %
10/06/2024	8,1 %
17/06/2024	9,5 %
24/06/2024	15,9 %
01/07/2024	25 %
08/07/2024	30,7 %
15/07/2024	35,5 %
22/07/2024	48 %

Infographie : *Le Monde,* Victoria Denys, Pascale Santi — Source : Santé publique France

Du côté du Covid-19, les nouvelles sont plutôt bonnes ! Le virus continue de circuler mais *« les indicateurs restent stables en ville et à l'hôpital »*, selon la note de Santé publique France (SPF) du 21 août.

Dernier variant en date, KP.3.1.1 ne cesse d'augmenter au niveau mondial. En France, il est majoritaire et représente désormais 48 % des séquences, selon des données de SPF au 22 juillet. *« A ce jour, aucun signal préoccupant en termes de santé publique ne lui a été associé »*, indique la note de SPF.

La particularité de KP.3.1.1 est de posséder trois mutations dans la protéine spike, qui permet au virus de s'accrocher aux cellules pour les infecter. Il pourrait présenter *« une infectiosité accrue et une capacité renforcée à échapper à la neutralisation par les anticorps »*, précise la note. ■

PASCALE SANTI

Anne Chantry, très rare sage-femme professeure des universités

PORTRAIT - Passionnée par son activité de recherche, la praticienne souhaite reprendre son quotidien à la maternité, un cumul qui n'est pas encore autorisé

C'est à un club très fermé qu'appartient Anne Chantry. Celui des sages-femmes professeures des universités. Elles ne sont que trois en France. Corinne Dupont a ouvert la voie en 2021, Anne Rousseau l'a suivie en 2022. Anne Chantry, 41 ans, l'année d'après. En 2020, elle avait été nommée maîtresse de conférences. Sages-femmes et chercheuses ? Longtemps, ce mélange des genres a semblé incongru.

Le chemin n'a pas été facile, reconnaît cette pionnière. *« Nous n'avions aucun modèle. Il a fallu convaincre de notre capacité à mener des travaux de recherche avec nos projets, nos profils et notre force de travail »*, dit celle qui partage aujourd'hui son activité d'enseignante-chercheuse à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) au sein de l'unité Epopé (épidémiologie obstétricale, périnatale et pédiatrique) et au département universitaire de maïeutique de la faculté de santé de l'université Paris Cité où elle enseigne.

En 2013, elle soutient sa thèse sur la morbidité maternelle sévère – tous les problèmes de santé liés à la grossesse ou à l'accouchement. Et décide dans la foulée de réorienter sa recherche sur les grossesses à bas risque et sur la rationalisation du nombre d'interventions pendant la grossesse et l'accouchement tout en maintenant un niveau élevé de sécurité de soins pour les mères et leur bébé. *« Plus de 70 % des femmes n'ont pas de facteurs de risque pendant leur grossesse. Or, on les prend en charge en s'appuyant sur des protocoles qui sont faits pour les femmes à haut risque »*, expose-t-elle. Exemple : le nombre d'échographies. Alors que la France en recommande trois, 49 % des femmes déclarent en avoir eu six ou plus, selon l'enquête nationale périnatale de l'Inserm (2021). Autre exemple : l'administration d'ocytocine pour réduire la durée du travail lors de l'accouchement, alors que des études ont montré que cette pratique augmentait le risque d'hémorragie du post-partum.

Une recherche jugée *« fondamentale »* pour François Goffinet. Contrairement à certains de ses collègues médecins, ce gynécologue obstétricien, chef de service de la maternité Port-Royal, à Paris, a très tôt soutenu les sages-femmes qui souhaitaient faire de la recherche. D'Anne Chantry, il vante l'*« implication dans l'unité et à l'école »* mais aussi la *« ténacité »* et la *« pugnacité »*.

Cette maman d'un petit garçon de 7 ans n'est pas du genre à se lamenter, ni à attendre les bras croisés que les choses évoluent. *« Anne n'abandonne jamais*, dit Camille Le Ray, gynécologue obstétricienne à Port-Royal. *Ce qui peut parfois la faire passer pour quelqu'un de têtu. Mais si la profession a évolué, c'est en grande partie grâce à sa persévérance et à son engagement. »*

Voir le verre à moitié plein

Elle est aussi du genre à préférer voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Certains médecins, gynécologues obstétriciens, mais pas que, préféraient voir les sages-femmes *« rester à leur place »*, oubliant qu'elles exercent une profession médicale au même titre que les médecins et les dentistes. D'autres ont ouvert grand leur porte, à l'instar de Gérard Bréart, professeur d'épidémiologie et de santé publique, qui a longtemps dirigé l'unité Epopé. Nous sommes en 2006. La jeune Lilloise, fraîchement diplômée, envisage de traverser la Manche où la recherche est ouverte aux sages-femmes depuis longtemps. A Lille, un chercheur la convainc de frapper à la porte d'Epopé. Elle y fera son master de santé publique et sa thèse. *« Anne est une vraie chercheuse »*, dit sobrement le professeur Bréart, désormais à la retraite. Elle partage son bureau avec Priscille Sauvegrain, l'une des premières sages-femmes maîtresses de conférences : *« Elle avait en tête que les sages-femmes devaient mener leurs propres travaux et ne pas être reléguées au simple rôle d'enquêtrices. »*

Cette passion pour ce métier lui vient de loin. En faisant du rangement, sa mère a retrouvé une fiche *« projet professionnel »* datant de sa classe de 5e. A la ligne « métier envisagé » figure sage-femme. Néanmoins, une fois le bac en poche, la jeune femme s'inscrit en médecine. Elle a 17 ans. Les parents, chefs d'entreprise, sont un peu sceptiques. A la maison, on parle plus croissance, TVA et business qu'anatomie ou chirurgie. Le premier jour des cours, en la déposant à la fac, ils anticipent déjà : *« Si tu échoues, tu pourras toujours faire une école de commerce, reprendre l'entreprise et avoir une belle vie. »*


Le 11 juillet, à Paris. JEANNE FRANK/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Elle rate le concours, de peu. D'habitude, elle travaille une partie de ses vacances dans l'entreprise familiale. Mais, cette année-là, elle décide de faire un stage d'observation dans un hôpital de la Haute-Savoie. La voilà qui enchaîne les services, assiste à des opérations chirurgicales, est présente tous les matins, à 8 heures pétantes, à la réunion de staff. *« Je me sentais à ma place, mais je trouvais que les relations soignants-soignés étaient un peu distordues. »* Un jour, on lui propose d'aller à la maternité. Le premier accouchement est celui d'un fœtus mort à terme in utero. *« C'était terrible, on pleurait avec les parents, mais j'ai aussi vu l'humanité des sages-femmes. »* Elle est aussi *« submergée et subjuguée »* par ce qu'elle appelle joliment *« la danse des contractions »*, la *« puissance »* du travail de l'accouchement…

« Les femmes me manquent »

De retour, sa décision est prise, exit la médecine. Las, la réforme des études de santé est en cours. La maïeutique est désormais intégrée dans une première année commune avec médecine et odontologie. Là voilà de nouveau sur les bancs de l'amphi. Lors des résultats du concours, le doyen annonce qu'un seul étudiant a choisi sage-femme. C'est elle.

Durant ses études, elle découvre aussi le militantisme étudiant. Cet engagement a énormément compté dans son envie de faire de la recherche. Vice-présidente puis présidente de l'Association nationale des étudiant.e.s sages-femmes, elle réclame, avec d'autres, la reconnaissance universitaire des cinq années d'études supérieures et la délivrance concomitante du diplôme d'Etat de sage-femme et du diplôme national de master (bac + 5) : *« A l'époque, nous n'étions reconnues qu'au niveau licence. Le terme de maïeutique n'existait pas, on parlait d'études de sage-femmerie. Et l'on nous rétorquait : pour avoir un grade master, il faut un mémoire de recherche. J'ai alors pris conscience que peu de gens réfléchissaient à nos pratiques. »* Son mémoire de fin d'études s'intitulera justement « Sage-femme et recherche : deux univers qui se découvrent ». Une fois diplômée, direction Paris, où elle commence son métier et s'inscrit à la fac pour passer un master en santé publique.

Un épisode finira de la convaincre définitivement. *« Une sage-femme m'avait dit de proposer à une jeune maman, qui ne souhaitait pas allaiter et qui avait une contre-indication à certains médicaments, de lui bander les seins pour stopper la montée de lait et de lui demander d'arrêter de boire pendant vingt-quatre heures. Je trouvais ça tellement archaïque ! »*

Le processus a été long. Il a fallu attendre 2013 pour que les sages-femmes obtiennent le niveau master et 2019 pour qu'une section maïeutique soit créée au sein du Conseil national des universités, ouvrant la voie à la qualification pour les fonctions de maître de conférences ou de professeur des universités. Six nouvelles nominations sont attendues en septembre, cinq postes de maître de conférences – il y en a sept aujourd'hui – et un de professeur des universités.

Une autre « bataille » se profile. En choisissant de faire de la recherche, cette passionnée de design, d'architecture et de photo a dû abandonner son quotidien à la maternité. En France, contrairement à nos voisins européens et nord-américains, les sages-femmes ne peuvent pas cumuler activité clinique et recherche. *« Une aberration ! »*, tempête-t-elle. Les médecins y sont autorisés.

Depuis 2013, Anne Chantry n'a pas pratiqué d'accouchement. Elle se souvient encore de sa dernière garde, *« un crève-cœur »*. *« Les femmes me manquent, l'ambiance de la salle d'accouchement aussi me manque… »*, dit-elle en soufflant. Là encore, les choses avancent. Elle espère pouvoir reprendre des gardes. Mais son ancienneté dans la profession ne sera pas prise en compte dans son salaire. Tant pis. Le verre sera toujours à moitié plein. ■

NATHALIE BRAFMAN



ZOOLOGIE

L'araignée qui manipule les lucioles

De nombreux scientifiques doivent parfois avoir le sentiment de traquer une lueur dans l'obscurité. Xinhua Fu, chercheur à l'université agricole de Huazhong, à Wuhan (Chine), a pris cette métaphore pour argent comptant et s'en est fait une spécialité. Il s'intéresse aux lucioles, ces petits coléoptères qui émettent de la lumière, à qui il a consacré de nombreux articles depuis sa thèse, en 2004.

Mais il n'est manifestement pas le seul à avoir étudié les particularités bioluminescentes de ces insectes. L'araignée de l'espèce *Araneus ventricosus* semble avoir compris depuis bien longtemps que le signal lumineux produit par les lucioles mâles diffère de celui qui est émis par les femelles. Dans un article publié le 19 août dans *Current Biology*, dont le premier auteur n'est autre que Xinhua Fu, on découvre que cette araignée a imaginé un piège diabolique à partir de ce savoir.

Lorsque, la nuit venue, elle attrape dans sa toile géométrique fraîchement tissée une luciole mâle, plutôt que d'en faire son repas, elle va s'en servir d'appât pour améliorer son ordinaire. Après avoir harnaché ce pauvre insecte à ses fils de soie, elle le pique de son venin et se replie discrètement. La luciole mâle ne succombe pas et continue d'envoyer des signaux lumineux grâce à son appendice. Mais ils sont détraqués… et ressemblent aux signaux émis par les femelles.

La nature est ainsi faite que certains mâles de passage ne résistent pas à pareil clin d'œil et se précipitent dans la toile. Jacques Dutronc pouvait être fier de son *« piège à filles »*, *Araneus ventricosus* rivalise avec son *« joujou extra »* qui fait tomber les garçons dans son assiette. Pour arriver à cette découverte, les chercheurs chinois ont fait les choses sérieusement, en pleine campagne. Alors que cette espèce d'araignées fabrique chaque soir une nouvelle toile, ils en ont disposé 161 dans quatre configurations : araignée présente ou non sur la toile et luciole piégée émettant ou non le signal lumineux ressemblant à celui des femelles. Les caméras n'avaient plus qu'à filmer.

Le résultat de l'expérience est sans appel : *« Le taux de capture était plus élevé lorsque les signaux des mâles piégés étaient visibles en présence d'une araignée par rapport aux autres conditions »*, écrivent les auteurs de l'étude. *« Nos résultats montrent que les signaux émis par les mâles piégés dans des toiles en présence d'araignées ressemblent à ceux qui sont émis par les femelles, mais diffèrent des signaux émis par les mâles en liberté et par les mâles dans des toiles sans araignées »*, notent les chercheurs. En revanche, lorsque ces cobayes ont été précautionneusement retirés de la toile, ils ont repris leur schéma normal de clignotement.


L'araignée « Araneus ventricosus ». ALAMY

Christine Rollard, arachnologue au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, juge cette étude, à laquelle elle n'a pas participé, *« intéressante et étonnante »*. Mais elle estime que les résultats montrés *« ne sont pas si évidents à interpréter et posent de nombreuses questions »*. Les auteurs reconnaissent d'ailleurs que *« des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer si c'est le venin de l'araignée ou son acte de morsure qui exerce l'effet manipulateur sur le signal lumineux »*. Christine Rollard souligne par exemple qu'*Araneus ventricosus* se nourrit surtout de papillons et de sauterelles et n'aurait pas nécessairement besoin d'un tel stratagème pour manger à sa faim.

Professeur à l'université du Hubei, à Wuhan, Daiqin Li, qui a supervisé et cosigné cette étude, assure pour sa part par e-mail que *« d'autres espèces d'araignées tisseuses de toiles orbiculaires peuvent présenter un comportement similaire à celui d'*Araneus ventricosus*»*. Les humains ne seraient donc pas les seuls à imaginer des astuces pour troquer une pitance ordinaire contre un festin. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

PARALYMPIQUES
L'ACTE II DES JEUX



Après le succès des JO, la compétition réservée aux athlètes handicapés commence le 28 août par une cérémonie d'ouverture place de la Concorde, à Paris

Alexis Hanquinquant au test-event de triathlon des Jeux paralympiques, le 19 août 2023, à Paris. ANTHONY DIBON/ICON SPORT

Les anneaux olympiques ont laissé place aux agitos paralympiques. Sur la signalétique de Paris 2024 ou à l'entrée des sites de compétition, les trois virgules rouge, bleu et verte – visibles également sur la façade est de l'Arc de triomphe – ont investi depuis deux semaines les rues de la capitale. C'est l'heure du *« match retour »*, clament les organisateurs.

A partir du 28 août et jusqu'au 8 septembre, quelque 4400 athlètes en situation de handicap représentant 169 délégations vont se disputer les médailles mises en jeu dans les 549 épreuves au programme. Grand Palais, Invalides, château de Versailles, tour Eiffel... L'écrin reste le même que pour les Jeux olympiques (JO), moyennant quelques nécessaires adaptations, donnant au petit frère paralympique un éclat inédit. *« Ce seront les Jeux les plus spectaculaires de l'histoire. La fête n'est pas finie »*, a promis Andrew Parsons, le président du Comité international paralympique, au lendemain de la cérémonie de clôture des JO.

Oui, ces onze jours de compétition seront une fête. Mais la fête ne sera totale qu'à plusieurs conditions. Première d'entre elles : la réussite populaire. Les spectateurs seront-ils au rendez-vous alors qu'approche la rentrée, peu propice à l'insouciance de l'été, et que le contexte politique intérieur pourrait inverser l'ordre des priorités ?

Si la ferveur qui a saisi la France pendant la quinzaine olympique incite à l'optimisme, il y a cependant la réalité comptable. Le 26 août, un peu plus d'1,9 million de billets pour les Jeux paralympiques avaient été vendus, sur les 2,5 millions à écouler. Or les Français forment près de neuf acheteurs sur dix. Le succès en tribunes dépendra donc en grande partie de leur volonté ou non de jouer les prolongations.

Test grandeur nature

Les Jeux paralympiques sont également bien plus que du sport. Au-delà des performances, des records et des médailles, il s'agit, comme les organisateurs le soulignent, de *« changer le regard sur le handicap »*. Le bilan ne pourra être fait que dans quelques années, en « phase héritage » pour reprendre le terme de Paris 2024, mais il est déjà possible d'évaluer les efforts entrepris.

En matière d'accessibilité, la France, épinglée par l'Organisation des Nations unies en 2021 sur le sujet, partait de très loin. Les Jeux ne vont pas tout révolutionner, mais ils ont déjà permis d'accélérer la mise aux normes de dizaines de gares dans le pays, d'améliorer l'accueil dans les aéroports, les restaurants et les hôtels, de rendre les villes – et les rues de Paris en premier lieu – moins hostiles aux différents types de handicap.

La présence de quelque 350 000 visiteurs en situation de handicap, cet été à Paris, constitue un test grandeur nature de la capacité de la France à les accueillir. Et à les acheminer d'un site à l'autre, alors que le métro parisien leur est toujours inaccessible, à l'exception d'une ligne.

La réussite de ces Jeux paralympiques d'été, les premiers de l'histoire organisés en France, ne sera toutefois rien sans des Bleus au pic de leur forme. A Paris, 237 athlètes (82 femmes et 155 hommes) participeront sous les couleurs tricolores, une première. C'est 99 sportifs de plus qu'à Tokyo, en 2021. L'objectif est d'intégrer le top 8 au classement des médailles. Ce ne sera pas chose aisée. Les sportifs français, qui avaient déjà redressé la barre au Japon en décrochant 55 médailles – contre 28 à Rio en 2016 – mais seulement onze en or, devront pour cela doubler leur nombre de titres.

« Ça nous galvanise »

Marie-Amélie Le Fur y croit. *« Dans vingt des vingt-deux parasports au programme, les Bleus ont des ambitions de podiums »*, vise la présidente du Comité paralympique et sportif français. Notamment en para cyclisme, porté par la pépite de la piste Alexandre Léauté (quatre médailles, dont un titre, à Tokyo), en para natation, avec Alex Portal et Ugo Didier (deux médailles chacun en 2021), ou encore en para tennis de table, grâce notamment à son chef de file Fabien Lamirault, doublement sacré il y a trois ans.

Comme pour les athlètes valides, jamais autant de moyens financiers n'ont été accordés à la haute performance paralympique : quelque 16 millions d'euros de l'Etat dont 12 millions de l'Agence nationale du sport. *« Ils ont été multipliés par quatre depuis 2015 »*, fait valoir Marie-Amélie Le Fur. Aucune raison donc à ce que les mêmes ingrédients ne donnent pas les mêmes succès qu'aux Jeux olympiques.

Les intéressés ne semblent pas inhibés, bien au contraire, à l'image de la spécialiste du 400 m Nantenin Keïta. *« Ça nous galvanise. On a vu ce que les Français étaient capables de faire dans les stades, on se dit qu'ils vont faire la même chose pour nous. On a hâte que ça commence »*, savourait déjà, au lendemain des JO, la sprinteuse qui portera le drapeau avec le para triathlète Alexis Hanquinquant, lors de la cérémonie d'ouverture place de la Concorde.

Souhaitons à Nantenin Keïta et aux autres para athlètes français une pluie de médailles. Gageons également que le « match retour » marquera un avant et un après dans l'inclusion des 12 millions de personnes en situation de handicap en France. Dans le sport, mais aussi dans leur quotidien. ■

NICOLAS LEPELTIER

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

UNE CLASSIFICATION POUR VISER L'ÉQUITÉ

En handisport, il existe de nombreuses catégories établies en fonction des effets du handicap des athlètes

SH6 au para badminton, T/F 20 en para athlétisme, KL1 au para canoë, J1 au para judo, 3,5 au rugby fauteuil... Quatre mille quatre cents athlètes représentant 184 délégations, dont 237 Français (82 femmes et 155 hommes), prennent part aux Jeux paralympiques de Paris. Du 28 août au 8 septembre, ils vont s'affronter dans vingt-deux sports, déclinés en 549 épreuves. Dix types de handicap sont pris en considération lors de l'événement, suivant trois grands groupes : les déficiences physiques, visuelles et cognitives. Derrière tout cela se pose la question de l'équité des compétitions.

Un peu comme dans les sports de combat, où les participants concourent dans des catégories de poids spécifiques, les para athlètes sont répartis en fonction de leurs capacités fonctionnelles, suivant une classification établie par le Comité international paralympique, instance qui régit le handisport. Autant dire que, pour le néophyte, se plonger dans ladite classification peut vite tourner au casse-tête. En effet, il n'existe pas qu'un seul système pour l'ensemble des disciplines. Selon son histoire et sa pratique, chacune a sa propre méthode.

Heureusement, il y a une logique commune. Tout commence par une lettre ou deux, faisant référence au nom du sport en anglais. Exemples : S pour swimming (natation), J pour judo, T pour track (piste, pour les coureurs et les sauteurs), F pour field (terrain, pour les lanceurs), C pour cycling (cyclisme) ou encore PTWC pour para triathlon wheeling chair (fauteuil roulant et vélo à bras).

« Quelque chose de compliqué »

Vient s'y ajouter un chiffre. Plus celui-ci est petit, plus le handicap est lourd et inversement. Plusieurs disciplines en ont deux : la dizaine représente alors le type de déficience et l'unité le degré de celui-ci. Dans certains sports collectifs, les joueurs ont un nombre de points, de 1 à 4,5 au basket fauteuil, de 0,5 à 3,5 au rugby fauteuil. Là encore, plus ce nombre est bas, plus le handicap est lourd.

Si, aux Jeux paralympiques, le taekwondo ne compte qu'une seule catégorie (K44) et le judo deux (J1 non-voyants, J2 malvoyants), la liste est plus longue en athlétisme. La discipline regroupe neuf catégories, suivant la règle d'une lettre et deux chiffres, en raison du nombre d'épreuves et des familles de handicaps. De 11 à 13, on retrouve les déficients visuels, en 20 les déficients mentaux, de 31 à 38 les handicapés moteurs cérébraux, de 40 à 47 les personnes de petite taille et celles qui sont amputées d'un membre supérieur ou inférieur ou assimilé, de T51 à T54 les courses en fauteuil roulant, de F51 à F58 les épreuves de lancers en fauteuil, et enfin de 61 à 64 les personnes ayant été amputées des membres inférieurs. Conséquence : il n'y aura pas un seul 100 m lors des Jeux paralympiques, mais... une bonne vingtaine, hommes et femmes confondus. De même, il n'y a pas un seul 100 m en natation mais plus de soixante, en comptant les différents types de nage.



La Britannique Toni Shaw, aux championnats du monde 2023, au Royaume-Uni, le 2 août 2023. PA IMAGES/ICON SPORT

IL N'Y AURA PAS UN SEUL 100 M LORS DES JEUX PARALYMPIQUES MAIS UNE BONNE VINGTAINE, HOMMES ET FEMMES CONFONDUS

Chaque athlète étant classé en fonction de l'effet de son handicap sur la pratique de son sport, il ne faut pas s'étonner de voir évoluer au sein de la même catégorie des personnes ayant des handicaps différents. Les pongistes Clément Berthier et Thomas Bouvais, par exemple, concourent dans la classe 8, réservée aux individus souffrant d'une déficience importante sur un ou deux membres inférieurs qui gêne le déplacement. Le premier, comme le second, joue debout, mais Clément Berthier a été amputé d'une jambe et utilise une prothèse munie d'une lame quand Thomas Bouvais est atteint de nanisme, plus précisément d'achondroplasie (une maladie génétique à l'origine d'une formation anormale du cartilage de croissance).

« La classification, c'est quelque chose de compliqué », comme le reconnaît Sami El Gueddari, nageur paralympique et directeur technique national adjoint chargé de la performance et de la stratégie paralympique. Mais *« comparaison n'est pas raison »*. A l'image de l'équipe de France de football, *« chacun a son opinion sur qui il faudrait mettre sur le terrain alors que ce n'est pas notre métier*, poursuit le directeur technique national adjoint. *Dans la classification, il y a toujours des gens pour comparer les handicaps et dire qu'untel n'a pas été classé au bon endroit et que s'il a perdu c'est à cause de ça »*. Les procédures s'appuient sur des éléments *« de plus en plus robustes »*, insiste-t-il, des données médicales et des tests de plus en plus étoffés. Il y a quarante ans, les catégories étaient fixées en fonction du seul handicap des athlètes.

Considérablement perfectionnée

Si l'on prend le rugby fauteuil, le classificateur observe toutes les possibilités de mouvement, la force, la souplesse, la sensibilité ou le tonus musculaire des membres, mais également l'équilibre du tronc et la capacité à se pencher, se relever ou exercer une rotation. Il regarde aussi le contrôle et la manipulation de la balle ainsi que la faculté des athlètes à se déplacer en fauteuil manuel, avant et pendant un match. En para natation, un personnel médical évalue le potentiel physique au niveau musculaire, l'amplitude, la taille des membres. Le personnel technique observe, lui, l'impact du handicap une fois dans l'eau.

Quand bien même la classification s'est perfectionnée, ce n'est pas une science exacte. *« Je suis convaincu qu'on peut faire mieux, pour améliorer l'équité*, estime pour sa part le nageur français Ugo Didier – né avec les pieds bots et une atrophie des membres inférieurs, il concourt dans la catégorie S9 (atteinte d'un membre inférieur complet ou incomplet ou d'un membre supérieur incomplet). *La solution, ce serait quoi ? En avoir plus ? Pas sûr parce que ça diminuerait la concurrence et augmenterait aussi la difficulté de visibilité du grand public. C'est un sujet très complexe. C'est vrai qu'il existe des disparités, mais il faut qu'on fasse avec et qu'on s'adapte. »* Il est probable, comme cela a pu déjà avoir lieu lors des Jeux paralympiques, que certains sportifs s'estiment lésés et crient à l'injustice. Des recours sont d'ailleurs possibles. ■

NATHALIE BRAFMAN

LES SPORTIFS SOURDS FONT JEUX À PART

Le sprinteur américain Brady Perry, atteint de surdité, veut se qualifier pour les Jeux olympiques de Los Angeles en 2028

CLERMONT (FLORIDE) - *envoyée spéciale*

Cinq jours sur sept, de 9 heures à 14 heures, Brady Perry répète ses gammes *« dans le meilleur groupe d'entraînement au monde »*. Au sein du Pure Athletics National Track Club de Clermont (Floride), le sprinteur américain de 24 ans côtoie Noah Lyles, auréolé du titre d'homme le plus rapide du monde depuis sa victoire sur le 100 m olympique de Paris 2024, dimanche 4 août. Mais aussi Nick Mayhugh, le *« Usain Bolt paralympique »*, très attendu dans la capitale française pour les Jeux paralympiques, après ses trois titres (100 m, 200 m et relais universel 4 × 100), assortis de deux records du monde à Tokyo 2021, dans la catégorie T37 (paralysie cérébrale).

Contrairement à ses deux compères, Brady Perry, spécialiste du 400 m, ne peut prétendre à ces prestigieux rendez-vous planétaires. Outre un meilleur chrono, cette année, encore trop modeste (51 s 73), la surdité congénitale bilatérale profonde dont il est atteint constitue un obstacle majeur. *« Le plus haut niveau de compétition, pour nous, ce sont les Deaflympics* [Jeux olympiques des sourds]*»*, a-t-il expliqué au *Monde*, mi-mars, par le biais du bloc-notes de son smartphone.

LES ATHLÈTES SOURDS ÉVOLUENT DEPUIS UN SIÈCLE DANS UN ENTRE-DEUX ATHLÉTIQUE

Grâce ou à cause du Français Eugène Rubens-Alquet – surnommé le « baron de Coubertin sourd » –, fondateur, un mois après les Jeux olympiques de Paris 1924, des premiers Jeux internationaux silencieux, les sportifs sourds évoluent depuis un siècle dans un entre-deux athlétique. Attachée à son indépendance et soucieuse de ne pas être invisibilisée, leur communauté n'a jamais souhaité s'associer aux Jeux paralympiques, nés en 1948.

Issu d'une lignée de sourds-muets – *« Quatre générations du côté de* [sa] *mère et trois du côté de* [son] *père »* –, Brady Perry n'a longtemps vu dans la pratique de l'athlétisme qu'un moyen d'acquérir la vitesse et l'endurance indispensables à la carrière de footballeur américain dont il rêvait. Mais, à 17 ans, un entraîneur national repère ses chronos lors d'une compétition nationale scolaire. Trois mois plus tard, aux 23e Deaflympics d'été de 2017, à Samsun (Turquie), il était flashé en 50 secondes en demi-finales du 400 m. *« A deux centièmes d'une qualification pour la finale »*, écrit-il, fièrement. Il se jure alors de *« gagner une médaille aux vrais Jeux olympiques, car la surdité n'est pas un handicap physique »*. Devenu membre de l'équipe d'athlétisme de l'université Gallaudet dans la ville de Washington, unique campus au monde réservé aux sourds et malentendants, où il étudiait l'éducation physique, il fait *« un peu trop la fête »* et souffre de blessures récurrentes. Quand la pandémie de Covid-19 s'installe, en 2020, son dessein olympique se ravive. Il reprend l'entraînement, seul.

« Acte de foi »

Début 2021, il fuit le froid, la neige et Gallaudet, pour la tiédeur d'Austin (Texas), plus favorable, pense-t-il, à son projet. Trop fauché pour rémunérer un entraîneur, il ne progresse pas et finit par en dénicher un, bénévole, à plus de 1 300 kilomètres, à Atlanta (Géorgie). Parallèlement, il gagne sa vie comme manutentionnaire dans un magasin d'ameublement. *« J'étais si fatigué que je n'arrivais plus à courir »*, se souvient-il.

A l'été 2022, il se fait embaucher par l'établissement public pour jeunes sourds et aveugles de Saint Augustine (Floride) comme surveillant de dortoir, assistant enseignant et entraîneur de basket. Aux aurores et tard le soir, il profite des installations sportives pour s'entraîner.

En avril 2023, lors d'un meeting universitaire, il affronte par hasard, sur 100 m, l'Allemand Joshua Hartmann, cinquième du relais 4 × 100 m aux Jeux de Tokyo 2021. *« Il m'a fumé – 10 s 1 contre 11 s 5 –, mais je m'étais mesuré à un athlète olympique, tout devenait possible »*, relate Brady Perry. Il s'inscrit sur 400 m au meeting national organisé à Clermont, à plus de deux heures de route, par l'entraîneur Lance Brauman, multimédaillé mondial et olympique avec son écurie internationale de sprinteurs d'élite. Mais, ce 13 mai 2023, il reste soudé à ses starting-blocks. *« Du couloir 8, je n'ai pas perçu la vibration du coup de pistolet de la starter »*, explique-t-il. Réalisant que Brady Perry est sourd, cette dernière – Cristy Snellgroves, l'adjointe de Lance Brauman – l'inscrit dans la série suivante, tandis que Lance Brauman s'assure qu'il démarre au signal, en frappant la piste de la main.

« JE M'ÉTAIS MESURÉ À UN ATHLÈTE OLYMPIQUE, TOUT DEVENAIT POSSIBLE »
BRADY PERRY
spécialiste du 400 m

Entraîneuse d'athlétisme chevronnée, Cristy Snellgroves voit le potentiel de Brady Perry. *« Elle a pris mon projet olympique au sérieux et m'a proposé de me coacher gratuitement »*, raconte le sprinteur, qui s'installe à Clermont le mois suivant. Un *« acte de foi »*, estiment ses amis sourds, sceptiques sur la capacité d'une entendante à épauler un des leurs.

« Prouver ma valeur »

Grâce à des notions de langue des signes, la coach épelle de ses doigts ses consignes au jeune athlète, transforme sa technique de course, l'initie à une nutrition digne de ses ambitions, et l'invite à assister (en spectateur, d'abord) aux entraînements des sprinteurs stars du club. *« En ne manquant pas une seule séance, il a prouvé sa motivation et gagné sa place parmi eux, à partir de novembre 2023 »*, explique-t-elle. Egalement entraîneuse à Lake-Sumter State College, l'université voisine, elle fait de Brady Perry son assistant bénévole et le recommande pour un poste administratif à temps partiel, qui lui permet de vivre. Les sportifs sourds, explique-t-il, recourent souvent à des cagnottes en ligne pour financer déplacements et compétitions. Il s'y refuse. *« Je veux prouver ma valeur par mes performances, pour décrocher, un jour, des sponsors »*, assure celui qui a fait de travail, patience, discipline et constance son mantra. *« Pour l'instant, je suis plus lent que les autres athlètes de mon groupe, mais on ne devient pas un athlète olympique en quelques mois. J'aurai atteint leur niveau pour les Jeux de Los Angeles 2028 »*, affirme-t-il.

S'il parvient à se qualifier pour 2028, Brady Perry serait le quatrième athlète sourd à s'aligner aux Jeux olympiques, après l'Allemand Gerhard Sperling (sur 20 km marche en 1964, 1968 et 1972), l'Ukrainien Vyacheslav Skomorokhov, cinquième du 400 m haies (pour l'Union soviétique) à Mexico, en 1968, et le décathlonien australien Dean Barton-Smith, en 1992 à Barcelone.

Sans renier la tradition centenaire des Deaflympics, dont la prochaine édition aura lieu à Tokyo, en 2025, Brady Perry vise à élargir les perspectives de sa communauté. *« Je veux que les personnes sourdes comprennent qu'elles n'ont rien à craindre*, affirme-t-il. *Si elles veulent participer aux Deaflympics, ce n'est pas grave, tant qu'elles ne laissent pas leurs peurs les empêcher d'aspirer aux Jeux olympiques. »* ■

PATRICIA JOLLY

LES PORTEURS DE TRISOMIE 21 ABSENTS DES JEUX

Les athlètes trisomiques n'ont presque aucune chance de se qualifier, leurs performances étant inférieures

Depuis quelques années, la Française Marie Graftiaux cumule les titres de championne du monde en para natation adaptée: 200 m brasse, 100 m et 200 m papillon, 400 m 4 nages, divers relais… La nageuse de 29 ans sera présente aux Jeux paralympiques de Paris 2024 (du 28 août au 8 septembre). Mais elle n'y figurera que comme relayeuse de la flamme et volontaire. Car, pour elle, comme pour les autres athlètes porteurs de trisomie 21, la participation aux épreuves paralympiques reste un rêve autant qu'un combat.

En pratique, aucun d'entre eux ne parvient à se qualifier, leurs performances restant inférieures à celles des autres sportifs avec déficience intellectuelle (aujourd'hui plutôt qualifiée de «troubles du développement intellectuel», ou TDI). Cette situation est liée à un surhandicap physique associé à la trisomie 21, assure la Fédération internationale du sport adapté.

Pour les sportifs concernés et leurs familles, une telle discrimination est inacceptable: ils veulent bénéficier d'une catégorie paralympique particulière, sur le mode de celle en vigueur aux Virtus Global Games. Dans ce qui est la plus grande compétition mondiale pour les sportifs de haut niveau avec troubles du développement intellectuel, ceux-ci sont répartis en trois classes: II1 (TDI), II2 (TDI associé à une déficience physique ou sensorielle), II3 (troubles du spectre de l'autisme).

Aux Jeux paralympiques, il n'y a qu'une catégorie pour les athlètes avec déficience intellectuelle, définie notamment par un quotient intellectuel inférieur à 70-75. Cette unicité est étonnante, alors que le Comité international paralympique a établi de nombreuses catégories pour les handicaps physiques et visuels, selon leur nature et leur sévérité.

En outre, les athlètes avec TDI ne peuvent concourir que dans trois disciplines: athlétisme, natation et tennis de table. A Paris, ils ne seront que six Français en lice (trois en athlétisme, une en natation et deux en tennis de table). Et environ 150 toutes nations confondues, sur 4400 athlètes participants, selon Marc Truffaut, président de la Fédération française du sport adapté (FFSA).

«Un spectre»

Cette maigre représentation est liée à l'histoire particulière du parasport adapté aux Jeux paralympiques. En 2000, à Sydney, en Australie, l'équipe espagnole de basket-ball avait intégré de «faux» déficients intellectuels. Après cette tricherie, qui a remis en question le système de classification, les athlètes adaptés ont été réintégrés lors de l'édition 2012 des Jeux à Londres, mais à dose homéopathique.

POUR LES SPORTIFS CONCERNÉS, UNE TELLE DISCRIMINATION EST INACCEPTABLE: ILS VEULENT BÉNÉFICIER D'UNE CATÉGORIE PARTICULIÈRE

Pour ce qui concerne les sportifs trisomiques, les médecins spécialistes de cette anomalie chromosomique sont nuancés sur le fait que ce surhandicap pénalise les performances et justifie une catégorie particulière. *«Des atteintes cardiaques et une instabilité cervicale sont souvent citées, mais elles sont loin d'être systématiques et pas forcément graves»*, souligne le professeur Damien Sanlaville, chef du service de génétique médicale au CHU de Lyon, qui s'interroge sur les discriminations envers les trisomiques en général.

«Des anomalies cardiaques sont présentes dans environ 50 % des cas. Il s'agit le plus souvent de malformations. Une intervention chirurgicale peut être nécessaire dans l'enfance, mais la récupération est bonne et cela ne contre-indique généralement pas l'activité physique», précise le généticien. Quant à l'instabilité des premières vertèbres cervicales, source possible de complications neurologiques, elle n'est pas si fréquente chez les personnes porteuses de trisomie 21, estime Damien Sanlaville, qui souligne en revanche leur hyperlaxité ligamentaire et leur fatigabilité.

«Il faudrait considérer la trisomie 21 comme un spectre, à l'image des troubles autistiques, avec lesquels elle peut d'ailleurs être associée», remarque la professeure Véronique Bricout, au CHU de Grenoble. *Cela va de formes très sévères, avec des atteintes somatiques multiples (cardiomyopathie, apnée du sommeil, hypothyroïdie…) et un déficit important sur le plan intellectuel, sans verbalisation, à des formes plus légères, qui permettent de mener une vie normale, avec quelques adaptations. De même, leur taille est plutôt inférieure à la moyenne, mais, là encore, c'est très variable.»*

Pour cette chercheuse, qui promeut depuis vingt-cinq ans l'activité physique chez les enfants et les adultes trisomiques, si ceux-ci ont des particularités (fatigabilité, force musculaire un peu plus faible, dysrégulations hormonales…) qui doivent être prises en compte, elles ne constituent pas forcément un surhandicap. *«Tout cela s'améliore avec l'entraînement et, globalement, l'activité physique est bénéfique pour leur santé physique mais aussi mentale, les liens sociaux»*, insiste Véronique Bricout.

Ces particularités sont-elles compatibles avec une pratique intensive et à haut niveau? *«Dans l'idéal, il faudrait tous les stimuler physiquement, dès le plus jeune âge. Et l'on devrait donner le droit de rêver à ceux qui ont le plus d'aptitude et de motivation*, plaide-t-elle. *Des pratiques intensives et de la compétition sont tout à fait possibles, avec des garde-fous: s'assurer qu'il n'y a pas de contre-indication médicale, et les faire concourir dans une classe adaptée à leur handicap.»*

Programmes plus intensifs

Pour François Lépine, dont le fils Amaury, 25 ans, porteur de trisomie 21, est multimédaillé en para natation adaptée, une catégorie spécifique à la trisomie serait l'option la plus appropriée. *«Avoir une seule classe handicap intellectuel revient à faire concourir ensemble des sportifs qui n'ont pas de bras et d'autres qui n'ont pas de jambe»*, estime-t-il.

«C'est une démarche judicieuse et inclusive d'adapter les classifications sportives aux particularités des personnes, mais il ne faudrait pas les relier à des diagnostics précis comme la trisomie 21, met en garde la psychiatre Caroline Demily, cheffe du centre d'excellence iMIND, au Vinatier (CHU de Lyon), qui prend en charge des troubles du neurodéveloppement. *Ce serait archaïque, pas acceptable au plan sociétal. De plus, il n'y aurait pas de pertinence sur le plan médical puisque l'on sait désormais que 50 % des TDI sont dans le cadre d'une affection génétique, qui peut, comme une trisomie 21, s'accompagner d'atteintes diverses et notamment cardiaques, une petite taille…»*.

Ce qui compte, c'est l'évaluation individuelle, insiste-t-elle. *«Par exemple, le QI c'est une moyenne, pour des fonctions cognitives très différentes. Quand les performances sont très hétérogènes cela n'a pas beaucoup de sens»*, cite Caroline Demily.

«ON DEVRAIT DONNER LE DROIT DE RÊVER À CEUX QUI ONT LE PLUS D'APTITUDE ET DE MOTIVATION»
VÉRONIQUE BRICOUT
professeure
au CHU de Grenoble

«On milite pour que les athlètes trisomiques puissent participer aux Jeux paralympiques et, pour cela, la catégorie II2, déficience intellectuelle avec surhandicap, du Virtus [la Fédération internationale du sport adapté] *semble la plus adaptée»*, relève Marc Truffaut, en précisant qu'une classification spécifique à la trisomie serait contraire au code du Comité international paralympique. Le site Internet du Comité paralympique et sportif français, lui, assimile toutefois la classe II2 à la trisomie 21.

«En vingt ans, les performances des sportifs de haut niveau en sport adapté se sont transformées. Leurs programmes d'entraînement sont plus intensifs, parce qu'il y a eu une prise de conscience que l'on peut être plus exigeant avec eux, qu'il y a davantage de moyens… Mais il me paraît peu probable que les athlètes trisomiques atteignent le niveau des autres», justifie M. Truffaut.

Le président de la FFSA prévient cependant qu'un tel processus de réforme des classifications est long (au moins quatre ans). Selon lui, la mise en place ne se fera pas avant les Jeux olympiques d'hiver de 2030, sachant qu'actuellement il n'existe même pas de catégorie paralympique adaptée pour ces JO d'hiver. ■

SANDRINE CABUT

Des Virtus Global Games incluants

Créés en 2004, quatre ans après le scandale des Jeux paralympiques de Sydney, en Australie, qui avaient vu l'Espagne faire participer de «faux» déficients intellectuels au tournoi de basket, les Virtus Global Games constituent, aujourd'hui, le principal rendez-vous international de sport adapté de haut niveau. Organisée tous les quatre ans, l'année qui précède les Jeux, cette compétition, qui comporte treize sports au programme, rassemble trois catégories d'athlètes.
Y participent ainsi des déficients intellectuels – les seuls qui peuvent aussi s'aligner aux Jeux paralympiques –, de même que des déficients intellectuels avec un surhandicap. C'est dans cette dernière classification que figurent les sportives et sportifs atteints de trisomie 21. Depuis l'édition 2023, qui a eu lieu à Vichy (Allier), les Virtus Global Games se sont aussi ouverts à celles et ceux qui ont un diagnostic d'autisme, sans déficience intellectuelle.


Lucas Créange, lors des Jeux paralympiques de Tokyo, le 26 août 2021. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

LE SPORT ADAPTÉ MISE SUR LA PRÉPARATION MENTALE

A l'instar de Gloria Agblemagnon ou de Lucas Créange, les sportifs déficients intellectuels font de plus en plus appel à des psychologues et à des préparateurs

En 2021, le pongiste Lucas Créange a décroché une médaille de bronze lors des Jeux paralympiques de Tokyo. Mais, quelque temps après son podium tokyoïte, le Rémois, atteint d'autisme et qui concourt dans la classe 11 – celle spécifique à la déficience intellectuelle au sens large –, a eu de plus en plus de mal à gérer ses émotions pendant les matchs. Si bien qu'après des discussions avec son staff et la Fédération française de sport adapté (FFSA) il a été décidé de mettre en place un accompagnement.

Depuis 2022, le pongiste de 31 ans travaille ainsi avec Stéphane Limouzin, préparateur mental auprès du Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive de Reims. *« Il m'aide pour mettre les choses en place quand je suis tendu. Il a un rôle déterminant »*, raconte Lucas Créange, qui, à Paris, disputera ses troisièmes Jeux et entrera en lice mercredi 4 septembre.

Longtemps impensée du sport français, la préparation mentale commence à se développer comme un volet important de l'entraînement d'un athlète, au même titre que la préparation physique. Et, pour ce qui concerne les sportifs déficients intellectuels, public qui requiert une attention particulière, *« le préparateur mental devrait être un des éléments de la préparation, au même titre que l'on a des préparateurs physiques, des kinésithérapeutes ou des éducateurs à la vie quotidienne, et pas seulement intervenir quand on constate une difficulté particulière »*, plaide Marie-Paule Fernez, la directrice technique nationale de la FFSA.

« La notion de plaisir »

Pour Lucas Créange, le travail effectué avec Stéphane Limouzin a une traduction concrète : *« Il y a de l'évolution. Je respire mieux entre les points quand je suis dans le dur. J'arrive mieux gérer ces situations. » « Ce n'est pas parfait mais, quand il a des moments difficiles, il sait souffler, se calmer et reprendre le contrôle »*, confirme son entraîneur référent, l'ancien pongiste Xu Gang.

A l'approche des Jeux paralympiques, et depuis quelques mois, le pongiste et le préparateur mental se sont vus une fois par semaine, toujours à la demande du sportif. *« Tout ce qui va être nouveau pour lui va être difficile à intégrer*, explique le préparateur mental. *Cela demande du temps, de la patience et parfois de trouver des chemins détournés pour pouvoir intégrer de nouvelles façons de penser ou de nouveaux outils. »*

Stéphane Limouzin assiste à des séances d'entraînement et collabore avec les entraîneurs de Lucas Créange, ainsi qu'avec la psychologue de la FFSA. *« Il est important que l'on ait, tous, le même discours »*, assure-t-il. Des routines de performance ont été instaurées pour l'aider. *« Ce sont des éléments mis en place avant un match ou à un moment d'un match afin de modifier l'état d'esprit de Lucas pour qu'il puisse réagir vite quand la colère monte ou quand il perd deux ou trois points d'affilée »*, détaille-t-il. *« J'ai encore des progrès à faire »*, avance le pongiste.

Gloria Agblemagnon bénéficie, elle aussi, d'un accompagnement individualisé (préparation mentale, suivi psychologique, sophrologie). La lanceuse de poids, qui fait partie de la petite délégation – six membres – du sport adapté et s'apprête à disputer ses troisièmes Jeux paralympiques, s'était écroulée aux Jeux de Tokyo : favorite, elle avait terminé à la huitième place. *« Sur le stade, elle avait été submergée par l'émotion. Impossible de lancer. Elle se renferme »*, se rappelle Marc Truffaut, le président de la FFSA. *« Avec elle, on veut travailler sur la notion de plaisir. Et on met en place un maximum de repères et de routines pour qu'elle puisse se préparer pleinement »*, ajoute celui qui est également l'un de ses entraîneurs.

Toutes les situations sont toutefois différentes. Notamment parce que tous les athlètes ne sont pas capables de faire la demande d'un tel suivi. C'est le cas d'un autre lanceur de poids, Soane Luka Meissonnier, 21 ans et originaire de Wallis-et-Futuna. *« Pour lui, il n'y aura pas de demande en ce sens. Il n'a pas cette capacité d'analyse distanciée qui pourrait lui faire dire : j'ai besoin de ça »*, explique son entraîneuse, Laurence Manfredi.

A la demande du père du jeune homme, l'ancienne championne de lancer de poids s'occupe depuis presque un an de Soane, déficient intellectuel et atteint de trouble de l'attention. A Miramas (Bouches-du-Rhône), la cadre d'Etat, détachée auprès de la Fédération française d'athlétisme, dirigeait déjà un groupe de lanceurs wallisiens. En peu de temps, la coach a noué une relation de confiance avec son lanceur, au potentiel rare et qui n'était jamais resté au même endroit pour s'entraîner très longtemps.

« Une mer qui peut être déchaînée »

« Entraîner, c'est un accompagnement et un soutien vers la performance. On motive les athlètes, on les fait collaborer, on a créé des leviers de motivation… », raconte-t-elle. *« Il faut être hyperéveillée »*, ajoute-t-elle. *C'est une mer qui peut être déchaînée et on ne sait jamais quand elle va s'agiter. Cela peut être une crise d'énervement liée à une anxiété ou au sentiment d'être percuté par une nouvelle organisation. »* Laurence Manfredi a appris *« à essayer d'anticiper »*.

Depuis qu'il travaille avec elle, Soane Luka Meissonnier a fait progresser son record de 1,50 m et, pour la première fois, lors d'une compétition en Italie en avril, il a célébré l'une de ses performances. *« A la très grande surprise de l'équipe technique de la fédération, il est venu et m'a sauté dans les bras. Il ne le faisait pas »*, livre, avec tendresse, Laurence Manfredi.

Si elle salue le volontarisme de la FFSA, qui, ainsi que l'explique Marie-Paule Fernez, *« souhaiterait systématiser la préparation mentale*, Laurence Manfredi insiste pour qu'elle soit utilisée *« au cas par cas »*. Comme le rappelle Stéphane Limouzin, *« c'est stérile de faire de la préparation mentale avec quelqu'un qui n'en a pas envie »* ou qui n'est pas simplement capable d'en ressentir le besoin. Pour le professionnel, mieux que de systématiser son recours, il faudrait *« rendre accessible la préparation mentale aux staffs et aux athlètes »*. ■

ANTHONY HERNANDEZ

> « JE RESPIRE MIEUX ENTRE LES POINTS QUAND JE SUIS DANS LE DUR. J'ARRIVE MIEUX À GÉRER CES SITUATIONS »
>
> LUCAS CRÉANGE
> pongiste de la Fédération française du sport adapté

« TOUS NOS ATHLÈTES ONT UNE CHANCE DE PODIUM »

Président de la Fédération française du sport adapté, Marc Truffaut se félicite de la dynamique créée par Paris 2024

ENTRETIEN

Parent pauvre du mouvement paralympique, le sport adapté – qui concerne les personnes atteintes d'un trouble du développement intellectuel – milite pour une plus grande reconnaissance. Privés de participation aux Jeux paralympiques (JP) de 2004 et de 2008 en raison de la tricherie de l'équipe de basket espagnole à Sydney en 2000, ses représentants espèrent obtenir plus de places aux JP d'été. Ils attendent encore leur intégration pour les Jeux d'hiver. Explications avec Marc Truffaut, président de la Fédération française du sport adapté.

Votre fédération a-t-elle bénéficié d'un effet « Paris 2024 » ?

Il y en a déjà eu un et il va perdurer. Les Jeux paralympiques à Paris créent une dynamique sur les pôles *[centres d'entraînement]*. Cela a également boosté le niveau de nos championnats de France. Des sportifs ont tenté de se qualifier, d'autres ont profité de l'amélioration des performances. Un travail d'anticipation est fait pour accueillir de nouveaux licenciés après les Jeux, car on est convaincus que cette médiatisation va attirer un nouveau public.

Etes-vous satisfait du nombre de sportifs adaptés au sein de la délégation française ?

Nous avons trois qualifications en athlétisme, une en natation et deux en tennis de table. C'est le même contingent que lors des Jeux à Tokyo. Quatre de ces sportifs étaient déjà là en 2021, et nous comptons deux nouveaux. On essaie d'être présents dans chaque discipline où nous le pouvons *[à ce jour, seules trois disciplines sont ouvertes aux sportifs adaptés : le para athlétisme, le para tennis de table et la para natation]*.

Pour cette édition, il n'y avait pas eu de « home advantage » dans le système de qualification, aucun passe-droit en termes de quotas. Deux de nos athlètes ont obtenu leur billet en étant classés parmi les quatre meilleurs mondiaux et le troisième a été vice-champion du monde cette année. C'est du très haut niveau. C'est la même chose en tennis de table. En natation, Assya Maurin-Espiau *[17 ans]* a réalisé les minima dans toutes les nages.

Quelles sont vos ambitions en termes de médailles ?

Au Japon, trois de nos engagés sur six ont remporté une médaille. C'est pas mal comme ratio ! En tennis de table, Lucas Créange a obtenu le bronze ; et Léa Ferney, l'argent. Notre coureur de 400 m, Charles-Antoine Kouakou, a été sacré. A Paris, tous nos sportifs arrivent avec une chance de podium.

Avez-vous l'espoir que le sport adapté bénéficie à l'avenir de plus de places aux Jeux ?

Au sein de la famille paralympique, il y a une volonté politique forte d'avoir plus d'épreuves pour le sport adapté. Une décision de l'assemblée générale de l'IPC *[le Comité international paralympique]* datant de 2017 et confirmée en 2019 allait dans ce sens et plaidait aussi pour une présence lors des Jeux d'hiver, où nous ne sommes toujours pas représentés.

Dans les faits, pour les sports d'été, la gouvernance revient aux fédérations internationales. C'est donc à elles que reviennent la proposition et la décision. On a appris que deux fédérations se sont positionnées pour la suite : celle du taekwondo en vue des Jeux de Los Angeles, en 2028, et celle du karaté *[sous réserve de son inscription au programme]* à Brisbane, en 2032.

Virtus *[la fédération internationale de sport adapté]* se positionne, elle, en tant qu'instance de tutelle pour ce qui concerne le basket. L'idée serait d'adopter le format de 3×3 et de l'intégrer pour les Jeux de Brisbane. En général, une telle décision doit survenir huit ans avant l'édition considérée. Le parcours de qualification, lui, doit être mis en place quatre ans avant. Pour résumer, il y a des intentions et il faut maintenant que les concernés aillent au bout de leur démarche.

Où en est le processus d'intégration aux Jeux d'hiver ?

Pour 2026 *[à Milan et Cortina d'Ampezzo]*, il n'y a toujours rien. Le Comité international paralympique souhaite que le sport adapté fasse son entrée, mais la gouvernance est partie à la FIS *[Fédération internationale de ski]*, qui, pour l'instant, est plutôt dans le refus de notre participation.

Virtus s'est là aussi positionnée en tant qu'instance de tutelle pour les disciplines de ski alpin et de ski nordique dans l'optique des Jeux d'hiver de 2030 en France. Le travail de classification *[des handicaps]* est quasiment finalisé. Tout est prêt, il ne manque plus que la décision finale. C'est très important pour nos sportifs adaptés des disciplines hivernales, car tant que vous n'êtes pas aux Jeux, vous n'êtes pas soutenu.

Qu'est-ce qui justifie cette lenteur ?

On est sur des préjugés qui nous frustrent. On n'a pas beaucoup avancé, malgré un circuit de compétition que Virtus a mis en place et que les représentants de la FIS viennent régulièrement voir. Leur discours est « les sportifs adaptés ne vont pas être en capacité de descendre la piste, c'est dangereux pour eux ». Alors que non, ils ont un vrai niveau sportif.

Est-ce lié à un problème de place du sport adapté aux Jeux paralympiques ?

On compte 4400 sportifs pour les Jeux paralympiques d'été, contre 14400 aux Jeux olympiques. On le martèle, nous voulons bénéficier de places supplémentaires sans prendre celles des autres. Or, l'ouverture de nouvelles places représente un coût. L'universalité des Jeux paralympiques doit passer par la diversité des pays et des handicaps représentés. Pour les Jeux d'hiver, le quota de places allouées aux accrédités n'est pas atteint. Dans ce cas, il s'agit d'une absence de volonté politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AN. H.

> « L'UNIVERSALITÉ DES JEUX PARALYMPIQUES DOIT PASSER PAR LA DIVERSITÉ DES PAYS ET DES HANDICAPS REPRÉSENTÉS »

LA CHINE, UNE FABRIQUE À CHAMPIONS

La République populaire a mis en place un système efficace, néanmoins controversé, pour s'assurer des victoires

REPORTAGE
PÉKIN - *correspondant*

Le suspense est quasi inexistant. Depuis deux décennies, le scénario est toujours le même : aux Jeux paralympiques, c'est la Chine qui gagne. Depuis Athènes, en 2004, à Pékin ensuite, comme à Londres, Rio et Tokyo. Lors des cinq dernières éditions, la Chine a très largement dominé le classement des médailles. Dans la capitale japonaise, en 2021, les para athlètes chinois avaient décroché quatre-vingt-seize fois l'or, plus du double du deuxième pays au classement, la Grande-Bretagne.

Le scénario de l'après-Jeux aussi est connu. La presse officielle chinoise va louer les prouesses nationales, présenter le sport comme une manière de se réaliser et de s'intégrer à la société pour les personnes souffrant d'un handicap. A l'étranger, la République populaire sera accusée de s'intéresser surtout à ces dernières quand elles lui permettent de briller dans le sport mondial, sans s'atteler suffisamment au problème des discriminations persistantes rencontrées par les 85 millions de Chinois en situation de handicap.


La délégation chinoise pour les Jeux paralympiques de Paris 2024, à Pékin (Chine), le 16 août. CAI YANG/XINHUA VIA AFP

Pour comprendre cette domination chinoise, il faut se rendre dans le nord de Pékin, non loin de la zone aéroportuaire de la capitale, sur un immense complexe : le centre d'entraînement en handisport de Chine. Après plusieurs semaines de réflexion, les autorités chinoises ont accepté d'en ouvrir les portes au *Monde* avant les Jeux de Paris, du 28 août au 8 septembre.

Cette institution, qui s'étend sur 23 hectares, a été inaugurée en 2007 alors qu'arrivait l'année suivante les premiers Jeux olympiques organisés sur le sol chinois. Il s'agit du plus grand centre de préparation pour sportifs en situation de handicap de haut niveau au monde. Les athlètes viennent s'y préparer dans les semaines qui précèdent les grands rendez-vous, mais s'entraînent le reste de l'année dans une trentaine d'autres centres régionaux. Cette structure pyramidale assure l'émergence de talents et donc de médailles en nombre.

« Toujours se surpasser »

En une chaude matinée de juillet, les athlètes chinois se préparent intensément. Les joueurs de basket fauteuil pratiquent, non loin d'autres sportifs se concentrant sur des exercices de musculation. Sur un terrain extérieur, les champions de tir à l'arc décrochent leurs flèches des cibles. A l'extrémité d'une piscine aux dimensions olympiques, des nageuses et nageurs ayant perdu un bras plongent dans l'eau depuis les plots de départ pour peaufiner leurs mouvements dans un bassin. Au bout, en évidence, le drapeau national rouge aux étoiles jaunes. Une bannière les invite à *« toujours se surpasser, travailler dur, faire preuve de courage »*. Une autre loue les efforts pour la reconnaissance du handisport.

Tandis que, derrière elle, d'autres haltérophiles soulèvent des poids, Tan Yujiao – de retour de Géorgie pour les dernières qualifications avant les Jeux – évalue ses chances à Paris. La jeune femme de 33 ans a déjà décroché l'or en haltérophilie dans la catégorie des athlètes de moins de 67 kg à Rio, en 2016, et à Tokyo, en 2021, ainsi que trois titres en championnats du monde. Elle compte bien conserver la médaille olympique en France.

Tan Yujiao ne vit pas à Pékin et elle n'est pas athlète à plein temps. Elle réside à Hangzhou et travaille au département de la logistique de l'aéroport de la capitale de la province du Zhejiang, dans l'est du pays. Cet emploi dans une entreprise étatique lui permet de se libérer pour les voyages qu'impliquent toutes ces compétitions ou pour se rendre dans le centre d'entraînement de Pékin dans les cinquante jours avant les compétitions mondiales ou olympiques. Hangzhou dispose sinon de son propre complexe d'entraînement handisport.

Ce système d'Etat est la clé du succès paralympique chinois. Au niveau des villes et des cantons, des entraîneurs sont chargés d'identifier les talents. C'est ce qui a permis à Tan Yujiao de découvrir l'haltérophilie à 7 ans, un an après qu'une infection de l'os, l'ostéomyélite, a affecté sa jambe droite. Elle ne peut, depuis, plus s'appuyer dessus, même si elle peut se déplacer debout sur de courtes distances.

Elle vivait alors dans la frustration de voir les autres enfants faire de l'activité physique, avait *« envie de faire du sport comme tout le monde »*, jusqu'à ce que la région où elle a grandi, le rural Hunan, organise des démonstrations et une sélection de handisport. Un coach lui suggéra les haltères, sur lesquels elle s'entraîna un premier été, avant de participer à des compétitions locales.

En handisport, les athlètes soulèvent les haltères allongés, comme dans une salle de gym, et non debout. En 2007, Tan Yujiao remportait sa première médaille d'argent en championnat national, tout en poursuivant ses cours dans un lycée de sport-études. Elle précise avoir étudié dans le même établissement que les lycéens sportifs non handicapés.

Ce point est important. Si la Chine brille dans le handisport, une controverse existe en ce qui concerne l'accès à l'éducation pour les personnes en situation de handicap en général. Dans un rapport paru en 2013, l'ONG des droits de l'homme Human Rights Watch dénonçait un système éducatif de ségrégation persistant. Les écoles générales refusent souvent d'accepter les enfants handicapés, surtout lorsque le handicap est lourd, ou les acceptent tout en les laissant de côté en classe car elles n'ont pas les moyens d'un accompagnement adéquat.

Souvent, l'existence d'écoles spécialisées signifie, elle, une éducation courte et sans ambition. Le rapport notait un taux d'illettrisme supérieur à 40 % pour les personnes vivant avec un handicap, alors qu'il est très faible pour le reste du pays grâce à son système d'éducation obligatoire. Ainsi de nombreux aveugles sont-ils employés de salons de massage, seule opportunité professionnelle s'ouvrant à eux.

Education inclusive

La première médaillée de handisport chinoise, Ping Yali, qui décrocha l'or au saut en longueur lors de la première participation de son pays à des Jeux paralympiques, aux Etats-Unis en 1984, fut l'illustration de ces difficultés. Elle a dû, elle-même, se faire embaucher dans des salons employant des masseurs aveugles pour survivre, après les Jeux.

En 2007, elle s'était vue attribuer le premier chien guide de Chine. Mais seulement pour constater ensuite la difficulté à se déplacer avec son golden retriever dans les espaces publics à Pékin, du fait de réglementations contre les gros chiens et l'absence de sensibilisation aux chiens guides ou à la situation des aveugles en général.

La Chine s'est engagée, notamment par des lois en 2017, puis en 2022, à combattre ces discriminations et à offrir une éducation inclusive aux enfants vivant avec un handicap. Selon les statistiques officielles, 468 500 jeunes chinois handicapés étaient en cours dans des écoles classiques en 2021, contre 199 800 en 2012.

Dans les faits, le handicap est encore perçu comme un facteur rédhibitoire pour le succès scolaire ou l'emploi. Un passage en particulier de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques d'hiver de Pékin, en mars 2022, avait souligné cette sensibilisation aux difficultés concrètes : aveugle, le dernier relayeur de la flamme, Li Duan, champion paralympique de triple saut et de saut en longueur, avait peiné durant une trentaine de secondes à fixer la torche à son socle sur la vasque au centre du stade devant des spectateurs l'encourageant avec des *« Allez ! »*. Une épreuve du fait d'une mise en scène non adaptée à son handicap.

LE HANDICAP Y EST ENCORE PERÇU COMME UN FACTEUR RÉDHIBITOIRE POUR LE SUCCÈS SCOLAIRE OU L'EMPLOI

« Une certaine fierté »

Mais Tan Yujiao estime que les choses vont dans le bon sens. *« Il y a plus d'opportunités pour l'emploi, pour les soins, pour la vie quotidienne, ça s'améliore »*, dit-elle. Elle compte parmi l'élite de ce système qui présente le sport comme une manière de se réaliser pour les personnes en situation de handicap, et aussi de s'associer à la démonstration de force de la nation.

Le triomphe de la Chine aux Jeux paralympiques offre également à ses athlètes une reconnaissance dans leur pays, dont ne bénéficient pas les athlètes handisports dans des nations où les résultats sportifs sont moindres. *« En Chine, et notamment dans ma région d'origine, mon succès suscite une certaine fierté »*, constate l'haltérophile.

A l'automne 2023, aux Jeux asiatiques de Hangzhou, Tan Yujiao avait soulevé 141 kg, dépassant le record mondial qu'elle avait, elle-même, établi cinq ans plus tôt à Djakarta. La jeune femme se considère aujourd'hui en grande forme, et compte bien briller dans la capitale française. *« Je suis en bonne condition pour maintenir mon record du monde*, évalue-t-elle avec une certaine assurance. *Je peux même peut-être envisager de faire mieux. »* ■

HAROLD THIBAULT

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

LE LONG CHEMIN DES PERSONNES AMPUTÉES

Comme un certain nombre d'athlètes, plusieurs milliers de personnes subissent une amputation chaque année en France. Pour les accompagner dans leur reconstruction, des innovations scientifiques émergent

Alexis Hanquinquant, Typhaine Soldé, Clément Berthier, Laurent Chardard, Pauline Déroulède, Nélia Barbosa... Tous ces athlètes de haut niveau s'apprêtent à briller lors des Jeux paralympiques de Paris dans différentes disciplines. Mais ils ont un autre point commun : tous ont été amputés d'un ou plusieurs membres. Après une attaque de requin à La Réunion pour Laurent Chardard, un sarcome d'Ewing (cancer des os) pour Typhaine Soldé, un accident domestique pour Clément Berthier, une maladie génétique pour Nélia Barbosa, un accident de chantier pour Alexis Hanquinquant, après avoir été fauchée par une voiture pour Pauline Déroulède.

Combien sont-ils en France chaque année à subir ce que le monde médical appelle des amputations majeures, c'est-à-dire au-dessus du poignet pour le membre supérieur, de la cheville pour le membre inférieur ? Référencées dans des bases de données médicales, ces affections ne font l'objet d'aucun suivi épidémiologique comme le soulignait une étude épidémiologique, publiée en avril 2023 dans *Kinésithérapie, La Revue*. L'article faisait état de 1 616 amputations majeures du membre supérieur et 116 866 amputations majeures du membre inférieur de 2011 à 2020.

« Le diabète est la première cause d'amputations des membres inférieurs [elles-mêmes largement majoritaires par rapport aux membres supérieurs] *et concerne plutôt des personnes âgées*, énonce Gauthier Besson, chef du service de médecine physique et réadaptation (MPR) à l'Institut Robert Merle d'Aubigné à Valenton (Val-de-Marne). *Les autres causes sont les accidents de la route, du travail, les cancers et les infections. Le plus souvent chez des sujets jeunes et actifs. Tout comme pour les membres supérieurs, où les deux tiers des amputations sont dues à des accidents. »*

« Trentaine d'opérations »

« Il y a deux timing principaux dans les amputations traumatiques. Celui de l'urgence, parce que l'accident a interrompu la circulation sanguine ou entraîné des dégâts osseux et musculaires tels que l'amputation s'impose d'emblée. Elle peut aussi intervenir plus tard, en tentant dans les cas un peu moins graves dans un premier temps de conserver le membre malgré son délabrement. Mais parfois, il faut s'y résoudre à distance », explique Laura Marie-Hardy, chirurgienne orthopédique et traumatologue à la Pitié-Salpêtrière (Assistance publique-Hôpitaux de Paris).

C'est ce qu'a connu le triathlète Alexis Hanquinquant, lourdement blessé en 2010 et qui a été amputé trois ans plus tard. Si sa jambe avait bien été sauvée médicalement, elle le faisait trop souffrir au quotidien. *« Ce n'est pas une décision qui allait de soi parce que cette jambe, j'avais vraiment espoir qu'elle soit sauvée. De 2010 à 2013, j'ai subi plus d'une trentaine d'opérations »*, a-t-il reconnu dans un entretien au *Monde*.

Pour Gauthier Besson, l'amputation d'un membre inférieur ne saurait être une fin en soi : *« La finalité, c'est de s'en sortir et de reprendre la marche. L'amputation, c'est l'étape pour arriver à la prothèse. L'idéal, c'est de s'entretenir avec le patient et l'équipe chirurgicale avant l'opération pour définir le meilleur niveau d'amputation. »*

L'une des étapes indispensables est la qualité du moignon. *« La clé, c'est le bandage. Il va permettre de réduire l'œdème et les douleurs, améliorer la cicatrisation et en diminuant de volume, le moignon aura la bonne forme pour rentrer dans l'emboîture de la prothèse »*, insiste Gauthier Besson. En moyenne, le patient doit attendre quatre à six semaines pour reprendre la marche avec une prothèse provisoire puis une définitive réalisée avec des matériaux plus résistants et plus légers.

Les prothèses tibiales (sous le genou) sont dites « passives ». Elles se terminent par un pied prothétique qui remplace anatomiquement le pied amputé et dont la particularité est de restituer l'énergie emmagasinée lors de la phase d'appui de la marche.

EN MOYENNE, LE PATIENT DOIT ATTENDRE DE QUATRE À SIX SEMAINES POUR REPRENDRE LA MARCHE AVEC UNE PROTHÈSE PROVISOIRE PUIS UNE DÉFINITIVE

Les prothèses fémorales sont, elles, constituées d'un genou permettant de recréer une articulation pour la marche et la position assise, un tube compensant la hauteur de jambe manquante et un pied fixé au bout du tube pour dérouler le pas pendant la marche. Ces appareils sont pris en charge par la Sécurité sociale.

Les progrès technologiques sont nombreux. L'une des dernières innovations a été mise au point par la société française Proteor. Au prix d'une dizaine d'années de recherche et de plusieurs millions d'euros d'investissement, elle a commercialisé, en juin 2022, Synsys (pour synergie et système), une jambe bionique pour les amputés fémoraux. L'entreprise dijonnaise a bénéficié d'une aide financière de l'Agence de l'innovation de défense du ministère des armées.

« Synsys est la seule solution au monde à avoir été envisagée comme un système complet genou et cheville. Cette approche biomimétique permet de se rapprocher de la marche humaine de manière plus naturelle », indique-t-on chez Proteor. Le prix de ce produit de luxe avoisine 86 000 euros, un montant non confirmé par la société, qui évoque, elle, plusieurs dizaines de milliers d'euros. Elle négocie actuellement son remboursement avec la Sécurité sociale.

« Charge mentale »

Quant aux prothèses de membres supérieurs, il en existe trois types : esthétique, souvent sans rôle fonctionnel, mécanique (composé de plusieurs outils interchangeables tels que des mains, des crochets ou des pinces) et myoélectrique (commandée par des électrodes posées sur les muscles qui transforment les impulsions en mouvements).

Marcher avec une prothèse n'est pas une mince affaire. Les débuts sont souvent difficiles. *« C'est très fatigant physiquement et psychiquement. La charge cognitive est très importante, il faut la confirmation que votre jambe est bien tendue, que votre pied est bien à plat*, souligne Jean Paysant, médecin MPR et directeur de l'institut régional de réadaptation de Nancy. *Pour réduire cette charge mentale, les fabricants introduisent de plus en plus d'automatisme. Par exemple, lorsque vous montez une pente, la prothèse le perçoit et réduit la résistance des articulations grâce à des capteurs d'environnement. »*

Dans l'ouvrage collectif *L'Humain et ses prothèses* (CNRS Editions, 2017), Valentine Gourinat, docteure en sciences de l'information, de la communication et en sciences de la vie explique que marcher après une amputation *« nécessite une véritable reprogrammation du corps, de ses muscles, de ses mouvements. Il faut oublier ce que notre corps savait faire jusque-là, et recommencer différemment »*.

Quant aux membres supérieurs, les personnes amputées trouvent souvent moins nécessaire de porter une prothèse : elles s'aperçoivent qu'elles peuvent faire énormément de choses avec une seule main et utiliser également leur moignon. Le phénomène d'abandon de la prothèse, après l'avoir portée, est d'ailleurs plus important sur le membre supérieur que sur le membre inférieur.

Autre conséquence de l'amputation, les sensations de membre fantôme et de douleurs fantômes. Les premières, appelées aussi « hallucinoses », sont très fréquentes. Elles s'expliquent par le fait que notre cerveau a une

LES MULTIPLES MANIÈRES DE S'APPROPRIER UNE PROTHÈSE

Une étude montre qu'il y a plusieurs usages de l'appareil et qu'un abandon n'est pas toujours subi, mais peut être choisi

Quels sont les processus d'appropriation d'une prothèse ? Pourquoi certaines personnes l'abandonnent-elles au bout d'un certain temps ? Sur ces sujets, la littérature en médecine et en sciences humaines et sociales est relativement pauvre. Trois chercheurs du laboratoire Sciences et société : historicité, éducation et pratiques, de l'université Lyon-I ont voulu explorer cet *« angle mort »* de la recherche : Lucie Dalibert, maîtresse de conférences en philosophie des techniques et humanités médicales, Valentine Gourinat, docteure en sciences de l'information, de la communication et en sciences de la vie et Paul-Fabien Groud, docteur en anthropologie. Leurs travaux, démarrés début 2020, ont été publiés en novembre 2023.

« Par nos travaux antérieurs, on s'était rendu compte que les équipes soignantes nous parlaient beaucoup de ce qui n'allait pas. Elles constataient aussi qu'il y avait pas mal d'abandons de prothèse, beaucoup de difficultés, de déception et de désillusion dans la manière dont les personnes amputées pouvaient les utiliser et se les approprier », indique Paul-Fabien Groud. Pour mener leur recherche, ils ont observé au plus près une trentaine de personnes, âgées de 22 ans pour le plus jeune à 88 ans pour le plus vieux, avec toutes sortes d'amputations, qui venaient d'arriver en centre de réadaptation et n'avaient pas encore été appareillées. *« Nous nous sommes entretenus avec elles plusieurs fois par semaine pendant quasiment six mois, de la* [mise en place de la] *prothèse jusqu'à leur sortie* [du centre de réadaptation]. *Puis à un mois, six mois et un an après leur retour à domicile. »*

Facteurs psychosociaux

Six autres mois ont été consacrés à un travail d'enquête en hôpital de jour auprès de 93 personnes amputées de longue date, parfois depuis cinquante ans, qui revenaient en consultation. *« L'idée était de comprendre, sur le long terme, ce qui fonctionne et inversement ce qui ne fonctionne pas »*, disent les chercheurs. Les pratiques soignantes d'accompagnement et de suivi des patients ont aussi été observées et questionnées.

Sans prétendre à l'exhaustivité, les chercheurs ont montré que certains facteurs, médicaux et psychosociaux, favorisent l'appropriation de la prothèse : absence de douleur au niveau du moignon, plus ou moins grande implication dans le parcours, acceptation de ce nouveau corps, présence et soutien d'un proche. Inversement, l'isolement, l'inactivité professionnelle ou encore une absence de suivi après le retour au domicile sont des facteurs pouvant entraver cette appropriation.

LES CHERCHEURS ONT OBSERVÉ AU PLUS PRÈS UNE TRENTAINE DE PERSONNES, ÂGÉES DE 22 ANS À 88 ANS

« Histoires essentielles »

Porter une prothèse, c'est aussi y trouver un sens. L'un des paradigmes que les chercheurs avaient en tête lorsqu'ils ont commencé leur étude était que ne plus utiliser la prothèse constituait une forme d'échec. *« Or, plus on avançait dans nos travaux, plus on se rendait compte que ce n'était pas forcément des abandons subis mais plutôt des abandons choisis »*, affirme Valentine Gourinat.

La prothèse n'est pas un remède miracle et son usage est un processus en constante évolution. Il n'y a pas un, mais plusieurs types d'usages : certains la portent du matin au soir, d'autres dans des contextes spécifiques de la vie quotidienne. Certains l'abandonnent au bout de quelques années, d'autres la portent à nouveau après l'avoir délaissée.

Leurs travaux sont bien loin des représentations habituellement diffusées sur Internet, dans les médias ou les documentaires où l'on montre des personnes jeunes, souvent sportives qui s'affichent avec leur prothèse. *« Ces histoires sont essentielles et plutôt positives pour montrer aux valides que le handicap n'est pas la fin de tout, pour permettre aussi de ne plus voir le handicap de manière misérabiliste »*, estime Valentine Gourinat. De manière plus concrète, elles transmettent le message que l'on peut oser pratiquer un sport.

Mais pour la chercheuse, ces destins sportifs sont à double tranchant car *« en essentialisant la prothèse aux pratiques sportives et en invisibilisant la vie quotidienne des personnes amputées, ils passent sous silence les personnes qui n'ont pas envie de faire du sport ou qui ne se reconnaissent pas dans ces belles histoires »*. Au risque d'accentuer les désillusions face à la prothèse. ■

NATHALIE BRAFMAN





A l'établissement hyperspécialisé en appareillage et ajustement des prothèses, l'Institut Robert-Merle-d'Aubigné, à Valenton (Val-de-Marne), le 22 août. PHOTOS: MATHIAS BENGUIGUI/PASCO AND CO POUR « LE MONDE »

représentation précise de notre corps. Si on enlève un membre, il ne l'élimine pas tout de suite. Il lui faut du temps. Aussi étrange qu'elle puisse être, cette perception est sans conséquence.

En revanche, les secondes (algohallucinoses), ressenties par 60 % à 85 % des patients, sont plus désagréables, voire insupportables. Longtemps, elles ont été jugées comme étant d'origine psychiatrique. Bien que la cause ne soit pas encore totalement comprise, ces douleurs neuropathiques se caractérisent par des brûlures et des décharges électriques.

Cyrille Chahboune, qui représentera la France en volley assis, a raconté au *Monde* en février, ces sensations : un pied ou un mollet qui gratte et puis, une nuit, *« toutes les 30 secondes, comme si on me plantait un couteau dans la jambe »*, décrivait celui qui a été grièvement blessé lors d'une opération militaire en Irak en 2016 lui ayant coûté ses deux jambes.

Thérapie du miroir

« La gestion de la douleur s'est améliorée au fil des années, souligne Laura Marie-Hardy. *Par exemple, nous infiltrons les nerfs avant de couper le membre afin que la dernière sensation pour le patient soit celle d'un anesthésiant et pas celle d'un sectionnement pour éviter les douleurs de membre fantôme. »* Ces douleurs chroniques sont souvent mal soulagées par les antalgiques classiques, et les médecins ont recours à des antidépresseurs ou à des antiépileptiques pour les apaiser. Mais il existe d'autres traitements. La thérapie du miroir par exemple : le patient fait bouger son membre valide devant le miroir, faisant croire à son cerveau que c'est son autre membre, celui qui est amputé, qui est en mouvement. Les zones cérébrales de la motricité sont activées.

« C'est une manière de dire à son cerveau : écoute, j'ai mes deux bras [ou mes deux jambes]*, tout va bien »*, résume Gauthier Besson. Encore faut-il que le membre valide ressemble à son double avant amputation. Par exemple, si la personne avait un tatouage sur son membre amputé, le cerveau risque de ne pas reconnaître celui qui est intact.

LES DOULEURS FANTÔMES, RESSENTIES PAR 60 % À 85 % DES PATIENTS, SE CARACTÉRISENT PAR DES DÉCHARGES ÉLECTRIQUES

Une autre méthode fondée sur l'hypnothérapie a pour but de faire prendre conscience au cerveau qu'il manque bien un membre, mais qu'il ne faut *« plus rien lui demander »*, résume Gauthier Besson. Des résultats encourageants ont été aussi rapportés dans une méta-analyse publiée dans la revue *Innovations in Clinical Neuroscience* concernant l'efficacité de la réalité virtuelle et augmentée. Mais cette technique nécessite plus d'études et de participants pour améliorer le niveau de preuves.

Et si le membre fantôme devenait un atout, en pilotant par exemple une prothèse ? C'est ce à quoi travaillent Nathanaël Jarrassé, chercheur en robotique au sein du laboratoire de l'Institut des systèmes intelligents et de robotique (laboratoire commun Inserm-CNRS) sur le campus parisien Pierre-et-Marie-Curie, et Jozina De Graaf, neuroscientifique, chercheuse à l'Institut des sciences du mouvement de Marseille.

En collaboration avec des médecins, ils ont mis au point un prototype capable de détecter des contractions musculaires au niveau du moignon, de les associer à un type de mouvement permettant à la personne amputée de commander de manière instinctive un bras prothétique. Une petite révolution, car cette prothèse ne nécessite aucune intervention chirurgicale (pas de pose d'implants).

« On a eu l'idée d'interroger des patients amputés de bras et on s'est aperçu que 75 % d'entre eux gardent des sensations de membre fantôme. Grâce à des capteurs, on a mesuré ce qui se passait sur le moignon. On s'est rendu compte que la mobilité de leur membre fantôme se manifestait par des contractions musculaires au niveau du membre résiduel, et après traitement on peut donc les utiliser », expose Jean Paysant.

Comment expliquer ce phénomène ? L'hypothèse serait que les nerfs coupés lors de l'amputation « se rebrancheraient » sur les fibres musculaires restantes, comme si une réinnervation musculaire avait eu lieu de façon spontanée. *« Nous avons développé des algorithmes capables de décoder en temps réel ce que le membre fantôme réalise comme mouvements à partir de contractions musculaires sur son moignon »*, explique Nathanaël Jarrassé.

Muni de capteurs posés sur son moignon et reliés à une prothèse installée à côté de son bras amputé, le patient maîtrise ses mouvements, ouvre la main, prend un objet, le lâche. Un appareil qui s'adapterait à ce que le patient amputé veut faire et non l'inverse. Les chercheurs y croient. ■

NATHALIE BRAFMAN

« TOUS HANDICAPÉS DE QUELQUE CHOSE »

PARA TRIATHLON Alexis Hanquinquant, 38 ans, est l'un des deux porte-drapeaux de la délégation française

ENTRETIEN
ROUEN - *envoyée spéciale*

Alexis Hanquinquant partage un point commun avec Annie Ernaux. Le triathlète a vu le jour à Yvetot (Seine-Maritime), petite ville du Pays de Caux, entre Le Havre et Rouen, où il vit toujours et où a grandi la Prix Nobel de littérature. A 38 ans, le médaillé d'or aux Jeux de Tokyo en 2021 a été élu par ses pairs porte-drapeau des Jeux paralympiques (du 28 août au 8 septembre) avec Nantenin Keïta. Il détaille au *Monde* cette mission, son parcours, et balaie le *« champ mouvant d'idées reçues »* sur le handicap.

Quel sens donnez-vous à ce rôle de porte-drapeau ?

J'ai conscience que c'est une grosse responsabilité. Un porte-drapeau doit être plus que légitime dans la performance et les valeurs qu'il incarne. Nous, porte-drapeaux paralympiques, avons aussi un combat à mener sur les parasports, la visibilité, etc. Tout ça m'a demandé un peu de réflexion pour savoir si j'avais cette légitimité. Je n'ai pas l'impression que cela pompera beaucoup plus d'énergie que cela pourra m'en donner.

Vous vous définissez comme triathlète et non para triathlète : pourquoi ?

Bien sûr, quand je dispute des courses internationales, je fais du para triathlon. Mais je préfère être triathlète avant d'être para triathlète, parce que lorsque je prends le départ d'un triathlon, la seule différence *[avec des valides]*, c'est que je le fais avec une prothèse.

Je réfute le terme de « triathlète handicapé ». A mon sens, aujourd'hui, le mot « handicap » n'est plus adapté à notre société. Pourquoi ? Parce que c'est un terme péjoratif, négatif et en réalité, on est tous handicapés de quelque chose. Par exemple, beaucoup de gens portent des lunettes, or à la base, ce sont des prothèses de vue. Pour autant, est-ce qu'on dit à des gens avec des lunettes qu'ils sont handicapés ? Je préfère parler de différence.

Vous vous êtes donc fixé une mission d'inclusion au sens large ?

Bien sûr. Vouloir mettre des gens dans des cases, c'est un peu français. Je milite pour que les RH réfléchissent au-delà d'un simple CV et d'une lettre de motivation. En 2017, ma dernière année avant d'être sportif de haut niveau, je travaillais en intérim pour une entreprise de construction. J'étais sur les chantiers le matin et j'allais m'entraîner l'après-midi. Le chef de chantier m'avouera que c'était la première fois en onze mois qu'il n'avait pas eu un seul arrêt de travail de collaborateur, pour mal de dos, etc. Quand on voit quelqu'un dans une situation plus complexe, on relativise sur son propre cas.



Alexis Hanquinquant, lors de l'annonce des porte-drapeaux pour les Jeux, à Paris, le 12 juillet. J.E.E/SIPA

Revenons au 5 août 2010, le jour où votre vie a basculé, vous avez 24 ans...

Ce 5 août 2010, il ne me reste plus qu'une semaine avant mes vacances estivales. Je travaille comme maçon-carreleur chez un petit artisan. Mon patron est au râteau et moi je pioche du tout-venant, un mélange de sable et de gravelle, avec un engin à quatre roues et un godet devant. Sur le dernier aller-retour, l'engin bascule vers l'avant. Je sors ma jambe droite pour me stabiliser, mais je n'ai pas le temps de la retirer que survient une fuite hydraulique : le godet redescend subitement et vient me broyer la jambe contre la cage de l'engin. Tout de suite, je comprends que c'est très grave.

Vous ne vous faites amputer qu'en septembre 2013. Est-ce le sport qui vous en convainc ?

Il m'a fallu trois ans pour m'y résoudre. C'est à la fois long et court. Ce n'est pas une décision qui allait de soi parce que cette jambe, j'avais vraiment espoir qu'elle soit sauvée. De 2010 à 2013, j'ai subi plus d'une trentaine d'opérations. Ma jambe est sauvée médicalement, mais elle me fait souffrir au quotidien. Ce n'est pas jouable de continuer comme ça. Le sport va me permettre de ressusciter avec cette prothèse.

> « JE PRÉFÈRE ÊTRE TRIATHLÈTE AVANT D'ÊTRE PARA TRIATHLÈTE. PARCE QUE, LORSQUE JE PRENDS LE DÉPART, LA SEULE DIFFÉRENCE, C'EST QUE JE LE FAIS AVEC UNE PROTHÈSE »

Sur votre lit d'hôpital, vous songez déjà aux Jeux paralympiques...

Au moment où je vais me faire amputer, je dis à ma femme : « Je vais faire les Jeux paralympiques ». Elle me tempère en disant « tu n'as même pas essayé une prothèse, redescends sur terre ». Mais au fond de moi, je suis persuadé que j'ai les capacités et le mental pour y aller.

Dans les mois qui suivent, avez-vous douté de pouvoir accomplir ce dessein ?

En 2014-2015, les cicatrices me font des cloques à répétition, je ne suis pas capable de porter une prothèse plus de deux heures par jour. Je me pose la question de savoir si j'ai pris la bonne décision parce que cette jambe, avant, elle me faisait souffrir, mais au moins je pouvais me déplacer comme je voulais. Là, je suis plus souvent en fauteuil roulant qu'avec ma prothèse.

Ce qui est difficile, c'est ne pas savoir si on va s'en sortir et si oui, quand ? Vous broyez du noir tous les jours. Cette période a duré pas loin de deux ans. Heureusement, j'avais mes enfants en bas âge, et c'est ce qui m'a fait patienter. J'ai toujours eu un caractère fonceur, positif, mais cet accident l'a décuplé. Aujourd'hui, je suis un « Alexis 2.0 », changé, j'espère, en bien.

Vous étiez déjà très sportif avant l'accident. La perspective d'une carrière vous avait-elle traversé l'esprit ?

J'ai joué au basket au niveau régional jusqu'à mes 20 ans. Après, je me suis orienté vers le full-contact *[il a été champion de France en mai 2010]*. Je pense que j'avais des capacités physiques à faire du haut niveau, mais je n'ai jamais été repéré. C'est le problème d'habiter en ruralité : dans une petite ville, il n'y a pas de recruteur. J'ai fait une session de recrutement au SPO *[Rouen basket-ball]* à 14-15 ans, un âge déjà assez « avancé ». Je n'étais pas fait pour rester assis en classe, enfermé. Très vite, j'ai voulu aller dehors et apprendre un métier avec mes mains.

A quel moment avez-vous choisi le triathlon et pourquoi ce sport ?

J'étais conscient que le sport allait être vecteur de mon renouveau et je voulais une discipline à la hauteur de ce défi. Je ne voulais pas en prendre une qui se résume à être dans un fauteuil roulant, j'avais envie de me prouver et de prouver aux gens que je serais fier d'être debout avec une prothèse. Le triathlon, c'est l'un des sports les plus complets et les plus exigeants, or je suis quelqu'un d'hyperactif et qui n'aime pas la facilité. Je pense que c'était un sport taillé pour moi. Mes premiers entraînements remontent à 2015 et j'ai fait mes premières compétitions en 2016.

On vous assure alors que vous n'avez aucun avenir dans le triathlon...

L'entraîneur national a un discours un peu cash en nous disant qu'on ne pourra pas gagner de l'argent en faisant du para triathlon. Au mieux, on arrivera à ce que cela ne nous coûte plus d'argent. Il s'est trompé. Aujourd'hui, tous les athlètes de l'équipe de France ont au minimum un contrat rémunéré. Le mouvement paralympique se professionnalise et Paris 2024 a été un tremplin incroyable.

Quel serait l'héritage le plus bénéfique des Jeux ?

Paris 2024 peut être un accélérateur monstrueux pour l'accessibilité, l'inclusion, etc. L'autre bel héritage, ce serait que les médias proposent du parasport de façon régulière à la télé. Cela déboucherait sur une prise de conscience du sport pour tous, handicap ou pas handicap. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISABETH PINEAU

EN FRANCE, UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE SANS PRÉCÉDENT

Les chaînes publiques vont couvrir trois cents heures de compétitions en direct, et l'intégralité sera diffusée sur le Web

Après des Jeux olympiques euphoriques en matière d'audience, les médias comptent bien continuer à surfer sur la vague avec les Jeux paralympiques, du 28 août au 8 septembre. Preuve de l'intérêt des diffuseurs, les compétitions seront visibles dans plus de cent soixante pays et territoires dans le monde et seront suivies par plus de deux mille médias accrédités, deux chiffres sans précédent.

Ces Jeux paralympiques seront les premiers pour lesquels sera proposée une couverture en direct de chacun des vingt-deux parasports. Et ce grâce à France Télévisions, diffuseur de l'événement dans l'Hexagone, qui s'est engagé à produire les images de cinq de ces disciplines. *« Paris 2024 nous a demandé de prêter main-forte à Olympic Broadcasting Services* [la filiale média du Comité international olympique qui produit la quasi-entièreté des images et des sons des Jeux]. *On filmera le para taekwondo, le para badminton, le tennis fauteuil, l'escrime fauteuil et l'haltérophilie »*, détaille Laurent-Eric Le Lay, directeur des sports de France Télévisions.

Ce dernier promet que les athlètes tricolores durant ces premiers Jeux paralympiques estivaux dans l'Hexagone seront mis en majesté en alternance sur France 2 et France 3. Pour celles et ceux qui ne voudront pas en rater une miette, la totalité des compétitions sera visible sur la plateforme numérique France.tv. France Télévisions réalisera trois cents heures en direct sur ses deux principales antennes et environ mille cinq cents heures sur leur site Web. Du jamais vu pour le service public, qui avait diffusé une centaine d'heures des paralympiques de Tokyo en 2021. *« On voulait développer un dispositif exceptionnel pour ces Jeux en France »*, justifie M. Le Lay, persuadé que la *« ferveur »* ressentie pendant les Jeux olympiques va se prolonger, même s'il se refuse à donner un objectif d'audience.

« Prisme romanesque »

Au-delà de l'aspect quantitatif, c'est la question de la représentation du handicap, et de son évolution – ou pas –, qui sera posée durant ces Jeux. A l'occasion d'un sondage sur les représentations à l'égard du handicap, publié fin février, l'association APF France handicap assurait que *« la télévision peut faire changer le regard sur le handicap »*. Mais elle rappelait que, lorsque celui-ci est médiatisé, l'image véhiculée est trop souvent celle d'un personnage héroïque ou surmontant des défis (45 %) et dans seulement un tiers des cas (32 %) une image neutre.

« Il faut sortir de cet aspect émotionnel et ce prisme romanesque et se focaliser sur les performances sportives qui ont valeur d'exemple », plaide Karim Nedjari, directeur de RMC, dont le studio est resté installé après les Jeux olympiques au Club France, à La Villette, et qui lancera sur son site Web une radio consacrée aux Jeux paralympiques. *« En s'intéressant à la performance, technique et tactique, il y a l'aspect critique qui va avec, et c'est une évolution qui va dans le bon sens »*, confirme Lionel Dangoumau, directeur des rédactions du quotidien *L'Equipe*.

> « ON VOULAIT DÉVELOPPER UN DISPOSITIF EXCEPTIONNEL POUR CES JEUX EN FRANCE »
>
> LAURENT-ÉRIC LE LAY
> directeur des sports de France Télévisions

Le journal sportif ne sera pas consacré à 100 % aux Jeux paralympiques, mais il affiche des ambitions éditoriales à la hausse. Huit pages quotidiennes dans le journal seront dévolues aux Jeux paralympiques, quatorze journalistes ont été accrédités (dont trois photographes), alors qu'à Tokyo seule une journaliste était sur place. Au *Monde*, dix journalistes (dont deux photographes) seront accrédités, et un « live » quotidien offrira un suivi des douze jours de compétition.

Les Jeux paralympiques devraient constituer *« un moment particulier pour la valorisation du parasport et vont être l'occasion de poursuivre cet effort dans le temps »*, veut croire Laurence Pécaut-Rivolier, comme l'ensemble des membres de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique. Elle rappelle que seulement 1 % des personnes à la télévision sont perçues comme handicapées alors qu'elles sont 15 % à 20 % en France, et que cette faible représentation reste un axe de progression. *« Le sport a valeur d'exemplarité, d'intégration sociale »*, considère-t-elle.

« Les Jeux paralympiques doivent permettre d'opérer un changement de regard important des Français vis-à-vis des personnes atteintes de handicap », complète Marie-Amélie Le Fur, la présidente du Comité paralympique et sportif français. *« Cette évolution doit faire partie de l'héritage des Jeux olympiques »*, confirme Laurent-Eric Le Lay, parlant *« d'un nécessaire effort collectif des diffuseurs, des organisateurs et des annonceurs »*.

Pour Marie-Amélie Le Fur, ces Jeux paralympiques sont toutefois *« déjà une réussite, d'un point de vue quantitatif comme qualitatif, grâce à la pédagogie que* [le Comité paralympique et sportif français] *fait avec les médias »*. ■

BRICE LAEMLE


Marie Patouillet (au centre), aux Mondiaux de para cyclisme sur piste, le 24 mars. ALEX WHITEHEAD/SWPIX.COM/SHUTTER/SIPA

LA FRANCE VISE LE PREMIER RANG EN CYCLISME

PARA CYCLISME A Paris, les Tricolores ambitionnent de décrocher plus de vingt médailles et de dominer le classement des nations

En 2016, l'équipe de France cycliste était repartie des Jeux paralympiques de Rio avec une seule médaille, en bronze, décrochée par le Martiniquais Joël Jeannot sur la course en ligne sur route (catégorie H4). Cinq ans plus tard, au Japon, le para cyclisme avait été « la » discipline phare de la délégation française : avec dix-huit médailles, dont cinq en or, il avait représenté 28 % des récompenses glanées par les Bleues et les Bleus à Tokyo.

Aux Jeux paralympiques de Paris, l'ambition est de *« faire encore mieux »*, prévient Laurent Thirionet, responsable de la performance au sein de l'équipe de France de cyclisme handisport. L'objectif ? *« On aimerait franchir le cap des vingt médailles et, en rêvant un peu, aller même au-delà »*, avance-t-il, tout en ajoutant que la volonté est *« surtout de finir à la première place au classement des nations, avec une dizaine de titres »*.

S'il reconnaît que *« c'est ambitieux »*, le double champion paralympique (poursuite individuelle en 2004, contre-la-montre sur route en 2008) considère toutefois que *« c'est réaliste »*. *« Nous avons les athlètes pour y parvenir »*, assure-t-il, mettant également en avant les récents résultats affichés au plan international. Dans les épreuves de cyclisme sur piste, en particulier. Lors des derniers championnats du monde, du 20 au 24 mars à Rio, les Bleus ont remporté dix-neuf médailles, dont douze en or (cinq en argent et deux en bronze). Un bilan inédit. *« Nous avons aujourd'hui une véritable équipe de pistards*, fait valoir Laurent Thirionet. *Autrefois, nous n'avions que des routiers* [cyclistes disputant des épreuves sur route] *qui faisaient un peu de piste. C'est ainsi qu'en 2016 la France avait terminé à la 25e place. On n'avait alors pas vraiment de structure, ni de projet de développement. »*

Un staff complet

Un tournant a été pris à partir de 2017, à la faveur de l'attribution de l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques à Paris. Créée en 2019, l'Agence nationale du sport (ANS), sur la base d'un partenariat entre l'Etat, le mouvement sportif et les collectivités territoriales, a développé un programme destiné à renforcer les performances du sport français dans la perspective de Paris 2024. Moyens humains et financiers à la clé.

Pour les para cyclistes, cela s'est notamment traduit par *« la prise en charge par l'ANS d'une partie du salaire des athlètes*, explique Mathieu Jeanne, entraîneur de l'équipe France. *Cela leur a permis de libérer des jours d'entraînement et de mieux se consacrer à leur sport »*. Les Bleus ont, aussi, investi dans l'encadrement et les moyens logistiques. Aujourd'hui, l'équipe de France possède un staff complet composé d'intendants, de préparateurs mentaux, de kinésithérapeutes, d'ostéopathes et de médecins. Elle dispose également de son propre camion, indispensable pour transporter les vélos.

« Nous sommes structurés comme une petite équipe professionnelle avec un budget annuel d'environ 2 millions d'euros, relève Laurent Thirionet. *L'ANS nous a permis, par exemple, d'effectuer des essais en soufflerie afin d'étudier quel casque était le mieux adapté au profil de chaque athlète. »* Pour la piste, les cyclistes de l'équipe de France possèdent leur propre vélo en carbone avec des lignes épurées et des fourches légèrement élargies autour des roues. Ces vélos haut de gamme, semblables à ceux de l'équipe valide, valent entre 20 000 et 25 000 euros si l'on y ajoute le prix des roues, des pédales, de la selle…

Dans la perspective des Jeux, des partenariats ont été signés avec des sociétés privées. Des pneus Michelin, spécialement étudiés pour le rendez-vous paralympique, équipent ainsi les handbike de l'équipe de France, ces vélos où l'on pédale avec les bras. Les tandems, destinés aux athlètes malvoyants ou aveugles et se pratiquant avec un guide valide, ont été conçus par Airbus, à partir de chutes de pièces en carbone. *« L'amélioration de l'aérodynamisme ou du matériel peut faire gagner quelques watts*, assure Laurent Thirionet. *Sur piste ou sur route, un titre se joue parfois à deux ou trois dixièmes de seconde. »*

> **« JE VAIS ME SERVIR DE L'ÉNERGIE DU PUBLIC POUR ALLER ENCORE PLUS VITE SUR LA PISTE »**
> ALEXANDRE LÉAUTÉ
> quadruple médaillé des Jeux de Tokyo en 2021

« Je veux ressentir de la magie »

A Paris, la délégation tricolore se compose de quatorze cyclistes. *« Ce sont des sportifs de haut niveau avec un handicap*, explique Mathieu Jeanne. *Les grands principes d'entraînement sont les mêmes qu'avec les valides. En matière de coaching et d'approche de la compétition, il n'y a aucune différence, sauf peut-être avec les non-voyants, avec lesquels il faut tisser un lien de confiance encore plus solide. » « Il y a tellement de catégories chez les handisports qu'il y a peu de rivalité au sein d'une même équipe. Quand on a une médaille, tout le monde est content*, assure Laurent Thirionet. *Dès qu'il y a une* Marseillaise, *on vient la chanter tous ensemble au pied du podium. »*

Parmi les athlètes, qui espèrent la faire entonner dans le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), figure Alexandre Léauté. A Tokyo, en 2021, le coureur de Saint-Caradec (Côtes-d'Armor), 23 ans, avait gagné quatre médailles, dont une en or. Aux championnats du monde de Rio, en mars, il a confirmé son statut en s'adjugeant quatre titres. *« Je vise trois médailles d'or* [poursuite, kilomètre et contre-la-montre], déclare le coureur, hémiplégique de naissance. *Le vélodrome sera plein, ça va être fou ! Je ne suis pas stressé de nature, mais ça sera peut-être la première fois. Je vais me servir de l'énergie du public pour aller encore plus vite sur la piste. »*

Ancien cycliste professionnel reconverti dans le handisport, Kévin Le Cunff, 36 ans, sacré champion paralympique de course sur route à Tokyo (catégorie C4-5), fait également partie des favoris, tout comme Dorian Foulon, médaillé d'or en poursuite individuelle (C5) en 2021. Chez les femmes, Marie Patouillet, 36 ans, rêve de finir sa carrière en apothéose. *« Ce seront mes derniers Jeux et mes derniers tours de piste*, déclare-t-elle. *Je veux ressentir de la magie. »* Elle prévoit ensuite de se consacrer à sa carrière de médecin. ■

PIERRE LEPIDI

Rendez-vous sur la piste à partir du 29 août

Les épreuves de cyclisme sur piste se disputeront sur le vélodrome de Saint-Quentin-en Yvelines (Yvelines), du 29 août au 1er septembre. Le para cyclisme sur piste, qui a fait son apparition aux Jeux d'Atlanta, en 1996, compte un total de dix-sept épreuves de vitesse (en individuel ou par équipes sur des distances allant de 500 m à 1 000 m, départ arrêté) et de poursuite (de 3 000 m à 4 000 m). Les compétitions sur route auront lieu, elles, du 4 au 7 septembre, sur un circuit de 14 km tracé autour de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Le para cyclisme sur route a fait son entrée au programme paralympique aux Jeux de New York et Stoke Mandeville en 1984. Il comporte trois types d'épreuves : course en ligne, contre-la-montre et relais par équipes. Selon leur handicap, les athlètes utilisent des vélos classiques, des tandems, des handbikes et des tricycles.

LA BOCCIA, UN SPORT DE STRATÉGIE ET DE PRÉCISION

La délégation française engagée à Paris est composée de cinq athlètes, dont Sonia Heckel, numéro un mondiale

C'est un sport qui n'existe pas chez les valides. S'il fallait trouver un équivalent à la boccia, on pourrait évoquer un mélange entre pétanque et curling. *« Mais il y a aussi beaucoup de stratégie, comme aux échecs*, assure Marie-Pierre Leblanc, manageuse de la performance au sein de l'équipe de France. *Pour gagner, il faut avoir quelques coups d'avance sur son adversaire. »*

Les origines de la boccia, terme italien signifiant « boule », remonteraient à l'époque gréco-romaine. Elle est aujourd'hui pratiquée sur un terrain de 12,5 mètres sur 6 mètres par des athlètes en fauteuil roulant, dont le handicap atteint les fonctions motrices ou cérébrales.

Dans ce jeu, chacun dispose de six balles rouges ou bleues au début de chaque manche et doit les faire rouler le plus près possible d'une balle blanche appelée « jack », l'équivalent du cochonnet à la pétanque. Chaque balle de même couleur située le plus près du « jack » rapporte un point. Le vainqueur est celui qui en marque le plus.

« Les balles en cuir sont plus ou moins dures, explique Marie-Pierre Leblanc. *La stratégie réside aussi dans leur choix avant chaque lancer. Un bon joueur doit arriver à mettre des points tout en défendant. »* Il faut aussi de l'endurance et rester concentré : un match par équipes peut durer une heure trente, environ la moitié en individuel.

Introduite aux Jeux paralympiques en 1984, la boccia compte 3 600 pratiquants en France, dont 700 en compétition. A Paris, la délégation française sera composée de cinq athlètes, répartis dans quatre catégories. Sonia Heckel, 35 ans, en fera partie. Classée BC3 – handicap le plus lourd –, elle disposera de l'assistance de Florent Brachet, qui l'accompagne dans son quotidien.

Championne d'Europe en 2023 en individuel et actuelle numéro un mondiale, celle qui a découvert le handisport à la fin du lycée souffre depuis sa naissance d'une maladie génétique, la myopathie des ceintures – qui se caractérise par une faiblesse musculaire progressive au niveau du bassin et des épaules. *« J'ai marché jusqu'à mes 12 ans*, explique-t-elle. *Je suis en fauteuil électrique, car je ne peux pas me servir de mes bras. La boccia me permet d'avoir une activité hors de mon domicile et m'apporte un lien social. J'aime le côté stratégique : c'est très mental, le cerveau est constamment sollicité. »*

Les lois du jeu précisent que seul l'athlète peut lancer sa balle. Certains joueurs fixent une baguette (ou une tige) sur leur front et déclenchent le lancement de leur balle avec un hochement de tête devant la rampe. On les surnomme les « licornes ». Sonia Heckel a opté pour une baguette qu'elle place dans sa bouche. *« La balle est posée sur une cale et, avec ma baguette, je la pousse pour la lancer*, explique-t-elle. *C'est en fait une tapette à mouche dont le bout a été coupé. Si la balle est en hauteur, j'utilise une canne à pêche un peu trafiquée… »*

Un objectif en deux temps

L'assistant n'a le droit ni de parler ni de se retourner vers le jeu avant la fin d'une manche, sous peine de recevoir une pénalité. *« Avant chaque balle, je dois indiquer à Florent* [Brachet] *la direction de la rampe que je souhaite et la hauteur de la balle qu'il va placer à l'aide de rallonges*, explique Sonia Heckel. *C'est lui qui fait toutes les manipulations. Il est mes mains. »*

Ancienne secrétaire comptable, Sonia Heckel a quitté son travail pour se consacrer à son sport. Elle s'entraîne six heures par semaine, auxquelles il faut ajouter la préparation mentale et l'analyse vidéo. Son rêve ? Décrocher une médaille olympique : *« Nous sommes seize à avoir gagné notre place pour participer aux Jeux. Ça va être la guerre ! »*

Par équipes, la tâche s'annonce compliquée. *« La France ne participe aux compétitions internationales que depuis 2009*, rappelle Marie-Pierre Leblanc. *Face aux équipes de Corée du Sud, de Thaïlande ou de Hongkong, nous serons outsiders. »* Samuel Pacheco, entraîneur de l'équipe de France, a défini un objectif en deux temps : *« On sort d'abord des phases de poules et ensuite on va décrocher une médaille. »*

Aurélie Aubert, qui souffre d'une infirmité motrice cérébrale depuis sa naissance, est capitaine de cette formation. Agée de 27 ans, elle a découvert la boccia un peu par hasard grâce à Marie-Pierre Leblanc. Elle lance elle-même ses boules, mais elle est assistée par Claudine Llop, dont le rôle est *« de diriger son fauteuil et de suivre toutes ses instructions »*.

L'approche de l'événement ne fait pas peur à cette *« fonceuse »*, comme elle se décrit. *« Aurélie a un leadership naturel*, juge Samuel Pacheco. *Quand ses partenaires baissent les bras, elle sait les remotiver et les conduire à la victoire. »*

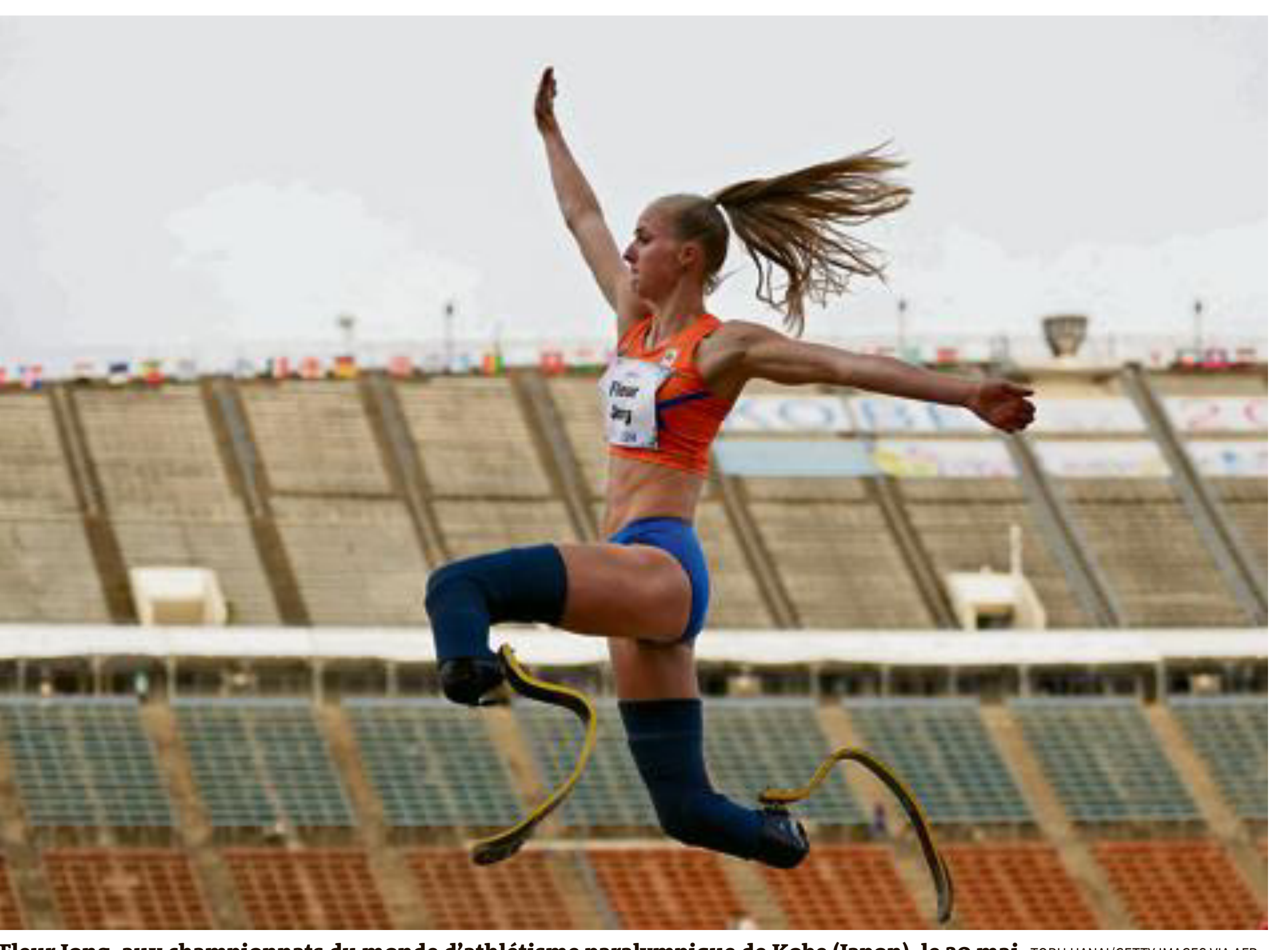
Dans le cadre de sa préparation aux Jeux, l'équipe de France s'est entraînée dans une salle bruyante afin de recréer les conditions qui l'attendent du 29 août au 5 septembre à l'Arena Paris Sud, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. *« J'aime quand il y a de l'ambiance et du bruit, même si ça demande plus de concentration*, assure Aurélie Aubert. *On va aussi jouer devant nos proches et ça va nous donner encore plus de force. »* ■

P. LE.

Le Monde
MERCREDI 28 AOÛT 2024

FLEUR JONG, SUPERSTAR DU SAUT

A 28 ans, la para athlète défend son titre paralympique dans la discipline, samedi, et rêve d'un doublé avec le 100 m, le 6 septembre



Fleur Jong, aux championnats du monde d'athlétisme paralympique de Kobe (Japon), le 20 mai. TORU HANAI/GETTY IMAGES VIA AFP

PORTRAIT

Le 8 août, les finalistes du concours olympique féminin de saut en longueur ont bénéficié du soutien d'une spectatrice de choix dans les tribunes du Stade de France. Fleur Jong avait pris sa voiture pour rallier Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) depuis Amsterdam, où elle vit, pour assister à un événement qu'elle n'aurait manqué pour rien au monde. Pour cause, la Néerlandaise de 28 ans est la championne paralympique en titre sur l'épreuve, dans la catégorie T64 (destinée aux athlètes avec une déficience de la partie inférieure d'une jambe, ou l'absence d'une ou des deux jambes, au-dessous du genou). Samedi 31 août, la jeune femme, amputée des deux jambes et équipée de prothèses, remettra sa couronne en jeu, avant de tenter un doublé avec le 100 m, le 6 septembre.

Dans son pays, Fleur Jong est une personnalité publique. Elle a été l'une des porte-drapeaux de la délégation des Pays-Bas lors des Jeux paralympiques de Tokyo, à l'été 2021. Elle fut aussi l'une des rares para athlètes à partager l'affiche avec des valides, lors d'un meeting de la Ligue de diamant, le 8 septembre 2023, à Bruxelles. Ce jour-là, la sauteuse a battu le record du monde de la longueur dans sa classification d'origine (T62), avec une marque à 6,74 mètres, terminant deuxième derrière Ivana Spanovic, championne du monde en salle 2022 et médaillée de bronze olympique à Rio 2016.

« Repousser les limites »

Fleur Jong avait contacté elle-même les promoteurs de l'événement. *« Ils ont été super ouverts et aidants*, raconte-t-elle au *Monde*. *C'était important de sauter avec ces athlètes, de montrer au public et aux organisateurs que c'est possible, parfois, de combiner le handisport et le sport valide. »* A cette occasion, elle se lie d'amitié avec Ivana Spanovic et se souvient de cette phrase de Goran Obradovic, le coach de la Serbe : *« C'est comme ça qu'on saute avec des prothèses ? Ce n'est pas si différent. »* Pas question pour autant de revendiquer une place aux Jeux olympiques (JO), comme l'Allemand Markus Rehm, triple champion paralympique du saut en longueur, avait pu le faire par le passé – une requête rejetée pour les Jeux olympiques de Rio. *« Nous avons nos championnats du monde handisport et nos Jeux paralympiques, dont je suis fière*, développe Fleur Jong. *Mais on peut utiliser les compétitions commerciales comme la Ligue de diamant comme plateforme médiatique. »*

Les athlètes paralympiques sont *« un parallèle »* des athlètes olympiques, *« c'est le sens de para »*, insiste-t-elle. *« Ce n'est pas une question de handicap, mais plutôt de repousser les limites. Les JO et les Jeux paralympiques peuvent coexister, on n'a pas besoin de concourir ensemble. »* Elle milite néanmoins pour une plus grande inclusion dans les championnats nationaux, où, dit-elle, *« une finale de 100 m handisport pourrait succéder à une finale de 100 m valide »*.

Fleur Jong reconnaît sans ambages à quel point il est dur pour les sportifs d'arracher une qualification olympique, mais, à ses yeux, leurs homologues paralympiques ont un mérite supplémentaire, celui d'avoir réussi à composer avec un handicap.

C'est une infection bactérienne du sang, à l'âge de 17 ans, en 2012, qui provoqua un choc toxique, conduisant à l'amputation de sa jambe droite, d'un bout de son pied gauche et des parties supérieures de huit de ses doigts. *« La transition n'est pas facile*, se remémore-t-elle. *J'ai pris les choses au jour le jour. C'était impossible de s'y préparer. Avec l'aide de mes proches, de ma famille et de beaucoup de temps, j'ai commencé à aller mieux chaque jour. »* Un an après, devant les complications médicales, elle décide elle-même de l'amputation de sa deuxième jambe.

Démunis devant ce que traverse leur fille, ses parents contactent la snowboardeuse Bibian Mentel-Spee, amputée de la jambe droite à cause d'un tumeur (elle deviendra, par la suite, triple championne paralympique). Fleur Jong la rencontre autour d'un café. *« Elle m'a parlé de sa passion pour son sport. J'avais beaucoup de questions sur les prothèses, et, à la fin, je me suis dit que pas grand-chose ne changeait : elle avait un travail, un mari, un enfant... Ça a été un très bon exemple. »*

> FLEUR JONG FUT L'UNE DES RARES PARA ATHLÈTES À PARTAGER L'AFFICHE AVEC DES VALIDES, LORS D'UN MEETING DE LA LIGUE DE DIAMANT, EN 2023, À BRUXELLES

Devenue un exemple à suivre

En 2013, à 18 ans, elle prend part à une journée de détection de talents handisports, organisée par le Comité paralympique néerlandais. Elle est repérée par Guido Bonsen, entraîneur réputé qui s'occupe notamment de Marlou van Rhijn, championne paralympique du 200 m et vice-championne du 100 m, derrière la Française Marie-Amélie Le Fur, à Londres, en 2012. L'adolescente tombe *« amoureuse »* de l'athlétisme.

Elle débute par le sprint, puis s'essaie au saut en longueur en 2019. Le feeling est immédiat. Elle l'attribue en partie à sa formation de danseuse, en hip-hop notamment. *« Il faut le sens du timing quand vous sautez*, détaille-t-elle. *Juste avant le saut, il y a comme un rythme à avoir. Il faut avoir un appui plus long, mais plus rapide aussi. Si vous le maîtrisez, le saut est super. Dans le cas contraire, il n'est pas terrible. »*

Très vite, elle améliore le record du monde T62 – *« Il n'était même pas à 5 mètres, pour être honnête, quand j'ai commencé. »* En 2021, pour ses premiers Jeux, elle devance Marie-Amélie Le Fur de 5 centimètres pour le titre paralympique T64 (catégorie qui regroupe aussi les T62). Lors des Mondiaux 2023 à Paris et à Kobe (Japon) en mai, elle réussit un doublé saut en longueur – 100 m, qu'elle vise à nouveau pour Paris 2024.

Comme Bibian Mentel-Spee le fut pour elle, Fleur Jong est désormais un exemple à suivre. *« J'ai eu des modèles, donc je sais ce que ça fait. Au début, je ne savais pas si j'en étais capable. C'est un honneur de se montrer et de montrer son sport, simplement être une bonne athlète. »* Un rôle qui lui tient à cœur et qu'elle rend encore plus concret par la création d'une fondation destinée aux athlètes paralympiques. Elle comprend un groupe d'entraînement amstellodamois de onze athlètes d'élite, dont le sauteur paralympique français Valentin Bertrand (médaillé de bronze au Mondial 2023 en catégorie T37). La structure intègre aussi des actions sociales assurées par trois employés, allant de démonstrations dans les écoles à des présentations dans le monde de l'entreprise.

« Le sport professionnel est très exposé, mais à la fin il n'y a que moi qui gagne une médaille. Qui ai-je servi ?, explique la championne. *Je voulais faire plus pour le handisport que juste glaner des récompenses. Etre ouverte sur le monde. »* Avec sa fondation, elle a déjà pu sensibiliser plusieurs milliers de personnes. Un premier doublé paralympique à Paris serait un argument de plus dans son combat. ■

ANTHONY HERNANDEZ

VINGT ANS APRÈS, LE RETOUR DES BLEUS DU BASKET FAUTEUIL

L'équipe de France, qui n'avait plus participé au tournoi olympique depuis Athènes en 2004, affronte le Canada, vendredi

Vingt ans après ! L'équipe de France de basket fauteuil n'avait plus participé aux Jeux paralympiques depuis Athènes, en 2004 – où elle avait fini à l'avant-dernière place. Autant dire que les Bleus attendent avec impatience leur premier match contre le Canada, vendredi 30 août, sur le parquet de l'Arena Bercy.

Mais, pour les Français, qui avaient quasi disparu des radars internationaux depuis les championnats du monde de 2010 et une médaille d'argent, il a fallu aller chercher la qualification. Si les équipes de sports collectifs du pays hôte sont généralement automatiquement qualifiées pour les Jeux, cela n'a pas été le cas pour l'édition 2024.

La Fédération internationale de basket fauteuil et le comité paralympique ont changé les règles et réduit de douze à huit le nombre d'équipes qualifiées. Objectif : avoir une compétition de *« haute intensité »* et des matchs *« au plus haut niveau »*, comme l'a expliqué, fin avril, Jérôme Rosenstiehl, chargé de l'organisation des tournois de basket et basket fauteuil pendant les Jeux.

La pilule a été difficile à avaler pour les joueurs et leur staff. *« Rien n'était assuré »*, rappelle Francis Dandine, accompagnateur de la performance des Bleus. *« Au début, ça a été un coup dur. On l'a pris comme une injustice, et ensuite comme une force*, se remémore Stéphane Binot, directeur sportif du basket fauteuil français. *Il fallait aller se battre pour se qualifier. »*

Cadre strict

L'équipe de France a ainsi dû en passer, en avril, par un tournoi de qualification paralympique, opportunément baptisé « Last chance for Paris » (« dernière chance pour Paris »). Quatre matchs, quatre victoires, les para basketteurs ont remporté haut la main ce tournoi. Ce succès leur a permis d'intégrer le top 8 mondial aux côtés de l'Allemagne, du Canada, des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Espagne et de l'Australie.

En contrepartie de ces nouvelles règles, l'équipe a pu choisir sa poule pour les premiers matchs à Paris. Les Bleus éviteront d'entrée l'équipe américaine, championne olympique à Tokyo en 2021 et championne du monde en 2022, et joueront leurs trois premiers matchs contre le Canada, l'Allemagne, puis la Grande-Bretagne.

A l'appui de ce parcours, l'équipe a pu bénéficier de budgets supplémentaires pour s'entraîner et disputer plusieurs tournois. *« On a eu un nombre de stages, de confrontations avec d'autres équipes que nous n'avions jamais eu en si peu de temps »*, explique Stéphane Binot.

Les Bleus se sont aussi astreints à une grosse préparation au centre de ressources, d'expertise et de performance sportive de Bordeaux. Sous la direction d'un nouvel entraîneur, Franck Bornerand, assisté de Steven Caine, tous deux nommés après le championnat d'Europe en juin 2023, où l'équipe s'était classée à la septième place.

Ce duo connaît bien le basket fauteuil. Le premier a joué au basket chez les valides et entraîne l'équipe handibasket des Aigles du Velay (Puy-en-Velay). Le second est un ancien basketteur en fauteuil britannique, vice-champion paralympique à Atlanta en 1996. *« Quand je suis arrivé, j'ai trouvé une équipe pleine de talents individuels. Mon objectif était que chacun puisse s'épanouir, prendre du plaisir mais aussi servir le collectif »*, décrit Franck Bornerand.

Sa méthode ? Poser un cadre strict où l'improvisation n'existe pas. Sa marque ? L'exigence, à la limite de la rudesse. De son propre aveu, *« ça a été très compliqué au départ. Mais on a travaillé sur le collectif, on est monté en niveau, et ils sont arrivés au tournoi de qualification paralympique avec une envie folle et un plaisir de jouer. Les joueurs se sont exprimés pleinement, et ça a payé »*.

> « [LES TRICOLORES] SONT ARRIVÉS AU TOURNOI DE QUALIFICATION PARALYMPIQUE AVEC UNE ENVIE FOLLE DE JOUER »
> FRANCK BORNERAND
> entraîneur de l'équipe

Défi de taille

Le tandem a aussi mis le doigt sur ce qui ne fonctionnait pas dans le jeu de l'équipe : la défense. *« Travailler sur ce point, c'est ce qui nous a permis de nous qualifier au tournoi de qualification »*, affirme Audrey Cayol, le capitaine de l'équipe. Celui qui a fêté ses 43 ans le 16 juillet est l'un des rescapés de l'équipe des Jeux d'Athènes. *« J'aime trop le basket, et puis je ne suis pas du genre à quitter le navire quand il prend l'eau. »* D'autres l'ont fait. Après les mauvais résultats à Athènes en 2004, 70 % des joueurs sont partis de l'équipe de France. *« Ils ne s'y retrouvaient plus. Les résultats des compétitions n'étaient pas bons. Les moyens de préparation n'étaient pas en accord avec les objectifs »*, explique Francis Dandine.

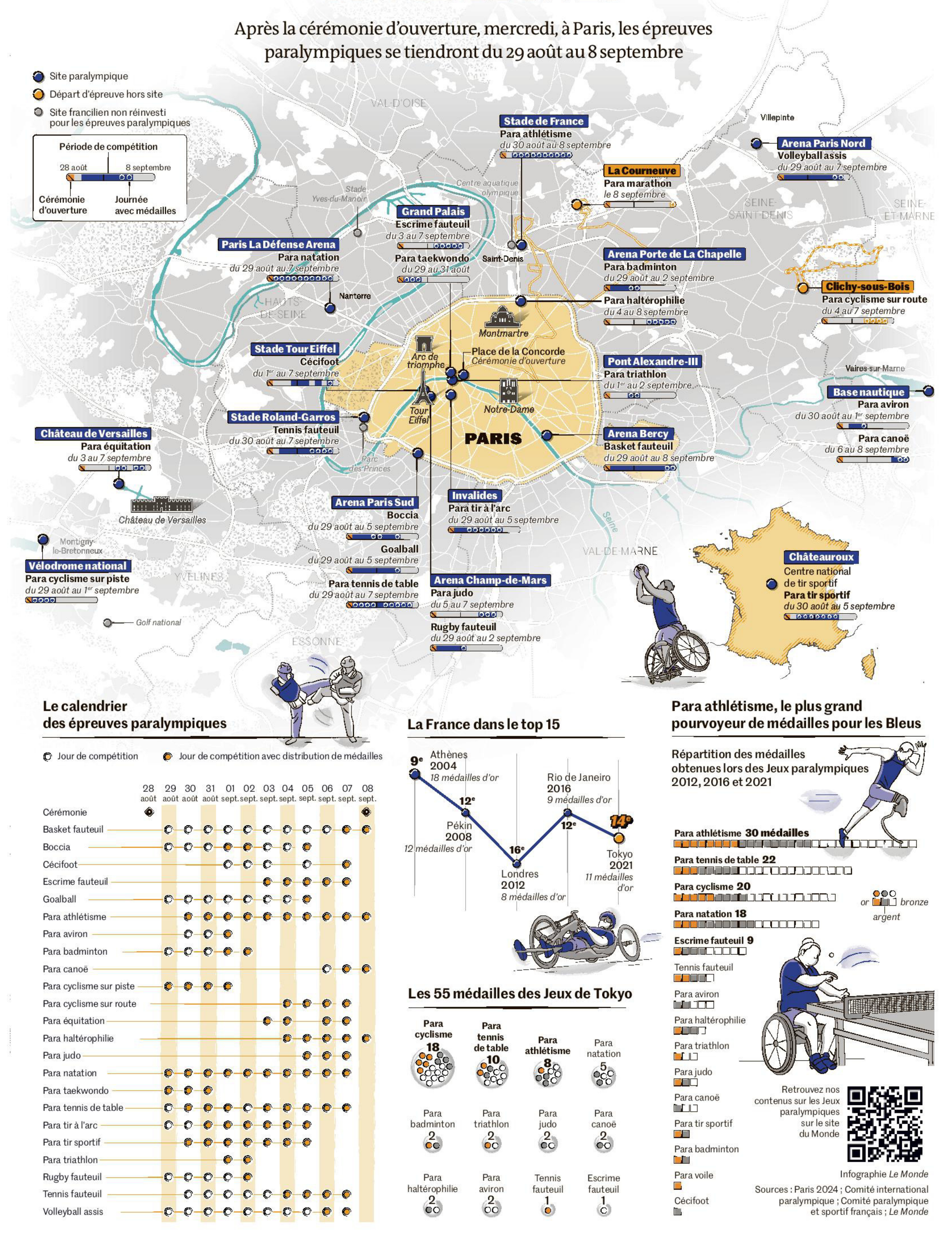
Aujourd'hui, les Bleus sont motivés comme jamais. Outre Audrey Cayol, l'équipe de France pourra notamment compter sur son marqueur Nicolas Jouanserre, ancien basketteur valide de haut niveau, qui s'est mis au handibasket après la pose d'une prothèse au genou droit causée par un ostéosarcome (cancer des os) au fémur. Mais aussi sur ses meneurs, Louis Hardouin, Jérôme Laureri ou encore Sofyane Mehiaoui, dans l'équipe de France depuis 2005, ainsi que Rémi Bayle, un « guerrier » de la défense, comme le surnomme Francis Dandine.

Ils savent que le défi est de taille. S'ils ont déjà battu quasiment toutes les équipes, ils se sont, aussi, fait battre par tout le monde. Mais tous veulent y croire et rêvent d'une médaille. *« Quelle que soit la couleur, je prends ! »*, lance Audrey Cayol. Ce dernier n'avait que 3 ans lorsque les Bleus avaient été sacrés champions paralympiques. C'était il y a quarante ans ! ■

NATHALIE BRAFMAN

ONZE JOURS DE COMPÉTITIONS SUR SEIZE SITES

Après la cérémonie d'ouverture, mercredi, à Paris, les épreuves paralympiques se tiendront du 29 août au 8 septembre



Le calendrier des épreuves paralympiques (○ Jour de compétition ; ● Jour de compétition avec distribution de médailles ; ◆ Cérémonie)

	28 août	29 août	30 août	31 août	01 sept.	02 sept.	03 sept.	04 sept.	05 sept.	06 sept.	07 sept.	08 sept.
Cérémonie	◆											◆
Basket fauteuil		○	○	○	○	○	○	○	○	○	●	●
Boccia		○	○	○	●	●	○	○	●			
Cécifoot					○	○	○		○		●	
Escrime fauteuil							●	●	●	●	●	
Goalball		○	○	○	○	○	○	○	●			
Para athlétisme			●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Para aviron			○	○	●							
Para badminton		○	○	○	●	●						
Para canoë										○	●	●
Para cyclisme sur piste		●	●	●	●							
Para cyclisme sur route								●	●	●	●	
Para équitation							●	●		●	●	
Para haltérophilie								●	●	●	●	●
Para judo									●	●	●	
Para natation		●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Para taekwondo		●	●	●								
Para tennis de table		○	●	●	●	○	●	●	●	●	●	
Para tir à l'arc		○	○	●	●	●	●	●	●			
Para tir sportif			●	●	●	●	●	●	●			
Para triathlon					●	●						
Rugby fauteuil		○	○	○	○	●						
Tennis fauteuil			○	○	○	○	○	●	●	●	●	
Volleyball assis		○	○	○	○	○	○	○	○	●	●	